

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
MESURAGE DU TRAVAIL
A LA TACHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 17 Juin 1911, à 3 heures

PAR

Marcel PASCALIS

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
 DESCHAMPS, *professeur*

PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

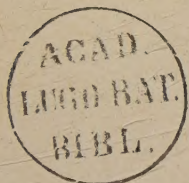
LE
MESURAGE DU TRAVAIL
A LA TACHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 17 Juin 1911, à 3 heures

PAR

Marcel PASCALIS



Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
DESCHAMPS, *professeur*

PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MA GRAND'TANTE

LE MESURAGE DU TRAVAIL A LA TACHE

INTRODUCTION

Envisagé au point de vue de sa rémunération, le travail peut être distingué en :

1° Travail au temps :

2° Travail aux pièces, ou plus généralement à la tâche, selon que l'on prend pour base sa durée ou sa productivité.

En réalité, et parce que la grandeur de l'effort dépend à la fois de sa durée et de son intensité, ce n'est pas uniquement par l'évaluation de celle-ci, ou uniquement par l'évaluation de celle-là, qu'on peut mesurer le travail.

C'est pourquoi dans l'établissement de son prix de revient, l'employeur doit tenir compte à la fois de chacun de ces deux éléments.

Mais cela fait, lorsqu'il s'agit de calculer le salaire de ceux qu'il emploie, le patron peut, soit à cause de la nature du travail qu'il leur confie, soit à cause du but qu'il se propose, considérer que l'un des deux facteurs : durée ou productivité, est prédominant,

done déterminant, et le choisir pour base de leur rémunération.

Le gain est alors proportionnel à la durée de l'effort, et c'est le travail au temps (travail à l'heure, à la journée, à la semaine), ou bien proportionnel à la quantité ou à la qualité de l'œuvre réalisée, et c'est le travail à la tâche.

La détermination du salaire résulte donc d'un « mesurage », soit de la durée, soit de la quantité ou de la qualité.

Ce calcul est relativement simple quand il s'agit du travail au temps ; une seule condition est à observer, c'est que l'employeur exerce un certain contrôle dans le but d'assurer, pendant toute la durée du travail, une production régulière et normale.

Avec le mesurage du travail à la tâche, au contraire, de graves problèmes peuvent se poser. Insuffisamment réglementé, opéré le plus souvent hors la vue du travailleur par le seul représentant patronal, ce mesurage peut donner lieu, sinon toujours à des conflits, au moins à une certaine défiance de l'employé vis-à-vis de l'employeur. C'est la porte ouverte aux soupçons, aux accusations plus ou moins fondées ; et il suffit d'une preuve pour qu'éclate une grève dans le but de mettre fin à cette « exploitation de l'homme par l'homme ».

Il ne faudrait pourtant pas croire que le silence de la classe ouvrière soit un signe de satisfaction, une preuve d'absence de griefs ; ce peut n'être que de la

résignation de la part d'individus auxquels la conscience de leur manque d'organisation ne permet pas d'espérer le triomphe de leurs revendications. C'est surtout alors qu'il y a lieu de craindre que quelques patrons, dont les derniers scrupules ne résistent pas aux nécessités de la concurrence et du *struggle for life*, n'abusent de la situation.

Les conséquences de cette mauvaise réglementation, voire du défaut de réglementation du travail à la tâche, méritent qu'on s'y arrête : méfiance continuelle nuisant aux bons rapports de ces collaborateurs que devraient être patrons et ouvriers, — grèves toujours possibles, avec leurs conséquences souvent désastreuses, — ou bien exploitation des travailleurs, provenant d'un manque de protection là où elle serait le plus nécessaire..., tout cela appelle une réglementation qui ne laisse place ni à la fraude, ni au soupçon de fraude, une réglementation qui donne à l'ouvrier la confiance dont il a besoin, la certitude que le salaire qu'il touche est la juste rémunération de son travail.

En quoi consistera-t-elle ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans l'étude qui va suivre.

PREMIÈRE PARTIE

LE MESURAGE DU TRAVAIL

A LA TACHE

ÉTUDE THÉORIQUE

Le projet de loi (1) présenté par le gouvernement à la Chambre des Députés, le 2 juillet 1906, définit ainsi, dans son article premier, ce qu'il faut entendre par « contrat de travail » :

C'est le contrat par lequel une personne s'engage à travailler pour une autre qui s'oblige à lui payer un salaire, soit à raison de la durée du travail, soit à la proportion de la qualité ou de la quantité de l'ouvrage accompli, soit d'après toute autre base arrêtée entre l'employeur et l'employé.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent titre, les contrats passés par les personnes qui offrent leur travail non à un ou plusieurs employeurs déterminés, mais au public.

C'est particulièrement entre ces deux bases : durée

1. *Le Contrat de travail*. Rapports de MM. Perreau et Fagnot, p. 201.

ou résultat de l'effort, que choisira celui qui fait appel au concours d'ouvriers, pour calculer leur salaire. Il ne le fera pas, du reste, arbitrairement ; selon la nature du travail à accomplir, selon le but qu'il se propose d'atteindre, soit qu'il recherche surtout la qualité, soit qu'il vise surtout la quantité, il optera pour le salaire au temps, ou le salaire à la tâche.

Dans le premier cas, le calcul du salaire sera simple ; ce sera, par exemple, « tant d'heures » à tel prix ; les deux seules conditions à réaliser seront : le compte exact des heures, et la régularité de l'effort pendant ce temps.

Dans le deuxième cas, ce sera plus compliqué ; d'abord, bien qu'ayant surtout en vue la quantité ou la qualité, l'employeur ne pourra se désintéresser du temps mis par l'ouvrier à réaliser le travail. Ici, il est vrai, l'intérêt du patron est le même que celui de l'ouvrier, que le le désir de gagner plus fait produire davantage. Encore faut-il que cette rapidité ne soit pas acquise aux dépens de l'ouvrage. Le patron veillera donc à la conformité de cet ouvrage avec les conditions qu'il a posées, et ce n'est qu'après l'avoir reconnue qu'il songera à estimer le travail d'après l'unité convenue. Il les rapprochera l'un de l'autre, les comparera, soit directement, soit à l'aide d'instruments, et appliquera au résultat trouvé le tarif de salaires convenu.

Ainsi nous pouvons en quelque sorte distinguer trois temps dans le paiement du travail à la tâche :

a) La réception de l'ouvrage, lequel doit être conforme à certaines conditions faites par le patron;

b) Le « mesurage » proprement dit ;

c) L'application du tarif.

A l'occasion de ces différentes opérations, des difficultés pourront être soulevées ; deux parties sont en présence, dont les intérêts sont, au moins en apparence, opposés : le patron ou son délégué, chargé de recevoir l'ouvrage, pourra se montrer difficile quant à l'acceptation ; les résultats du mesurage seront entre les mains de l'opérateur ; l'application du tarif pourra donner lieu à des fraudes ou à des erreurs.

Ce bref exposé montre la nécessité d'une réglementation s'appliquant à ces différents points ; celle-ci ne pourra être déterminée que lorsque nous saurons les conditions que doit réaliser le mesurage. L'idée directrice est celle-ci : le mesurage étant l'œuvre du patron, il faut donner à l'ouvrier la certitude que cette opération se fait impartialement et honnêtement, et pour le cas où une erreur ou une fraude se produirait, lui assurer assez de preuves pour qu'il puisse se faire rendre justice.

1. — Choix de l'unité de compte. — Les conditions que doit réaliser cette unité

Avant de donner le travail aux ouvriers, le patron aura dû fixer son choix sur une unité de compte. Quelles conditions doit réaliser celle-ci ?

a) Par définition, cette unité doit *représenter aussi exactement que possible le travail accompli*. Prenons un exemple, celui de l'ouvrier chargé de creuser un puits. Supposons qu'au lieu de la rémunération à l'heure, qui est possible, l'employeur adopte le paiement d'après la quantité de travail accompli; l'unité qu'il choisira pourra être le mètre cube de terre extrait, ou le mètre d'avancement. Ce sont là des unités parfaitement déterminées, qui représentent bien l'ouvrage fait. Mais prenons le cas du metteur en pages dans l'imprimerie. La première idée qui vienne à l'esprit est de le payer « à la page »; pourtant, toutes choses égales d'ailleurs, une page quelconque peut très bien ne pas nécessiter le même travail qu'une autre page; dans l'une, il peut y avoir des lignes en blanc qui n'existent pas dans l'autre, et qui rendent la tâche plus facile. C'est alors qu'on pense payer « au caractère ». De même, dans l'industrie textile, les variations que peut subir la longueur d'une pièce d'étoffe doivent faire rejeter la pièce comme unité de paiement, le mètre de chaîne, le mètre tissé apparaissant comme des unités plus exactes.

b) Mais nous pouvons concevoir que cette unité étant choisie, l'ouvrage la contienne un certain nombre de fois, plus une certaine fraction. Pour peu que l'unité soit importante, cela peut être intéressant. Nous sommes ainsi amenés à rechercher une unité présentant *le caractère de divisibilité, une unité dont*

les multiples et sous-multiples soient avec celle-ci et entre eux dans un rapport très simple et constant. Dans cet ordre d'idée, le mètre, le kilogramme constituent des unités parfaites.

c) L'unité est donc choisie ; il faut encore, et c'est là une condition aussi essentielle que la première, qu'elle soit fixe, c'est-à-dire *que sa valeur ne varie pas avec la région, ou avec le genre de travail auquel elle s'applique.*

Il suffit pour juger des inconvénients qui pourraient résulter de l'inobservation de cette condition, de se rappeler les difficultés soulevées dans l'ancienne France, comme du reste dans les autres pays, par l'usage d'unités de poids ou de mesure dont la valeur variait avec la région, et même dans une ville déterminée avec la nature de la chose à laquelle on l'appliquait.

Les inconvénients étaient si grands qu'on dut chercher un autre système d'unités, logiques, fixes, dont les multiples et sous-multiples fussent entre eux dans un rapport simple et invariable.

d) *Le Système métrique.* — En 1799 fut promulguée une loi portant fixation du mètre et du gramme, unités fondamentales du système métrique décimal. Le mètre avait une valeur bien déterminée : c'était la dix millionnième partie du quart du méridien terrestre ; ses sous-multiples étaient le décimètre qui valait $1/10$ m. ; le centimètre $1/100$ m. ; le millimètre $1/1000$ m. ; ses multiples : le décamètre qui valait

1 m. $\times$ 10, l'hectomètre 1 m. $\times$ 100, le kilomètre
1 m. $\times$ 1000.

Le gramme, lui, était le poids d'un centimètre cube d'eau à la température de $+ 4^{\circ}$ et à la pression de 760 millimètres de mercure. Ses sous-multiples étaient : le décigramme ou $1/10$ gr., le centigramme ou $1/100$ gr., etc., ses multiples : le décagramme ou 1 gr. $\times$ 10, l'hectogramme ou 1 gr. $\times$ 100, le kilogramme ou 1 gr. $\times$ 1.000.

Le système ainsi établi devint légal en 1801 ; mais il ne se répandit par la suite qu'avec une certaine lenteur, à cause de l'habitude qu'avaient les populations des anciennes mesures, et malgré les inconvénients que comportait leur usage. Ce fut au point qu'en 1812, un arrêté ministériel dut autoriser l'emploi des mesures transitoires, telles que la toise de 2 mètres, l'aulne de 1 m. 20, le boisseau de $1/8$ d'hectolitres ; ce n'était pourtant plus les anciennes mesures dont l'emploi était désormais interdit, et pour les distinguer, on ajoutait à chacune de ces mesures le mot « métrique ».

La loi du 4 juillet 1837 rendit le système métrique exclusivement obligatoire à dater du 1^{er} janvier 1840. Aucun commerçant ou industriel ne pouvait désormais, sous peine, outre la confiscation, d'une amende de 11 à 15 francs et d'un emprisonnement facultatif de un à cinq jours (Code pénal, art. 479-6^o et 480), faire usage dans ses magasins, boutiques, ateliers ainsi que dans les halles, foires et marchés, de poids

et de mesures appartenant à un autre système. La Belgique, la Hollande, la Grèce, suivirent bientôt l'exemple de la France ; puis la plupart des autres Etats, et actuellement le système métrique est le système légal et exclusif des poids et mesures dans presque toute l'Europe ; les exceptions sont au nombre de trois ou quatre, dont la Grande-Bretagne et la Russie. Encore en Angleterre, l'emploi du système métrique est-il concurremment autorisé depuis 1864, ainsi qu'aux États-Unis depuis 1866.

Depuis plus de soixante-dix ans, les unités de mesure, de poids, autrement dit les unités de « mesurage » sont donc bien déterminées ; elles constituent les unités légales.

L'unité choisie doit-elle faire partie du système métrique ? — Est-ce à dire qu'elles soient les seules que nous devons choisir pour procéder au mesurage du travail à la tâche ? Pour répondre à cette question, il faut nous demander si les unités ainsi déterminées sont applicables aux différents travaux à exécuter. Il nous faut faire une distinction : le plus souvent, on pourra avoir une idée très juste du travail accompli en calculant la longueur ou la largeur de l'ouvrage : alors, il faudra choisir une unité de mesure linéaire ; sa superficie, il faudra choisir une unité de surface ; son volume ou sa capacité, il faudra une unité adéquate ; son poids, il faudra une unité de poids.

Presque toujours, dans ces différents cas, les unités du système métrique pourront être choisies sans

inconvenient ; une pièce d'étoffe pourra être mesurée en prenant le mètre pour unité ; une masse de terre, en prenant le mètre cube, etc...

Faut-il donc dans ces cas où le système métrique est applicable, l'imposer ? Il semble que, sans hésitation, nous puissions répondre affirmativement, et nous sommes tentés d'ajouter que cela doit être, puisque la loi impose le système métrique.

Or, la loi qui impose le système métrique dans les différents pays ne l'impose qu'incomplètement ; elle ne le fait que dans les relations commerciales, entre vendeurs et acheteurs, et c'est tout. Ce qui est imposé dans les transactions commerciales et les perceptions opérées à la charge des particuliers n'existe pas en matière de contrat de travail. Cette anomalie apparaît, particulièrement en France, lorsqu'on examine la loi d'un peu près, et qu'on lit qu'elle s'impose aux relations du vendeur et de l'acheteur.

Pourquoi la loi de 1837, complétée par la loi de 1851, rendant obligatoire le système métrique en France, pourquoi la loi de 1855, en Belgique, laissaient-elles de côté le contrat de travail ?

L'explication est aisée pour qui se rappelle la résistance des populations à adopter de nouvelles unités auxquelles elles n'étaient pas habituées. Ces résistances, qui nécessitaient en France l'arrêté ministériel de 1812 et qui ne permettaient d'imposer le système métrique que quarante années après sa détermination, commandaient forcément la prudence. Pour ne

pas trop contrarier des usages si fortement ancrés, le législateur se borna à parer au plus pressé; il n'imposa le système métrique que dans les relations nées du contrat de vente. C'était une demi-mesure qui pouvait se comprendre à l'époque, qui même s'imposait si l'on ne voulait pas compromettre le résultat de la réforme. Mais cette réserve ne s'impose plus aujourd'hui où le législateur s'efforce de donner à l'ouvrier une protection efficace, où les lois ouvrières ne se comptent plus; il n'est pas douteux que l'emploi obligatoire des unités du système décimal dans le contrat de travail soit une mesure propre à entraîner une amélioration de la situation des travailleurs; et c'est pour cela qu'elle doit être décidée.

A la Chambre belge des Représentants (1), M. Borboux disait cependant en 1901 :

Le système métrique ne doit pas être imposé. Il faut remarquer que dans les transactions commerciales il ne l'est nullement. Sans doute, si le commerçant pèse ou mesure, il ne peut, pour le faire, employer d'autres mesures ou d'autres poids que ceux qui sont consacrés légalement. Mais rien n'empêche un commerçant de vendre autrement qu'au poids ou à la mesure. Il peut prendre d'autres unités de compte, comme le paquet de chocolat ou de thé, sans qu'il y ait aucune désignation de poids et aucune obligation de pesage ou de mesurage quelconque.

1. Discussion de la loi belge du 30 juillet 1901. Chambre des Représentants, séance du 19 juin 1901.

C'est qu'ici, en effet, cette obligation est inutile au contrat. L'acheteur a, indépendamment du mesurage un moyen de contrôle. On lui a offert non pas un demi-kilogramme de chocolat ou de thé, mais on lui a promis tel paquet qu'il veut, qu'il connaît pour tel prix. Il y a donc là pour le client tous les moyens, tous les éléments de contrôle.

Ces moyens de contrôle existent-ils également dans le contrat de travail ? M. Borboux semblait l'affirmer et poser là une pétition de principe. Sur quoi repose-t-elle ?

Nous pouvons en quelque sorte rapprocher cette vente « au paquet » de la rémunération « à la pièce ». L'unité prise pour point de comparaison n'est ni une unité de mesure, ni une unité de poids. Elle constitue une unité particulière, ne faisant partie d'aucun système, dont la valeur en somme n'est garantie par rien que par la bonne foi des parties et leur confiance réciproque. C'est un paquet, c'est une pièce ; et c'est tout. C'est ce qui fait que si le contrôle peut être efficace sur une unité relativement petite, sur un paquet, sur une petite pièce, comme par exemple un mouchoir ou une serviette, il devient hypothétique lorsqu'il s'agit d'une unité plus considérable. Le contrôle est-il possible ? Oui, pouvons-nous répondre sans engager plus avant cette question que nous traiterons ultérieurement. Est-il facile ? pas toujours ; et cela suffit à justifier une protection efficace. D'aucuns parleront d'un excès de précautions ; acceptons l'allégation, car elle s'explique :

Pour nous, le travail n'est pas une marchandise ordinaire ; c'est une marchandise « qualifiée » ; au travail s'incorpore toute la personnalité de l'ouvrier qui s'y donne entièrement, qui s'y affirme, qui en est inséparable. Le travail n'est pas une marchandise quelconque ; l'ouvrier n'est pas une simple machine ; et cela seul suffit à justifier notre réserve.

D'ailleurs que faisons-nous en imposant ainsi le système métrique, chaque fois qu'il est applicable ? Renonçons-nous à une solution qui, même dans ce cas, pourrait être préférable ? Nullement. Mais alors, qu'on prouve que l'adoption de telle unité non légale serait plus avantageuse. Il sera aisé de donner au gouvernement (plutôt qu'au législateur, pour une raison de simplicité) un pouvoir d'extension, de consécration légale, à condition de l'entourer de toutes les garanties possibles : avis de syndicats, de conseils de prud'hommes, de chambres de commerce, etc... Ce n'est que lorsqu'on aura acquis la certitude qu'il peut y avoir, dans un cas particulier, avantage à déroger à la règle générale, qu'on pourra admettre l'emploi d'une unité ne ressortissant pas du système métrique.

Ainsi la garantie que nous demandons sera donnée à l'ouvrier ; les unités servant de base au calcul de son salaire seront fixes, déterminées ; ce seront, quand le système métrique sera applicable, celles découlant de ce système, ou quand cela s'imposera, une autre unité choisie avec tout le soin désirable.

Mais il pourra se faire que le système métrique ne

soit pas applicable, que ses unités appliquées à un certain travail ne représentent pas exactement l'effort fourni. Alors, la même solution s'imposera que ci-dessus. Si le système métrique avec toutes ses combinaisons de poids, de mesures, ne peut être employé, c'est qu'une seule autre unité pourra donner une idée précise du travail ; cette unité s'imposera ; on prendra des précautions, on s'entourera de garanties, on fera des enquêtes, on prendra des avis, et c'est seulement lorsque la grande majorité s'accordera à en proclamer la nécessité que le gouvernement imposera cette dérogation.

Mais il faut reconnaître que celle-ci ne sera pas aussi fréquente qu'on pourrait d'abord le croire. Le système métrique et ses unités seront sans nul doute applicables et appliqués au plus grand nombre des cas ; ils suffiront à sauvegarder les droits de l'ouvrier. Et s'il est certain qu'au cas de l'intervention d'une loi qui réglerait le mesurage du travail à la tâche, le gouvernement aurait dès le début à faire quelque usage du pouvoir qui lui serait donné, il est non moins sûr que par la suite, il en aurait assez rarement l'occasion.

Traitant ici la question d'une façon générale, nous nous en tiendrons à ces conclusions, nous proposant de montrer au cours de notre étude, dans les cas particuliers, les avantages qu'il y aurait à réaliser pareille réforme.

2. — *Les appareils de mesure, les vérifications.*

Ayant choisi une unité de compte, et le travail étant exécuté, il faut chercher combien de fois cette unité est contenue dans le tout. Cette opération exige le plus souvent des instruments dont les uns sont la réalisation des unités choisies, les autres des appareils destinés à permettre la comparaison de la chose à l'unité, lorsque celle-ci ne peut se faire directement. Nous voulons parler des poids, des mesures et des balances, dont l'histoire est intimement liée à celle du système métrique, dont ils ne sont que la conséquence immédiate.

S'il est nécessaire d'avoir des unités certaines, il faut également que les objets qui représentent ces unités soient fixes, certains. Cela n'est pas discutable. Lorsque la loi fut promulguée qui imposait l'usage du mètre, du kilogramme, on dut se préoccuper de matérialiser ces unités. A cet effet, des étalons furent établis d'après lesquels on fabriqua en séries des mesures, des poids égaux, identiques, afin d'empêcher la fraude, ainsi que des instruments représentant les multiples et sous-multiples de ces unités. Ces poids et ces mesures, d'après la loi de 1837 pour la France, et d'autres postérieures qui réorganisaient la matière, ainsi que les balances, destinés à des négociants ou à des particuliers devaient être présentés au bureau du vérificateur qui les comparait aux

étalons officiels dont chaque bureau possède un assortiment. S'ils étaient reconnus exacts, ils étaient poinçonnés.

Chaque année, ces mêmes poids, mesures, balances devaient être soumis au contrôle du vérificateur qui les poinçonnait à nouveau. On permettait ainsi de découvrir la fraude, qui était sévèrement punie. L'ordonnance de 1839 et quelques règlements ultérieurs décidaient encore que les poids et mesures devaient être de la forme et de la substance déterminées par le texte. La vérification d'ailleurs pouvait avoir lieu d'office, ou sur réquisition du procureur de la République, ou bien sur l'ordre des préfets ou sous-préfets pour effectuer chez les assujettis des visites inopinées. La loi de 1851, actuellement en vigueur, décide par son article 1^{er}, § 3, que ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures ou d'instruments inexacts tendant à fausser l'opération du pesage ou du mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise même avant cette opération, seraient punis des peines portées par l'article 423 du code pénal (3 mois à 1 an de prison et amende d'au moins 50 francs, mais toujours inférieure au quart des restitutions et dommages-intérêts). Elle décide en outre par son article 3 que ceux qui, sans motif légitime, auront dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans

les halles, foires ou marchés, des poids et des mesures faux, ou des appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage, seront punis d'une amende de 16 à 25 francs et d'un emprisonnement de 6 à 10 jours, ou à l'une de ces deux peines seulement, qui, en cas de récidive dans les cinq ans, peuvent être doublées.

Dans les autres pays, il en est de même. Ces différentes lois édictent donc une protection efficace contre la fraude, mais elles ne protègent que l'acheteur ; elles ne garantissent que la justesse des transactions commerciales, laissant de côté, comme nous l'avons expliqué pour le système métrique, les relations nées du contrat de travail.

De même que nous concluons à l'extension du système métrique au rapports des patrons et ouvriers, nous devons conclure logiquement à l'extension de la loi des poids et mesures à ces mêmes rapports. La situation résultant de l'état de choses actuel offre des inconvénients sur lesquels il est inutile d'insister, à cause de leur évidence. L'absence d'instruments dûment vérifiés et poinçonnés est de nature à donner lieu à des erreurs, parfois aussi à des fraudes. Si celui qui pèse ou mesure n'est pas consciencieux, il n'hésitera pas à employer des instruments inexacts, des appareils non justes ; selon qu'il sera patron ou ouvrier, il aura intérêt à employer des mesures ou des poids trop longues ou trop courtes, trop lourds ou trop légers. Les résultats des opérations seront

faux, pour le plus grand dommage de l'une des deux parties. Si l'opérateur a agi honnêtement, qui dit que l'autre partie ne croira pas être dupée, qu'elle ne soupçonnera pas la fraude là où rien ne vient garantir son absence. Ce soupçon sera la cause d'une méfiance qui deviendra peut-être de la haine, et que quelque événement fera un jour éclater sous forme de grève.

Il est intéressant, à ce propos, de rappeler ce que disait le rapporteur de la loi française de 1851 (1) :

Parmi les moyens d'améliorer le sort de la classe laborieuse, il en est un qui ne coûterait rien à la liberté, si ce n'est à la liberté de la fraude ; qui, loin d'attaquer les principes de la propriété, leur rendrait hommage en poursuivant une espèce de vol. C'est la répression d'abus qu'a introduits dans le débit des marchandises destinées aux usages domestiques la cupidité de quelques vendeurs désavoués par la très grande majorité de leurs confrères... La loi peut et doit chercher à protéger ce salaire contre la fraude ; elle peut et doit veiller dans une certaine mesure à ce qu'en échange de ce salaire, l'ouvrier obtienne du marchand l'aliment loyalement pesé...

Il ne songeait à ce moment qu'à assurer à l'ouvrier la juste quantité de marchandises que lui permettait d'acquérir son salaire : tenu à la prudence qui l'obli-

1. Rapport de M. Riché, au nom de la Commission d'initiative parlementaire. *Moniteur officiel*, 26 janvier 1851, Duvergier, 1851, p. 109, note 1.

geait à restreindre le champ d'application de la loi, il n'osait demander pour lui, par l'application de la même mesure, la juste rémunération de son salaire.

Ainsi cette loi s'impose, elle doit être applicable aux relations nées du contrat de travail comme à celles du contrat de vente ; et chaque fois qu'il est fait usage, pour mesurer le travail des ouvriers, de poids, de mesures de longueur, de surface, de capacité ou de solidité, il doit être interdit de se servir d'unités de poids ou de mesures autres que celles établies par la loi, et vérifiées par des contrôleurs spéciaux.

Mais si la solution paraît simple quand il s'agit d'unités dérivées du système métrique, que faudra-t-il décider lorsque le gouvernement aura autorisé l'emploi d'une nouvelle unité ? S'il a cru devoir le faire pour répondre aux nécessités d'une industrie spéciale, il n'est pas douteux qu'il aura entendu admettre du même coup que tout instrument représentant cette unité sera poinçonné et vérifié périodiquement. Dans les différents pays, et quel que soit le système de poids et de mesures que l'on ait adopté, que ce soit le système métrique comme en France, en Belgique, en Allemagne, ou un autre système comme en Angleterre, le législateur a confié à des inspecteurs spéciaux le soin de vérifier ces instruments. En France, la loi de 1837 et l'ordonnance de 1839 organisèrent ce service qui ne reçut par la suite que quelques modifications de détails. Ces inspecteurs qui opèrent chacun dans une circonscription territo-

riale déterminée, vérifient une fois par an, soit à domicile, soit à la mairie, les différents poids et mesures détenus par les commerçants ou les particuliers.

La vérification des instruments servant à mesurer le travail à la tâche. — Si la loi étend cette vérification aux instruments employés dans les rapports nés du contrat de travail, nous devons nous demander à qui elle devra la confier. Il est évident que les inspecteurs des poids et mesures pourraient assurer ce service, le surcroît de travail qu'entraînerait pour eux cette extension de leurs attributions ne pouvant être considéré comme un obstacle. Il suffirait à la rigueur de nommer, à côté de certains inspecteurs titulaires, de nouveaux inspecteurs adjoints, comme le prévoient du reste les lois de 1837 et suivantes.

Mais dans tous les pays l'application des lois ouvrières est confiée à des inspecteurs du travail qui pénètrent dans les ateliers ou dans les usines, recherchent les contraventions à ces lois et dressent des procès-verbaux.

Or, ne peut-on considérer la vérification des poids et instruments dans les cas où ils servent à la détermination du salaire des ouvriers, comme rentrant dans leurs attributions ? Si une loi réglemente le mesurage du travail à la tâche, elle fait partie de la législation du travail, et les mesures de contrôle des instruments servant à évaluer le travail peuvent être considérées

comme en résultant. On donnerait ainsi aux inspecteurs du travail un pouvoir identique à celui des inspecteurs des poids et mesures, mais dans une sphère déterminée, en partant d'un principe différent. La seule question qui se pose est de savoir si les fonctions des inspecteurs du travail n'étant pas déjà très chargées, et tendant à l'être de plus en plus, à mesure que de nouvelles lois donneront aux ouvriers une protection qui leur est nécessaire, ce ne serait pas leur fixer une tâche trop grande. Il serait possible, il est vrai, de considérer les inspecteurs du travail comme les auxiliaires des vérificateurs des poids et mesures, de partager entre eux cette nouvelle fonction qu'ils exerceraient concurremment. Mais alors ne risquerait-on pas d'importuner les industriels qui seraient obligés de montrer leurs poids à chacune des visites de ces deux catégories de fonctionnaires ? Nous ne le croyons pas. Ce que risqueraient les industriels soumis à cette « concurrence », ce serait deux inspections par an, dont une seule pourrait leur faire perdre un peu de temps, puisqu'ils n'auraient à la deuxième réquisition qu'à justifier d'un premier contrôle.

L'important est que les inspecteurs du travail puissent mener jusqu'au bout leurs enquêtes. Si nous admettons qu'ils doivent faire appliquer une loi réglementant le mesurage du travail à la tâche, et si nous ne leur accordons pas le contrôle des poids et mesures servant à ce mesurage, il semble que nous

rendions quasi impossible l'application de cette loi et que nous arrêtons leur action. Il nous paraît alors plus logique de donner à ces inspecteurs du travail seuls, plutôt qu'aux seuls vérificateurs des poids et mesures, le pouvoir de contrôler ; et nous arrivons à cette conclusion qu'il faut choisir entre l'action unique des inspecteurs du travail ou l'action combinée de ceux-ci et des vérificateurs des poids et mesures. Le choix de la solution dépend moins, croyons-nous, du principe d'où l'on part que d'une question de fait, touchant le degré d'occupation des uns et des autres.

3. — *L'opérateur. — Nécessité de le contrôler.*

Mais il ne suffit pas que les poids soient justes, les instruments exacts pour que le résultat le soit. L'opération nécessite un opérateur, et c'est ici qu'intervient un facteur d'ordre moral : l'honnêteté, l'impartialité de celui qui opère.

Quel est son rôle ? Recevoir l'ouvrage, et pour cela constater qu'il répond aux conditions de travail qui ont dû être imposées. Si non, il ne va pas plus loin. Le patron a demandé telle chose, l'ouvrier fournit telle autre ; il est logique que le patron ne l'accepte pas. Si oui, il va rechercher combien de fois dans cet ouvrage est contenue l'unité de compte choisie à l'origine.

Ce bref exposé de son rôle montre assez que l'opérateur sera choisi par le patron ; ce sera à lui qu'il déléguera en quelque sorte son pouvoir de juger l'ouvrage et de le mesurer. De l'honnêteté de cet opérateur va dépendre le résultat de cette opération. Pour peu qu'il ait de rancune ou de passion, il pourra se montrer difficile pour recevoir un ouvrage cependant correct ; ou bien, ce qui sera plus grave, parce que moins facilement vérifiable par la suite, il pourra fausser l'opération. Ici, il ne fera guère qu'agir à l'instigation d'un patron sans scrupule en faveur de qui une petite erreur répétée plusieurs fois constituera un bénéfice appréciable ; il se fera son complice, partageant avec lui les notables avantages de la fraude, et ses risques anodins. Le plus souvent, en effet, aussitôt l'opération terminée et ses résultats notés, la matière qui en a été l'objet est aliénée ou bien transformée ; et les éléments sont bien minces qui pourraient constituer une charge contre le patron. Le seul remède possible doit donc être une mesure préventive, et pas seulement une mesure répressive, ne laissant pas de place à de telles manœuvres. Nous la concevons sous forme d'un contrôle qui donne à l'ouvrier l'assurance qu'il n'a pas été trompé, la certitude qu'il ne peut pas l'être. Ce sera donc un contrôle de l'opération elle-même du mesurage ou du pesage exercé par l'ouvrier lui-même. De cette façon la fraude est impossible, impossible le « coup de pouce » de l'opérateur, impossible l'usage d'une série de faux.

poids cachés à tout autre moment, impossible même la crainte d'être trompé. Et ce n'est pas un mince résultat, car il n'est que trop fréquent que l'ouvrier, en présence du maigre salaire que lui rapporte l'accomplissement de sa tâche, ne se laisse aller à croire que le patron l'a dupé. Il n'a pas assisté au mesurage qui a déterminé le quantum de son ouvrage ; l'opération a été faite par un délégué du patron. Rien ne prouve qu'elle n'a pas été faussée ; et ce soupçon que partagent d'autres ouvriers de même condition devient à la longue une quasi certitude. On en cause au cabaret, chez soi, aux réunions ; tout à l'heure, on supposait, maintenant, on affirme ; c'est là la genèse de dissensions qui amèneront sinon une grève toujours à craindre, au moins une tension regrettable dans les relations d'employeurs à employés.

Le remède est donc clair : pour enlever à l'ouvrier tout motif d'accuser, à tort ou à raison, il faut le mettre à même de juger de visu que le mesurage est loyal ; il faut qu'il y ait un témoin de l'opération, que celle-ci se fasse en quelque sorte contradictoirement :

Exercice du droit de contrôle. — Contrôle direct.

— Mais qui sera ce témoin ? Ce pourra être l'ouvrier lui-même qui, apportant son travail pour le faire mesurer, assistera à l'opération. Une objection se présente immédiatement à l'esprit : ce contrôle direct de l'employé va lui faire perdre un temps précieux pendant lequel il pourrait produire ; d'où pour lui perte certaine d'une somme d'argent en vue d'empê-

cher une fraude qui, peut-être, n'aurait pas été commise ou qui, si elle l'était, pourrait peut-être n'avoir que peu d'importance. Mauvais calcul, semble-t-il. Il faut tenir compte cependant de la rapidité relative des opérations ; dans la plupart des cas, l'ouvrier qui voudra vérifier le mesurage de son ouvrage ne perdra que quelques minutes, un quart d'heure au plus ; ce sera peu en comparaison du résultat obtenu. Nous verrons à l'occasion que le contrôle de certaines opérations en ont changé les résultats dans de notables proportions, et que le temps perdu a été largement compensé par la perte évitée. Cela ne serait-il pas toujours, il resterait ceci : qu'ayant la possibilité de surveiller l'opérateur, l'ouvrier ne pourrait plus le soupçonner et ne pourrait plus accuser son patron de l'exploiter. Il saurait qu'ayant accepté de travailler à tel tarif, son ouvrage est exactement contrôlé ; et il en résulterait sans aucun doute une diminution de grèves, de discussions inutiles, une amélioration de rapports, en un mot un meilleur esprit qui ne pourrait qu'être favorable à la bonne exécution ainsi qu'au rendement de son travail. L'essentiel est donc de permettre ce contrôle de l'ouvrier ; qu'il l'assure lui-même, peu importe. Mais il faut qu'il dépende de lui de pouvoir, dès l'instant qu'il croit être trompé, vérifier si son soupçon est juste, et ne pas rester dans le doute.

Contrôle par délégué. — Cependant, il faut prévoir le cas où l'ouvrier ne pourrait pas contrôler lui-même l'opération, impossibilité toute matérielle venant

du genre du travail accompli, de l'éloignement du chantier ou de l'atelier au lieu où s'opère le mesurage. Il est trop évident qu'ici la perte de temps que subirait l'ouvrier ne serait pas compensée par le profit qu'il en tirerait. Faudra-t-il donc qu'il renonce à cette surveillance qui constitue sa meilleure garantie ? Nous ne le pensons pas. S'il ne lui est pas possible d'assister personnellement à l'opération, il semble qu'il puisse déléguer son pouvoir à quelqu'un. L'intervention de ce délégué, sa présence lors des opérations lui assurera les garanties qu'il recherche. Cela ne pourra en rien gêner le patron si, comme l'ouvrier lui-même, le délégué se borne à exercer son contrôle sans intervenir dans le travail et sans gêner le mesurage. C'est là la seule condition à imposer au contrôleur, mais elle est essentielle, et il ne faut pas que sous prétexte de vérifier, l'ouvrier, par lui-même ou par son délégué, entrave systématiquement l'action de l'opérateur. A ce point de vue, la loi qui donne le droit de contrôle aux ouvriers doit prévenir ces abus par des pénalités.

Mais quel sera le délégué de l'ouvrier ? Devra-t-il être ouvrier lui-même ? Ou pourra-t-il être choisi parmi des personnes étrangères à l'usine ? Un seul motif pourrait justifier l'hésitation, la crainte de voir trahir certains secrets de fabrication.

La difficulté d'ailleurs n'est pas si grande qu'on le croit, car il est vraisemblable que si le pouvoir de contrôler est délégué à une tierce personne, il le sera

par tous ou tout au moins par la grande majorité, à une personne qui sera censée les représenter. C'est l'économie du système, l'avantage de sa simplicité qui conduit à cette solution. On ne comprendrait guère qu'une personne vint de temps à autre pour représenter un ouvrier déterminé dans cette office de surveillance. On conçoit au contraire très bien que tous les ouvriers s'entendent pour choisir ce tiers, avec l'assentiment du patron ; c'est la meilleure garantie que les ouvriers puissent lui donner de leur désir de contrôler un opérateur, sans pour cela soulever des difficultés. Ainsi le délégué apparaît comme chargé d'une fonction spéciale ; il est contrôleur ouvrier ; comme tel, il va toucher des gages qui lui seront payés par ceux qu'il représente. C'est justement là que la solution semble très pratique et très simple ; ces gages ne seront pas très élevés ; l'emploi n'exigeant pas d'ailleurs d'aptitudes spéciales, ni une grande force, le choix des travailleurs se portera souvent sur un ancien ouvrier qui trouvera là pour ses vieux jours une source d'adoucissement ; et cette somme minime partagée au prorata de leurs gains entre les ouvriers sera payée grâce à une très légère retenue sur le salaire de chacun ; ce sera peut-être un ou deux sous par jour qu'ils auront à payer, et si cela ne diminue pas beaucoup leurs salaires, ils y gagneront une confiance en leur patron qui ne pourra qu'être heureuse. Dès lors, plus d'objections contre ce système du contrôle ouvrier : pas de temps perdu, peu de frais, pas de grève, et cependant résultat appréciable : estime réciproque.

Les compteurs automatiques. — Cependant, il est encore une solution plus simple de la question ; elle nous est suggérée par le progrès constants de la mécanique qui introduit chaque jour dans notre vie les compteurs automatiques. Que l'unité choisie comme unité de compte soit linéaire, que ce soit une unité de superficie ou de toute autre espèce, nous pouvons admettre qu'il est possible dans certains cas de compter automatiquement le nombre d'unités produites. Il y a aujourd'hui tellement d'indicateurs, de cette sorte : compteurs à gaz, compteurs à eau, compteurs kilométriques, compteurs de tours, etc... que la solution paraît simple en principe. Que le besoin d'un nouvel engistreur se fasse sentir, il suffira qu'on indique exactement ses conditions pour qu'aussitôt soit créé un appareil y répondant. Pourquoi alors ne pas employer une machine de cette sorte chaque fois que cela serait possible ? Au fur et à mesure que l'ouvrage serait produit, l'appareil l'enregistrerait, inserirait pour ainsi dire le nombre d'unités faites, et cela sous les yeux de l'ouvrier. Que désirer de plus sûr et de plus simple ? L'appareil enregistrant automatiquement, l'ouvrier ne pourrait accuser personne, et constamment il saurait d'un coup d'œil ce qu'il a produit.

Cependant, d'aucuns craindront encore la fraude : l'appareil, diront-ils, ne sera exact que tant qu'il sera monté d'une certaine façon. Mais il ne sera pas impossible de lui faire donner des résultats faux, en y appor-

tant quelques modifications imperceptibles, particulièrement en chageant les engrenages, le rapport de leur dents.

L'objection est sérieuse, mais il ne faut pas l'exagérer. D'abord, la modification à apporter à l'appareil demanderait toujours un temps assez considérable. Il faudrait sans doute pour cela démontrer des organes, opération délicate et longue qui aurait beaucoup de chances d'être surprise. Un contre-maitre pourrait passer, voir l'ouvrier, et beaucoup hésiteront devant le risque à courir. Mais en admettant que quelqu'un ait réussi à « truquer » son appareil, cela ne pourrait guère lui servir ; car de deux choses l'une, ou le compteur marquera beaucoup plus d'ouvrage qu'il n'y en aura de fait en réalité, et l'industriel sera bientôt mis en éveil par une production anormale ; ou le compteur ne marquera que des différences infimes ; et pour le peu de profit qu'il en pourrait tirer, il est fort douteux qu'un homme risquerait l'aventure.

D'ailleurs, les appareils enregistreurs, pour être efficaces, devraient être d'un modèle reconnu, définitivement arrêté, répondant à des conditions données ; ils devraient encore être plombés, ce qui assurerait leur protection ; et puisqu'on donnerait soit aux inspecteurs du travail, soit aux inspecteurs des poids et mesures le devoir de vérifier les instruments servant au mesurage du travail à la tâche, il serait évident

que ces appareils devraient être soumis à leur contrôle.

Ainsi, par l'une des deux solutions que nous avons indiquées, dont les circonstances et la nature du travail, plus que toute autre chose, guideraient le choix, il serait possible de garantir à l'ouvrier le mesurage exact de son travail, la juste détermination du nombre d'unités contenues dans son ouvrage.

4. — *Conditions de travail. — Conditions de salaire.*
Leurs preuves.

C'est à ces unités qu'il convient d'appliquer le tarif de salaire pris pour base, si l'on veut connaître le gain de l'ouvrier. Ce gain, par définition, est égal au produit du taux de rémunération par le nombre d'unités exécutées et révélées par le mesurage.

Le contrôle de l'ouvrier ayant pour but d'assurer la loyauté de cette opération, il reste à garantir l'exacte application au travail du taux de salaire convenu.

Lorsqu'un patron donne à ses ouvriers un travail à effectuer, moyennant un salaire proportionnel à sa quantité ou à sa qualité, il leur propose (c'est là la base du libre contrat) deux espèces de conditions, bien distinctes :

a) Conditions techniques, qui constituent les caractéristiques de l'ouvrage et auxquelles celui-ci doit répondre. Ce serait par exemple la longueur, la lar-

geur, le poids, l'épaisseur, la résistance, etc..., et les éléments qui auront ici une importance dans le règlement des comptes.

b) Conditions de salaires, consistant dans le prix de l'unité de compte exécutée conformément aux conditions précédentes.

Nous avons vu qu'avant de procéder au mesurage du travail, le patron s'inquiétait de savoir s'il répondait aux conditions techniques. Mais où est la preuve de ces conditions ? D'après l'article 1341 du Code civil, l'usage d'un écrit est obligatoire lorsqu'il s'agit d'une somme de plus de 150 francs.

Mais presque toujours, en dépit de cette règle, le contrat de travail demeure verbal. Si le contrat n'a pas été fait par écrit, comment l'ouvrier prouvera-t-il qu'il a correctement exécuté sa tâche, si le patron l'accuse de malfaçons ? La même question se pose lorsqu'il s'agit d'appliquer au travail le tarif de salaire. Quel est ce tarif ? Où est sa preuve ?

On pourrait admettre à la rigueur, pour le cas où tous les ouvriers exécutent le même article aux mêmes conditions, que leur « consentement » constitue une preuve. Mais cela est loin d'être satisfaisant, surtout si nous remarquons que cette uniformité de conditions sera extrêmement rare. Le plus souvent, les ouvriers seront divisés en différents groupes, dont quelques-uns très petits, qui exécuteront différents travaux, la division du travail étant une des bases de l'économie industrielle.

Indications écrites des conditions. — Le seul moyen d'éviter à ce sujet toute difficulté sera de poser pour principe que les conditions doivent toujours être fournies par écrit. Il reste alors à déterminer sous quelle forme.

Admettons-nous qu'une simple feuille est suffisante ? Elle peut contenir, il est vrai, l'énoncé de la ou des conditions de travail, de la condition de salaire. Mais devra-t-elle être faite en autant d'exemplaires qu'il y a de parties distinctes ? Ou bien suffira-t-il d'un seul ? Qui gardera par devers soi cette preuve du contrat ? L'ouvrier ou le patron ? Ce dernier ayant ses livres, il semble assez naturel de la remettre à l'ouvrier qui y trouvera les indications techniques dont il peut avoir besoin. Ce sera, en quelque sorte, « l'ordonnance » de l'ouvrage dont il s'est chargé. Mais cette feuille peut s'égarer, être abîmée. Elle sera plus que jamais une « feuille volante ».

a) *Le livret de compte.* — *Utilité.* — *Conditions.* — Il est désirable de rechercher un moyen de conserver cette feuille, d'autant plus qu'ainsi elle pourra être rapprochée des autres feuilles d'indications données dans la suite pour d'autres travaux se rapprochant du premier. Nous en arrivons ainsi à l'idée d'un carnet qui resterait propre à l'ouvrier, et sur lequel pour chaque nouveau travail, le patron inscrirait les différentes conditions des deux espèces distinguées.

Au moment du règlement de compte, il suffirait de se reporter à ces conditions, de les rapprocher, pour connaître le salire réellement dû ; et si la somme versée y était portée au moment du paiement, il serait dès lors facile à l'ouvrier de vérifier chez lui, en toute tranquillité, l'exactitude des différentes indications.

Indication des quantités de matières premières confiées à l'ouvrier. — Le livret pourrait du reste avoir un autre but. Il arrive souvent que le patron confie à ses ouvriers une certaine quantité de matière à travailler. Si cette quantité n'a pas été notée au moment de sa livraison, il est possible que le patron fasse des difficultés quand l'ouvrier lui rapportera l'ouvrage ; il pourra prétendre que la quantité qu'il avait donnée était bien plus considérable que celle qui a été rapportée, insinuant que la différence a été détournée. Nous n'en prendrons qu'un exemple, celui de l'industrie métallurgique : un ouvrier fait un engrenage ; pour cela il reçoit du magasin une pièce d'acier brut qu'il travaille ; des morceaux, copeaux, limaille, vont tomber, et pour éviter qu'ils ne soient emportés, le patron ordonné en demandera compte. L'ouvrier devra présenter les rognures et leur poids, ajouté à celui de la pièce achevée, devra être approximativement le poids de la pièce brute. De cette situation, des discussions pourront naître ; le poids initial aura sans doute été noté à la sortie du magasin, mais pour que

l'ouvrier sache qu'on ne le dupe pas, la mention sur son livret de ce poids sera nécessaire.

Objection de complication. — Une objection qu'on peut faire à ce système est de compliquer un peu les opérations. L'ouvrier comprendra-t-il suffisamment les indications données ? Ne sera-ce pas lui imposer une complication inutile ? Complication ? à peine ; il faut tenir compte du développement de plus en plus grand de l'instruction, et du grand désir qu'aura l'ouvrier de savoir exactement ce qui lui revient. Inutile ? Loin de là, puisque cela lui permettra, à ses heures de loisir, de faire ce calcul du plus grand intérêt pour lui, d'avoir la preuve de son droit.

La pagination des livrets. — Il faudra du moins que ce livret reste intact, ne subisse aucune altération. Les surcharges seront toujours possibles, mais aussi pourront toujours être découvertes, tandis qu'une page étant arrachée, avec elle disparaîtra la preuve écrite des conditions du contrat. Le seul moyen d'acquérir une preuve de cette disparition consistera à paginer les feuillets du livret ; si une solution de continuité est remarquée, on sera en droit de soupçonner une tentative de fraude dont il y aura là au moins un commencement de preuve.

b) Les tarifs de salaires. — *Leur publication.* — Nous disions tout à l'heure que la plupart du temps les ouvriers d'une usine sont occupés à des travaux divers

pour lesquels ils sont payés sur des bases différentes. Le patron consciencieux, qui veut calculer ses prix de revient pour établir ses prix de vente, et connaître à tout moment la situation de ses affaires, est obligé de dresser un tableau de ces différents travaux, de leurs conditions techniques, et de leur rémunération.

Les mentions qu'il porte sur les livrets de ses employés ne sont en somme que des extraits de ce « tarif de salaire », concernant chaque cas particulier; ils n'en sont qu'une copie donnée à l'ouvrier à titre d'indication, de rappel des conditions qui ont servi de base à leur contrat. Aussi y a-t-il lieu de se demander si ces extraits sont vraiment conformes à l'original, c'est-à-dire au tarif de salaire. Rien ne prouve, en effet, qu'après avoir traité avec ses ouvriers sur la base de certaines conditions, le patron n'inscrira pas sur leurs livrets des annotations nouvelles qui lui imposeront moins de charges. Un rapprochement s'impose donc. Mais comment aura-t-il lieu ? Faudra-t-il attendre la visite de l'inspecteur du travail qui pourra se faire communiquer les livres ? Faut-il reconnaître aux ouvriers un droit de consultation du tarif ? Ou ne vaut-il pas mieux exiger de l'employeur la publication, dans une affiche, des conditions qu'il propose ?

La première solution nous paraît devoir être rejetée, car elle ne donne de contrôle qu'à l'inspecteur du travail. Quant à la deuxième, elle nous semble peu pratique ; si l'ouvrier est obligé d'aller demander communication du tarif à celui qui l'emploie, il ne le

fera pas, dans la crainte de le froisser, d'en être mal vu et peut-être de perdre sa place. Reste la publication réelle, sous forme de placard apposé dans l'atelier, facilement lisible par tous et parfaitement compréhensible. Ce système paraît ne présenter que des avantages : il permet le contrôle de l'ouvrier lui-même, à tout moment, la comparaison des inscriptions du livret aux conditions du contrat, et ce, sans qu'il soit nécessaire de demander rien au patron. Un défaut de concordance apparaîtra-t-il ? Ce pourra être une erreur que le patron n'hésitera pas à réparer, sur la remarque de l'ouvrier, ou ce sera une tentative de fraude dont le livret apportera la preuve, et rendra toujours possible la répression.

Si quelques modifications ont été apportées au tarif initial, une nouvelle affiche en fera mention, tandis que la conservation pendant quelque temps des anciens tableaux évitera toute difficulté.

Objections. — a) Complication. — Cependant les objections n'ont pas manqué contre ces preuves écrites que constituent livrets et affiches.

On leur a d'abord fait ce reproche commun de compliquer par trop les écritures. Mais nous avons déjà répondu que si cette complication était de beaucoup exagérée, elle ne devait pas arrêter le législateur, puisqu'elle devait apporter une garantie qu'on chercherait vainement à réaliser par d'autres moyens. Sans doute, dès les premiers essais, les ouvriers pourront être un peu déroutés, les secrétaires des

patrons un peu surchargés de besogne. Mais nous croyons sincèrement que les multiples avantages du système ne sauraient tarder à se manifester alors qu'on sera fait à la nouvelle obligation. Les inspecteurs du travail trouveraient dans ces indications une grande aide dans l'accomplissement de leur tâche, et l'ouvrier lui-même pourrait se rendre compte de ce qu'il a fait et de ce qu'il est payé.

6) *La possibilité de divulgation.* — Mais n'y a-t-il pas dans cette possibilité de vérifier tous les éléments, d'en prendre note, un inconvénient plus grand peut-être que l'avantage ? C'est la seconde objection faite par les adversaires du système qui redoutent des indiscrétions. Pour être complets, les tarifs doivent comprendre certains détails techniques, nécessaires à la détermination de l'ouvrage avec, en regard, le taux des salaires. Ce seront donc des conditions techniques et des conditions de salaire qui pourront être divulguées, et cela parfois au grand dommage des industriels. Un chef d'industrie pourra devoir sa supériorité sur ses concurrents à l'exploitation d'un procédé particulier de fabrication ou de transformation, plus rapide, plus économique. Par l'affichage des tarifs de salaires, ne sera-t-il pas obligé d'en dévoiler au moins les éléments ? Il ne saurait les représenter par des signes, puisque la publicité qui en résulterait serait illusoire pour les travailleurs. Nous paraissions alors pris dans cette alternative, ou protéger l'ouvrier

et exposer le patron, ou protéger le patron et exposer l'ouvrier.

L'argument a de la valeur, et nous ne songeons pas à le nier. C'est même à notre avis, le plus fort que l'on puisse soulever contre une réglementation complète du mesurage du travail à la tâche. Mais il convient de n'en pas exagérer l'importance. C'est un fait constant que les nouveautés qui amènent un perfectionnement dans une industrie ne restent pas longtemps secrètes. Le bref espace de temps où elles le sont, permet, il est vrai, à l'industriel qui les possède d'en tirer tout le parti possible; mais les autres qui souffrent de sa supériorité mettent tout en jeu pour arriver à le pénétrer. Pour surprendre les procédés de fabrication, qui empêchera un industriel de faire engager chez son concurrent un ouvrier habile qui saura voir et comprendre bientôt ce qui pourrait échapper à ses compagnons? Mais la publicité des tarifs, pourra-t-on dire, amènera une divulgation plus rapide de ces procédés ou de ces conditions techniques dont le titulaire aurait pu profiter plus longtemps. Soit, mais la différence ne sera pas si grande qu'on veut bien le dire, si l'on considère que les tarifs ne feront souvent connaître que certains éléments. On dira que cette publicité a le tort de faire connaître les salaires payés aux ouvriers, donc approximativement le prix de revient. Mais le salaire ne constitue qu'une partie de ce prix; à lui s'ajoutent d'autres frais qui pour n'avoir pas son importance, ne sont cependant

pas négligeables, tels sont les frais généraux, qui varient avec les maisons, les charges qui sont moins lourdes ici que là. Quant à ce salaire lui-même ce n'est pas la publicité des tarifs qui en amènera plus vite la divulgation; celle-ci ne pourra se produire que par l'intermédiaire des ouvriers; et l'on ne pourra empêcher un patron d'interroger les ouvriers de son concurrent et de savoir ce qu'ils sont payés. Le tarif n'a pas seulement pour but de dire le salaire, mais d'assurer que c'est ce salaire qui est appliqué, de donner aux ouvriers la garantie que ce ne sera pas un autre.

Ainsi l'intérêt pourra pousser un ouvrier à divulguer un secret qu'il aura surpris, qu'il le propose de lui même à quelque rival de son patron, ou que ce soit ce concurrent qu'il ait acheté. Il nous semble alors qu'on puisse apporter un remède assez efficace en édictant des peines sévères contre le divulgateur. On punirait d'une forte amende celui qui, dans un but de lucre ou autre, aurait trahi un secret, donné un renseignement qui ne devait pas sortir de l'atelier; on punirait aussi celui qui aurait été la tête de la machination, qui aurait poussé à commettre le délit; en rendant la peine assez forte pour qu'elle ait un effet préventif suffisant. Ainsi atténuée l'objection est beaucoup moins sérieuse qu'elle nous paraissait dès l'abord, et l'expérience nous montrera l'exactitude de cette opinion.

Nous avons ainsi examiné dans toute son étendue, en nous tenant à un point de vue très général, l'opé-

ration du mesurage du travail à la tâche, ses éléments, les conditions de son exactitude. Celles que nous avons indiquées et que nous a dictées le bon sens nous paraissent devoir donner d'excellents résultats. Des unités bien déterminées, légalement reconnues, des instruments exacts et régulièrement contrôlés pour rechercher le nombre de ces unités, des détails de travail et de salaire bien fixés, clairement indiqués, — d'une part, par un livret que possède l'ouvrier, — d'autre part, par des tarifs affichés, ce sont là autant de qualités qu'il est nécessaire de réaliser et qui nous paraissent suffisantes pour permettre aux inspecteurs du travail de sauvegarder les droits des travailleurs. Excellent effet matériel, excellent effet moral, voilà ce que nous sommes en droit d'attendre d'une loi qui réglerait ces différents points.

5. — *Les travailleurs à domicile*

Mais une question se pose qui, pour n'être pas spéciale au mesurage du travail à la tâche mérite cependant que nous nous y arrêtions : cette réglementation du travail toucherait-elle les travailleurs à domicile, comme les ouvriers des usines et ateliers ?

Il nous faut d'abord constater que le seul mode de rémunération qui puisse s'appliquer aux travailleurs à domicile est le paiement à la tâche ou aux pièces. Il est en effet impossible dans ce cas de parler d'un contrôle des heures de travail. L'ouvrier vient chez un

patron pour y prendre de l'ouvrage, il l'exécute chez soi et le rapporte en même temps qu'il vient quérir son salaire. Il ne peut donc être payé que sur la base de la productivité de son effort, sur la quantité ou la qualité de l'ouvrage exécuté par lui. Or, le choix de certaines unités légalement reconnues, l'emploi d'instruments soumis à un contrôle, l'affichage des tarifs, sont tout à fait compatibles avec ce mode de travail. Il en est de même pour l'emploi d'un livret ; et nous pouvons dire que c'est surtout dans ce cas que cet emploi s'impose. Le travailleur à domicile qui vient chercher de l'ouvrage a besoin de savoir quelles conditions il doit remplir ; et comme chez lui il travaille seul, il est de toute nécessité que le patron les lui fournisse par écrit. Il a besoin d'avoir la preuve des quantités de matières qu'on lui a confiées, et ce n'est que l'inscription de ces quantités sur un livret dont les pages sont numérotées qui pourra la lui fournir. Toutes les conditions que nous avons jugées nécessaires pour permettre une exacte rémunération du travail sont donc applicables ici. Mais qui en contrôlera l'application ? On comprend qu'à l'usine, à l'atelier, l'inspecteur du travail intervienne. L'industriel est soumis à ce contrôle par cela même qu'il est industriel, qu'il fait travailler chez lui. Mais qui dénoncera les abus qui, malgré tout, pourront se produire et dont pourront être victimes les travailleurs à domicile ? Sera-ce l'inspecteur du travail, ou l'ouvrier lui-même qui devra dénoncer la fraude, demander aide et protection ? De qui la sollicitera-t-il ? D'une per-

sonne ayant pouvoir pour constituer la fraude, de l'inspecteur du travail ? C'est en somme revenir à la première hypothèse, car l'ouvrier n'osera que bien rarement se plaindre lui-même ; il aura trop peur de perdre cet emploi qui le fait vivre, et il préférera souvent être exploité que risquer de mourir de faim. Nous sommes obligé de constater que c'est là où le besoin s'en fait le plus sentir que la protection manque le plus. Si nous n'accordons pas au travailleur à domicile le contrôle de l'inspecteur du travail, nous le laissons absolument isolé. Il ne peut pas compter, comme ses camarades de l'usine, sur la force de la solidarité, de l'union, sur la protection d'un syndicat de qui, au besoin, peuvent émaner les plaintes, d'un syndicat dont les ouvriers sont et tendent à être de plus en plus des membres anonymes vis-à-vis des patrons. Ce n'est plus tant alors la question du mesurage du travail à la tâche qui se pose que la question de l'intervention de l'inspecteur du travail. C'est la question de savoir si les inspecteurs doivent restreindre leur action aux usines et ateliers, ou poursuivre leurs investigations chez les travailleurs à domicile ? Si la question n'était relative qu'au cas qui nous occupe, la réponse ne serait pas douteuse. L'identité des conditions des ouvriers de l'usine et des ouvriers à domicile devrait amener en faveur de ces derniers la protection donnée aux premiers, alors que nous sommes astreints à une certaine réserve dans le cas d'application de lois relatives à l'hygiène, à la sécurité. Mais si nous admettons l'intervention des inspec-

teurs du travail, comment ceux-ci connaîtront-ils la demeure des ouvriers du dehors ? Les industriels, pensons-nous, pourraient être appelés à fournir sur ce point tous les renseignements utiles ; il est vrai qu'il leur serait loisible de donner des indications incomplètes ou erronées, et cela précisément dans les cas où ils auraient intérêt à le faire. Mais il paraît cependant possible d'exiger que les patrons tiennent chez eux la liste et les adresses des personnes qu'ils font ainsi travailler au dehors. Cette liste serait communicable, sur sa demande, à l'inspecteur qui pourrait l'exiger. Quant aux fraudes dont cette liste pourrait elle-même être l'objet, elles seraient sévèrement punies par des amendes, par exemple, et de la prison en cas de récidive.

Une autre solution pourrait encore être proposée, bien que moins pratique : ce serait obliger les travailleurs à domicile à faire une déclaration à la mairie du lieu où ils prennent de l'ouvrage. L'inspecteur n'aurait ainsi qu'à consulter la liste ; mais ici la fraude aurait peut-être plus de chances de rester impunie par ce fait que l'ouvrier coupable de non déclaration serait plus difficile à atteindre que le patron et que ce serait seulement en apparence déplacer la responsabilité.

6. — *L'inspection du travail*

Dominant toutes ces questions, et en formant en quelque sorte la clef de voûte, il reste celle de savoir si les inspecteurs du travail suffisaient à assurer l'application d'une loi sur le mesurage du travail à la tâche qui réaliserait les conditions que nous venons de dire. Depuis quelques années, à mesure que les lois ouvrières deviennent plus nombreuses, l'intervention de ces fonctionnaires se fait plus fréquente et plus indispensable. Il sera sans doute nécessaire dans un avenir très proche d'augmenter leur nombre, si l'on ne veut pas que ces lois restent lettre morte. Déjà, à côté de nous, l'Angleterre a cru devoir, nous le verrons, créer un corps spécial d'inspecteurs des fabriques et ateliers.

Il y a donc une nécessité inéluctable qu'il faut envisager. Mais si les nations civilisées, dignes de ce nom, croient de leur devoir de protéger les faibles et d'améliorer le sort de la classe ouvrière, elles doivent accepter les charges qui en résulteront. Ces charges se répartiront entre ceux qui seront le plus à même de les supporter, et c'est ainsi que se réalisera l'idée d'une véritable solidarité sociale. Si le principe est admis, il ne reste à trancher qu'une question de mesure dont les événements commanderont la solution. Cela se fera par une évolution lente, mais sûre, qui permettra la réalisation d'un rêve qui est pour

beaucoup un soutien, et qu'on ne saurait plus abandonner sans provoquer une révolution.

Après avoir recherché, en nous plaçant en un point de vue général, les conditions que paraît devoir réaliser le mesurage du travail à la tâche, nous devons examiner les tentatives qu'ont pu faire les différents Etats en vue de solutionner ce problème.

Notre plan sera le suivant : nous montrerons à la suite de quelles circonstances, le législateur français a cru devoir intervenir dans cette partie du domaine économique ; nous étudierons les dispositions édictées par lui, leurs résultats, les lacunes, les modifications nécessaires, et les différents projets conçus dans le but de les combler ou de les réaliser.

Puis, cherchant dans l'expérience étrangère la leçon qu'elle comporte, nous concluerons en montrant comment, à notre avis, devrait être solutionnée chez nous cette question si délicate de la rémunération du travail d'après sa quantité ou sa qualité.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉGLEMENTATION DU MESURAGE DU TRAVAIL A LA TACHE

FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 7 MARS 1850

Le 6 décembre 1904 (1), la Chambre des députés entendait développer une question de M. Dron au ministre du commerce et de l'industrie sur les abus dont étaient victimes les ouvriers tisseurs à domicile de la région de Bailleul, en violation de la loi du 7 mars 1850 « sur les moyens de constater les conventions en matières de tissage et de bobinage ».

Profondément impressionnée par les détails qu'apportait à la tribune le président de la commission d'enquête sur l'industrie textile, la Chambre votait la transformation de la question en interpellation, et,

1. Boissard, professeur à la Faculté de Droit de Lille, *Rapport sur la loi du 7 mars 1850, et le Mesurage du travail à la tâche*, p. 31, annexe 1.

refusant de se déclarer satisfaite des promesses du ministre, elle adoptait à une très grande majorité un projet de résolution de M. Mirmand ainsi conçu :

La Chambre invite le Gouvernement :

1^o A assurer la stricte observation de la loi du 7 mars 1850;

2^o A présenter au Parlement un projet de loi précisant les conditions dans lesquelles doivent être pesées et mesurées les matières produites par les ouvriers des filatures et des tissages payés aux pièces, et soumettant à un contrôle régulier tous les instruments de mesure employés à cet usage.

Quelle était donc cette loi de 1850 qui venait d'être, pour ainsi dire, révélée à la Chambre ?

En quoi consistaient les violations de cette loi dont l'indication succincte avait si fort ému ?

C'est une de nos premières lois s'occupant des questions de travail, une de celles que les économistes citent parfois comme un exemple des essais du législateur « croyant devoir s'immiscer dans les rapports des patrons et ouvriers pour écarter toute tentative d'exploitation de l'homme par l'homme (1) ».

Origine de la loi. — Comme la loi du 9 septembre 1848 limitant le nombre d'heures de travail dans les manufactures et usines, elle dut son existence au mouvement qui se produisit après la Révolution de

1. Paul Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au XIX^e siècle*, 2^e partie, chap. III.

1848, en faveur de l'amélioration de la situation des travailleurs.

Elle devait, à l'origine, n'être qu'une loi tout à fait spéciale et en quelque sorte locale, s'appliquant à l'industrie du coton telle qu'elle était pratiquée dans la région rouennaise, « dans les mêmes conditions où une vieille loi du 18 mars 1806, portant création d'un conseil de prud'hommes à Lyon, était venue antérieurement imposer quelques conditions de forme pour les règlements de compte entre maîtres d'ateliers et négociants en soieries » (1).

A cette époque, dit M. Leroy-Beaulieu (2), l'industrie manufacturière était peu développée; il y avait de grandes industries, mais il n'y avait guère de grandes usines. Les industries des tissus, sauf pour la filature, étaient sous le régime du travail à domicile. Le dévidage, le bobinage, le tissage, le peignage, la bonneterie se pratiquaient presque exclusivement dans l'atelier domestique...; les familles des tisserands dispersés dans les villages ou les faubourgs des villes, n'ayant entre elles aucun rapport, ne pouvaient s'entendre et se concerter. Ces ouvriers isolés n'avaient que de rares relations avec les patrons; c'est généralement avec des commis ou facteurs qu'ils traitaient pour recevoir la matière première et rendre l'ouvrage terminé.

Le fabricant qui voulait faire tisser une pièce d'étoffe remettait au tisserand les fils de chaîne et

1. Boissard, *loc. cit.*, p. 33.

2. Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*, 1^{re} partie, chap. I.

ceux de trame ; le prix de travail était généralement réglé à la pièce sans mesure de la longueur de la chaîne, la pièce étant censée avoir toujours la même longueur, celle déterminée par l'usage (1). Sur chaque place, en effet, il existait à cette époque une règle simple parfaitement observée, qui déterminait de façon très précise la longueur des pièces, la quantité de fils à mettre dans la largeur et leur finesse en raison de la qualité de l'étoffe ainsi fabriquée. Il n'y avait alors aucun inconvénient à payer le prix du tissage « à la pièce », puisque tous les éléments du travail étaient connus. Il en était à peu près de même pour le bobinage : le fil formé par le métier sur des broches devait être enroulé sur des bobines avant d'être converti en tissu. C'était des femmes qui, d'ordinaire étaient chargées de ce travail qui se faisait à la main ; on leur remettait le fil par poignées. Anciennement aussi ces poignées se composaient d'une quantité fixe déterminée par l'usage.

Mais lorsque les règlements industriels eurent été abrogés, un certain nombre de fabricants allongèrent peu à peu les chaînes qu'ils confiaient aux ouvriers pour être tissées. Ainsi (2), à Rouen, le manufacturier payait autrefois le tissage « à la mesure », et les pièces avaient toutes une longueur

1. *Exposé des motifs de la loi du 7 mars 1850*, séance du 5 octobre 1849. — M. Languinais, ministre du Commerce, *Mon. off.* du 9 octobre 1849, p. 3020.

2. M. Mimerel. Deuxième délibération de la loi de 1850, séance du 29 janvier, p. 338.

égale. C'est alors que, par suite d'inventions, des progrès qui en résultèrent dans l'industrie, la concurrence s'établit entre le tissage mécanique et le tissage à la main. La mécanique était encore dans un état très imparfait ; les métiers nouveaux, s'ils étaient déjà supérieurs aux anciens, n'étaient pas encore pratiques, et la concurrence était possible. Mais les progrès s'accrurent, et quelques petits patrons, acculés à la faillite, obligés de congédier les ouvriers avec lesquels ils avaient vécu, imaginèrent de substituer le paiement à la pièce au paiement à la mesure. Il fallait que le tissage manuel abaissât ses prix, soit dans les frais généraux, soit dans le salaire, soit dans le bénéfice du fabricant. Le premier élément était presque intangible, le troisième l'était encore plus pour ces petits patrons auxquels leur clientèle restreinte ne permettait point de se contenter d'un petit profit. Restait le deuxième élément, le salaire. Mais comme ils voulaient que cette révolution passât inaperçue, ils allongèrent la pièce : elle fut d'abord de 110 mètres au lieu de 100 ; c'était un abaissement de 10 0/0 dans les frais généraux ; c'était un abaissement égal dans le salaire, puisque l'ouvrier ne recevait pour 110 mètres que ce qu'il recevait pour 100 mètres. Cette révolution industrielle s'opéra d'abord sans beaucoup de résistance. Tout le monde comprenait la nécessité qui l'avait amenée. Mais la concurrence, elle, est impitoyable ; les petits fabricants ne pouvaient monter d'ateliers ; ils étaient aux

prises avec cette nouvelle industrie. S'il y avait 5.000 métiers mécaniques en 1834 (1), il y en avait 31.000 en 1844. A mesure que le tissage mécanique gagnait du terrain, les petits patrons essayaient de lutter en allongeant la pièce; les tisserands en étaient arrivés à recevoir pour 160 mètres le même prix qu'ils recevaient auparavant pour 100 mètres.

Disons tout de suite que, pourtant, très peu de patrons agissaient ainsi. La grande majorité d'entre eux, au contraire, se plaignit bientôt de cette nouvelle concurrence, d'autant plus désastreuse qu'elle n'était pas limitée.

Ceux qui abusaient de leur position pour augmenter le travail sans prévenir l'ouvrier, produisaient à meilleur marché que leurs rivaux; et les autres se trouvaient placés dans cette alternative, ou de les imiter, ou de succomber dans la lutte (exposé des motifs du projet de loi de 1850).

Les ouvriers, de leur côté, protestaient: ils se plaignaient de voir abaisser le taux de leurs salaires; les pièces étant plus longues et payées le même prix, l'unité de travail se trouvait moins rémunérée. D'autre part, on faisait remarquer que l'ouvrier, ignorant la longueur de la pièce qu'il avait à tisser, et devant effectuer son travail dans un délai donné sous peine de retenues, se trouvait obligé de se livrer à un travail très rapide, au cours duquel les malfaçons étaient

1. Boissard. Deuxième délibération, 29 janvier 1850.

plus fréquentes et donnaient lieu à des retenues élevées. Cette unité d'intérêt conduisit les patrons et les ouvriers à réclamer des mesures propres à faire cesser ces abus. Il y eut ainsi de nombreuses réclamations qui furent transmises par les chambres de commerce, par les conseils de prud'hommes, par les chambres consultatives, les maires, les conseils municipaux, les préfets, les conseils généraux. On eut recours à l'autorité des préfets, mais ceux-ci, comme les chambres de commerce, restaient impuissants devant le silence de la loi. Le gouvernement devait-il intervenir et demander au législateur la solution d'une difficulté qui semblait toucher à la liberté de l'industrie et au règlement des salaires? On était loin, à cette époque, des idées de légitime intervention légale dans un but de protection ouvrière. M. Lanjuinais déclarait (1) que :

S'il s'était agi de réglementer les salaires ou d'entraver la liberté des conventions entre maîtres et ouvriers, le gouvernement se serait arrêté devant les enseignements de l'expérience qui avait démontré combien de périls recélait l'immixtion de l'administration dans les transactions industrielles et commerciales. Mais il avait pensé, disait-il, que de simples mesures de police, laissant toute latitude aux parties dans le règlement de leurs conventions et se bornant à en faire constater l'objet, de manière à prévenir la surprise et l'erreur, satisferaient aux vœux des chefs d'industrie et des ouvriers, et seraient à l'abri de la critique.

1. M. Lanjuinais, *Exposé des motifs*, p. 3020.

Parmi les vœux exprimés pour remédier à cette situation, les uns demandaient une réglementation uniforme de la longueur des chaînes; d'autres tendaient à imposer aux parties l'obligation de régler le prix du tissage au mètre, et le prix du bobinage au kilogramme de matière travaillée; d'autres, enfin, demandaient que le fabricant fût tenu de remettre au tisserand ou au bobineur un bulletin portant un certain nombre d'indications qui permettraient de constater les conditions du travail à effectuer, ainsi que le prix convenu.

Le projet du gouvernement (5 octobre 1849). — Le gouvernement, après avoir étudié la question, déposa, le 5 octobre 1849 (1), un projet de loi « sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage ». Ce projet de loi, très simple, ne comportait que trois articles :

Le premier concernait le tissage, le deuxième le bobinage, et le troisième établissait la pénalité en cas de contravention aux dispositions des deux premiers.

L'obligation imposée au fabricant ou commissionnaire par l'article premier, consistait à remettre à l'ouvrier un bulletin énonçant :

1. Le poids de la chaîne et le numéro du fil ;
2. Le poids de la trame ;

1. *Mon. offic.*, 5 octobre 1849, p. 2.982.

3° Le compte du tissu ;

4° La longueur et la largeur de la pièce à fabriquer ;

5° Le prix de façon.

Une note indiquait que le compte du tissu devait exprimer les numéros des fils de chaîne et de trame et le nombre de ces fils par unité de surface de tissu.

Ce qu'on voulait, c'est que le bulletin spécifiât tous les éléments du travail et servît à constater la convention passée entre le fabricant et l'ouvrier, l'industriel restant libre de fabriquer comme il l'entendait, suivant les dimensions qui lui convenaient.

La trame se faisant par un mouvement transversal de la navette dans toute la largeur du tissu, le nombre de coups de main du tisserand, c'est-à-dire la peine qu'il doit se donner, était ainsi proportionnel au nombre de coups de navette déterminé par le nombre de fils de chaîne et de trame. Quant au prix de façon, il devait, dans ce projet, être indiqué, mais il pouvait être réglé au mètre ou à la pièce, suivant les convenances des parties et l'usage des lieux.

L'article 2 énonçait les indications que devait porter le bulletin remis au bobineur. C'était :

1° Le poids net de la matière à travailler, ou le poids brut, y compris les bobines, si le fil était déjà travaillé ;

2° Le numéro du fil ;

3° Le prix de façon.

Insuffisance du projet. — Modifications apportées par la commission. — La commission à laquelle fut renvoyé le projet de loi y apporta d'importantes modifications ; elle le trouvait insuffisant (1).

C'est d'abord le champ d'application de la loi qui lui parut trop restreint ; de côtés et d'autres des réclamations se produisaient, des abus étaient signalés ; c'est ainsi qu'on apprit qu'à Saint-Etienne la coutume était de payer à la douzaine ; mais que pour recevoir 12 le tisserand devait apporter 13.

D'autre part, l'industrie mécanique s'introduisait dans l'industrie du lin, et l'on pouvait craindre que les mêmes abus qui s'étaient manifestés dans l'industrie cotonnière ne réapparussent dans l'industrie linière. Il fallait donc, de toute nécessité, étendre le champ du projet, faire une loi générale sur le tissage, qui permit aux ouvriers de ne point travailler dans l'ignorance absolue des conditions de leur travail. Mais pour cela fallait-il encore que le prix dont le projet prescrivait l'inscription sur le bulletin eût une base connue d'une façon certaine. Or, avec le projet, cela n'était pas possible ; le règlement pouvait avoir lieu au mètre ou à la pièce, selon la volonté des parties. Il ne fallait pas cependant qu'on pût retomber dans les mêmes errements, user à Lille de l'aulne de 26 pouces, à Paris de celle de 44 pouces, de celle de 50 pouces à Grenoble. Il fallait que la loi fût

1. Boissard, *loc. cit.*, p. 37.

telle que les conventions entre patrons et ouvriers fussent réglées de la même manière que la loi de 1837 avait réglé les conventions entre acheteurs et vendeurs ; qu'elle prescrivît l'emploi de mesures constantes, certaines, permettant toujours d'apprécier le rapport entre le salaire et l'ouvrage à exécuter. C'est ainsi que la commission stipula que le prix de façon devrait être indiqué *au mètre de tissu fabriqué*, et proscrivit le paiement à la pièce.

Nous substituons, disait le rapporteur, M. Cunin-Gridaine, un principe régulier à des modes de taxation qui varient suivant les localités et dont la variété même est une source d'abus... Ce n'est point seulement une idée simple, c'est une idée juste. L'ouvrier sera frappé de suite du prix au mètre, tandis que, si son livret indique la longueur de la chaîne et le prix de la pièce, il sera obligé de se livrer à un calcul qui ne lui sera pas toujours familier. Il se rendra aussi plus facilement compte de la hausse et de la baisse de salaire sur une longueur déterminée, comme le mètre, que sur une mesure indéterminée comme la pièce.

Le bulletin prévu par le projet ministériel parut aussi bien insuffisant à la commission ; les inconvénients que nous lui reprochions dans notre première partie apparaissaient déjà à cette époque, et, seul, l'emploi d'un livret semblait pouvoir donner satisfaction.

La commission modifia en outre l'énumération des

mentions à y inscrire ; elle remplaça « le poids de la chaîne et le numéro de son fil » par « le poids et la longueur de la chaîne » ; « le poids de la trame et le numéro de son fil » par le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ».

Ainsi modifié, le projet devait, lors de sa discussion, recevoir encore quelques changements. Il posait en effet un principe général, un règlement uniforme applicable à toutes les natures et à tous les genres d'industrie. Mais par son article 6, il décidait qu'à l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable cette formule, le pouvoir exécutif pourrait déterminer un autre mode de fixation du prix, par des arrêtés en forme de règlement d'administration publique, après avis des chambres de commerce, des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes, arrêtés qui, dans les trois années à dater de leur promulgation, seraient soumis à l'approbation de l'Assemblée législative.

Contre-projet Sevaistre. — M. Sevaistre proposa un contre-projet. Il pensait (1) que pour formuler les énonciations nécessaires, il était indispensable de bien connaître chaque genre d'industrie, sans quoi on s'exposait à créer une loi insuffisante. La commission, ne possédant pas dans son sein la connaissance approfondie de toutes les branches d'industrie, devait seu-

1. 2^e délibération, 28 janvier. *Moniteur officiel*, janvier 1850, p. 325

lement poser le principe général et déléguer au pouvoir exécutif le soin de formuler les énonciations, après s'être éclairée. D'une part, la formule du projet lui paraissait trop étroite ; d'autre part, en imposant à tous les fabricants certaines prescriptions qu'il contenait, on violait le principe de la liberté des conventions. Et il s'efforçait de distinguer les rapports entre patrons et ouvriers que le législateur peut réglementer, et les conventions qui interviennent entre eux en ce qui touche les intérêts de l'industrie, lesquelles doivent toujours rester libres. En obligeant les patrons à remettre aux tisserands un livret spécial pour constater leurs conventions, on édictait une prescription avantageuse. Mais en imposant à toutes les industries une formule identique, malgré leurs exigences différentes, on ne réglementait plus leurs rapports, on intervenait dans des conventions, ce qui était dangereux. Par l'article 7, le pouvoir exécutif aurait la faculté de réglementer non seulement le tissage et le bobinage, mais toutes les industries s'y rattachant : teinturerie, impression sur étoffes, bonneterie, passementerie, corderie, rubannerie, etc. Il voulait donc, en conséquence, que dans chaque département, à l'occasion des industries pour lesquelles il y aurait besoin de règlements, il y ait d'abord une enquête. On aurait entendu les industriels, les ouvriers, les chambres de commerce, les chambres consultatives, les conseils de prud'hommes. C'est donc en parfaite connaissance de cause que le préfet aurait pu soumettre au ministre

du commerce le règlement qu'il jugeait utile, et que le ministre n'aurait approuvé que s'il ne contenait rien de contraire à la liberté de l'industrie et des conventions. Il y aurait eu ainsi presque autant d'arrêtés que d'industries, mais les arrêtés auraient été bien meilleurs.

Réponse du rapporteur. — M. Cunin-Gridaine, au nom du gouvernement et de la commission, objectait qu'au point de vue industriel, politique, faire une loi de principe, et en laisser à l'administration l'application par voie de règlements, serait un fait considérable ; que ce serait créer au gouvernement une responsabilité, une source d'embarras toujours renaissants. L'article 7 était utile et non dangereux comme on le prétendait, tandis que le système du contre-projet, avec ses avis de préfets, de chambres de commerce, etc., n'était pas bon. En partant du principe que les arrêtés du préfet n'ont d'autorité que dans les limites de son département, il montrait qu'il pouvait y avoir différentes conditions de tissage dans la même industrie, pour peu que celle-ci existât dans plusieurs départements. Tandis que le projet, en laissant aux parties la plus grande liberté dans le règlement de leurs conventions, ne faisait que prescrire des règles pour les éclairer sur l'objet du contrat, c'est-à-dire *sur tous les éléments qui, ayant de l'influence sur le travail, doivent en avoir le prix*. Il ne s'agissait pas d'imposer des conventions, mais seulement d'indiquer la forme précise, claire, de l'entourer des garanties

loyales qui empêchent l'erreur, le dol de s'y introduire, d'où qu'ils viennent, directement ou indirectement (1). Alors qu'en voulant, comme M. Sevaistre, que les conventions fussent énoncées clairement, mais librement, on risquait de payer d'un côté à l'aulne de France, de l'autre à la pièce; ce qui revenait à faire sanctionner par la loi tous les abus auxquels précisément cette loi devait porter remède.

Le contre projet fut repoussé.

Cependant, M. Sevaistre, pour prouver que le projet du gouvernement ne pouvait être appliqué partout sans compromettre la bonne marche de certaines industries, citait l'exemple de la région d'Elbeuf et de Louviers où le prix de façon était déterminé en raison de la quantité de fils de trame que le tisserand introduit dans la chaîne (une longueur de 3.600 mètres formant la livre de compte), système qui ne donnait lieu à aucune réclamation. Le fabricant avait intérêt à serrer sa toile pour avoir un bon produit; l'ouvrier également pour gagner davantage. Or, disait-il, ce système serait compromis avec le projet de la commission. Mais le rapporteur proposa d'ajouter à l'article 1 de la loi, ceci : « *Le prix de façon sera payé soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu.* » Il donnait ainsi satisfaction aux tisserands d'Elbeuf et de Louviers. Il remarquait d'ailleurs que c'est au fabricant à établir son calcul, à fixer cette quantité de fil en raison

1. 2^e délibération, 27 janvier 1850. *Mon. off.*, p. 336-338.

du genre de tissu qu'il veut produire, et de la sorte, les deux parties contractantes sauront exactement, l'une ce qu'elle exige, l'autre ce qu'elle demande. Les unités de surface tissée en s'ajoutant successivement les unes aux autres, forment des mètres, et il est juste que le prix de façon soit indiqué au mètre de tissu fabriqué.

La question du contrôle des ouvriers, et le mesurage public. — Enfin, lorsqu'on arriva à la discussion de l'article 6, M. Testelin (1) demanda qu'au lieu d'être simplement exposés à la vue, les instruments de mesure et de pesage soient mis à la disposition des ouvriers, c'est-à-dire que ces derniers puissent toujours assister au pesage et au mesurage de leur ouvrage. Cela ne se pratiquait pas, quoiqu'on en ait pu dire. En 1839, les ouvriers fileurs de Lille se coalisaient parce qu'on pesait toujours en leur absence, et que des fraudes se produisaient ainsi. Malheureusement, à cause de la manière trop bruyante des réclamants, les ouvriers n'eurent pas gain de cause. La commission l'ayant assuré que la rédaction de l'article 6 ne signifiait pas autre chose, M. Testelin n'insista pas. Il demanda toutefois qu'un bureau de vérification spécial fut établi dans toutes les communes où les conseils de prud'hommes le jugeraient nécessaire, les ouvriers en supportant les frais. Il arguait à l'appui de sa demande de ce que, dans certaines fabriques,

1. 2^e délibération. Séance du 29 janvier 1850, p. 341.

les ouvriers étaient renvoyés s'ils demandaient la vérification de leur ouvrage; bien plus, de ce que, parfois, les autres patrons ne les employaient plus. Quand un ouvrier demandait au patron de faire la preuve, celui-ci se trouvait humilié. Il ne pouvait en être ainsi avec un bureau de vérification ouvert à tout le monde. Cela existait déjà dans quelques villes où les ouvriers payaient, par vérification, un droit de 5 à 10 centimes suffisant à couvrir la dépense. Dans une pétition en ce sens adressée par les tisserands de St-Souplet, on demandait un droit de 10 centimes; comme les largeurs primitives de 69 mètres avaient été portées à 72 mètres, on voit que les ouvriers avaient quelque intérêt à demander cette vérification.

M. Cunin-Gridaine (1) répondit qu'on ne pouvait imposer aux villes, en présence de la législation existante, l'obligation d'établir des bureaux de vérification, car toutes étaient libres de fonder à leurs frais des bureaux de pesage et de mesurage où tous les citoyens étaient libres d'aller. Il citait sur ce point un certain nombre de textes : décrets du 27 brumaire an VII, du 7 brumaire an IX, loi du 29 floréal an X, arrêté du 3 nivôse an XII, décrets du 2 février 1808, du 3 août 1810, du 26 septembre 1811, du 4 juillet 1837.

En somme, et comme l'indiquait une note de l'Office du Travail il y a quelques années, la loi, telle

1. 2^e délibération, 29 janvier 1850. *Moniteur officiel*, p. 341.

qu'elle sortit des délibérations de l'Assemblée Nationale (voir les annexes), tendait à un triple but :

1^o Permettre la constatation des quantités de matières livrées à l'ouvrier et dont celui-ci est responsable vis-à-vis du fabricant, de façon à éviter les contestations.

2^o Permettre à l'ouvrier, grâce aux mentions inscrites sur le livret, de se rendre exactement compte des conditions du travail qu'il aura à effectuer en faisant nettement ressortir « les éléments qui, ayant une influence sur le travail, doivent en avoir une sur son prix ».

3^o Rendre obligatoire le paiement d'après une unité légale (le mètre ou le kilogramme), de façon que le salaire soit proportionnel au travail effectué, tout en laissant aux parties entière liberté pour régler entre elles le salaire afférent à cette unité de travail.

Tout cela se traduisait, par rapport aux fabricants, commissionnaires ou intermédiaires, en deux prescriptions catégoriques :

a) Obligation de la remise d'un livret de salaire à l'ouvrier, en même temps que lui étaient livrées les matières destinées à être travaillées par lui à la tâche ;

b) Interdiction de régler ce travail « à la pièce ».

CHAPITRE II

INAPPLICATION DE LA LOI DE 1850. — SES RAISONS. — NOUVEAUX ABUS

La loi du 21 juillet 1856. — Cette loi du 7 mars 1850, que patrons et ouvriers s'étaient accordés à réclamer, fut d'abord assez régulièrement appliquée dans les différentes régions où se pratiquaient les industries textiles. L'interdiction du paiement à la pièce, l'obligation de l'emploi du livret étaient généralement bien observées; et le 21 juillet 1856, une loi étendait à la coupe du velours de coton, ainsi qu'à la teinture ou blanchiment, et à l'apprêt des étoffes, les différentes dispositions de la loi de 1850 (1).

Non-application de la législation. — Mais au bout de quelque temps, ceux-là mêmes qui s'étaient montrés les plus ardents à l'obtenir n'appliquèrent que très irrégulièrement la loi sur le mesurage du travail à la tâche dans l'industrie textile. Les rapports des préfets signalaient que de nombreux fabricants revenaient aux anciens errements, payaient les ouvriers à la pièce, ne leur remettaient pas de livrets, ou bien n'y

1. Voir annexe n° 2.

inscrivaient que des mentions incomplètes ; sauf dans quelques régions où soit l'usage du livret de compte, soit le paiement d'après une unité précise existait antérieurement à la loi, on perdit de vue ces différentes prescriptions.

Ce fut au point que M. Marc Sauzet pouvait écrire, il y a quelques années (1) :

« Nous ne croyons pas exagérer en disant que l'École connaît moins cette loi française de 1850 que les textes de droit romain concernant la répression du dol. »

Il ne fallut rien moins, pour rappeler sur elle l'attention du législateur et des intéressés, que le renouvellement excessif des abus qui l'avaient nécessitée. A partir de 1898, ils donnèrent lieu, dans les régions de Thizy, de Bailleul, de Cambrai, à des réclamations qui se traduisirent par des agitations et des grèves.

Révélations de M. Dron. — Le 6 décembre 1904, M. Dron s'en fit l'écho devant la Chambre des députés (2) et posa au ministre du commerce et de l'industrie la question que l'on sait sur l'application de la loi du 7 mars 1850. Pour beaucoup, ce fut une révélation. Mais les faits qui en étaient cause en valaient la peine.

M. Dron, appuyé, confirmé sur les différents points de ses dénonciations par son collègue, M. Mirman,

1. Marc Sauzet, *le Livret obligatoire des ouvriers*, p. 10, note.

2. *Journal Officiel* du 7 décembre 1904, p. 2881 et suiv.

rapporta qu'en 1889 les ouvriers et patrons de Bailleul avaient convenu que, le paiement des tissus se faisant à la pièce, celle-ci n'aurait pas une longueur supérieure à 140 mètres. Ce mode de rémunération était illégal ; la discussion de 1849 avait montré combien il était dangereux. Malgré cela, à la fin de 1903, les ouvriers de Bailleul se voyaient réduits à la misère par l'avisement des salaires ; ils se mirent en grève et demandèrent :

1^o L'augmentation du tarif des prix de façon ;

2^o La diminution de la longueur de la pièce considérée comme unité.

Ils accusaient les patrons d'allonger la chaîne qui leur était livrée pour être tissée ; c'était un moyen détourné pour les patrons de réduire le prix de façon. Les industriels ayant accordé une augmentation sur ce prix se rattrapaient en augmentant le nombre de mètres de la chaîne à tisser, en payant un nombre de mètres inférieur à la réalité. Une transaction mit fin à la grève ; patrons et ouvriers s'entendirent sur la base suivante : la longueur normale serait de 128 mètres à 133 mètres (cette différence étant voulue à cause du flottement nécessaire). Si la longueur était inférieure à 128 mètres, le salaire serait réduit proportionnellement. Si elle était supérieure à 133 mètres, l'ouvrier toucherait un supplément.

En outre, à la demande des ouvriers, un mesurage public fut créé à Bailleul. Mais quelques mois après, les abus recommencèrent. Un industriel allongea sa

chaîne et fit tisser des pièces de 150 à 180 mètres ; les autres, pour pouvoir lutter se virent contraints de l'imiter. Pour comble, dans la peur de perdre leurs places, les ouvriers n'osaient réclamer ; le mesurage public de Bailleul n'était pas utilisé ; et pourtant, parmi les quelques pièces qui furent contrôlées dans les semaines suivant les conventions (1) on trouva des longueurs de 178, 180, 116, 76, 170 mètres. Mais les ouvriers qui avaient demandé ce contrôle ne trouvèrent plus à travailler. Les industriels s'étaient engagés à ne pas donner de chaînes dépassant 133 mètres ; or, les pièces mesurées quelques mois après avaient des longueurs de 134, 139, 133, 139, 138, 136, 140, 164, 134, 167, 141, 165, 145, 170, 169 mètres. Sur les 44 dernières pièces mesurées et relevées par M. Mirman, 39 dépassaient les longueurs normales et auraient lésé l'ouvrier s'il n'y avait pas eu de mesurage municipal.

Il y avait des usines où les mètres, n'étant pas contrôlés par le vérificateur des poids et mesures, étaient plus longs que le mètre étalon légal.

Il y avait des filatures dans lesquelles les ouvriers étaient payés aux pièces selon le poids du fil produit. Ce fil était enroulé autour de petits tubes de carton et mis dans des corbeilles en osier. Pour avoir le poids net du fil, il fallait déduire une tare représentant le poids de la corbeille et celui des tubes de

1. *Journal Officiel*, 1904, p. 2889.

carton. Dans beaucoup d'usines, cette tare était trop forte.

Dans des fabriques, les tisseurs étaient payés selon la longueur de l'étoffe produite ; il y avait des usines où l'on employait des moyens variés et rudimentaires pour effectuer cette mesure délicate. Dans certaines, les machines à mesurer ne valaient rien.

La Chambre, intéressée au plus haut point par ces révélations, émue de l'existence de pareils abus, vota la transformation de la question en interpellation ; et finalement, malgré les promesses du gouvernement (1) et la déposition d'un projet de loi sanctionnant plus efficacement la loi de 1850, M. Mirman déposait un projet de résolution qui fut voté à une très grande majorité. Par ce projet, que nous citons au début de notre 2^e partie, la Chambre invitait le gouvernement (2) :

1^o A assurer la stricte observation de la loi de 1850 ;

2^o A présenter au parlement un projet de loi précisant les conditions dans lesquelles doivent être pesées et mesurées les matières produites par les ouvriers dans les filatures et tissages payés aux pièces, et soumettant à un contrôle régulier tous les instruments de mesures employés à cet usage.

Les causes de la désuétude de la loi. — A quoi tenait cette inobservation, ou plutôt cet oubli de la loi

1. *Journal Officiel*, M. Trouillot, ministre du commerce et de l'industrie, p. 2887.

2. *Journal Officiel*, p. 2894.

sur le mesurage du travail à la tâche dans l'industrie textile, dont les événements, à un demi-siècle de distance, venaient montrer l'absolue nécessité?

Il faut d'abord reconnaître que cette désuétude ne venait pas de l'absence de sanction. Par l'article 8, le législateur punissait d'une amende de 11 à 15 francs :

1° Les contraventions aux articles 1, 2, 3, 5 et 6;

2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 4 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 7 et décidant qu'il serait prononcé autant d'amendes qu'il aurait été commis de contraventions distinctes.

Par l'article 9 : que si dans les douze mois qui ont précédé la contravention, le contrevenant avait encouru une condamnation pour infraction à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de l'article 7 de cette loi, le tribunal pouvait ordonner l'insertion du nouveau jugement dans un journal de la localité aux frais du condamné.

Malheureusement, la forme même de la loi ne devait pas permettre d'en escompter de bons résultats. Puisque le législateur n'avait pas cru devoir, comme le proposait M. Sevaistre, poser seulement un principe général dont le gouvernement eût eu le devoir d'assurer l'application, il devait entrer dans des détails plus précis, en harmonie avec les conditions particulières des différentes branches de l'industrie textile. Ceux qu'il avait prescrits présentaient ce défaut de ne s'appliquer qu'à quelques spécialités,

défaut qui devait s'accroître avec les changements divers apportés dans la fabrication des tissus, qu'ils fussent dus aux progrès de la technique, ou aux changements de la mode.

Ainsi, pour ne pas avoir indiqué sur les livrets de leurs ouvriers des indications étrangères ou inutiles à leur industrie, de nombreux fabricants ne pouvaient être atteints par les sanctions de la loi. Quand bien même ils auraient pu l'être, il reste à se demander par qui auraient pu être constatées et poursuivies les contraventions. Ce n'est certes pas les ouvriers intéressés qui auraient osé requérir l'application de la loi, à cause de leur dépendance étroite vis-à-vis de leurs employeurs. Quant aux patrons désireux de se conformer aux prescriptions légales, ils hésitaient toujours à dénoncer leurs confrères moins scrupuleux.

Restait l'action des officiers de police judiciaire, commissaires et gendarmes, et des parquets ; l'inspection du travail n'existant pas à cette époque, c'est évidemment à ceux-là que le législateur avait laissé le soin de constater et de poursuivre les contraventions. Mais c'était là des contraventions d'un ordre trop spécial, auxquelles les parquets n'étaient point faits, et qu'ils devaient fatalement négliger, sauf de rares exceptions. Du reste leur droit d'entrer dans les établissements industriels n'avait jamais été défini autrement que par des textes généraux donnant lieu à des interprétations divergentes.

CHAPITRE III

LE PROJET DE LOI DU 6 DÉCEMBRE 1904.

LA VALEUR ACTUELLE DE LA LOI DU 7 MARS 1850

C'est dans le but de remédier au grave inconvénient que nous venons de signaler que le gouvernement déposa, le 6 décembre 1904, un projet de loi en vue de charger les inspecteurs du travail de constater les contraventions à la loi de 1850 (1).

Dans l'exposé des motifs, le ministre du commerce et de l'industrie, M. Trouillot, disait (2) :

La plupart des conflits qui se produisent actuellement dans l'industrie du tissage à domicile de la région du Nord ont pour origine le paiement à la pièce qui facilite singulièrement la concurrence déloyale de patron à patron, et la fraude de patron à ouvrier.

Pour permettre l'application d'une loi comme celle de 1850, il était nécessaire de donner un pouvoir de contrôle à des fonctionnaires dont la compétence technique était hors de doute. Les inspecteurs du

1. Voir annexe n° 3,

2. *Documents parlementaires*, 1904, n° 2119, p. 347. Rapport Paul Constans, 25 juin 1905 (*Doc. parl.*, n° 2207, 1905, p. 15).

travail joignent précisément cette qualité à celle d'officiers de police judiciaire. Ils ont, légalement, le droit d'entrée dans tous les lieux de travail, avec un droit de surveillance générale acceptée par tous les intéressés.

Sur une question de M. Jean Morel, M. Colliard, président de la commission du travail, expliqua que, dans l'esprit des auteurs du projet « les locaux où se fait le travail » comprenaient « tous les locaux où se fait la remise d'ouvrage par l'ouvrier au patron, même une salle de débit d'un cabaret ; mais que les inspecteurs du travail n'auraient jamais le droit de pénétrer dans l'atelier de famille où travaillent uniquement le père, la mère et les enfants ». (1)

M. Paul Constans, rapporteur, insistait sur ce fait que le projet n'avait qu'un but : permettre l'application de la loi de 1850, indépendamment de l'opinion que chacun pouvait avoir sur la question des modifications à apporter à son texte.

Ce projet fut adopté par la Chambre des députés le 9 février 1905, et transmis au Sénat, où depuis il dort dans quelque carton.

L'idée du gouvernement était donc d'assurer l'application de la loi sur l'industrie textile sauf à la modifier dans la suite selon les nécessités des conditions de la fabrication moderne. Nous avons vu, en effet, que l'une des raisons de la désuétude de cette loi

1. *J. O.*, 10 février 1905. M. Colliard, p. 241 et suiv., § 8 et 12.

était sa spécialisation, qui ne lui permet pas d'atteindre le plus grand nombre d'industries.

Mais si l'on parle d'en assurer l'application, c'est qu'au moins pour ces industries, elle est encore applicable.

La loi de 1850 est-elle encore obligatoire. — Applicable, la loi de 1850 l'est-elle véritablement ?

Il n'est pas douteux, d'abord, que cette loi ait encore conservé toute sa force obligatoire : ce n'est pas son non usage prolongé qui aurait suffi à l'éteindre. Il n'en est pas d'une loi comme d'une action ; aucune prescription extinctive ne saurait l'atteindre. Cependant, la lettre ministérielle suivante (1) fera comprendre tout le danger que présente la thèse de l'abrogation des lois par la désuétude.

Paris, le 7 décembre 1888.

Monsieur le Député et cher collègue,

Vous avez bien voulu vous faire auprès de moi l'interprète des réclamations formulées par les ouvriers tisseurs des départements du Rhône et de la Loire au sujet de l'inobservation dans ces départements de la loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage.

J'avais déjà été saisi de plusieurs réclamations que j'avais communiquées à M. le garde des Sceaux. Mais, comme vous le savez, *les parquets ont hésité à poursuivre*

1. Marc Sauzet. *Le livret obligatoire des ouvriers*, p. 10.

des contraventions à une loi qui leur paraissait tombée en désuétude.

Je ne saurais, pour ma part, m'associer à cette manière de voir, et je viens de prier MM. les préfets du Rhône et de la Loire d'intervenir auprès des fabricants de leurs départements pour les inviter à se mettre en règle avec les *prescriptions de la loi de 1850 qui sont toujours en vigueur*

D'un autre côté, j'ai demandé de nouveau à M. le garde des Sceaux de vouloir bien donner des instructions précises afin de faire poursuivre par les parquets les fabricants qui ne se rendraient point à cette invitation.

Agréez, etc.....

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Signé : Pierre LEGRAND

A M. de LA BERGE, Député de la Loire.

Il est donc incontestable que la loi de 1850 ne peut être considérée comme abrogée par le fait que pendant plusieurs années elle n'a été que très irrégulièrement, voire pas du tout appliquée. Ce que nous pouvons dire, c'est que, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, cette loi spéciale, entrant dans des détails techniques, s'est plus difficilement appliquée à mesure que les progrès de la fabrication et que les changements de la mode ont apporté des modifications dans ces détails.

La loi est applicable au tissage mécanique. — Mais de là, certains concluent que, par son texte vétuste

et désuet, la loi de 1850 ne peut atteindre et régler que les rapports naissant du tissage à domicile. Pour eux, au moment de sa promulgation, la loi devait atteindre le tissage et le bobinage faits au dehors, c'est-à-dire les relations naissant de ce que des fils avaient été *livrés* par des fabricants, commissionnaires ou intermédiaires pour être tissés ou bobinés *chez l'ouvrier* lui-même. Or, disent-ils, actuellement le bobinage ne se fait presque plus hors la vue des fabricants; et ceux-ci ne livrent plus de fils à emporter, sinon aux tisseurs auxquels ils remettent en même temps les chaînes ourdies et les échevaux de fil de trame (1).

C'est là une façon de voir que nous n'admettons pas.

On nous dit que la loi de 1850 ne peut s'appliquer qu'au seul tissage à domicile, parce que à l'époque de sa promulgation, le tissage mécanique n'existait pas, et que par conséquent le législateur ne pouvait le viser.

Il faut d'abord observer que les deux catégories de tissage entre lesquelles doit être faite une opposition, en se plaçant au point de vue des partisans de l'application restreinte, sont non point « le tissage à la main » et « le tissage mécanique », mais bien le « tissage à domicile » et le « tissage en usine ». (2)

1. Cf. Boissard, *loc. cit.*, p. 40-41. Chambre de commerce de Roubaix et de Lille.

2. *Exposé des motifs du projet* du 4 novembre 1909. Annexe, n° 292, p. 29.

Or, il est absolument incontestable qu'il existait bien avant la loi de 1850 de nombreuses manufactures dans lesquelles les ouvriers tisseurs venaient travailler sur des métiers appartenant aux manufacturiers ; et même, le nombre de ces métiers mécaniques existant avant 1850 est plus considérable qu'on ne le croit d'ordinaire. Il suffit, pour en juger, de se référer aux rapports des jurys des expositions universelles qui eurent lieu à cette époque.

Dans le rapport du jury central de l'Exposition de 1834 par exemple, page 168, nous trouvons, en ce qui concerne les tissus de coton :

La multiplicité des métiers mécaniques, leur meilleure construction, leur emploi mieux compris ont rendu les opérations plus économiques et les travaux plus réguliers.

Plus loin, p. 171 :

A leurs grands ateliers de filage, MM. Dolfus, Mieg et C^e, joignent 300 métiers mécaniques à tisser et 2.000 métiers à bras.

Le rapport du jury de l'Exposition de 1839 signale à nouveau l'extension prise par le tissage mécanique, notamment en ce qui concerne le tissage du coton :

Depuis 1834, l'emploi des métiers mécaniques a fait de grands progrès ; elle les a encore perfectionnés ; on a appris à s'en servir pour les étoffes les plus fines ; l'augmentation des métiers mécaniques entraîne nécessairement la suppression d'une partie des métiers qui marchent à la main.

Le rapport du jury de l'Exposition de 1844 montre également que l'emploi du métier mécanique se généralise de plus en plus. A Reims, les métiers mécaniques ont été introduits pour le tissage de la laine ; à Lyon, pour le tissage de la soie. Dans l'industrie du coton, le rapport évalue (page 403) à 18.000 le nombre des métiers mécaniques existant en Alsace, et à 9.000 celui des métiers existant en Normandie.

Enfin, un relevé statistique établi par M. Em. Dolfus, montre qu'en 1856, la région cotonnière, dont Mulhouse est le centre (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Vosges, Haute-Saône, Meurthe), possédait 33.492 métiers mécaniques et 10.854 métiers à bras, soit une proportion de 3/1,

Ainsi, il est surabondamment prouvé que le tissage mécanique existait en 1850. Le législateur ne pouvait l'ignorer ; or, à aucun moment, soit au cours des travaux préparatoires, soit au cours de la discussion du projet, on ne distingua le tissage mécanique ou tissage en usine d'une part, et le tissage à bras ou tissage à domicile d'autre part.

Il est évident cependant que si les auteurs de la loi avaient voulu ne donner à celle-ci pour champ d'application que le tissage à bras, ou tissage à domicile, ils n'auraient pas manqué de le dire, de préciser leur désir. Nous avons vu d'ailleurs que le fameux article 7, qui était la réponse définitive aux objections de M. Sevaistre, permettait d'étendre avec quelques modifications, la loi sur le tissage aux industries dont

les conditions techniques étaient inadéquates avec les mentions exigées, avec le mode de paiement imposé.

C'était en quelque sorte prévoir des changements dans la technique de la fabrication des tissus.

Nous pouvons du reste citer, dans le sens de l'application de la loi au tissage mécanique, un arrêt rendu par la Cour de Cassation, le 31 juillet 1909, sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Lavelanet, en cassation d'un jugement rendu le 5 juin 1909, par ce tribunal, au profit d'un M. Andouy :

... Vu les articles 1, 2, 3 et 6 de la loi du 7 mars 1850 ;

Attendu que la loi sus-visée a eu pour objet etc...;

Attendu qu'il a été constaté par les procès-verbaux réguliers, en date des 12 et 19 mars 1908, que les ouvriers tisserands travaillant pour le compte d'Andouy, fabricant de draps, à Lavelanet, n'étaient pas pourvus du livret spécial prescrit par l'article premier de la loi précitée, et que ce fabricant ne tenait pas exposé aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et les ouvriers, un exemplaire de la dite loi, contrairement aux dispositions de l'article 6 ;

Attendu que pour relaxer le prévenu, le jugement attaqué déclare que la loi du 7 mars 1850 s'applique exclusivement au tissage et au bobinage à la main, et à laisser en dehors de ses prévisions le tissage et le bobinage mécaniques ; que dès lors, Andouy, qui emploie pour son industrie textile des ouvriers travaillant avec des métiers mécaniques, n'est pas soumis à son application ;

Mais attendu qu'il résulte du texte de la loi sus-visée et des documents législatifs qui s'y réfèrent, qu'elle vise les conventions entre les fabricants et les ouvriers tisserands ou bobineurs qui travaillent à façon...; qu'elle règle les modes de constatation de ces contrats de travail, sans s'occuper du procédé, manuel ou mécanique, à l'aide duquel l'industrie du tissage ou du bobinage est exercée que ces dispositions, à cet égard, sont générales et ne distinguent pas la nature du moyen employé pour l'exécution du travail;

... Et attendu que les conditions du travail industriel constatées rentrent dans les prévisions de la loi du 7 mars 1850 et sont soumises à ces prescriptions; d'où il suit qu'en refusant à cet état des faits, d'appliquer aux infractions ci-dessus spécifiées les pénalités édictées par l'article 8 de cette loi, par le motif que l'industrie textile du prévenu était exercée à l'aide de métiers mécaniques, le juge de police a faussement appliqué et par suite violé les dispositions de loi visées au moyen;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police...

Il est d'ailleurs facile de montrer que la loi de 1850 est loin d'être inutile au tissage en usine même effectué mécaniquement. On ne voit trop souvent dans cette loi que les dispositions ayant pour effet de garantir le contrôle et éviter toute discussion relative aux quantités de marchandises remises d'une part par les patrons aux ouvriers, rendues d'autre part sous une forme nouvelle par les ouvriers aux patrons.

C'était là en effet un des buts de la loi, mais ce n'était pas le seul. En obligeant d'inscrire certaines mentions sur les livrets, disait M. Cunin-Gridaine, le gouvernement prescrit des règles pour éclairer les parties sur l'objet du contrat, c'est-à-dire sur les éléments qui, ayant de l'influence sur le travail, doivent en avoir sur le prix.

Or, que le tissage soit mécanique, qu'il ait lieu en usine ou bien qu'il se fasse à bras, à domicile, l'intérêt est le même pour les deux parties. Grâce à ces indications, ils peuvent vérifier l'exactitude de leurs salaires, les comparer à la tâche accomplie : c'est un bénéfice commun aux deux catégories de tisseurs. Nous n'en voulons pour preuve que cette réclamation du syndicat rémois de l'industrie de la laine (1) :

Nous n'hésitons pas à déclarer qu'en toute circonstance, aussi bien pour le tissage mécanique que pour le tissage à la main, les ouvriers doivent connaître très exactement tous les éléments qui sont de nature à leur permettre ou à leur faciliter le contrôle du prix payé.

Enfin, la loi de 1850 avait encore pour but de rendre obligatoire le paiement d'après une unité légale. « La loi, disait M. Mimerel (2), veut que le mètre soit la mesure, que le kilogramme soit le poids. » Elle vou-

1. Enquête de 1906, relative aux modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage (publiée par l'*Office du Travail*), p. 19.

2. Discussion du projet de loi de 1849. Deuxième délibération. Séance du 22 janvier 1850, *Journal Officiel*, p. 338.

lait que les conventions entre patrons et ouvriers soient réglées de la même manière que les conventions entre l'acheteur et le vendeur avaient été réglées par la loi de 1837. Elle voulait, avant tout, interdire le paiement à la pièce qui avait donné lieu à tant d'abus. Ce mode de paiement n'est pas spécial au tissage à domicile, et nous pourrions citer nombre de localités où il est encore pratiqué même dans le tissage mécanique.

C'est, par exemple, le syndicat cotonnier de l'Est qui écrit (1) :

... Il semble qu'il n'est qu'un seul point sur lequel il y aurait peut-être intérêt à modifier par voie de réglementation les habitudes encore en usage pour quelques-unes des usines de notre région. Ce serait de rendre obligatoire la paie au mètre et de supprimer la paie à la pièce.

Pour ces différentes raisons, nous pouvons affirmer que la loi de 1850 a un champ plus large que celui que beaucoup voudraient lui assigner, une portée générale, qui atteint aussi bien le tissage mécanique, en usine, que le tissage à la main, à domicile.

1. *Enquête de 1906 sur les modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850*, p. 20.

CHAPITRE IV

ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. 1906-1908

Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que l'observation de la loi de 1850, telle qu'elle est, rendue possible par le vote du projet de 1904, donnerait de bons résultats. Nous avons déjà aperçu, que les prescriptions de ses différents articles présentent des lacunes, et pour avoir établi que cette loi est applicable à l'industrie mécanique comme à l'industrie manuelle, nous n'avons pas nié les progrès réalisés dans la technique, ni les changements de conditions qui en résultent.

L'article 7 donnait, il est vrai, au gouvernement pouvoir d'autoriser, sous certaines garanties, d'autres modes de paiement, ou d'étendre les dispositions de la loi à d'autres industries. Mais il ne disait rien des modifications dont les indications auraient pu conséquemment être l'objet.

Cependant, la mécanique s'implantait davantage dans les textiles, la concurrence forçant les industriels à adopter le procédé le plus économique de production. Aujourd'hui, les métiers à la main ne constituent

plus que l'infime minorité; c'est en vain qu'on chercherait dans les usines ceux qui subsistent encore; il n'est guère que la fabrication de tissus très travaillés, d'un dessin délicat, qu'une machine ne saurait rendre d'une façon satisfaisante, qui puisse justifier et expliquer actuellement l'emploi de métiers manuels. Ceux-ci, le plus souvent, appartiennent à quelques tisserands, habiles ouvriers, qui travaillent pour un patron dont l'étoffe précieuse constitue la spécialité.

On conçoit alors que des modifications doivent être apportées au texte primitif, le mettant plus en harmonie avec les conditions du modernisme industriel.

Le gouvernement qui, devant les révélations faites par MM. Dron et Mirman, avait en 1905 promis de déposer un projet de loi sanctionnant plus efficacement les dispositions de la loi de 1850, le gouvernement voulut demander aux intéressés eux-mêmes quels changements ou quelles précisions il devait proposer. M. Doumergue, ministre du commerce, de l'industrie et du travail, chargea l'Office du Travail de procéder à une enquête sur ce sujet. Un questionnaire accompagné d'une note explicative fut en conséquence adressé en juillet 1906 aux chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, conseils des prud'hommes, ainsi qu'à tous les syndicats ouvriers et patronaux de l'industrie textile.

Les modifications à la loi sur le mesurage du travail à la tâche demandées notamment d'une part par les syndicats de la région Cambrai, Valenciennes, et

d'autre part par la chambre syndicale des fabricants de toile de Bailleul, visaient deux points principaux :

1^o Inscription sur le livret du nombre des fils de chaîne ;

2^o Autorisation de fixer le prix de façon au mètre de chaîne.

Le questionnaire rédigé demandait aux organisations intéressées leur avis sur chacun de ces deux points. De plus, on s'inquiétait de savoir si l'inscription d'autres mentions sur le livret apparaissait devoir être rendue obligatoire, et si d'autres modes de fixation des prix de façon semblaient devoir être autorisés par la loi.

L'enquête était ainsi limitée à quelques points. Mais les réponses élargirent le cadre tracé. Beaucoup d'organisations ne se bornèrent pas à répondre strictement aux questions posées et profitèrent de l'occasion pour faire connaître leur avis non seulement sur les dispositions de la loi, mais encore sur sa portée, son but, son champ d'application. L'empressement avec lequel répondirent tous les intéressés montre assez l'importance qu'ils attachaient à la question. Il paraît intéressant de donner à ce point de vue au moins un état numérique des organisations ayant répondu à l'enquête (1) :

1. Enquête relative aux modifications à apporter à la loi de 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage p. 16, 17, 18.

Chambres de commerce. — Un exemplaire du questionnaire a été adressé aux 150 chambres de commerce de France et d'Algérie : 71 y ont répondu ; 37 ont fait connaître qu'elles ne pouvaient utilement fournir de réponses aux questions, soit parce qu'il n'existait aucun tissage dans leur circonscription, soit parce que les tissages existant ne tombent point sous l'application de la loi.

Chambres consultatives des arts et manufactures. — Le questionnaire a été adressé aux 46 chambres consultatives des arts et manufactures : 17 d'entre elles ont répondu ; 12 ont fait savoir qu'elles ne pouvaient utilement fournir de réponses.

Conseils de prud'hommes. — Sur les 169 conseils de prud'hommes existant en France et en Algérie au mois de juillet 1906, 66 ont répondu ; 64 ont fait savoir qu'ils ne pouvaient répondre utilement, soit parce que l'industrie du tissage n'existait pas dans leur circonscription, soit, pour 2 d'entre eux (Bar-le-Duc, Belfort), parce qu'il n'existait aucun tissage à la main dans leur circonscription (1) ; les 39 autres n'ont pas répondu.

Syndicats patronaux. — Sur 65 syndicats patronaux et fédérations de syndicats patronaux appartenant au groupe des industries textiles, 21 groupements ont répondu à l'enquête.

1. On voit apparaître ici tout l'intérêt du champ d'application de la loi de 1850.

Syndicats ouvriers. — Enfin le questionnaire a été adressé à 400 syndicats ouvriers et fédérations de syndicats du groupe des textiles, 111 ont répondu.

Quelles sont les principales réclamations des intéressés? Quelle suite paraissent-elles mériter? C'est ce que nous allons examiner aussi rapidement que possible et en suivant de notre mieux, pour plus de logique, l'ordre naturel des conditions d'un mesurage équitable, tel que nous l'avons étudié dans notre première partie. Cela nous permettra, au surplus, de comparer à ces conditions, dont la réalisation nous a paru nécessaire, les moyens qui apparaissent comme les plus propres à solutionner notre problème dans une industrie particulière.

Les réponses faites à l'enquête par les intéressés sont comme l'expression réfléchie et pondérée de leurs desiderata. Elles constituent donc une source précieuse à laquelle nous puiserons, sans toutefois négliger de demander aux grèves les leçons qu'elles comportent; ces révoltes des ouvriers, ces luttes avec les patrons, nous montreront jusqu'où peut aller la patience des travailleurs qui se savent exploités et que la loi ne protège pas.

CHAPITRE V

CHOIX DES UNITÉS DE COMPTE

L'un des points sur lesquels on insista le plus au cours de la discussion de 1850, fut celui de l'interdiction du paiement à la pièce et de la détermination des seuls modes de fixation du prix de façon qui seraient autorisés. C'était logique, puisque le projet n'avait été déposé qu'à la suite des réclamations des ouvriers contre l'allongement des pièces. L'historique que nous en avons fait a suffisamment montré l'intérêt qu'il y a à payer d'après des unités fixes. « La loi, disait M. Mimerel (1), veut que le mètre soit à la mesure, que le kilogramme soit le poids. » Il exprimait par là que s'il est inadmissible d'employer une unité aussi élastique que la pièce, il n'est pas moins dangereux d'user de « mesures » dont la valeur n'est pas exactement déterminée ; il ne devait plus être question de « pièce », de « pouce », d'« écheveau », d'« enseigne », et les seules unités dont la loi de 1850 permettait l'usage, étaient le mètre et le kilogramme. C'était étendre aux relations nées du contrat de tra-

1. Séance du 29 janvier 1850, *Journ. off.*, p. 338.

vail, dans l'industrie textile exceptionnellement, la protection donnée aux conventions de l'acheteur et du vendeur par la loi de 1837 qui rendait obligatoire le système métrique. Nous avons vu dans notre première partie en quoi ce système consiste, quels sont ses avantages qui, cependant, ne prévalurent que lentement sur les anciennes habitudes. C'est ce qui explique que, par mesure de prudence, le législateur de 1837 ne rendit exclusivement obligatoire qu'aux commerçants l'application du système métrique. Après la loi de 1837, et même après la loi du 7 mars 1850, la loi de 1851 disait textuellement :

Article premier. — Seront punis... 3° ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles *ils vendent ou achètent*.

C'est donc laisser de côté ceux qui se servent de mesures en dehors du cas de vente ou d'achat, tels que le patron et l'ouvrier dont le travail est rémunéré à la tâche. Exceptionnellement, la loi de 1850 n'avait autorisé que le paiement *au mètre* de tissu, ou au mètre de trame ou *au kilogramme* de trame, et par là elle avait interdit toute mesure étrangère au système métrique ; mais pour cette prescription, malheureusement, elle n'avait pas prévu des sanctions. Pourtant, il y avait bien là une règle particulière à l'industrie textile, à laquelle étaient inapplicables les peines prévues par la loi de 1837. L'extension au contrat de travail de l'usage obligatoire des mesures légales, n'ayant

pas été prononcée par la loi de 1851, la réforme qu'avaient eue en vue MM. Cunin-Gridaine, Mimerel et tutti quanti, devait rester lettre morte. Nous sommes donc aujourd'hui en présence de cette anomalie. Pour tous les actes de la vie courante, nous employons le système métrique. Il y a cependant des industriels qui, n'étant tenus par aucune loi de l'employer pour mesurer le travail de leurs ouvriers font usage de mesures à proprement parler illégales.

Inconvénients de la non-obligation du système métrique. — Les inconvénients qui en résultent, nous le savons : les ouvriers qui savent ce que c'est qu'un mètre ou un kilogramme ignorent généralement ce que c'est qu'un pied ou qu'un pouce. Où auraient-ils pu l'apprendre ? A l'école, on leur a seulement appris ce que c'est que le système métrique, et dans la vie courante, d'où ces anciennes mesures ont disparu, ils n'entendent parler que de mètres, que de kilogrammes. Il leur est donc impossible de se rendre compte du travail qu'ils accomplissent ; ils ignorent ce qu'ils ont fait, ce qu'ils doivent toucher. Ces inconvénients ont été signalés dans certaines réponses à l'enquête de 1906, bien qu'aucune question n'ait été posée à ce sujet. C'est ainsi que la chambre de commerce de Reims écrivait (1) :

1. Enquête 1906-1908, relative aux modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850, p. 45.

Le numéro des fils doit être compté au nombre d'échées de 1.000 mètres au kilogramme (ou mètre au gramme) et non pas d'échées de 700 à 710 mètres.

Le compte (nombre de fils de chaîne) et le duitage (nombre de fils de trame), doivent être fixés au centimètre et non au pouce.

De même, l'Association syndicale de l'industrie textile de Bailleul :

Dans nos régions, on se sert surtout du quart de pouce dont beaucoup d'ouvriers ne connaissent point la valeur réelle, ce qui peut donner lieu à certaines fraudes. Avec le centimètre carré, que tout le monde connaît, ces fraudes seraient presque impossibles.

Le même avis était encore exprimé par le syndicat textile des ouvriers de Moyenmoutier :

Le compte-fils du 1/4 de pouce ne doit plus exister ; il doit être remplacé par le centimètre ; cette mesure n'étant plus connue dans nos écoles, l'ouvrier ne connaît pas sa valeur en millimètres, ce qui l'empêche de se rendre compte du nombre de fils et de duites au centimètre. Les mentions doivent être portées au livret au centimètre et non par les indications 3/4, 4/4, 7/8, 9/8, 5/9, etc... Dans tout cela, on ne comprend rien.

D'après le syndicat textile de Lavelanet (1), la mesure de longueur usitée dans le pays est le rang, qui devrait être de 2 m. 66, mais qui souvent est plus longue ; beaucoup de patrons la font de 3 m. 32. La mesure de lon-

1. Enquête 1906-1908, p. 45.

gueur devrait être dérivée du mètre et non du rang (1).

Il y a, on le voit, une anomalie qui, si elle s'expliquait il y a soixante ans, n'est pas excusable à notre époque. Les auteurs de la loi de 1850 avaient eu l'idée de donner aux ouvriers tisseurs les garanties que la loi donne aux acheteurs ; mais ils n'avaient fait que poser les conséquences d'une règle particulière sans l'exprimer elle-même et sans, surtout, en dire la sanction. Ils allaient ainsi fatalement à un échec. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement cette protection particulière que nous demandons, mais l'extension à toute l'industrie, à toutes les relations nées du contrat de travail, de la loi de 1851. C'est le devoir du gouvernement de la proposer ; ce faisant, il mettra sous le régime du droit commun et sous la protection de la loi un nombre considérable de travailleurs qui se trouvent sans défense.

1. Il est à noter que si les ouvriers ne connaissent pas exactement la valeur d'unités telles que le pied, le pouce, l'once, qu'emploient certains patrons, et dont aucune « matérialisation » ne permet de leur donner une idée exacte, il arrive cependant qu'ils transportent dans le langage courant ces dénominations hors d'usage.

Cela ne peut que contribuer à favoriser les abus contre lesquels MM. Steeg, ministre de l'Instruction publique, et Massé, ministre du Commerce, se sont élevés dernièrement. Par une circulaire de fin avril 1911, ils ont rappelé qu'aux termes de la loi du 4 juillet 1837 et de l'ordonnance du 17 avril 1839, toutes les appellations anciennes ou étrangères, autres que celles du système métrique, sont formellement interdites dans les actes publics, les affiches, les annonces.

Nous croyons que si l'on veut faire quelque chose à ce point de vue, il est avant tout nécessaire d'étendre l'application du système métrique, comme nous le disons ci-dessus. Ici plus qu'ailleurs peut-être, il ne faut ni deux poids ni deux mesures.

Il y a lieu cependant de se demander ce qu'on fera si la nature du travail est telle qu'aucune unité du système métrique ne donne de ce travail une idée précise. Ce cas, l'article 7 de la loi de 1850 le prévoyait déjà : si le système métrique est inapplicable, il faudra bien admettre l'emploi d'une unité qui lui soit étrangère ; mais ce sera le devoir du gouvernement ou du législateur d'entourer cet usage d'assez de garanties pour que l'ouvrier n'en patisse pas.

CHAPITRE VI

DÉTERMINATION DES MODES DE PAIEMENT

Voulant que le travail ne pût être comparé qu'à des unités absolument certaines, le législateur de 1850 avait déterminé dans l'article 1^{er} les seuls modes de paiement qu'on pourrait appliquer au tissage, dans l'article 2 ceux qu'on pourrait appliquer au bobinage. Nous laisserons de côté ce dernier qui est une industrie exclusivement pratiquée en usine aujourd'hui, et dont la législation ne paraît pas devoir être modifiée. Le bobineur doit être rémunéré soit au kilogramme, soit au mètre de longueur de la matière travaillée. Nous ne voyons pas de modifications à y apporter.

Le 4^o de l'article 1^{er} disait que le prix de façon du tissage doit être réglé :

Soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu, soit au kilogramme de cette trame. C'était exclure, en particulier, le paiement à la pièce qui avait donné lieu à tant d'abus.

Il est intéressant de noter que trois ans aupara-

vant, une organisation ouvrière isolée était parvenue à obtenir le paiement d'après la longueur exacte des pièces; nous voulons parler de l'Association des ouvriers rubaniers de Saint-Etienne (1), fondée en 1848, qui aida à la régularisation des heures de travail, et tendit à obtenir l'application d'un tarif des prix de façon. Après de laborieuses négociations entre chefs d'ateliers et fabricants, le tarif proposé par ces derniers fut adopté à contre-cœur par les chefs d'ateliers le 5 décembre 1848. Le principal résultat du tarif consista dans le paiement de la pièce selon sa longueur exacte, tandis qu'auparavant le fabricant payait chaque pièce à raison de 100 mètres, longueur qui était toujours dépassée.

Quelques années après, la loi qui réglementait le mesurage du travail à la tâche était presque complètement oubliée; la rémunération du travail ne se faisait plus conformément à ses prescriptions. Il ne faudrait pas croire cependant que jusqu'aux événements de Bailleul et à la question qu'ils suscitèrent de la part de M. Dron, il n'y eut point de protestations. Souvent les ouvriers se savaient exploités, presque toujours ils croyaient l'être, et cependant ils acceptaient cette situation parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts pour tenter de l'améliorer. Ce n'est que lorsqu'ils avaient repris espoir, ou qu'ils étaient poussés à bout par des abus vraiment excessifs, qu'ils

1. Office du Travail, *Associations professionnelles ouvrières. Les ouvriers rubaniers de Saint-Etienne*, t. II, p. 347.

rompaient avec leurs patrons ; la grève échouait le plus souvent, ou si elle réussissait, elle ne profitait jamais qu'à une région ou à une localité déterminée.

Le paiement à la pièce. — Pour nous en tenir à ces dernières années, nous pouvons citer la grève des tisseurs de toile de Picquigny (Yonne) (1) qui éclata le 28 janvier 1898 à la suite du renvoi d'un ouvrier, ainsi qu'à cause du paiement à la pièce auquel les tisserands voulaient voir substituer le paiement au mètre de tissu fabriqué. Le résultat leur fut favorable et prouva le bien-fondé de leur réclamation. Leurs salaires augmentèrent en effet de 10 à 15 centimes par jour, ce qui s'explique par ce fait que les pièces comptées pour 100 mètres en mesuraient réellement 115.

Le 12 décembre 1903 (2), le syndicat des ouvriers et ouvrières des tissages mécaniques lyonnais (tissages de soie) se réunissaient à la Bourse du Travail de Lyon, et, après avoir entendu exposer les revendications de leurs camarades teinturiers et apprêteurs alors en grève, décidaient de les soutenir par la grève générale du tissage mécanique et d'organiser une assemblée générale de la corporation des tisseurs le 15 décembre pour discuter de la situation des grèves du textile. A la suite de la réunion, on décida de pré-

1. Office du Travail, *Statistique des grèves et recours à la conciliation* en 1898, p. 52, 53, 54, 55.

2. Office du Travail, *Statistique des grèves et recours à la conciliation* pour l'année 1903, p. 561 et suiv.

senter aux patrons un tarif de revendications. L'article 1^{er} était ainsi conçu :

Tous les tissus, à l'exception des foulards, seront payés au mètre, mesurés en présence de l'ouvrier et payés jusqu'à 10 centimètres.

Ce règlement, présenté aux syndicats patronaux fut d'abord repoussé, les usiniers ayant déclaré qu'ils entendaient discuter séparément avec le personnel de leurs ateliers respectifs. La grève devint générale. Les 40 tissages de soierie de Lyon et de Villeurbanne durent fermer leurs portes. Finalement quelques patrons acceptèrent.

Le 5 octobre 1903, les tisseurs de jute et de toile de la commune de Halluin (Nord) se mettaient en grève (1). Dans un établissement, les grévistes demandèrent et obtinrent la substitution du tarif au mètre au tarif à la pièce. Il en résulta pour eux une augmentation de salaire qu'on a pu évaluer à 2,4 0/0.

Dans la région d'Avesnes, à différentes reprises, notamment en 1903 et 1905, des transactions étaient intervenues sur les bases de tarifs conventionnels. En septembre 1906, un nouveau tarif fut adopté, dont les articles 3 et 4 sont à retenir (2).

Art. 3. — Le présent tarif est établi sur la base de 82 mètres de chaîne de la première à la dernière marque pour rendre 72 mètres de tissu environ pour tous les

1. *Statistique des grèves de l'année 1903*, p. 76, 77, 78, 79.

2. *Statistique des grèves de l'année 1906*, p. 711 et suiv.

articles unis, et pour un duitage ordinaire, et 80 mètres pour les linons, pour 72 mètres de tissu environ.

Art. 4. — Toutes les chaînes dont les longueurs seront inférieures ou supérieures à celles notées ci-dessus seront payées proportionnellement.

L'enquête de 1906 est venue, du reste, corroborer ces renseignements. Elle a établi qu'aujourd'hui encore le paiement à la pièce est pratiqué.

Le Syndicat cotonnier de l'Est (syndicat patronal) s'exprimait ainsi à ce sujet :

Il semble qu'il n'est qu'un seul point sur lequel il y aurait peut-être intérêt à modifier par voie de réglementation les habitudes encore en usage dans quelques usines de notre région. Ce serait de rendre obligatoire la paye au mètre et de supprimer la paye à la pièce. Nous croyons que, dans notre région, la grande majorité des patrons accepterait volontiers cette réglementation (1).

La Chambre de commerce de Belfort (se plaçant dans l'hypothèse où la loi de 1850 ne serait pas applicable au tissage mécanique) était d'avis qu'on pourrait faire pour le tissage mécanique une loi spéciale, décidant que le paiement doit être fait au mètre de tissu fabriqué (2).

Le Syndicat textile (syndicat ouvrier) de l'usine de Lesses, à Fresse-sur-Moselle (Vosges), signalait également que beaucoup d'usines payaient à la pièce :

1. Enquête 1906-1908, p. 20.

2. Enquête 1906-1908, p. 20.

« Si celles-ci ont 120 mètres, c'est le même prix que pour 110 mètres. »

A Lisieux, le paiement à la pièce est encore en pratique pour la toile, d'après la Chambre consultative et le conseil de prud'hommes de cette ville :

Depuis plusieurs années, la longueur a augmenté dans des proportions sensibles ; les pièces de toile qui faisaient 52 mètres sont arrivées progressivement à 56 mètres, 57 mètres et même 60 mètres, sans augmentation de salaire.

De même à Condé-sur-Noireau, où les pièces atteignent des longueurs de 110 à 120 mètres et plus, sans augmentation de salaire pour les ouvriers.

De même encore dans la Loire (travailleurs de l'industrie textile de Saint-Etienne), à Roannes, où le conseil de prud'hommes déclarait « qu'il serait désirable d'imposer ce même mode de paiement à tous les tisseurs, afin de ne pas permettre la concurrence de certains petits tissages payant le prix de façon à la chaîne et pouvant ainsi vendre au-dessous du cours pratiqué dans les autres tissages payant au mètre ».

De même, enfin, à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire) et à Bourg-de-Thisy, où les tisseurs, paraissant ignorer la loi de 1850, demandaient une loi obligeant le paiement au mètre.

Le paiement au mètre de tissu. — Malgré tout, le paiement au mètre de tissu fabriqué est très usité (1) ;

1. Enquête 1906-1908, p. 38-39.

nous citerons parmi les régions où il est pratiqué, celles de Lille, de Lyon, Sedan, Tourcoing.

Le paiement au mètre de trame. — La loi de 1850 autorisait aussi le paiement au mètre de longueur de trame introduite dans le tissu. Il est évident que, très souvent, cette longueur représentera le travail accompli par l'ouvrier ; on peut le citer comme employé particulièrement à Mazamet et à Castres.

Le paiement au kilogramme de trame. — On peut en dire autant du paiement au kilogramme de trame qui est également employé à Castres et à Lisieux pour la laine ; à Amiens, pour le velours de coton et à Montbéliard pour certains tissus spéciaux (1). Nous devons cependant reconnaître que certaines objections ont été faites contre cette dernière méthode parce qu'elle laisse place à la fraude. Théoriquement, le paiement au poids apparaît comme très rationnel ; mais un tissu est plus ou moins lourd selon qu'il est plus ou moins humide. A son poids propre vient, en effet, s'ajouter le poids de l'eau qu'il contient ; et ce qui fait le danger de cet inconvénient, c'est qu'il est très difficile de juger, même par un examen attentif, de son degré d'humidité. De là certains concluent que les tisserands peuvent détourner impunément d'assez fortes quantités de fils, en prenant soin de parfaire le poids en humectant légèrement le reste. L'objection a de la valeur, mais il faut avouer que les

1. Enquête 1906-1908, p. 39.

progrès réalisés dans l'industrie, ces dernières années, permettent d'y répondre. Sans entrer dans les détails d'un procédé pour lequel nous renvoyons aux annexes (1), nous pouvons dire qu'on arrive à connaître très exactement aujourd'hui, et à peu de frais, le degré d'humidité d'un tissu ou de tout autre objet.

Autres modes à autoriser le paiement au mètre de chaîne. — Mais n'y a-t-il pas lieu d'autoriser d'autres modes de paiement ? Le questionnaire adressé aux différentes organisations intéressées leur demandait, à ce sujet, s'il y avait lieu de permettre le paiement au mètre de chaîne (2). A cette question, répondirent affirmativement : 30 chambres de commerce contre 32 ; 5 chambres consultatives contre 3 ; 20 conseils de prud'hommes contre 22 ; 4 organisations patronales contre 6 ; 32 organisations ouvrières contre 30. Il faut noter que parmi les organisations admettant le paiement au mètre de chaîne, plusieurs ont fait remarquer que ce mode était moins juste, ou plus susceptible de donner lieu à contestation que d'autres, tels que le paiement au mètre de tissu. Quelques-uns ne l'admettaient que pour certaines catégories de tissus. Ainsi l'Union fédérale du tissage de Tourcoing n'en prévoyait l'application que pour le tissage à la main, parce qu'elle pensait qu'il est impossible, dans le tissage mécanique, de mesurer la chaîne qu'on reçoit toujours tournée sur une épeule prête à être montée

1. Annexe n° 8.

2. Enquête, 1906-1908, p. 29 et suiv.

sur le métier (on pourrait, il est vrai, marquer la chaîne de mètre en mètre).

D'autres encore, comme la chambre de commerce de Montpellier et la chambre consultative des arts et manufactures de Lodève répondaient affirmativement, « à la condition que la quantité de trame à introduire
« par mètre de chaîne soit également déterminée ;
« sans quoi, le tisserand peu consciencieux qui, pour
« faire plus vite sa chaîne serrerait moins un tissu,
« tisserait moins, recevrait un salaire qui n'en serait
« plus proportionnel au travail produit. »

Arguments en faveur du paiement au mètre de chaîne. — Les arguments que faisaient valoir les partisans du paiement au mètre de chaîne sont les suivants :

Ce mode de paiement serait, d'après eux, le plus équitable, car la longueur du tissu fabriqué peut varier dans une certaine mesure d'un ouvrier à un autre ; l'un peut avec une même chaîne produire dans certains cas une pièce plus ou moins longue. Certains travaux font rentrer la chaîne beaucoup plus que d'autres. Le syndicat de l'industrie textile de Moyennoutier disait que le métrage du tissu fabriqué ne peut se faire en pratique devant le tisseur sans grande perte de temps ; le paiement devrait donc se faire au mètre de chaîne et les inspecteurs du travail vérifieraient les encolleuses et les ourdissoirs.

Le plus fort argument émane de la chambre syn-

dicale des fabricants de toile de Bailleul (1) : pour elle, le paiement au mètre de chaîne serait le seul qui fermât définitivement la porte à la fraude, car il est très facile d'allonger une pièce de plusieurs mètres. La chaîne au contraire possède une longueur immuable que rien ne peut faire varier. Pour les articles tissés à Bailleul, le paiement au mètre de tissu fabriqué constituerait une prime à la malfaçon ; il est, en effet, d'usage, dans ce pays, de remettre à l'ouvrier un nombre fixe d'écheveaux de trame à introduire dans la chaîne ; si par un artifice de fabrication, très simple à réaliser, l'ouvrier tisse long, le tissu fabriqué donne un duitage moins serré que le tissu fabriqué par un ouvrier qui tisse court. Avec le paiement au mètre de tissu fabriqué, c'est l'ouvrier qui a fourni le plus et le meilleur travail qui est le moins payé, attendu que sa pièce est plus courte. A la pièce tissée longue correspondent mauvaise qualité, labeur moindre, salaire élevé ; à la pièce tissée courte correspondent bonne qualité, labeur élevé, salaire moindre : donc prime à la malfaçon.

A notre avis, ceci n'est pas décisif. L'Union syndicale textiles d'Armentières répondant à ces arguments (2), exposait que si les fabricants de Bailleul payaient leurs ouvriers : 1° au mètre de tissu fabriqué ; 2° au nombre de fils de chaîne et de trame par unité de surface, ils n'auraient pas à se plaindre des

1. Enquête, 1906-1908, p. 32.

2. Enquête, 1906-1908, p. 35.

malfaçons ; l'ouvrier serait obligé de soigner son travail.

Si l'ouvrier serre son travail, disait le syndicat de l'industrie textile d'Houplines, c'est parce qu'il est obligé de tisser un nombre plus ou moins grand de duites et que d'autre part, par le mélange de trames que les patrons donnent à tisser, l'ouvrier ne peut pas être rendu responsable de la chaîne.

Ceci est parfaitement exact, mais il y a lieu de le compléter par la considération suivante :

Il y a surtout deux éléments qui influent sur la longueur des tissus fabriqués : le duitage et la tension de la chaîne. Le tissu est d'autant plus long, qu'il y a moins de duites et que la tension de la chaîne est plus forte. Le duitage est réglé par pignons. A un certain nombre de dents correspond un duitage connu, lequel reste invariable aussi longtemps qu'on laisse le même pignon sur le même métier. Le tisserand pourrait peut-être tenter de faire passer des dents pendant la marche et de diminuer ainsi le nombre de suites. Mais la fraude pourrait être facilement découverte, par l'examen du tissu à la loupe, en admettant qu'elle puisse être commise.

Reste alors l'action sur la tension de la chaîne. Pour lui imprimer une tension, on dispose le plus souvent de poids agissant sur des bras de levier à plusieurs crans ; les poids sont déplacés à la main au fur et à mesure que la pièce avance, ce qui permet de maintenir une tension uniforme malgré le changement des diamètres des cylindres enrouleur et dérouleur.

Or, il y a lieu de se demander s'il est possible au tisserand de faire agir ensemble les deux causes influant sur la longueur, le duitage et la tension. Peut-il normalement augmenter la tension de la chaîne et diminuer en même temps le nombre de duites par unité ? Non. L'enroulement du tissu doit être uniforme, toujours par quantités égales dans le même temps. Chaque changement d'enroulement a pour effet de modifier le nombre de duites par unité de longueur dans un temps donné : si la quantité enroulée augmente, le nombre de duites placées diminue et vice versa. En augmentant la tension de la chaîne, on diminue la facilité d'enroulement du tissu, et le nombre de duites croît. Par conséquent, le tisserand qui voudrait obtenir un avancement trop rapide au détriment du nombre de duites serait obligé de diminuer la tension de la chaîne ; s'il gagnait d'un côté en longueur en soustrayant des duites, il perdrait d'autre part en produisant un tissu creux et sans raideur. Et en tendant plus fortement la chaîne pour l'allonger, il augmenterait la difficulté d'enroulement, donc la vitesse et par suite le nombre de duites placées à l'unité.

Les objections des tisseurs de Bailleul se trouvent donc ramenées à bien peu de chose.

Reproches faits au paiement au mètre de chaîne.

— On peut au contraire reprocher au mode de paiement au mètre de chaîne d'augmenter les sources de difficultés (1) :

1. Enquête, 1906-1908, p. 32.

Difficultés de métrage de la chaîne, d'une part, celle-ci ne pouvant être mesurée qu'approximativement à l'ourdissoir, d'autant que la chaîne est trop élastique pour servir de base à une mesure positive (syndicat textile de La Goutte-de-Rieux (Vosges) ; (chambre de commerce de Foix).

Difficultés du contrôle par l'ouvrier du métrage, de la chaîne, d'autre part, puisque l'ouvrier n'assiste pas à la confection de celle-ci (chambre consultative de Pau), et que cette dernière une fois préparée ne se prête plus au mesurage sous peine d'en déranger la bonne ordonnance et d'en rendre le travail plus laborieux, cela étant vrai surtout dans le cas où elle est remise au tisserand enroulée sur une ensouplée (chambre syndicale des tisseurs de jute, syndicat des ouvriers en tapis-moquette de Tourcoing). Le seul moyen d'y remédier serait, comme nous l'avons dit, de marquer la chaîne de mètre en mètre.

Impossibilité de la vérification en cas de différend.
— Lorsque la chaîne est tissée, s'il survient un différend à propos du métrage entre le patron et l'ouvrier, il y a impossibilité matérielle d'établir quelle était la longueur de la chaîne avant le tissage (chambre syndicale patronale de l'industrie Saint-Quentinoise). La vérification de la longueur de la chaîne ne peut plus se faire après le tissage, à cause de l'embuvage ou raccourt qui se produit pendant le tissage (chambre de commerce d'Angoulême, de Cambrai, de Dijon. conseil de prud'hommes de Saint-Quentin).

Ce mode de fixation de salaire risque encore *d'augmenter le nombre des différends*, par ce fait que les mêmes chaînes remises à des ouvriers différents ne donnant pas toujours exactement le même nombre de mètres de tissu, ces différences qui en résultent peuvent provoquer des discussions au moment du règlement de compte (conseil de prud'hommes de Lyon. Soiries, chambre de commerce de Lyon).

Un certain nombre de réponses signalaient encore qu'à cause du retrait, le paiement au mètre de chaîne *pourrait être préjudiciable au fabricant*. Il est en effet impossible de calculer le retrait pour chaque article (chambre de commerce de Fécamp). Ce retrait est très variable, il change dans un même tissu, avec les dispositions, les dessins, etc. D'ailleurs les fabricants vendent au mètre de tissu fabriqué; la longueur de la chaîne ne saurait déterminer d'une manière certaine la longueur du tissu à vendre, c'est-à-dire la production du travailleur (chambres de commerce de Tarbes, de Péronne).

Enfin, il y a lieu de tenir compte que ce mode de fixation pourrait être préjudiciable à l'ouvrier. « En imposant une certaine tension et une certaine croisure, la perte de la trame serait plus grande, donc pour l'ouvrier un peu plus de trame à introduire dans le tissu : d'où perte de temps ».

Il peut arriver aussi que le tissage ait pour effet de rendre un tissu plus long que la chaîne, celle-ci, par suite de la tension éprouvée du fait de la pression de

l'ensouple, s'allongeant considérablement pendant la fabrication du tissu. De ce fait, la pièce, après sa fabrication, serait 3 à 4 mètres 0/0 plus longue qu'avant d'être tissée, et ces 3 ou 4 mètres ne seraient pas payées à l'ouvrier (chambre syndicale des deux sexes de l'industrie textile et similaires du Val d'Ajol (Vosges).

Comme on le voit, le résultat de l'enquête est loin d'être favorable à l'autorisation du paiement au mètre de chaîne. Les quelques avantages que trouvent certains tisseurs ne sauraient être compensés par les nombreux inconvénients signalés par ailleurs.

CHAPITRE VII

DÉTERMINATION DES MODES DE PAIEMENT (suite).

Nous avons vu, à deux reprises, l'unité de compte consister dans une certaine quantité de trame ; la trame en effet représente assez exactement le travail du tisserand, puisque c'est le fil qui l'introduit entre les fils de chaînes, préparés et fixés ; avec un nombre donné de fils de chaîne, d'une longueur donnée, espacés sur une largeur donnée le travail variera d'après le degré de rapprochement des fils de trame entre eux. Il est donc logique de mesurer le travail du tisserand en mesurant (lato sensu) cette trame, soit en en déterminant le poids (paiement au kilogramme de trame introduite dans le tissu) soit en en recherchant la longueur.

Le paiement au nombre des duites

Un procédé que nous avons cité, et qui semble naturel, est de prendre le mètre pour commune mesure de cette longueur. Or, la synthèse de l'opération du tissage nous suggère l'idée d'une autre mesure de cette longueur, le choix d'une autre unité : la duite. La longueur de la trame est, en effet un cer-

tain nombre x de duites, puisque chacune de celles-ci est la trame introduite dans la largeur du tissu; plus le tissu sera serré, plus il y aura de duites, plus le travail sera grand. Il est à remarquer au reste que la duite représentera le plus souvent, aussi exactement que possible et mieux que d'autres unités le travail de l'ouvrier. Ceci se comprend très bien dans le cas du tissage à la main, dans lequel le tisserand chasse alternativement sa navette de gauche à droite et de droite à gauche, entre les fils de chaîne. Son effort principal consiste ainsi à passer sa navette dans la largeur du métier, et cet effort est exactement mesuré par la duite. Il paraît donc tout naturel de payer le tisserand au nombre de duites (aux cent, cinq cents, ou mille duites). Ce mode de règlement a été proposé à maintes reprises quelques années. Nous pouvons citer notamment, à ce sujet, la grève des tisseurs de Vienne, en 1879. Mais contrairement à ce qu'on pourrait attendre, ce furent les patrons qui en eurent l'idée. A la suite d'abus répétés de la part de certains ouvriers tisseurs qui mouillaient la laine pour en augmenter le poids (d'après lequel on payait), 75 patrons affichèrent dans leurs ateliers un nouveau tarif réglementant le salaire non plus au poids du tissu, mais d'après le nombre de duites, 43 centimes les mille duites (1). Les ouvriers prétendirent que le nouveau tarif entraînait une réduction de salaire de 25 o/o

1. Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières*, t. II, p. 370.

et ils vidèrent les ateliers, au nombre de 1500 le 16 avril 1879.

Ils ne devaient pas conserver longtemps cette prévention contre le nouveau système. Celui-ci apparut bientôt comme plus exact, donc plus désirable. C'est ainsi que le 2 juillet 1896, les tisseurs de Lanquetot demandèrent au directeur de l'usine de remplacer le tarif à la pièce alors appliqué par un tarif à la duite (1), comme cela se pratiquait dans presque tous les établissements de Bolbec et des environs, afin de proportionner exactement les salaires au travail effectué. Depuis, l'idée fit de nombreux progrès, dont on trouve l'écho dans les réponses à l'enquête de 1906-1908 (2). La quatrième question demandait s'il y avait lieu de prévoir d'autres modes de fixation des prix de façon. Des réponses reçues, il résulte que dans un certain nombre de centres, notamment pour le tissage de la laine, le paiement est effectué d'après le nombre de duites placées par les ouvriers dans le tissu. Ce mode de paiement est en usage constant à Elbeuf depuis l'introduction des métiers mécaniques dans la fabrication du drap ; à Louviers, dont le conseil de prud'hommes disait que cette manière était la seule équitable. Même mode de paiement à Reims où les prix varient de 3 centimes à 15 centimes les mille duites, suivant le genre de nouveautés ; à Rethel,

1. *Statistique des grèves de 1896*, p. 57, 58, 59, 60, 259 260.

2. Enquête 1906-1908, p. 39 et 40.

Romorantin, Limoges, Vienne (depuis 25 ans), Valence, Lodève, Béziers, tout le Cambrésis et les autres localités du Nord. « Ce mode de paiement est très rationnel, écrivait la chambre de commerce d'Avesnes ; il a pour base le mille de duites dont le prix varie suivant la longueur du tissu à faire, le nombre de fils de chaîne au centimètre, et la difficulté des dessins ou patrons à exécuter. » On l'emploie encore à Vimontiers, Evreux, Corbeil, Saint-Quentin, en résumé dans toutes les régions de la France. Enfin de nombreuses organisations (31 organisations, syndicats, unions de syndicats) dont on trouvera la liste dans l'enquête sur l'industrie textile (page 40) ont demandé que le paiement au nombre de duites soit autorisé par la loi.

Les seules difficultés que pourrait soulever ce mode de paiement seraient celles inhérentes à la constatation du nombre des duites. Mais nous verrons, en traitant la question des instruments de mesurage, que les quelques objections qu'on a pu faire ne sont nullement sérieuses, et qu'au contraire il faut retenir le nombre et la concordance des avis dans le sens de l'autorisation de ce système de règlement. Il devrait trouver place dans la loi, à côté des trois modes prévus.

Paiement à la pièce ou à la douzaine pour les articles à sectionnement. — Si le paiement à la pièce peut être dangereux pour l'ouvrier, et susceptible d'entraîner des discussions lorsqu'il s'agit de pièces

de grandes dimensions, telles que les pièces d'étoffes dont la longueur ne peut être aisément vérifiée, de même qu'elle peut facilement varier, il faut reconnaître qu'il s'impose pour les articles à sectionnement. Ce sont des articles tels que mouchoirs, foulards, serviettes etc. . . , dont les dimensions sont réduites, parfaitement déterminées, dont chacun constitue une unité certaine, connue, dont un rapide coup d'œil permet le contrôle. Leur mode de vente dans le commerce, du reste, imposerait, s'il n'était admis, le mode de paiement à la pièce à l'ouvrier qui les confectionne. Ce n'est pas des mètres ou des kilogrammes de mouchoirs, de serviettes que l'industriel cédera au commerçant en gros, c'est un mouchoir, une douzaine de mouchoirs, une grosse ; et s'il veut se rendre un compte exact de son prix de revient, il paiera la confection d'un mouchoir, d'une douzaine, d'une grosse. Ce mode de paiement est pratiqué dans un certain nombre de centres de tissage et on a fréquemment demandé que la loi l'autorise. « La fabrication des tissus encadrés est décomptée à la douzaine ou à l'unité, écrivait la chambre de commerce de Paris, et, la conversion au mètre de tissu ne paraît ni pratique, ni équitable ; il serait désirable d'ajouter ce mode de paiement à ceux que la loi prescrit ou tout au moins de le faire autoriser par le gouvernement, dans les régions intéressées, conformément à l'article 7. Dans la région Cambrai, Valenciennes, observait la chambre de commerce de

Valenciennes, les mouchoirs sont payés au nombre des coupes, c'est-à-dire à la quantité, et non à la longueur de la chaîne. Peut-être la loi pourrait-elle laisser aux intéressés la faculté d'employer l'un ou l'autre de ces deux modes de fixation du salaire (1). »

Dans le même sens, nous pouvons citer l'avis du conseil de prud'hommes de Cambrai, celui de la chambre syndicale des fabricants de batiste et de toiles fines, celui des tisserands d'Avesnes-les-Aubert, du syndicat de l'industrie textile de Sanlsoir, du syndicat textile de l'usine de Champ-Vannés (Bussang), du syndicat d'industrie textile du Val d'Ajol, des tisserands du Maine-et-Loire de la région de Cholet, des bonnetiers de Sauve, etc...

Il nous paraîtrait donc logique de voir autorisé par la loi ce cinquième mode de paiement ; il n'entraîne aucun des dangers du travail à la pièce en général, et il est suffisamment employé pour trouver place dans la loi, plutôt qu'être prescrit à titre spécial.

Autres modes de paiement demandés. — L'enquête a signalé (2) d'autres modes encore :

Le paiement à la surface, demandé par le syndicat textile de Moyenmoutier et le conseil de prud'hommes d'Elbeuf pour certains genres.

Le paiement au nombre de dessins. — Le tissage de Nîmes « (ameublement) établit son prix de façon sur

1. Enquête 1906-1908, p. 41.

2. Enquête 1906-1908, p. 41, 42.

le nombre de dessins que contient la pièce, disait le conseil de prud'hommes de Nîmes. Le même dessin se reproduit un très grand nombre de fois dans la longueur, et le prix total de la pièce est proportionnel au nombre de dessins. Il nous semble qu'il ne faudrait pas empêcher ce mode de paiement qui convient aux patrons et aux ouvriers ; il ne peut y avoir de difficultés entre eux qu'au moment de l'établissement du prix de tel ou tel dessin ; mais ce prix étant établi d'un commun accord, il n'y a plus de discussion possible ; la loi pourrait ordonner l'inscription de ce prix sur le livret (conseil de prud'hommes de Nîmes).

Il n'est pas douteux que, dans certains genres de tissage, ces deux modes de fixation de salaire ne soient très justes, ne représentent exactement le travail effectué. Mais ils nous apparaissent comme un peu trop spéciaux pour pouvoir trouver place dans la loi. L'article 7 qui permet d'autoriser certains modes nécessités par les conditions spéciales de certaines industries où les usages particuliers de certaines régions, nous paraît devoir trouver ici son application.

Admission de tous les modes de paiement. — A côté des réponses dans lesquelles on demandait la fixation de certains modes de rémunération, il faut signaler celles dans lesquelles on demande *que tous les modes les plus divers puissent être admis* (1).

1. Enquête 1906-1908, p. 42.

La chambre de commerce de Châteauroux voulait que la loi autorisât tous les systèmes, sans les fixer. Il est impossible à cause de la variété du tissu, d'adopter des règles uniformes : « Tous les modes de fixation de prix de façon peuvent être autorisés à condition qu'ils soient basés sur l'équité. » (chambre de commerce de Sedan, chambre syndicale des tissus d'ameublement, syndicat des fabricants de toile de Bailleul).

Certaines organisations admettaient tous les modes de fixation, à la condition toutefois qu'ils aient été établis après entente et accord préalable entre les patrons et les ouvriers intéressés (chambres de commerce de Foix, de Tours ; conseils de prud'hommes d'Amiens, de Châteauroux).

La chambre de commerce de Tourcoing demandait qu'il fût permis d'employer tous les prix de façon pourvu que l'ouvrier puisse se rendre compte de leur fixation. La chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Dié partageait la même opinion.

Que faut-il penser de ces dernières demandes ?

Autoriser tous les modes de paiement, sans les fixer, à la seule condition qu'ils soient basés sur l'équité, ce serait ne pas avancer d'un pas dans la solution du problème. Le manque de précision empêcherait ceux qui seraient chargés de veiller à l'application de la loi, d'intervenir utilement. Conformément à l'équité, les modes de paiement rencontrés le seraient toujours, au moins pour les industriels

dont chacun défendrait énergiquement sa méthode. Il faudrait alors que les fonctionnaires chargés de rechercher les abus apprécient la justesse de leurs dires. Auraient-ils le temps de le faire ? Auraient-ils surtout pour cela toute la compétence désirable ? Seraient-ils les souverains juges de cette équité ? Ce qu'on pourrait attendre d'un pareil système, ce serait l'arbitraire, la diversité de règlements, l'imprécision. Certaines organisations demandent, il est vrai, que les modes de fixation ne soient admis qu'à la condition d'avoir été établis après entente préalable entre les intéressés. Mais c'est supposer que ceux-ci sont d'accord, et nous savons que ce n'est pas toujours le cas. La loi ne doit pas se contenter de consacrer des conventions justes, de leur donner le caractère officiel ; elle a un but plus élevé, qui est d'imposer certaines mesures de protection dans l'intérêt des faibles.

Les résultats de l'expérience passée et de l'expérience présente sont suffisamment éloquents à ce point de vue, et doivent nous faire poser le principe d'une loi restrictive, n'autorisant que quelques modes particuliers de fixation des prix, sauf à y apporter des modifications ou des dérogations quand la nécessité s'en fera absolument sentir.

Les unités de comptes servant de base aux salaires doivent, a principe, représenter aussi exactement que possible le travail accompli par l'ouvrier ; elles doivent donc être une certaine quantité, ou une cer-

taine qualité, de tel élément entrant dans la composition de l'ouvrage. La détermination de cet élément résultera avantageusement de la consultation de personnes compétentes. C'est alors au gouvernement à provoquer, par une enquête auprès des intéressés, cet avis qui lui permettra de soumettre à l'approbation des Chambres un projet de loi rationnel. Quant à la « mesure » de l'élément qui sera la base, quelle soit du reste une « unité quantitative » ou une « unité qualitative », elle sera également déterminée par l'accord des intéressés.

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS A APPORTER AUX LIVRETS ET AUX MENTIONS A Y INSCRIRE

Lorsqu'un ouvrier exécute un travail pour le compte d'un patron, il le fait conformément aux conditions que lui a proposées celui-ci, et qu'il a acceptées. Ce sont, nous le savons :

- a) Des conditions techniques auxquelles doit répondre le travail ;
- b) Des conditions de salaire.

Nous avons examiné antérieurement la question de la preuve qui s'y rattache, et conclu à l'usage obligatoire d'un livret paginé, sur lequel le patron doit inscrire, au moment de la remise de l'ouvrage, certaines conditions caractéristiques ayant une influence sur le travail, donc sur le salaire, le prix convenu à l'unité, et au besoin les quantités de matières confiées.

Le législateur de 1850 avait été amené à des conclusions (sauf cependant la pagination) et les articles 1 et 2 de la loi du 7 mars disaient :

Tout fabricant sera tenu d'inscrire, au moment de la

livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains.....

Mais comme les différentes dispositions de la loi, celle-ci fut bien vite oubliée. C'est ainsi qu'au mois de décembre 1903 (1), lorsque les ouvriers du tissage mécanique de Lyon se mirent en grève, le tarif de revendications qu'ils présentèrent aux patrons contenait un article 2 ainsi conçu :

Les ouvriers devront avoir un livre sur lequel le patron est tenu d'inscrire.

De même le tarif des tisseurs d'Avesnes-les-Aubert (2), établi à la suite de la grève de 1906 prescrivait :

15° Les livrets de compte remis aux ouvriers ne devront subir aucune altération, et resteront propres aux ouvriers.

Usage du livret. — Des réponses à l'enquête de 1906, un certain nombre portaient des observations relatives à l'usage du livret (3). C'est ainsi que l'on trouve signalé que dans la région des Vosges, les ouvriers de certaines usines n'ont pas de livrets (Syndicat textile de Fresse-sur-Moselle). De même dans le Nord, d'après le Syndicat des ouvriers textiles de Roneq, dans beaucoup d'usines, les ouvriers n'ont pas de livre de compte. « Il est des maisons où

1. Office du travail. Statist. grèves, 1903, p. 561 et suiv.

2. Office du travail. Statist. grèves, 1906, p. 711 et suiv.

3. Enquête, 1906-1908, p. 21.

les tisserands ne savent ce qu'ils sont payés au mètre et qui ne reçoivent ni cartes, ni livrets ». (Syndicats des ouvriers tisseurs de Roubaix). A Floing (Ardennes), le syndicat des tisseurs déclarait que « les vieux tisseurs à la main n'ont jamais entendu parler du livret ». Aucun livret à Louviers, à Saint-Menges (Ardennes); on n'en fait plus usage depuis quinze ans dans la région de Mayenne (conseil de prud'hommes de Mayenne). Point de livrets également chez un grand nombre de passementiers de la Haute-Loire, point non plus à Punissières, à Charlieu, à Limoges.

Dans un certain nombre de cas, le livret est remplacé par des cartes, cartons, étiquettes, etc. Dans la région de Fournies et du Cambrésis, les indications (en tissage mécanique) sont portées sur des cartes qui accompagnent les pièces (Union des fabricants et des façonniers de la région de Saint-Quentin, chaque ouvrier a un compte ouvert sur le livre du contre-maître; les renseignements nécessaires au tissage figurent soit sur des étiquettes attachées aux chaînes, soit sur des étiquettes collées aux rouleaux portant les chaînes (Chambre syndicale de Saint-Quentin des fils et tissus). A Lisieux, soit pour la draperie, chaque chaîne est accompagnée d'un carton portant des indications sur la chaîne et sur le travail à effectuer. Le conseil de prud'hommes de Tourcoing signale l'emploi de « cartes de mise en route »; à Sedan, on emploie le « bon de laine » ou « billet de

chaîne » ; à Reims, au Mans encore, on emploie des cartes et non des livrets ; à Darnétal, des étiquettes. Le syndicat ouvrier textile de Lavelanet signalait l'absence de livrets et l'emploi de « feuilles quelconques, papiers de toutes couleurs traînant dans un coin, une enveloppe de lettre déchirée, quelquefois même cette simple formalité est négligée ».

Il est évident que, réduites à ce point, les indications écrites ne peuvent servir à grand'chose. Tout d'abord, il est à remarquer qu'elle ne sont presque jamais relatives qu'à des détails techniques, bien rarement au prix de façon ; ensuite, données sous forme de feuilles volantes, elles ne peuvent constituer aucune preuve, ni permettre aucun contrôle ; elles manquent leur but.

Objections contre l'usage du livret. — Il est vrai que certaines organisations ont présenté des arguments contre l'usage du livret (1). Ces arguments, nous les avons déjà rencontrés dans notre partie générale, et nous y avons répondu. « C'est l'inconvénient, disaient la chambre de commerce et le conseil de prud'hommes d'Abbeville, de pouvoir être communiqués à des concurrents peu consciencieux ». Mais nous avons montré qu'un industriel désireux de connaître à tout prix le secret qui fait la supériorité de son concurrent un ouvrier qui sera « son homme », soit qu'il interroge habilement des ouvriers susceptibles de le renseigner. La seule chose à faire, avons-

1. Enquête, 1906-1908, p. 22.

nous dit, c'est d'établir des sanctions suffisantes pour empêcher ces révélations.

La chambre de commerce de Sedan a objecté que l'application de la loi de 1850 et l'emploi de livrets « compliqueraient énormément des manutentions faites très souvent à des conditions d'économie si stricte que tous suppléments de frais de contrôle ou d'écritures deviennent impossibles ». Ce n'est cependant pas le prix de revient plutôt minime d'un livret qui pourrait empêcher son emploi ; il est admissible que pour profiter des avantages qui résulteraient de son usage, les ouvriers n'hésiteraient pas à en supporter les frais.

Mais la chambre syndicale de l'industrie Saint-Quentinoise des fils et tissus signalait la difficulté qu'éprouveraient les contre-maîtres à faire sur les livrets les inscriptions nécessaires. « La plupart des tissages à bras sont dirigés par des ouvriers un peu plus habiles que leurs camarades, mais dont l'instruction est souvent tout à fait élémentaire ; il faut donc leur éviter toute paperasserie inutile ». Nous ne croyons pas que ceci constitue une objection sérieuse ; et la meilleure réponse que nous y puissions faire, c'est de dire que partout où l'usage du livret est constant, qu'il soit imposé ou qu'il ne le soit pas, ni les contre-maîtres, ni les ouvriers ne souffrent de cette soi-disant complication.

Nous ne retiendrons pas les réponses de la Chambre de commerce et du Conseil de prud'hommes d'Abbe-

ville qui ont fait observer que, dans les usines, les travailleurs, étant continuellement en rapports avec le directeur et les surveillants, peuvent toujours ainsi se renseigner, surtout en ce qui concerne le tissage mécanique dans lequel l'ouvrier a toujours sous les yeux un tarif affiché dans la salle de travail. L'élément de preuve n'est pas suffisant, et nous avons montré qu'on ne saurait trop l'assurer aux travailleurs.

Beaucoup d'organisations l'ont parfaitement compris, tel que le syndicat textile de la vallée de Darnétal qui signalait que l'emploi d'étiquettes peut permettre à l'ouvrier d'être exploité à chaque changement de catégorie de tissu, tel que le syndicat des ouvriers du lisage de Roubaix qui écrivaient que dans certaines maisons les ouvriers, n'ayant pas de livrets ni de cartes, ne savent ce qu'ils sont payés au mètre. Pour toutes ces raisons, le Conseil des prud'hommes de Lisieux, le syndicat des ouvriers en tissus de Floing (Ardenne) et d'autres encore ont demandé l'usage du livret de compte.

La pagination des livrets. — Mais la pagination des feuillets du livret doit être le corollaire de son emploi; aux arguments que nous avons apportés, nous ajouterons cette déclaration du Conseil de prud'hommes de Cambrai (1).

Dans le Cambrésis, lorsque les ouvriers leur reportent leur pièce finie, certains fabricants déchirent au livret le

1. Enquête, 1909-1908, p. 23.

feuillet qui concerne cette pièce, de telle sorte que l'ouvrier n'a jamais sur le livret que les indications relatives à la pièce qu'il est en train de tisser. Il se trouve donc dans l'impossibilité absolue de comparer le règlement de compte d'une pièce avec un règlement précédent. Cela ne devrait pas se produire et il doit être dans l'esprit de la loi que le livret doit rester entre les mains de l'ouvrier absolument intact.

Les syndicats des tisserands d'Aversnes-les-Aubert, de Fourmies, de Saulsoir, etc. ont demandé également cette modification, ou plutôt ce complément des prescriptions de la loi (1).

Le livret doit-il appartenir à l'ouvrier ? — Mais si l'emploi du livret n'est pas douteux, à qui appartiendra-il, en quelles mains devra-t-il rester ?

Le syndicat cotonnier de l'Est patronal estime, que le livret, s'il s'impose, ne peut appartenir à l'ouvrier (2).

1. De cette déclaration du conseil de prud'hommes de Cambrai, nous pouvons rapprocher cet extrait d'une note d'un membre de la commission mixte du Cambrésis : « La commission peut aussi appliquer une amende de 20 francs au patron qui altère le livret de compte (art. 15 des conditions générales).

» Car nous avons eu des cas où le patron, après avoir porté des mentions fictives sur le livret, au lieu d'inscrire la rentrée des pièces tissées et d'arrêter le prix de façon payé, enlevait toujours la première page du livret, de sorte que l'ouvrier était censé être toujours à sa première pièce, et ceci pour se soustraire à l'article 11 des conditions générales, qui dit : « Tout fabricant reconnu avoir donné un prix inférieur sera passible d'une amende de... » Alors, comme l'ouvrier est censé être à sa première pièce, la façon n'est pas donnée, elle n'est donnée qu'à la rentrée, et en déchirant une page au livret à chaque pièce, la façon n'est jamais indiquée, parce que la pièce n'est pas rentrée. »

2. Enquête, 1906-1908, p. 23.

M. Pascalis

Ce livret doit être afférent au métier, qui est l'unité de production et non pas à l'ouvrier qui a toujours plusieurs métiers à conduire, sur lesquels sont le plus souvent montés des tissus différents. De plus, les chaînes montées sur ces métiers contiennent plusieurs pièces dont le tissage dure plusieurs semaines. Si l'ouvrier vient à quitter l'usine ou simplement à changer de métiers, pendant que le tissage de cette chaîne est en cours, il est impossible qu'il puisse emporter les livrets afférents à ces métiers et, par conséquent, ceux-ci ne peuvent lui appartenir.

Le livret doit donc être considéré comme l'accessoire du métier dont il consigne pièce par pièce les détails de fabrication. Si l'ouvrier quitte le métier et emporte avec lui le livret, son successeur ne possèdera aucun élément lui permettant de se renseigner sur le travail fourni par ce métier. Il semble donc logique, dans ces différents cas, que le livret soit affecté au métier, mais à condition toutefois qu'il se trouve d'une façon effective à la disposition de l'ouvrier qui conduit un métier, pour que celui-ci sache comment est établi son compte, et ce qui lui revient. Pour l'obtenir, une simple mention, une simple modification de l'article premier de la loi de 1850 serait suffisante.

Telles sont les conditions de forme auxquelles doivent de toute nécessité répondre les écrits fournis aux ouvriers.

Mentions portées au livret. — Mais quel en sera le

fond ? Quelles mentions doivent-ils comporter dans le cas spécial de l'industrie textile ?

Nous savons déjà que l'ouvrier doit y trouver :

a) les conditions caractéristiques de l'ouvrage ; b) le prix de façon ; c) les quantités de matières livrées, s'il y a lieu. Il faut, disait M. Cunin-Gridaine, que l'ouvrier trouve sur son livret l'indication des éléments qui, ayant une influence sur le travail, en ont une sur le prix. L'article premier de la loi de 1850 exigeait que tout fabricant, commis ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés, inscrivît sur le livret :

1° Le poids et la longueur de la chaîne ;

2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ;

3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ;

4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de trame introduite dans le tissu.

L'article 2, particulier au bobinage, exigeait :

1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler ;

2° Le numéro du fil :

3° Le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

Ces mentions répondent-elles encore aux conditions de l'industrie textile ?

Le bobinage ne se pratique plus guère à domicile ; il a presque toujours lieu maintenant à l'usine, et les

mentions exigées paraissent répondre très bien au but du législateur. L'enquête de 1906 et les grèves de ces dernières années n'ont du reste pas révélé sur ce point de desiderata des ouvriers bobineurs; de sorte que si des modifications s'imposent, elles seront minimales.

Il n'en est pas de même pour l'article premier qui, lui s'applique toujours à tout le monde des tisseurs, tisseurs à la main, ou à domicile. tisseurs à la machine ou à l'usine. Et c'est de lui qu'il est intéressant de rechercher s'il n'a pas besoin de modifications.

Inscription du nombre de fils de chaîne. — L'objet de la première question de l'enquête était précisément de savoir s'il y avait lieu de rendre obligatoire l'inscription du nombre des fils de chaîne (1).

Quarante-six Chambres de commerce contre 17 répondirent affirmativement; 6 chambres consultatives contre 7; 45 conseils de prud'hommes contre 14, 6 groupements patronaux contre 3; 97 groupements ouvriers contre 3. La majorité était donc nettement favorable à la nouvelle obligation proposée.

Arguments en faveur de cette inscription. — On a fait valoir en ce sens les arguments suivants :

Pour beaucoup, le nombre des fils de chaîne influe sur le travail de l'ouvrier : plus le nombre de fils est grand, plus le travail est difficile, plus il exige d'attention, de soin, de surveillance de la part du tisseur

1. Enquête 1906-1908, p. 24, 25 et suiv.

(conformément: conseils de prud'hommes du Cateau, de Rouen, Tourcoing, Vire; Chambres de commerce de Reims, du Mans, de Mâcon, Châlons-sur-Marne, Valence, etc.; syndicats ouvriers de Provençères-sur-Fave, de La Goutte de Rieux, de l'usine des Champs-Vannés à Bussang, etc.) Plus il y a de fils de chaîne, plus nombreux sont les risques de casser les fils dont la réparation fait perdre un temps précieux à l'ouvrier (Union des travailleurs de Tourcoing), plus il y a de chances d'arrêt de la machine: la production journalière est donc en raison inverse du nombre de fils (Chambre de commerce de Nancy). C'est aussi l'avis du syndicat textile de Roanne qui écrivait que dans les tissus de coton, au-dessus d'un nombre de fils optimum (2800 fils au mètre avec coton titrant 23/23), toute surcharge de fils augmente les chances de rupture (du fil). Les chances de rupture, disait la Chambre de commerce de Mende, sont augmentées non seulement parce que les fils sont nombreux, mais parce que plus rapprochés, ils frottent davantage l'un contre l'autre. Le nombre de fils de chaîne, influant sur la difficulté du travail, doit être un des éléments d'après lesquels sont fixés les prix de façon, et comme tel, il doit être connu de l'ouvrier (Cf: Chambres de commerce d'Abbeville, Bourg, Chambéry, Guéret, Lille, Mâcon, Nîmes, Tourcoing; conseils de prud'hommes d'Abbeville, Condé-sur-Noireau, Lille) qui pourra ainsi faire son compte avant de toucher ce qui lui revient (conseil de prud'hommes de Nancy). Cela évitera les contestations (Chambre

de commerce d'Angoulême, conseils de prud'hommes d'Armentières, de Bernay), facilitera le contrôle de la part de l'ouvrier (Chambre de commerce de Lyon, conseil de prud'hommes de Nancy).

Mais dans un certain nombre de centres de tissage, on a l'habitude d'inscrire sur le livret, ou sur un bulletin, le nombre des portées de la chaîne. Or le nombre des fils de chaque portée est variable suivant les régions. C'est ainsi que pour la toile par exemple, il est de 40 fils à Lille, Hazebrouck; Bailleul, Halluin; de 32 fils à Cholet. Pour le coton, dans les Vosges, la portée serait de 40 fils; pour la soie, la portée est de 80 fils à Lyon, de 120 fils à Charlieu.

Un pareil système rend tout contrôle impossible. Il peut arriver que le nombre de portées indiquées soit bien exact, mais que le nombre de fils de chaque portée dépasse le nombre ordinairement adopté dans la région. C'est ainsi que, d'après la Chambre de commerce de Valenciennes, la valeur de la portée a été quelquefois dénaturée en y faisant entrer plus de 40 fils. Le conseil de prud'hommes de Cambrai a signalé le même fait : il arrive que certains fabricants livrent des chaînes qui, contrôlées, accusent 42 ou 43 fils à la portée, au lieu de 40. Il y a là évidemment une fraude au détriment de l'ouvrier, fraude qu'il n'est pas facile de saisir.

De même, la nécessité de l'inscription du nombre total de fils de chaîne s'impose dans ce cas, signalé par l'Union ouvrière syndicale textile d'Armentières,

où par exemple le compte (nombre de fils de chaîne dans une certaine unité de longueur) se compose d'un nombre entier et d'une fraction (par exemple : compte 13 $\frac{1}{2}$), et où les fractions ne sont pas toujours complètes, le compte 13 $\frac{1}{2}$ se trouvant réglé comme le compte 13. Aussi voit-on un certain nombre d'organisations demander formellement l'inscription du chiffre total des fils de chaîne. Cependant, certaines d'entre elles, pour ne pas rompre avec l'usage, ont demandé que l'on puisse inscrire le nombre de portées avec le nombre de fils qui constituent la portée. C'est ainsi que les syndicats tisseurs d'Avesnes-les-Aubert et autres ont demandé que l'inscription à faire soit la suivante : « Tant de portées de tant de fils = tant de fils (1). » Cette indication nous paraît être le seul remède efficace contre la fraude, et les faits que nous venons de citer nous paraissent trop éloquents pour que nous puissions, sous prétexte de ne pas choquer les usages locaux, nous contenter de la mention du nombre de fils de chaîne, sans indication de leur nombre total.

Il apparaît d'ailleurs que le nombre des fils de chaîne se trouve en fait, dans un certain nombre de centres de tissage, porté d'une manière ou d'une autre à la connaissance de l'ouvrier ; cette inscription est l'une des bases du salaire à Bailleul (Chambre syndicale des fabricants de toile) ; elle figure sur les livrets

1. *Enquête 1906-1908*, p. 26.

de certaines usines des Vosges, du Havre, sur les cartons attachés aux rouleaux, à Saint-Quentin, à Tours, Vienne, Lyon, Saint-Etienne, Bourg, Saint-Didier-la-Séauve, etc.

Objections contre l'inscription du nombre des fils de chaîne. — Les arguments présentés dans le sens de la non obligation (1) ne font guère qu'envisager un seul côté de la question. Par exemple, pour la Chambre de commerce de Roubaix, pour celle de Niort, cette inscription du nombre des fils de chaîne pouvait être utile quand il s'agissait du tissage à la main; le nombre des fils de chaîne avait de l'importance à cause de l'effort que l'ouvrier devait faire pour lancer la navette; dans le tissage mécanique, le travail étant produit par la machine, le nombre de fils n'a plus qu'une importance secondaire.

Il en a cependant, ne serait-ce que par les chances de rupture qui croissent proportionnellement au nombre des fils; on a bien dit que l'intérêt du patron était d'augmenter la qualité des fils avec leur nombre, mais le fait-il toujours? Si la qualité des fils a une importance indéniable (on pourrait alors peut-être exiger l'inscription du numéro ou de la qualité), il faut reconnaître que leur nombre total en a une plus grande encore à cause de la plus grande facilité de contrôle qu'il donne à l'ouvrier.

1. *Enquête 1906-1908*, p. 27.

Inscription d'autres mentions. — En dehors de cette indication du nombre des fils de chaîne, en est-il d'autres dont l'inscription au livret de compte s'impose ? C'était là l'objet de la troisième question de l'enquête, qui attira des réponses affirmatives aussi nombreuses que variées (1). Malheureusement, la plupart des organisations ne virent pas le véritable sens de la question, et, n'envisageant que leur point de vue particulier, elles demandèrent qu'il fût fait mention de détails qui répondaient restrictivement à leur spécialité.

Ainsi la Chambre de commerce du Mans, conséquence de ce que nous disions tout à l'heure, le syndicat de l'industrie textile Rémoise, etc., ont demandé que l'on mentionnât la qualité des matières employées « d'après les classifications adoptées dans les divers centres de tissage » ; l'Union fédérale de Tourcoing, le syndicat de l'usine des Champs Vannés demandaient l'inscription du numéro du fil de trame ; les Chambres de commerce de Châteauroux, de Reims, Versailles, l'Union des syndicats patronaux des industries textiles et de nombreux syndicats ouvriers réclamaient à la fois l'inscription du numéro du fil de chaîne et du numéro du fil de trame. Suivant la grosseur de la trame, la cannette qui est dans la navette sera plus ou moins vite finie, et par conséquent, son changement et par suite l'arrêt du métier se produira

1. *Enquête 1906-1908*, p. 35 et suiv.

plus ou moins souvent, d'où diminution de rendement par l'ouvrier.

C'est ensuite les organisations de la région de Vienne qui ont demandé qu'on rendit obligatoire l'inscription du tirage de la laine de trame, la Chambre de commerce de Toulouse qui demandait l'inscription de la nature du textile employé ; le syndicat des tisseurs du Cergne (Loire), les ouvriers du tissage mécanique du Tourcoing qui voulaient l'indication du nombre de navettes.

D'autres ont demandé qu'il fût obligatoire d'inscrire le nombre de lames, le nombre de rouleaux ou en souples, le nombre de pièces à tisser par métier, le nombre de fils fantaisie, etc.

Il faut retenir cependant : la demande d'inscription du numéro du pignon qui fixe mathématiquement le tirage et règle par suite le nombre des trames. Il y a là en effet une indication intéressante pour tous les tisseurs payés à la duite.

Demandes d'inscriptions de toutes les mentions utiles. — De nombreuses organisations, se plaçant au contraire à un point de vue général, ont demandé l'inscription de toutes les mentions utiles à la détermination du travail (1), de toutes les mentions utiles « pour faire un petit contrat de travail » en bonne et due forme » (Conseil de prud'hommes de Lyon, soieries), que sur le livret figurent « tous les détails ou

1. Enquête 1906-1908, p. 35.

mentions pouvant servir de base au calcul du salaire ». (Conseil de prud'hommes de Rouen) :

Il est, disait le conseil de prud'hommes de Tourcoing, de l'intérêt du patron comme de l'ouvrier de détailler d'une manière précise sur le livret d'inscription la composition de l'article ; cela aura pour effet : 1° de rendre l'exécution du travail plus facile ; 2° d'éviter des erreurs, fautes d'indications ; 3° en cas de contestations, de permettre aux prud'hommes de se rendre compte de la nature du tissu et des difficultés du tissage.

Cela est évident, et résume parfaitement tous les avantages à attendre de l'inscription sur les livrets de toutes mentions utiles. Mais il en est de « toutes les mentions utiles » comme du mode de paiement « conforme à l'équité ». Ces expressions, très justes en elles-mêmes, pèchent par leur imprécision. Pour le législateur, elles sont parfaites ; elles délimitent le champ dans lequel il peut et doit intervenir ; mais des termes aussi vagues laisseraient place à l'embaras des fonctionnaires chargés d'appliquer la loi, et selon qu'ils seraient plus ou moins stricts, ils favoriseraient la fraude de la part des industriels, ou constitueraient une gêne pour eux. Il est donc essentiel, quant à nous, de préciser les mentions dont l'inscription au livret est obligatoire. Il est entendu qu'elles ne s'appliqueront pas à toutes les branches de l'industrie textile ; mais c'est au législateur à dire celles qui s'appliqueront à la généralité des cas.

Modifications de l'article premier de la loi de 1850.

— En tenant compte de toutes les observations ci-dessus, nous pouvons conclure que l'énumération donnée par l'article premier de la loi de 1850 (poids et longueur de la chaîne, poids de la trame et nombre des fils de trame à introduire par unité de surface de tissu, longueur et largeur de la pièce, prix au mètre de tissu ou au mètre ou au kilogramme de trame) pourrait rester telle quelle, sauf à être complétée ainsi :

3° *bis* Le nombre total des fils de chaîne ;

3° *ter* Lorsque le métier sera muni d'un appareil compte-duite, le numéro du pignon ;

4° Le prix de façon..., soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

Avec un tel article, trois cas pourront se présenter :

a) Ou bien les mentions seront nécessaires, et suffisantes ; et ce sera, a principe, la majorité des cas ;

b) Ou bien quelques-unes de ces mentions seront inutiles, et il faudra pouvoir, dans des cas particuliers, dispenser les industriels de leur inscription ;

c) Ou bien elles seront insuffisantes, et il faudra, dans des cas particuliers, permettre l'inscription d'autres mentions.

Comment y parvenir ? Déjà l'article 7 de la loi de 1850 prévoyait que la fixation des prix de façon pourrait dans certains cas, et sous certaines conditions, être mentionnée sur les livrets suivant d'autres bases que celles prévues aux articles 1 et 2. Le pouvoir

exécutif peut leur donner, par des arrêtés en forme de règlement d'administration publique, après avoir pris l'avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures et des Conseils de prud'hommes, et à leur défaut des Conseils de préfecture. Rien n'empêche de lui laisser cette faculté. Des décrets, et non des arrêtés, pourraient très bien autoriser, pour certaines spécialités de l'industrie du tissage, ainsi que pour certaines localités ou régions, non seulement d'autres modes de fixation des prix de façon que ceux qui sont actuellement prévus par la loi, mais encore la suppression de mentions qui seraient reconnues inutiles et leur remplacement par d'autres mentions, ou l'adjonction de quelques-unes. Les décrets ainsi prévus, ne pourraient, en aucun cas, apporter d'obligations nouvelles, ils pourraient seulement autoriser des dérogations. D'ailleurs, il n'y aurait là qu'une faculté dont les industriels et les ouvriers pourraient ne pas profiter, s'ils le jugeaient préférable, et s'ils préféreraient s'en tenir aux mentions rendues obligatoires par la loi. Mais s'ils estimaient que l'inscription de telle mention inutile ne fait que compliquer sans profit les écritures ou que le défaut de telle autre mention nécessaire laisse place à la fraude, ou au soupçon de fraude, qu'ils pourraient demander l'intervention des pouvoirs publics. Celle-ci se manifesterait sous forme de décrets, ce qui répond à l'objection éventuelle de complications, entourés de toutes les garanties

possibles, enquêtes, avis des intéressés (Syndicats et unions de syndicats, groupements, organisations ouvrières et patronales) et des personnes compétentes.

CHAPITRE IX

LE MESURAGE. LES INSTRUMENTS

Ayant reçu par écrit, sous la forme que nous venons de déterminer, les conditions qui peuvent lui être utiles, l'ouvrier a exécuté son travail.

C'est alors que se pose la question du mesurage proprement dit. Pour calculer combien de fois l'ouvrage accompli représente l'unité de compte choisie pour base, il va falloir le comparer, le rapprocher de l'unité matérialisée : cela suppose un opérateur et le plus souvent des instruments.

La législation des poids et mesures. — Relativement aux instruments de mesure, la loi du 7 mars 1850, prescrivait :

Art. 6. — Le fabricant, commis ou intermédiaire tiendra constamment exposés aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier :
1^o les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures.

Était-ce suffisant pour garantir aux ouvriers l'exactitude des instruments servant à mesurer leur travail?

Non. De même que la loi de 1850, dans son ensemble, ne pouvait être observée faute de fonctionnaires ayant pouvoir de la faire appliquer, cette prescription ne pouvait être utile, faute de quelqu'un qui eût qualité pour vérifier ces poids et ces mesures.

Loi de 1837. — Il existait bien cependant la loi de 1837 qui punissait sévèrement la détention et l'usage de fausses mesures. C'était l'article 3 qui interdisait cet usage et cette possession de poids et mesures autres que ceux établis par les lois du 18 germinal an III et 19 frimaire VIII, consécutives du système métrique décimal. Les sanctions prévues étaient les peines portées par l'article 489 du Code pénal, c'est-à-dire, outre la confiscation, une amende de 11 à 15 francs et un emprisonnement facultatif de 1 à 5 jours. Le fait seul d'avoir employé dans des actes publics ou sous-seing privé dans des annonces, affiches, registres de commerce et autres écrits, produits en justice, des dénominations de poids et mesures autres que celles prévues par la loi de germinal an II, constituait une contravention punie d'une amende de 10 francs, infligée pour chaque acte ou écriture et pour les registres de commerce, chaque fois qu'ils doivent être produits.

Pour assurer l'application de la loi et la constatation des contraventions, le législateur créait une organisation spéciale de fonctionnaires : les vérificateurs des poids et mesures.

Loi du 27 mars 1851. — Le 27 mars 1851 intervenait

une nouvelle loi sur la falsification et la fraude. L'article premier dit :

Seront punis des peines portées par l'article 423 du Code pénal... 3° ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit par des manières ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

La simple détention de faux poids ou de fausses mesures entraîne, dit l'article 3, une amende de 16 à 25 francs et facultativement un emprisonnement de 6 à 10 jours ; l'usage, un emprisonnement de 3 mois à 1 an et une amende d'au moins 50 francs sans que celle-ci puisse cependant excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts (C. P., art. 423).

L'amende et l'emprisonnement peuvent être doublés s'il y a récidive dans les cinq ans (art. 4).

Les fonctionnaires qu'avait créés la loi précédente étaient maintenus.

Cette loi ne fut modifiée que sur quelques points de détail par des décrets des 26 février 1873 et 7 février 1887. Actuellement, la France est divisée en cinq grandes circonscriptions avec chacune un vérifica-

teur en chef, et comprenant un certain nombre de départements. Chaque département est divisé lui-même en un certain nombre de circonscriptions de vérification, dans chacun desquels il y a un vérificateur titulaire et au besoin un ou plusieurs vérificateurs adjoints. Avant d'être livrés au commerce, les divers poids et mesures, destinés à des négociants ou à des particuliers, doivent, ainsi que les balances, être présentés au bureau du vérificateur qui les compare aux étalons officiels dont chaque bureau possède un assortiment, et qui les poinçonne s'il les reconnaît exacts. Puis si celui qui s'en est rendu acquéreur ou les détient en fait usage pour l'une des industries ou professions dont la liste est jointe au décret du 25 février 1873, ces poids, mesures ou balances sont l'objet de vérifications périodiques ; elles ont lieu chaque année à domicile ou à la mairie. Les vérificateurs peuvent, en outre, soit d'office, soit sur une réquisition des mains du procureur de la République, soit sur l'ordre des préfets ou sous-préfets, effectuer chez les assujettis des visites extraordinaires et inopinées. Dans ces conditions, il n'y a guère place pour la fraude qui peut être très rapidement et sévèrement réprimée, ni pour le soupçon de fraude, à cause des garanties qui entourent le système et qui donnent toute confiance à l'acheteur.

Nécessité de l'extension à l'industrie de la législation relative aux poids et aux mesures. — Nous disons à l'acheteur, car ce n'est malheureusement qu'au contrat de vente que s'appliquent la loi, et le

contrôle organisé par elle. Nous l'avons déjà montré lorsque nous avons parlé du système métrique dont les lois de 1837 et de 1851 ne font qu'assurer l'application : « Seront punis ceux qui auront trompé ou tenté de tromper les personnes *auxquelles ils vendent ou achètent.* »

Pour des raisons de prudence que nous avons dites, le législateur avait voulu restreindre au contrat de vente, l'application du système métrique. Mais depuis cette époque, les habitudes se sont insensiblement transformées; tout le monde est aujourd'hui accoutumé à l'usage des unités légales, et l'on ne comprend plus que leur emploi ne soit pas imposé aux relations du contrat de travail. A cause de cette lacune, on en arrive à des absurdités : un industriel fait travailler ses ouvriers à la tâche ; il peut les payer au mètre, mais rien ne l'y oblige ; il peut les payer au ponce, à la pièce, etc... Personne n'aura à s'inquiéter des unités qu'il emploie, ni à contrôler les instruments dont il se sert. Mais si ce même industriel vend ses produits à des commerçants en gros, il ne peut employer que des unités du système métrique ; ses poids, ses mesures, ses balances sont soumis au contrôle du vérificateur des poids et mesures. Là, l'ouvrier n'a aucune garantie; ici, l'acheteur est parfaitement protégé. Mais il est à remarquer que ces garanties protègent précisément celui qui en a le moins besoin. Il y a là une lacune à combler ; il est

grand temps qu'elle le soit. Les exemples suivants vont le montrer.

Lors d'une grève de tisseurs qui éclata à Roubaix en 1897, les ouvriers présentèrent une liste de revendications. Ils demandaient particulièrement :

« Que pour le mesurage des pièces qui se faisait alors sur une table de 1 mètre, le patron fasse les frais d'acheter une table de 3 mètres, ou un rouleau comme dans les autres usines, de façon à ne perdre plus 1 centimètre par mètre en mesurant à cette table.

En 1902, les tisseurs de coton d'Amplepuis (Rhône) s'étant mis en grève demandaient entre autre : « que le rouleau métrique fût vérifié » (1).

En 1906, ce sont les tisseurs de coton de Cublize (2) (Rhône) et en 1907 les ouvriers en tissus d'ameublement d'Anstaing (Nord) qui demandaient l'installation d'un rouleau métrique.

Ce sont là quelques exemples qui viennent corroborer notre thèse. Il est évident qu'un industriel pourra, s'il n'y a point de contrôle, employer un mètre qui sera plus long que le mètre légal, un kilogramme qui vaudra 1.000 et quelques grammes. La différence sera insensible, mais répétée plusieurs centaines de fois, elle deviendra importante et lésera gravement l'ouvrier qui en sera victime. Il y a donc lieu de soumettre au contrôle des vérificateurs des

1. *O. T. statist. des grèves*, 1902, p. 80, 81, 82, 83, 362, 363.

2. *Id.*, 1906, p. 196, 197, 198, 199, 684.

poids et mesures les instruments employés pour mesurer le travail, non seulement des tisseurs, mais de tous les ouvriers quelle que soit l'industrie dans laquelle ils sont employés.

Mais quels seront ces instruments ? Ce seront d'abord ceux qui sont admis pour mesurer des longueurs, des superficies, des volumes, des capacités. Pour les longueurs par exemple, on emploiera le mètre avec ses multiples et sous-multiples, sous toutes ses formes admises, mètre en ruban, règle métrique de bois, table de 1, 2, 3 mètres, etc...

Instruments de mesure spéciaux. Rouleau mesureur. — Mais à diverses reprises les ouvriers ont demandé l'emploi d'un instrument spécial, *rouleau mesureur* ou *compteur-mètreur*, c'est-à-dire d'un instrument enregistrant au fur et à mesure de l'enroulement ou du déroulement d'une pièce d'étoffe, le nombre de mètres de tissu enroulés ou déroulés. Plusieurs modèles de ces appareils sont, du reste, utilisés dans l'industrie.

C'est l'installation d'un de ces rouleaux que demandaient, en 1906, les tisseurs de coton de Cublize et, en 1907, les ouvriers en tissus d'ameublement d'Anstaing.

C'était aussi l'objet d'un vœu de la Chambre syndicale patronale des tisseurs de jute (1) qui, dans sa réponse à l'enquête de 1906-1908, signalait des cas

1. Enquête 1906-1908, p. 45.

très exceptionnels où le tissu ne peut plus sans inconvénient être déroulé après la manutention du tissu : la longueur du tissu produit peut être, disait-elle, évaluée très exactement par un compteur-mètreur adapté au métier à tisser et dont l'ouvrier peut à tout moment vérifier le bon fonctionnement.

D'autres groupements d'ailleurs préconisaient l'emploi de divers instruments de mesure de longueur tels que le *rectomètre*, le *crochet*, le *cordeau mesureur*.

Ce sont là des instruments s'appliquant plutôt à des cas très spéciaux, et nous ne nous y arrêterons pas. Mais il est évident que l'emploi d'un rouleau mesureur, d'un compteur-mètreur ne saurait constituer une contravention à la loi des poids et mesures, à condition qu'ils soient justes. On a, il est vrai, objecté qu'il était rare qu'ils le fussent : des erreurs peuvent se produire par suite du glissement de l'étoffe entre les rouleaux. Il y a de cela plusieurs causes : la plus ou moins grande épaisseur du tissu, sa nature (tissu glacé, tissu spongieux), l'écartement des deux rouleaux. On pourrait répondre que le mesurage à la main, au mètre, à la table, n'offre guère plus de garanties d'exactitude, à cause de la tension qu'il faut imprimer au tissu. Il y a là une source d'erreurs inhérente à la nature de la chose à mesurer, donc difficile à supprimer. Si cependant les intéressés sont d'accord pour employer le rouleau mesureur qui, d'après un grand nombre d'entre eux,

donne des résultats très près de la vérité lorsqu'il est bien employé, il faut de toute nécessité soumettre ce rouleau, comme les autres instruments, au contrôle du vérificateur des poids et mesures.

Du compte-duites automatique. — En étudiant le choix d'une unité de compte, nous concluons à la nécessité d'introduire dans la loi l'autorisation de payer au nombre de duites. Mais comment les contrôler ? Il ne faut pas songer à compter une par une chacune de ces millions et millions de duites.

Un premier système est à envisager : prendre au compas dans la pièce d'étoffe à mesurer des portions de 10, 15, 20 centimètres, et compter le nombre de duites dans chacune de ces portions. Dans la pratique, on procède à l'aide d'une lentille grossissante, dite compte-fils. On fait une moyenne, et l'on multiplie la moyenne de duites au mètre par le nombre de mètres. Ce procédé est un peu simpliste, un peu long, et, en outre, peu sûr, disent certains, au moins dans le tissage à la main : car un patron à l'œil exercé saura choisir des portions à mesurer dans des endroits moins duités.

Nous avons parlé succinctement à l'occasion d'un appareil automatique dit *compte-duites automatique*. Rien de plus simple que d'imaginer un appareil enregistrant chaque duite, c'est-à-dire chaque coup de navette ; à chaque coup, une des roues des engrenages avance d'une dent, et des cadrans lisibles indiquent à chaque moment le nombre des duites

filées. C'est là un appareil comparable au compteur de tours, compteur kilométrique, etc..., dont la variété est très grande aujourd'hui. La question de la réalisation de l'appareil ne fait donc pas de doute. Mais en est-il de même de la question de son exactitude, et de son côté pratique ?

Objections contre l'emploi du compte-duites. — A peine imaginé, cet instrument a soulevé de nombreuses objections :

1° Le compte-duites, a-t-on dit, n'enregistre pas toujours le travail utile réellement fait par l'ouvrier, et quand celui-ci pour réparer un défaut, est obligé *d'enlever plusieurs duites, celles-ci restent néanmoins enregistrées.*

Il importe de savoir ce qu'on entend par travail du tisserand. On désigne souvent par là l'entrelacement de la chaîne et de la trame, c'est-à-dire le placement des duites ou la production du tissu ; selon que le tissage est fait à la main ou mécaniquement, c'est la force musculaire de l'ouvrier ou la force motrice de la machine qui fait ce travail. Mais il y a encore le travail de rattachement des fils et de divers petits ouvrages accessoires que l'ouvrier est obligé d'effectuer. La qualité de la matière mise en œuvre joue un rôle important ; avec un bon fil, un tisserand produit 25 mètres de toile par jour et par métier, tandis qu'avec un mauvais fil, il ne produit que 20 mètres. En évaluant la production de tissu au nombre de duites placées, on conclue que l'ouvrier

a travaillé dans le premier cas plus que dans le deuxième, tandis qu'en réalité il peut avoir travaillé normalement dans le premier cas et s'être surmené dans le deuxième.

Le compteur automatique fonctionne en même temps que le métier. Le tisserand peut arrêter ce dernier et enlever des fils de trame sans que le métier fasse un mouvement de retour correspondant à la quantité déteissée; lors de la remise en marche du métier, le compteur reprendra son mouvement en avant, et la succession de points marquant le duitage continuera de se produire sans qu'il y ait un décompte.

Tel n'est pas le cas cependant pour un *métier qui déteisse* en tournant en sens inverse, ce qui est très facile à réaliser.

2° Chaque mille de duites est indiqué au moyen d'un fil flottant par une série de points. par exemple 36, dont le dernier (comptant le mille) est plus long que les autres. Il y a des *tissus à duitage très serré* (50 duites par centimètres), et quelquefois *avec des duites superposées*, et dans ce cas, le nombre des duites est difficile à établir. Prenons une toile réalisant 30 duites au centimètre, ce qui n'est pas extraordinaire, il y a donc 300.000 duites par pièce de 100 mètres, et chaque unité de 1.000 duites correspond à 0 m. 333 de longueur. Pour chaque pièce de toile, il faut donc compter 300 petits tronçons de 0 m. 333 de longueur, ayant chacun 36 points de subdivision de mesure de 1 centimètre de longueur. Rien n'est plus facile cepen-

dant que de combiner des mécanismes formant des unités de 10.000, 15.000 duites, avec des points de subdivision en conséquence. Au lieu de compter les unités on peut les faire marquer au moyen de chiffres inscrits à la couleur par le tisserand, et dans ce cas, et vérificateur n'aura qu'à examiner si les chiffres se succèdent régulièrement. Du reste, comme nous l'avons dit, les unités pourraient être lues sur un cadran.

3° On a dit encore que lorsque le métier bat sans trame, le compteur automatique continue à marcher.

Dans la plupart des tissages bien montés, les métiers sont pourvus de fourchette casse-trame ou d'un autre dispositif d'arrêt automatique; il est donc impossible de les faire marcher sans trame.

4° Enfin, on a prétendu que l'ouvrier adroit, bien au courant de son métier et des mécanismes qui s'y rapportent, peut trouver différents moyens de frauder sans que le compteur accuse les fraudes.

Quoique l'objection soit ici un peu vague, nous pouvons y répondre. Peut-être peut-on dire que l'ouvrier pourrait « truquer » le compteur pour lui faire marquer plus de duites qu'il n'y en aurait. C'est assez invraisemblable, parce que cela nécessiterait des opérations trop longues que l'ouvrier ne pourrait mener à bonne fin, à cause de la surveillance des contre-maitres. Y arriverait-il du reste, qu'il n'en profiterait guère, ou bien il obtiendrait une fraude importante; et les différences avec l'ouvrage accompli par ses

camarades le feraient vite soupçonner (1). Il suffit de se rappeler les truquages auxquels donnèrent lieu il y a quelques années, les compteurs taximètres des voitures de place ; les fraudes furent vite découvertes par des personnes qui furent frappées de grosses différences entre les sommes à payer pour une même distance.

Ou bien il se contenterait d'une fraude imperceptible peu susceptible d'éveiller les soupçons ; et comme elle ne pourrait porter que sur une dent d'engrenage sans doute, le bénéfice serait minime.

L'appareil compte-duites automatique paraît donc très pratique ; dans de nombreuses usines ou ateliers dans lesquels le paiement au nombre de duites est adopté, on a également adopté le compte-duites (2). C'est ainsi qu'à Elbeuf « le nombre de duites est contrôlé au moyen d'un compteur placé sous les yeux de l'ouvrier et fonctionnant mécaniquement. Ce procédé évite toute contestation » (conseil de prud'hommes et chambre de commerce d'Elbeuf). Il en est de même à Reims, à Sedan, à Limoges, à Vienne, à Béziers, à Saint-Pons : « Le compteur enregistrant le nombre de duites, ce mode de paiement est de la plus rigoureuse exactitude » (chambre de commerce de Béziers).

La seule garantie qu'il soit suffisant, mais nécessaire

1. Cette comparaison permettrait à l'inverse, à l'ouvrier, de découvrir le « truquage » dont le patron pourrait se rendre coupable sur quelque appareil.

2. Enquête 1906-08, p. 40.

de donner, tant aux ouvriers qu'aux patrons, est que ce comptour ne soit pas truqué. Il serait simple d'en donner le contrôle aux vérificateurs de poids et mesures qui les poinçonneraient et au besoin les plomberaient.

CHAPITRE XI

LE CONTROLE DES OUVRIERS

En dehors du cas d'un compteur automatique enregistrant progressivement l'ouvrage accompli, un opérateur fera le mesurage ou le pesage à l'aide des instruments que nous avons dit.

Cet opérateur sera un délégué du patron qui, payant ses ouvriers à tant l'unité choisie, devra savoir combien d'unités il doit payer à chacun. Les poids sont justes, les instruments exacts. Rien ne prouve que les résultats le seront aussi. Ici interviendra la personnalité de l'opérateur qui, ne l'oublions pas, est le délégué d'une des deux parties dont les intérêts sont, au moins en apparence, opposés. Sera-t-il vraiment impartial dans l'accomplissement de ses fonctions ? Ou ne se laissera-t-il pas « acheter » par le patron ? Ne fraudera-t-il pas un peu sur chaque opération, n'en altérera-t-il pas les résultats dans l'intérêt de celui qui le paie et qui lui sait gré de sa complicité, ou simplement par vengeance de tel ou tel travailleur ?

Voilà ce que peut se demander l'ouvrier ; et il faut avouer que le champ s'ouvre large à ses suppositions.

C'est l'intérêt du patron qui peut le faire douter de l'exactitude du mesurage (1) : c'est aussi, trop souvent, ses opinions politiques. Est-il membre d'un syndicat, est-il « rouge », est-il « jaune » ? il peut croire, lorsqu'à la fin de sa tâche, on lui remet un salaire inférieur à celui qu'il escomptait, « qu'on l'a exploité ». Fondée ou non, cette supposition a des conséquences déplorables : c'est l'inimitié de l'ouvrier contre le patron, la rancune, la haine ; à la première occasion, ce sera la grève. Il y a des exemples, des précédents, qu'on cite dans les réunions ; et nombreuses sont les grèves dont le but est d'obtenir le contrôle par l'ouvrier de l'opération du mesurage.

Réclamations. — C'est en 1894, la grève des tisseurs de laine d'Esquennoy (Oise) (2), et de ceux de Basse-sur-le-Rupt (Vosges) (3), demandant un métrage exact des pièces. C'est en 1896 la grève des tisseurs d'Halluin qui demandaient le métrage des pièces en présence de l'ouvrier. En 1898, la grève des tisseurs d'Ellemmes (Nord) (4), causée par le même motif.

1. Dans l'industrie du filage, en particulier, le contrôle de l'ouvrier paraît utile à un certain point de vue : souvent il arrive que les fils soient rendus enroulés sur des petits tubes de carton et mis dans une corbeille. Pour avoir le poids net du fil, il faut retrancher la tare, composée du poids des petits tubes de carton et du poids de la balle. Il est évident qu'en l'absence de l'ouvrier, rien n'est plus facile d'augmenter cette tare pour diminuer la quantité du travail produit. La présence de l'ouvrier à la pesée fera hésiter l'industriel qui voudrait user de semblables procédés.

2. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1894, p. 20, 21, 140.

3. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1894, p. 20, 21, 143.

4. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1898, p. 52, 53, 54, 55.

En 1902, ce furent les bonnetières de Tourcoing (1) qui demandèrent à assister à la pesée des laines confiées aux ouvrières ; les tisseurs de coton d'Amplepuis (2) qui désiraient que le métrage des coupes fut fait en présence de l'ouvrier. A la Gorgue (Nord) (3) en 1903, les tisseurs de toile quittèrent les usines à la suite de contestations relatives au métrage des pièces, et demandèrent le renvoi du métreur : celui-ci démissionna. De même, à Neuville (4), où les tisseurs en 1903, demandèrent le contrôle du métrage, et le renvoi du visiteur des pièces qui était trop sévère ; à Tourcoing encore, en 1906 (5), où les fileurs demandèrent le contrôle du pesage de la matière filée. Il faut noter de suite que la plupart du temps les patrons déclarent ne pas s'opposer à ces contrôles. Quel inconvénient peut-il en résulter pour eux ? Aucun si l'ouvrier se borne à exercer son droit de contrôle, sans entraver la marche des opérations. S'il en est ainsi il ne peut y avoir que des avantages, avantages pour l'ouvrier qui n'a plus lieu de soupçonner la fraude, à tort ou à raison, avantages pour le patron qui ne se voit plus en butte aux accusations de tromperie.

Exercice du droit de contrôle. — Mais comment l'ouvrier va-t-il exercer son contrôle ?

1. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1902, p. 52, 53, 54, 55.

2. *Of. Trav. statist des grèves*, 1902, p. 80, 81, 82, 83, 362, 363.

3. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1903, p. 24, 125, 126, 127.

4. *Of. Trav. Statist. des grèves*, 1903, p. 100, 101, 102, 103, 471, 472, 473.

5. *Of. Trav. Statist des grèves*, 1906, p. 176, 177, 178, 179.

Deux solutions sont possibles : il peut le faire lui-même, assistant à la pesée ou au mesurage, lorsqu'il va rendre son ouvrage ;

Ou bien il peut déléguer l'un de ses camarades pour le remplacer dans ce contrôle. Et l'on conçoit immédiatement la possibilité pour les ouvriers de choisir le même délégué qui, avec l'assentiment du patron, restera près de l'opérateur et surveillera ses actes. Cette solution, qui ne s'impose pas ici où le tisseur peut lui-même assister à l'opération accomplie dans une pièce voisine de l'atelier, nous paraît cependant très avantageuse. Il semble de prime abord qu'il y ait moins de temps perdu, l'ouvrier ne se dérangeant que pour rendre son ouvrage, et venant immédiatement se remettre au travail ; tandis qu'assistant à l'opération, il sera sans doute souvent obligé d'attendre son tour, longtemps quelquefois.

Représenté par un délégué, il reste à son ouvrage. Mais ce délégué, dont ce contrôle sera la fonction, aura besoin lui aussi de gagner sa vie. Il faut alors admettre que, nommé par les ouvriers, il sera payé par eux. L'expérience a été convainquante ; tentée dans quelques usines, elle a permis de constater que l'ouvrier paie environ deux sous par pièce contrôlée ; il achète bon marché une tranquillité appréciable. Cela n'a rien d'étonnant ; il n'est pas besoin pour remplir ces fonctions de contrôle d'un ouvrier jeune et alerte ; ce peut-être un ancien ouvrier qui cher-

chera par là à adoucir ses vieux jours, et se contentera d'une rémunération minime.

Laquelle de ces deux solutions est la meilleure ? Il semble que ce soit la deuxième ; mais il faut remarquer que tout dépendra des circonstances, de l'importance de l'usine, du nombre des ouvriers. Là où ils seront nombreux bien organisés, la création d'un délégué s'impose. Mais il ne peut encore une fois y avoir ici de règle absolue ; l'essentiel est que le contrôle soit permis.

Le contrôle obligatoire. — Ne sera-t-il que cela c'est-à-dire sera-t-il seulement facultatif ? On a dit que si le contrôle de l'ouvrier n'était pas obligatoire, jamais il n'y assisterait par crainte d'être mal vu de son patron et de perdre sa place.

Nous pouvons citer à ce sujet une lettre publiée par le *Journal de Roubaix*, le 7 novembre 1899, à l'époque où un groupe d'industriels des syndicats mixtes de l'industrie textile de Lille, Roubaix, Tourcoing, Fourmies et Armentières élaboraient un règlement type d'ateliers pour l'industrie textile (1).

Monsieur le Directeur du *Journal de Roubaix*,

Les patrons catholiques du Nord, dans leur réunion du mois de mai dernier, ont mis à l'étude un projet de règlement d'usine formulant les principes qui doivent y prési-

1. Conférences d'études sociales, Lille, Ducoulombier, année 1899, p. 473 et suiv., année 1900, p. 190.

der et laissant à chaque patron la liberté d'y insérer les clauses particulières que peut réclamer son industrie.

Ce projet a été soumis aux comités ouvriers d'études sociales de Roubaix et de Tourcoing qui, avec le sens pratique qui les distingue, y ont apporté d'importantes modifications, dont les patrons se sont plu à reconnaître la justesse.

Un des articles du projet, fort goûté par les ouvriers porte : « L'ouvrier, s'il le désire, sera admis au mesurage de son travail. »

Il faudra évidemment y ajouter le pesage pour la filature. Mais nous sommes d'accord avec vous que la présence de l'ouvrier au pesage comme au mesurage de son travail, doit être obligatoire si l'on veut couper court aux accusations que, à tort ou à raison, il formule fréquemment.

Nous demandons même qu'il lui soit remis un bulletin qu'il signera avec l'employé, constatant le poids du fil ou la longueur de la pièce... Si la mesure n'est pas obligatoire sera illusoire, car beaucoup d'ouvriers ne voudront point ou n'oseront point réclamer d'assister au mesurage ou au pesage et leur défiance subsistera. Il en serait à peu près de même si l'ouvrier se faisait remplacer. Il faut qu'il voie de ses yeux et puisse même vérifier l'instrument de pesage, si bon lui semble. Il appartient au patron de prendre les mesures nécessaires pour que l'ouvrier perde le moins de temps possible en assistant à ces opérations.

Veuillez agréer, etc...

Signé : X

Cette lettre fut lue à la séance du 1^{er} décembre 1899 des délibérations du groupe.

Il est intéressant de rapporter les avis de différents industriels qui y prirent part (1).

M. B... (d'Armentières) dit qu'il craignait que l'obligation pour l'ouvrier d'assister au mesurage ou au pesage de son travail ait pour conséquence de compliquer beaucoup le service de contrôle. A certains moments, des ouvriers nombreux se présenteront ensemble pour faire mesurer leurs pièces, d'où perte de temps pour eux, et nécessité d'augmenter le nombre de vérificateurs. A d'autres moments, au contraire, ces employés dont on aura augmenté le nombre seront sans occupation.

M. C... (de Fourmies) ne croyait point qu'il fût difficile de rendre obligatoire l'assistance au mesurage et au pesage. Pour la filature, le fileur porte son panier de fil au pesage, on le pèse et on inscrit le poids sur son livret. L'opération ne dure que quelques instants. Pour le tissage, c'est un peu plus long : l'ouvrier assiste à la visite de sa pièce ; aussitôt on passe celle-ci à la perche, puis à la machine à mesurer, et on en inscrit la dimension sur le livret de l'ouvrier. L'opération à la machine à mesurer est très rapide : une ou deux minutes au plus. Le passage à la perche demande plus de temps ; en un jour, un percheur ne peut faire passer que 30 pièces environ. Comme un tissage de 125 métiers donne environ 60 pièces par jour à mesurer, il faut deux percheurs, ce qui n'est pas un personnel très nombreux. Quant aux ouvriers,

1. Boissard. *Loc. cit.*, p. 68 et suiv.

on les appelle à leur métier quand leur tour est venu, et ainsi on évite presque toute perte de temps.

M. D... (de Tourcoing) partageait l'avis de M. C..., on peut sans difficulté obliger l'ouvrier à assister au contrôle de son travail. Quand nous recevons de l'argent, dit-il, nous avons soin de compter, et celui qui nous le remet ne se plaint pas de notre contrôle comme d'une marque de défiance. Nous n'avons pas d'avantage à reprocher un sentiment de défiance aux ouvriers s'ils veulent se rendre compte par eux-mêmes de la quantité de leur travail.

Pour M. C..., il y avait une raison encore en faveur de l'assistance obligatoire de l'ouvrier au mesurage et au pesage de son travail; en l'exigeant, on amènera d'autres usines à admettre cet usage, et ainsi on supprimera certaines pratiques qui font aux industriels honnêtes une concurrence déloyale.

Dans la suite de la délibération, MM. B..., E... (de Tourcoing), F... et G... (d'Armentières) protestèrent de ce que les ouvriers refusaient d'assister au mesurage de leur travail quand on voulait les y forcer, manifestant ainsi une grande confiance en leurs patrons.

Moins de quatre ans après, il est vrai, éclatait dans la région le terrible mouvement gréviste qui désola la ville et la région d'Armentières et révéla une exaspération profonde des ouvriers (Boissard).

A la suite de cette délibération, on vota le paragraphe 3 suivant de l'article 6 du règlement-type d'atelier :

Les ouvriers pourront assister au mesurage ou au pesage de leur travail.

Le 4 mai 1900 eut lieu une deuxième délibération. M. J... (de Roubaix) demanda que l'on substituât le mot *doivent* au mot *peuvent* :

Les ouvriers, dit-il, ont le droit incontestable d'assister à la vérification de leur travail ; dire qu'ils le peuvent serait simplement constater qu'on ne met pas obstacle à l'exercice de leur droit ; ce n'est pas assez, il faut qu'on favorise positivement l'exercice, sinon, en cas de conflit, les ouvriers ne manqueront pas de prétendre qu'ils n'ont pas eu, de fait, la liberté d'assister au mesurage ou au pesage de leur travail.

La réunion consultée décida que l'on dirait : « Les ouvriers *doivent*. »

C'est sous cette forme dernière que le règlement-type d'atelier figura à l'Exposition universelle de 1900 (classe 105. Sécurité des ateliers. Réglementation du travail) et qu'il lui fut décerné une médaille d'argent (1).

Les arguments de MM. X... et C... en faveur du contrôle obligatoire de l'ouvrier nous paraissent tout à fait déterminants. L'ouvrier qui n'aurait qu'un droit de surveillance facultatif n'en userait pas, le plus souvent, « de peur de passer pour une forte tête et de ne pas avoir d'ouvrage » ; et l'inspecteur, visitant l'atelier, ne saurait démêler si l'inapplication du droit de

1. Boissard, *loc. cit.*, p. 72.

contrôle est volontaire ou forcée. Le seul moyen de remédier à cela est de l'imposer ; nous l'avons vu, les industriels eux-mêmes reconnaissant que cela ne demanderait pas beaucoup de temps. Mais opéré directement ou par délégué, ce contrôle obligatoire aurait l'avantage d'arrêter d'une façon certaine la fraude ou du moins le soupçon de fraude.

C'est également l'avis de M. Boissard, qui dans son rapport de 1907 (1) demandait que le contrôle fût obligatoire et public. Public, cela s'explique par ce fait que M. Boissard ne considère la loi de 1850 comme ne s'appliquant qu'au tissage à domicile. « En fait, écrivait-il en 1907, à l'heure actuelle (et il en sera ainsi tant que l'on n'aura pas introduit dans la loi de 1850 un principe nouveau, celui de la vérification publique et obligatoire des éléments — pesage ou mesurage — servant à la détermination du prix de façon), le travailleur, dans le tissage à domicile, n'a pas de garantie certaine contre la fraude patronale, et il en a d'autant moins qu'il en aurait plus besoin : l'exactitude de cette affirmation en apparence paradoxale ressort, d'une manière très curieuse, de la comparaison de l'état de chose existant en ce moment même, dans deux centres de tissage à la main en somme peu distants l'un de l'autre : le Cambrésis et la région de Bailleul. Dans la région de Cambrai-Valenciennes, le tissage à main lutte et résiste avec opiniâtreté, par

1. Boissard, *loc. cit.*, p. 44.

la fabrication de produits extrêmement fins — linons et batistes — auxquelles la mode a donné, en ces derniers temps, un regain de faveur et de valeur. Les ouvriers tisseurs, très peu payés jusque-là et qui subissaient de nombreuses fraudes de la part des fabricants, s'étaient enfin organisés et syndiqués, obtinrent, à la suite d'un congrès régional tenu le 26 juin 1905 à Villiers-en-Cauchies : 1° la mise sur pied d'un tarif unique et détaillé applicable à toute la région et élaboré d'un commun accord entre représentants de la Fédération des ouvriers tisserands et de l'Union des fabricants et négociants; 2° la signature d'un contrat collectif obligeant tous les travailleurs et tous les employés de la région et garantissant l'exacte observation du tarif; 3° enfin, la nomination d'une commission mixte à réunions périodiques avec délégués permanents dans les diverses localités intéressées et ayant pour but de surveiller l'exécution du contrat collectif de travail et d'en sanctionner les violations par l'application d'amendes prévues et fixées d'avance. A dater de ce régime nouveau, la loi a été appliquée aussi exactement que possible dans le Cambrésis; des livrets sont entre les mains de presque tous les tisseurs. La commission, en activité depuis le 7 septembre 1905, a eu plusieurs fois à prononcer des sanctions pénales; mais, par son fonctionnement régulier et énergique, elle a considérablement amélioré la situation matérielle des ouvriers, comme aussi les rapports entre fabricants et tisserands; tout cela,

d'ailleurs, grâce à ce que cette branche d'industrie traverse, en ce moment, une période de grande activité (1).

Au contraire, dans la région de Bailleul (où, à l'inverse du Cambrésis, le tissage à la main se maintient par la fabrication de produits très communs, très bon marché, dans lesquels il introduit quelques variétés, quelques fantaisies, que le tissage mécanique ne réaliserait pas sans un notable renchérissement du prix de revient), cette industrie en déclin ne se défendant, malgré tout, qu'à grand'peine, les tisseurs sont dans l'impossibilité de tenir la main à une observation que la loi de 1850 aussi rigoureuse que celle qu'obtient la commission mixte du Cambrésis.

Les tisseurs de Bailleul même, dont la situation a particulièrement occupé la Chambre, lors de l'interpellation du 6 décembre 1904, se sont pourtant regimbés à deux reprises (2) : une première fois, en octobre 1903, ils s'étaient mis en grève et une convention intervint entre ouvriers et fabricants, sur l'initiative du sous-préfet d'Hazebrouck, convention de façade, et dont l'efficacité ne devait pas être durable. Les fabricants, cependant, s'étaient mis à délivrer des livrets aux tisseurs ; et la ville de Bailleul avait fait édifier un bâtiment destiné au mesurage public des pièces tissées. Mais les abus qu'on avait pensé supprimer s'étant reproduits presque immédiatement,

1. Cf. O. T. *Statistique des grèves de 1905*, p. 536 et suiv.

2. Boissard, *loc. cit.*, p. 46.

une nouvelle grève éclata, suivie, le 3 décembre 1904, d'un nouvel accord dû cette fois à l'entremise très active du premier adjoint de la ville, M. Mœneclaey. En vertu de cette convention, les fabricants prenaient des engagements précis, sous la garantie d'une sanction pénale. La longueur des chaînes qu'ils devaient livrer étaient fixées uniformément, pour presque tous les articles, à 166 mètres; le prix des articles dépendait de cette longueur, de la largeur des pièces et de leur duité. La Chambre syndicale des fabricants offrait au métrage public municipal un ourdissoir installé de façon à pouvoir contrôler la longueur des chaînes. Malheureusement, cette installation devait rester inutilisée: il n'est fait absolument aucun usage du métrage public, et les tisseurs restent convaincus qu'ils sont de nouveau victimes des fraudes des fabricants. Mais ils n'oseraient pas le dire trop haut, de peur de n'avoir plus d'ouvrage.

A cette situation il y a bien peu de remèdes, parce que le tissage à la main se maintient très péniblement à Bailleul (1). Et M. Boissard concluait à ce que pour le tissage le contrôle fût obligatoire et public.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la même demande avait déjà été faite en 1850 (2). M. Testelin, représentant du Nord à l'Assemblée nationale, déclarait:

1. Cf. *Statistique des grèves de 1904*, p. 757 et suiv.

2. Discussion du projet de 1849. Séance du 29 janvier 1850. Ch. des députés, 1850, p. 341.

Dans certaines fabriques, les ouvriers sont renvoyés s'ils demandent la vérification; bien plus, parfois les autres patrons ne les admettent plus. Quand un ouvrier demande au patron de faire la preuve, celui-ci se trouve humilié. Il n'en serait pas de même s'il existait un bureau de vérification ouvert à tout le monde. Cela existe dans beaucoup de villes. Quant à la dépense, les ouvriers paieraient, comme cela se fait, un droit de 5 ou 10 centimes par vérification. Ainsi, dans une pétition en ce sens adressée par les tisseurs de Saint-Souplet, on demande 10 centimes par vérification. Les longueurs primitives de 69 mètres étant portées à 72 mètres, les ouvriers y ont intérêt.

M. Cunin-Gridaine répondit que toutes les villes étaient libres d'établir à leurs frais des bureaux de pesage et de mesurage, où tous les citoyens sont libres d'aller (voir chap. I, p. 48).

Il n'est pas moins vrai qu'aujourd'hui, comme en 1850, le droit pour l'ouvrier de contrôler le mesurage de son travail apparaît comme la garantie nécessaire de la bonne foi de l'opérateur. Qu'il s'exerce dans un établissement public, pour le tissage à domicile, ou chez l'industriel pour le tissage à l'usine, il ne doit pas être seulement pour l'ouvrier une faculté dont il n'oserait peut-être pas profiter, mais un devoir que la loi lui impose dans son propre intérêt.

CHAPITRE XI

L’AFFICHAGE OBLIGATORIE DES TARIFS DE SALAIRES

Voici donc l’ouvrage achevé, mesuré, contrôlé; il reste au patron à verser à l’ouvrier son dû, soit le produit du prix de façon par le nombre d’unités contenues dans ce travail. Grâce au livret de compte, l’ouvrier va pouvoir contrôler l’exactitude de son salaire; car en lui confiant sa tâche, l’industriel lui a indiqué les conditions techniques auxquelles elle devait répondre, celles qui ayant une influence sur le travail en ont une sur le prix, la rémunération de l’unité choisie pour base. Un simple calcul va lui permettre de s’assurer qu’aucune erreur ne s’est glissée dans l’estimation de son gain; les preuves écrites qu’il possède vont lui donner la possibilité d’obtenir justice, si besoin est. Mais le fera-t-il? Ne craindra-t-il pas de perdre sa place?

L’inspecteur chargé de faire appliquer la loi trouvera, il est vrai, dans le livret de compte les éléments de vérification dont l’ouvrier aurait négligé de se servir, et pourra poursuivre de sa propre initiative l’industriel en défaut. Mais qu’arrivera-t-il si les renseignements portés au livret sont eux-mêmes fictifs

ou altérés ? L'inspecteur n'aura aucun terme de comparaison ; il n'aura qu'un moyen de s'en assurer : l'interrogation des ouvriers, à moins que ce ne soit la consultation du tarif que l'industriel n'aura pas manqué d'établir dans son propre intérêt, et qu'il aura gardé par devers lui. Ce tarif de salaire, qui contient l'ensemble des conditions techniques, et des conditions de salaire applicables aux différents travaux à exécuter dans l'usine, et dont chaque livret ne porte qu'un extrait appliqué à un cas particulier, beaucoup d'industriels le portent à la connaissance de leurs ouvriers. Ils le font par voie de communication, ou le plus souvent par voie d'affiche, en collant dans l'atelier un placard donnant tous les renseignements généraux. Dans ce cas, il est loisible aux ouvriers de comparer les mentions contenues dans leurs livres aux indications données par le tarif de salaire, et c'est pour l'inspecteur la possibilité de découvrir la fraude ou l'erreur. Malheureusement, cette publication n'est que facultative, et il est à prévoir que c'est précisément quand il y aurait intérêt pour les ouvriers à les avoir sous les yeux qu'ils ne les connaîtront pas. Le remède s'impose de lui-même : seul, l'affichage obligatoire peut résoudre le problème. L'ouvrier, l'inspecteur ayant sous les yeux l'état des conditions offertes par le patron, verront immédiatement si celles qui sont portées au livret y correspondent, et si oui, si la somme payée en échange du travail fourni correspond exactement à ce travail. Tous les éléments de con-

trôle seront donnés, tous les moyens de preuve existeront, l'ouvrier sera vraiment protégé. Il y a, ainsi que le remarquait M. Jay (1) lors de la discussion qui suivit le rapport de M. Boissard, une analogie entre cet affichage des tarifs de salaire et l'affichage des horaires de travail.

Objections contre l'affichage des tarifs. — a) *Crainte de divulgation.* — Mais, disent certains patrons, en le faisant, c'est à nous qu'on va porter préjudice. En nous obligeant à afficher nos tarifs de salaire, on nous fait livrer à nos concurrents les secrets de notre fabrication ; et sous le prétexte d'atteindre quelques industriels sans scrupules, on condamne et ruine les plus nombreux, les plus loyaux, qui recherchent dans les perfectionnements de la technique la supériorité sur le marché.

Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser de cette objection. Si quelque patron montre une supériorité dans la fabrication, ses concurrents sauront bien vite à quoi elle tient ; en faisant causer les ouvriers, ou en introduisant dans la place un homme acheté par eux, assez intelligent pour surprendre les secrets, ils connaîtront bientôt ce qui fait la force de leur rival. C'est précisément le but des brevets de protéger l'auteur d'une invention contre la divulgation et surtout l'imitation. Le patron, souvent, devra d'ailleurs sa supériorité à un agencement de ses services qui

1, Boissard, *loc. cit.*, p. 241.

diminuera ses frais généraux ; ce n'est pas l'affichage des tarifs qui en donnera une idée. Ce qui prouve l'exactitude de notre opinion, c'est que dans beaucoup d'usines, sans que rien les y force, les industriels affichent d'eux-mêmes leurs tarifs. Il nous semble donc qu'il serait suffisant, pour le cas où la loi imposerait la publication des tarifs de salaires, de prévoir des sanctions pénales assez fortes contre l'ouvrier qui, occupé dans une usine, révélerait, en vue de faire connaître un secret industriel, les particularités qui lui ont été fournies directement ou indirectement, ainsi que contre toute personne qui, dans le but d'obtenir le secret contraindrait ou paierait un employé de l'usine à le lui révéler. Les industriels seraient ainsi protégés, et ne craindraient plus de voir leurs secrets divulgués, sans que les ouvriers aient à en souffrir. A diverses reprises, du reste, les tisserands ont formulé des réclamations en ce sens, comme par exemple dans la grève d'Hellemmes en 1898 (1).

b) *Complication*. — Nous serons protégés, répondent certains industriels, mais cette obligation n'ira cependant pas pour nous sans de nombreuses difficultés. Il y a des branches de l'industrie textile dans lesquelles les modèles varient assez fréquemment, par suite des changements de la mode. Il faudra donc que dans ces branches, les patrons apportent, chaque saison par exemple, des modifications à leurs

1. O. T., *Statistiques des grèves*, 1898, p. 52, 53, 54, 55.

tarifs. S'il ne s'agissait que de tarifs simples, courts, cela serait sans inconvénient. Mais les tarifs de salaire, lorsque le travail est rémunéré à la tâche, sont forcément longs et compliqués, et c'est plusieurs pages que comportent les tarifs (on peut citer le tarif d'Avesnes-les-Aubert de 1906 qui ne comprend pas moins de 11 pages) (1). Ce serait donc des modifications continuelles à apporter dans ces tarifs, et par suite une complication énorme.

L'argument est sérieux ; nous le retrouverons du reste dans les autres pays comme l'une des principales objections faites à la réglementation du travail à la tâche ; nous ne pouvons pas nier ces changements de la mode qui entraînent dans certaines spécialités des changements de modèles, donc des variations dans les conditions de travail. Mais il faut bien remarquer que pour établir de nouveaux modèles, et avant de les offrir à leur clientèle, les patrons sont obligés de se livrer à un calcul relatif aux prix de revient qui servira de base au prix de vente, donc de déterminer les nouvelles conditions de salaire à faire à leurs ouvriers. La seule obligation supplémentaire qu'on leur imposera sera alors l'affichage, la publication de ces changements. Nous convenons que souvent ce pourra être ennuyeux ; mais c'est précisément lorsque les tarifs de salaire seront complexes, donc moins connus des travailleurs, qu'il y

1. O. T., *id.*, 1906, p. 711 et suiv.

aura surtout lieu de redouter des fraudes ou des erreurs dont ceux-ci pourraient être victimes. Cette considération doit faire tomber nos dernières hésitations, et c'est pourquoi nous concluerons à l'affichage obligatoire dans tous les cas des tarifs de salaire, quels qu'ils soient.

CHAPITRE XII

LE PROJET DE LOI DU 4 NOVEMBRE 1909

Se basant sur les résultats de l'enquête de 1906-1908, M. Viviani, ministre du Travail, déposait, le 4 novembre 1909 (1), sur les bureaux du Sénat un projet de loi tendant à modifier la loi de 1850, dans lequel il avait incorporé le projet voté en 1904 par la Chambre des députés, touchant l'application de la loi sur le mesurage du travail à la tâche par l'Inspection du Travail.

Dans l'exposé des motifs qu'il en présentait (2), il insistait sur la question du champ d'application de la loi de 1850 que beaucoup veulent restreindre au tissage à domicile. Pour les raisons que nous avons dites, en discutant de cette question, il montrait que ce champ est plus étendu et qu'il ne fait pas de doute que dans la pensée du législateur il ne dût comprendre le tissage mécanique, à l'usine, comme le tissage à la main, à domicile.

Les principales modifications qu'il proposait d'ap-

1. *Journ. off.*, Sénat, séance du 5 novembre 1909, p. 853.

2. *Journ. off.*, Sénat, 1909. Annexe, n° 262, p. 29.

porter au texte de la loi lui étaient dictées par l'intérêt des ouvriers comme par celui des patrons, aux réclamations desquels il sefforçait de donner satisfaction. Mais il ne pouvait proposer une loi qui donnât une solution absolument adéquate aux conditions spéciales de diverses branches de l'industrie textile sans risquer d'en détruire toute économie par une trop grande diversité de détails ; il se contentait donc de soumettre au Sénat des modifications en quelque sorte générales, s'appliquant à la majorité des cas, réservant au pouvoir exécutif le droit de réglementer postérieurement, et en s'entourant de toutes les garanties désirables, des dérogations à certaines dispositions de la loi. A cet effet, il remaniait l'article 7, donnant une grande importance au rôle des décrets, et présentait le projet dont on trouvera le texte aux annexes (1).

Lacunes du projet du 4 novembre 1909. — Ainsi modifiée, la loi de 1850 nous apparaît comme applicable, et comme répondant assez bien aux conditions actuelles de l'industrie. Cependant, l'étude que nous avons faite des amendements désirables nous permet d'apercevoir dans ce projet de regrettables lacunes.

Nécessité d'imposer le système métrique aux relations nées du contrat de travail. — C'est d'abord l'inapplication du système métrique au mesurage du travail à la tâche en général qui est à remarquer.

1. Voir Annexe n° 4.

Nous avons dit qu'il importait que le législateur pronçât au plus tôt son extension au contrat de travail. Il conviendrait en conséquence que la loi sur l'industrie textile spécifiât que lorsqu'il est fait usage pour mesurer le travail des ouvriers, en vue de déterminer leurs salaires, soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface, de capacité ou de solidité, il est interdit de se servir d'unités de poids ou de mesures autres que celles établies par les lois de 1837 et de 1851 ; et que les instruments de mesures légaux dont il est fait usage dans le but indiqué ci-dessus doivent être vérifiés et poinçonnés par les vérificateurs des poids et mesures, comme les instruments servant aux transactions commerciales.

Le compte-duites automatique. — Le projet Viviani autorise le paiement au nombre de duites introduites dans le tissu, ce qui est très rationnel, mais il ne dit rien de la façon dont seront comptées ces duites. Le seul moyen vraiment pratique est, nous le savons l'emploi du compte-duites automatique, dont l'usage est de plus en plus répandu. Il est bien évident que si la loi étend au contrat de travail l'application du système métrique, le contrôle des vérificateurs des poids et mesures devra s'exercer sur ces instruments comme pour tous ceux qui servent au mesurage. Encore conviendra-t-il que la loi le dise textuellement et déclare que s'il est fait usage d'un compte-duites automatique, celui-ci devra être d'un modèle

approuvé après enquête. Car il ne faudrait pas songer à soumettre au contrôle des vérificateurs toutes sortes de compte-duites ; ce serait leur imposer une tâche au-dessus de leurs forces, et risquer de ne pas aboutir. Il n'y aurait donc possibilité pour les industriels que de compter les duites, soit au moyen de compte-fils, conformes au système métrique, soit au moyen d'un compte-duites automatique d'un modèle approuvé et poinçonné.

Indication du numéro du pignon. — Mais nous avons dit que les conditions à porter par écrit à la connaissance des ouvriers doivent être celles qui ayant une influence sur le travail en ont une sur le prix, et toutes celles qui peuvent leur être utiles. Il faut conclure que, dans le cas du paiement à la duite, le numéro du pignon qui, mathématiquement, fixe le tirage et règle par ce fait le nombre des trames, doit être indiqué aux travailleurs.

Paiement à la pièce pour les articles à sectionnement. — Le nouvel article premier prévoit désormais quatre modes légaux de rémunération du travail : au mètre du tissu, au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduits dans le tissu, au nombre de duites. Il est un cinquième mode, très usité, qui s'impose tant il semble naturel ; c'est, pour les articles à sectionnement, tels que mouchoirs, fichus, etc .., le paiement à la pièce ou à la douzaine

Il convient de l'autoriser pour ne pas forcer de nombreux industriels à violer tous les jours la loi.

Le contrôle des ouvriers. — Un gros point encore est négligé dans le projet de 1909, c'est celui du droit de contrôle de l'ouvrier. Il ne dit rien, — comme l'ont fait cependant le projet du Code de travail présenté par M. Dejeante, en 1903 et le projet de loi de la Commission d'études législatives sur le contrat de travail présenté en 1906, et reproduit textuellement sur ce point par le projet du gouvernement du 2 juillet 1906, — du droit pour les travailleurs de contrôler les opérations de mesurage, soit par eux-mêmes, soit par délégué. Or, tant que cette question ne sera pas définitivement tranchée, ainsi que nous y avons conclu, par l'obligation d'un contrôle public ou privé, suivant les cas, on n'aura point avancé d'un pas. Il faudrait donc ajouter au projet un article faisant un devoir aux ouvriers de contrôler le mesurage de leur travail.

Affichage des tarifs de salaires. — Enfin, pour leur donner toutes les garanties auxquelles ils ont droit, il convient d'obliger leurs patrons à afficher dans l'atelier, d'une manière lisible, le tarif des salaires appliqué aux travailleurs.

Tant qu'on n'aura pas apporté au texte de la loi ces différentes additions, on n'aura pas résolu le problème du mesurage du travail à la tâche dans l'industrie

textile. Ce serait se leurrer que d'en attendre la solution de l'adoption du projet de 1909. Ce dernier est excellent sur les points dont il traite; modéré, il n'impose d'autres formalités, d'autres obligations que celles qui sont susceptibles de s'appliquer au plus grand nombre des branches de l'industrie textile, laissant au pouvoir exécutif le soin d'y apporter des dérogations, chaque fois que la nécessité s'en fera absolument sentir. L'article 7 de la loi de 1850, tel qu'il est modifié par l'article 3 du projet, nous paraît à ce point de vue devoir répondre à tous les desiderata.

Malheureusement, le projet est trop incomplet, et en laissant de côté l'application au contrat de travail du système métrique, le droit de contrôle de l'ouvrier, l'affichage des tarifs de salaires, il laisse trop de place à la fraude.

On nous dira peut-être que ce n'est qu'une modification provisoire à la loi de 1850, n'ayant pour but que de parer au plus urgent, en attendant qu'une autre loi plus complète intervienne. Mais il y aurait lieu de craindre que ce provisoire ne devînt définitif; l'expérience de ces dernières années n'est pas faite pour nous rendre optimistes.

Lorsqu'en 1904, MM. Dron et Mirman firent à la Chambre les révélations que l'on sait, il n'y eut chez tous leurs collègues qu'un cri de stupéfaction et d'indignation qui se traduisit par le vote à une très forte majorité du projet qu'on leur soumettait. On aurait pu

croire que le mouvement n'allait pas s'arrêter là, et qu'un autre projet, réformant la loi de 1850, aboutirait bientôt. Il n'en fut même pas question, et depuis cette époque, le projet voté par la Chambre dormait dans les cartons du Sénat. Il serait sans doute oublié si M. Viviani n'avait eu l'idée de le reprendre pour l'incorporer au projet qu'il déposa en 1909, au nom du gouvernement. Il n'y a guère qu'un an et demi de cela, mais la moindre suite ne lui a pas été donnée. Il se peut cependant qu'à la suite d'une grève trop violente, ou de nouvelles dénonciations d'abus apportées devant l'une des Chambres par un représentant dévoué à la classe ouvrière, l'attention de nos gouvernants soit rappelée sur cette importante question. Il faudra bien alors reconnaître que le projet de 1909 n'est pas suffisant : en dehors de cette anomalie qu'il laisse subsister en persistant à refuser aux parties d'un contrat de travail les garanties données par la loi aux acheteurs, il laisse trop d'occasions aux industriels malhonnêtes d'exploiter l'ouvrier. Il est nécessaire de lui substituer un projet plus complet, plus serré, ne présentant aucune fissure par où puisse se glisser la fraude, aucun point faible qui permette de la soupçonner. Or, nous avons la conviction d'avoir trouvé jusque dans ce dernier projet de véritables brèches. Nous n'avons, pour le montrer, fait appel qu'aux réclamations ouvrières, à l'avis des intéressés. L'étude que nous ferons plus loin de l'expérience étrangère viendra nous confirmer dans cette manière de voir.

CHAPITRE XIII

LE MESURAGE DU TRAVAIL A LA TACHE DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE

Le problème du mesurage du travail à la tâche ne présente pas moins d'intérêt dans l'industrie minière que dans l'industrie textile, encore qu'il y soit moins compliqué. Pour le comprendre, voyons brièvement comment les ouvriers sont rémunérés.

Le paiement des ouvriers mineurs. — Il nous faut faire tout d'abord une distinction : alors que tous les ouvriers extracteurs (manœuvres du fond et du jour, ouvriers des machines) sont payés à la journée, tous les ouvriers producteurs sont payés à la tâche. Quelquefois, ils le sont au mètre d'avancement de la galerie sur le front de taille (1) ; mais la plupart du temps, dit M. Amieux (2), à qui nous empruntons ces renseignements, l'unité de base pour le mineur est la benne ou berline. Son salaire représente alors un certain nombre de bennes, sans qu'il y ait à se préoc-

1. Simiand. *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France.*

2. A. Amieux, Thèse (Lyon), 1908, *Des conditions du travail dans les mines*, p. 150, 1530.

cuper du volume ou du poids de la houille. Le prix de la production journalière est attribué collectivement par équipe aux hommes qui la composent, et la répartition se fait entre eux. Pour identifier les bennes lorsqu'elles remontent au jour et les porter au compte des équipes respectives, on a pris soin de les munir, dans l'intérieur de la mine, d'une fiche distinctive qui porte le numéro de l'équipe d'origine. Dès qu'elles arrivent à la surface, elles sont moulinées, c'est-à-dire retirées de la cage et attribuées par un marqueur à ceux qui les ont produites. Mais le charbon remonté n'est pas immédiatement livrable au commerce, car il n'est pas débarrassé des pierres qui peuvent s'y trouver mêlées. Etant données les conditions difficiles dans lesquelles travaille le mineur, on lui tolère, sans retenue sur son salaire, une certaine quantité de ces pierres, ainsi qu'un certain « manque » au remplissage de la benne.

Comme il est impossible de vérifier le contenu de chaque berline, le contrôle ne porte que sur quelques-unes d'entre elles, prises au hasard ; le marqueur les fait culbuter et trier et pèse la quantité des pierres retirées. Si elle dépasse la tolérance, le wagonnet n'entre pas en ligne de compte pour l'établissement du salaire de l'équipe, et si le fait se reproduit, les ouvriers encourent une amende. Le prix du charbon culbuté profite à la caisse de secours. La même sanction est appliquée lorsque la benne, au lieu de renfermer du charbon malpropre, n'est pas suffisamment remplie.

Reprenons ces différents points ;

Le paiement au mètre d'avancement. — Nous laisserons de côté le mode de paiement au mètre d'avancement qui ne présente guère de difficultés. La vérification est toujours possible, et facile ; et les ingénieurs peuvent, devant les ouvriers, constater le travail accompli.

Le paiement à la benne. — Lorsque le travail est payé à la benne, la question devient plus délicate. Ce système de rémunération n'est en réalité que le paiement au poids, simplifié. Il semble ici naturel de prendre pour unité de compte le kilogramme, mesure du système métrique décimal. Mais les circonstances obligent à chercher une solution plus rapide, bien que dérivée de la première.

Le charbon étant remonté dans des récipients, dans des wagonnets, on s'est dit que des wagonnets de mêmes dimensions, également remplis, contiennent approximativement la même quantité, en poids ou en volume, d'un charbon ayant même densité, puisque extrait d'un même filon. On était naturellement amené à compter *par benne*.

La première condition qu'il y ait lieu d'observer est donc celle-ci :

Conditions que doivent remplir les wagonnets. — Puisque l'ouvrage est compté, mesuré au wagonnet, il faut qu'un wagonnet quelconque soit égal à un autre, donc qu'ils aient tous les *mêmes dimensions*, la *même capacité*. Cependant nous savons qu'une cer-

taine tolérance est accordée au mineur pour l'insuffisance de remplissage. C'est alors que si le marqueur a quelque doute sur la « valeur » d'un wagonnet, il le fera pousser sur la bascule. D'où la nécessité d'avoir des berlines absolument égales au point de vue de la capacité et du poids. Il y a là, on le voit, place pour l'intervention des vérificateurs des poids et mesures qui seront chargés de contrôler la capacité, le poids brut, l'égalité des bennes entre elles, ainsi que l'exactitude des poids et des balances servant aux pesées.

Mais ici revient la question que nous avons examinée à propos de l'industrie textile ; la réglementation du mesurage du travail dans les mines va entraîner un certain nombre de prescriptions que les inspecteurs des mines, remplaçant ici les inspecteurs du travail en vertu de la loi de 1892 (section VI, art. 17), seront chargés de faire observer. Devront-ils alors s'arrêter devant le contrôle des poids et des mesures, celui-ci n'appartenant qu'aux vérificateurs spéciaux, ou auront-ils un droit égal à cette vérification, ou devront-ils en être seuls titulaires ? La première solution ne nous paraît guère acceptable, parce qu'elle aurait pour conséquence de limiter malheureusement l'action des inspecteurs des mines dans l'exercice de leurs fonctions. Il nous semble plus juste, pour les raisons que nous avons déjà dites, que le soin de cette vérification soit partagé entre les deux groupes d'inspecteurs, agissant concurremment. On permettra ainsi

d'appliquer à l'industrie minière la loi de 1851, et de donner aux mineurs les garanties qui en résultent.

Comptage et pesage des bennes. — Les tolérances.

— Les bennes étant semblables, étant égales en capacité comme en poids, il faut qu'elles se trouvent également remplies pour qu'on puisse les considérer comme contenant la même quantité de charbon. C'est ici qu'intervient le marqueur, délégué du patron, qui identifie les bennes et les examine. D'un coup d'œil que l'habitude a rendu rapide et sûr, il jauge les différents wagonnets, et si l'un paraît ne pas faire le poids, il le fait mettre de côté. Les autres passent, sont pointés, ce sont autant de bennes à l'actif de l'équipe; c'est pour le patron autant de kilogrammes de charbon extrait. Il peut, à la vérité, y avoir, et il y a toujours, une légère différence entre le contenu de ces différents wagonnets; mais le trop plein de l'un compense le « manque » de l'autre. Il y a dans ces inégalités une nécessité inéluctable; et c'est pourquoi les patrons, se basant sur cette compensation, ont cru devoir admettre une tolérance.

Le marqueur, cependant, a vu un wagonnet trop peu rempli, et l'a fait garer; il le pousse sur la bascule et le contrôle: se trouve-t-on dans les limites de la tolérance, le wagonnet compte pour une benne, et c'est tout profit pour le mineur, ou pour l'équipe. Mais la tolérance est-elle dépassée, le wagonnet ne compte pas.

Pour savoir si le charbon est suffisamment pur, le

marqueur opère au hasard ; il fait basculer quelques wagonnets, examine leur contenu, faisant retirer les pierres, le menu charbon qui n'est guère vendable, les pesant, veillant à ce que la tolérance ne soit guère dépassée. Pour s'acquitter de cette fonction, il est seul, à la place du patron pour qui il agit ; et c'est sans contrôle qu'il fait ces déductions, qu'il annule certains wagonnets, comme si son impartialité ne faisait pas de doute et comme s'il ne pouvait pas se tromper. L'étude de l'industrie textile nous a cependant permis de juger des inconvénients qui peuvent résulter d'un pareil état de choses ; nous avons vu les ouvriers, sinon toujours accuser le contrôleur, donc le patron, de les duper, tout au moins garder contre lui une certaine prévention, due à la façon dont il opère.

Les griefs des ouvriers mineurs. — Ce même soupçon, nous le retrouvons ici ; nombreux sont les mineurs qui se plaignent de ce que leurs bennes sont plus souvent renversées, contrôlées, annulées que celles de leurs camarades. Il y a là de la jalousie, des histoires, des rivalités de village, de la politique ; c'est ainsi que revient fréquemment cette plainte des travailleurs syndiqués qu'ils sont l'objet d'une surveillance toute spéciale. Sans aller jusqu'à prétendre que cette partialité existe toujours, il faut cependant reconnaître que souvent le marqueur pourra se montrer trop rigoureux, trop strict. Pour avoir dépassé légèrement la tolérance, le mineur se verra privé du

fruit d'une heure de travail ou davantage ; et le plus souvent, il n'aura rien fait qui méritât une telle sanction.

Au fond de la galerie exigüe où il travaille dans une position exténuante, à la lueur falote de sa lampe de sûreté, il n'aura pu facilement apercevoir les corps étrangers qui semèlent au minéral ; il aura bien retiré les plus gros des morceaux de roche détachés par son coup de pic, mais beaucoup lui auront échappé ; du reste, à les rechercher dans cette obscurité, il perdrait un temps précieux. Lorsque son wagonnet est rempli, quelqu'un l'emmène rapidement jusqu'au puits. Au long des galeries qu'il suit sur une voie souvent inégale, un tassage se produit inévitablement, des morceaux viennent à tomber et c'est aux trois quarts plein qu'il arrive au jour.

Qu'on déduise les quantités manquantes, le poids des pierres ou du menu charbon, rien de plus juste. Mais pourquoi annuler, compter pour rien, une benne consciencieusement remplie ; si c'était chez un mineur une habitude d'envoyer des wagonnets insuffisants ou du charbon par trop impur, il y aurait lieu de sévir. Mais il y a une exagération manifeste à faire payer aussi cher à un ouvrier une légère erreur, presque toujours involontaire. On dira que le prix du charbon ainsi décompté est versé à la caisse de secours. Belle avance ! Est-ce cela qui donnera du pain aux enfants ? Il y a, certes, quelque chose de noble à faire secourir les malades par les ouvriers valides ; mais ici, ceux qui paient sont pris au hasard,

et ce ne sont pas toujours ceux qui peuvent le plus. Le sacrifice demandé est trop grand, inutile, et la caisse de secours a d'autres ressources qui l'alimentent.

Païement du poids réel de minerai extrait. — Pour être juste, il faudrait rémunérer les poids réels du minerai, déduction faite des matières étrangères qui peuvent y être mêlées, du poussier de charbon. Admettons-nous alors le contrôle de tous les wagonnets ? Ce serait à souhaiter, mais ce serait impossible à moins d'avoir beaucoup de marqueurs, et par suite, d'augmenter considérablement les frais généraux. Maintenons donc le paiement à la benne qui a l'avantage de la simplicité et de la rapidité, et ne doit pas donner lieu à de fortes erreurs. Mais lorsque l'attention du contrôleur sera attirée par la vue d'un wagonnet insuffisamment rempli, qu'il ne l'annule pas ; qu'il déduise seulement ce qui n'est pas du bon minerai, qu'il ne paye pas les manques dépassant la tolérance, mais qu'il paie ce qui a été extrait, ce qui représente tant de labeur. Il y a là un principe de justice et d'équité qui doit être respecté.

Le contrôle des mineurs. — Cependant, le marqueur sera-t-il suffisamment impartial ? Ne pourrait-on lui reprocher de favoriser ceux-ci, d'être trop sévère pour ceux-là, de fausser les résultats du pesage ? Le seul moyen de mettre un terme à ces soupçons, nous le connaissons : c'est de donner aux mineurs le droit d'assister aux différentes phases du

« mesurage » de leur travail. Ils acquerront ainsi la certitude que chacune de leurs bennes a été pointée ; si quelqu'une d'elles est l'objet d'un contrôle, ils seront là pour juger que la pesée, que les déductions, sont faites correctement ; leur présence, en un mot, évitera tout dissentiment, fera disparaître toute source de méfiance. Ce contrôle paraît légitime ; personne, sinon un employeur par trop susceptible, ne peut trouver mauvais qu'un ouvrier veuille se rendre un compte exact de son travail. Nous fait-on jamais grief de vérifier la monnaie qu'on nous rend ? Encore faut-il remarquer que dans le cas du mesurage du travail, le patron aurait moins de raisons de se formaliser d'un contrôle autorisé ou spécifié par la loi et exercé par tous.

Ce qui suffit, mais ce qui est nécessaire, c'est que cette vérification n'interrompe pas le travail, ne gêne pas le marqueur, que, sous le prétexte de s'assurer de la correction des opérations, celui qui contrôle ne se mêle pas des affaires. Ainsi compris, le contrôle est inattaquable ; au nom d'aucun principe, on ne saurait le refuser ; le patron consciencieux ne peut, au contraire, que se réjouir de cette pratique dont les moindres avantages sont de certifier son honnêteté et de garantir l'impartialité de son délégué.

Le contrôle par délégué. — Quant à la forme sous laquelle il s'exercera, elle s'impose ici. Le chantier, quelquefois situé à plusieurs centaines de mètres sous terre, est trop éloigné pour permettre de songer au

contrôle direct ; seul est possible le contrôle par délégué. Celui-ci sera un ouvrier ou un ancien mineur que ses camarades nommeront au scrutin et qui sera accepté par le patron. Son rôle sera d'assister à toutes les opérations accomplies par le marqueur, de contrôler leur précision, leur justesse ; il pourra essayer les bascules, examiner les poids, surveiller le pesage. le triage, veiller à ce que le contrôle des bennes soit fait impartialement, noter sur un carnet le nombre de berlines attribuées à chacun des ouvriers ; en un mot, il pourra, par tous les moyens honnêtes, acquérir la certitude que les opérations du pesage sont faites correctement, mais à la condition qu'il n'entrave pas l'action du peseur.

Ses gages lui seront, bien entendu, payés par ceux qui l'emploieront, c'est-à-dire les mineurs, et ce sera pour chacun un bien petit sacrifice en échange des services rendus. En fixant le salaire du contrôleur à 5 francs par jour par exemple, pour 150 ou 200 mineurs, les retenues que chacun s'imposera seront bien peu de chose.

Il y aurait dans ce sens une loi fort intéressante à faire ; en soumettant les wagonnets, les bascules, les poids servant au pesage du charbon au contrôle des vérificateurs des poids et mesures, et en donnant aux ouvriers le droit de nommer un délégué contrôleur, elle rendrait à tous ces braves travailleurs, ainsi qu'à leurs patrons, un immense service, puisqu'elle contribuerait à faire disparaître entre eux une source importante de malentendus et de dissentiments.

Grèves et réclamations. — A plusieurs reprises, et notamment dans ces dix dernières années, les ouvriers des mines de charbon ou des mines de fer, rémunérés à la tâche, ont adressé à leurs employeurs des réclamations à ce sujet. Il suffit de parcourir les derniers volumes des statistiques des grèves et des recours à la conciliation que publie *l'Office du Travail* pour se rendre compte de l'importance que les ouvriers attachent à ce droit de contrôle. En juin 1903, les mineurs de fer d'Hussigny-Godbrange (Meurthe-et-Moselle) (1), se mirent en grève ; une de leurs principales réclamations était le pesage des bennes en présence d'un délégué des ouvriers ; ils essuyèrent, du reste, un échec.

En mai 1904, les ardoisiers de Renazé (Mayenne) (2) rompirent à leur tour leurs contrats, les fonceurs ayant obtenu que l'abatage fût payé au mètre cube à raison de 1 fr. 50, au lieu d'être payé au mètre carré, plusieurs ouvriers de chaque chambrée devant être invités à assister aux métrés.

Le 26 avril 1905 (3), le personnel des mines de fer de Thil (Meurthe-et-Moselle) se mit en grève, parce qu'aucune réponse n'avait été faite à une liste de revendications présentée quelques jours avant, et dont la première était, ainsi qu'ils l'écrivaient au juge de paix le 6 mai :

1. *Off. du Trav. Statist. des Grèves*, 1903, p. 12, 13, 14, 15.

2. *Off. du Trav. Statis. des Grèves*, 1904, p. 56, 57, 58, 59.

3. *Off. du Trav. Statist. des Grèves*, p. 12, 13, 14, 15, 497 et suiv.

Le pesage des wagonnets par un délégué nommé et payé par les ouvriers est remplaçable à leur gré. Toutefois, si la direction avait des griefs contre ce délégué, elle en ferait part aux ouvriers : les griefs seraient examinés d'un commun accord entre la direction et les ouvriers, et s'ils étaient reconnus fondés, le délégué serait remplacé immédiatement.

Après l'échec de la conciliation et de l'arbitrage, le secrétaire général de la préfecture offrit sa médiation qui fut acceptée, et dans la décision qui mit fin à la grève, le 23 mai, on lit :

Un contrôleur nommé et payé par les ouvriers assistera au pesage des wagonnets de minerai ; il pourra être remplacé, soit au gré des ouvriers, soit sur des griefs exprimés par la direction.

Le 26 juin 1905, la direction de la mine de Godbrange reçut la lettre suivante, émanant du syndicat ouvrier :

Depuis quelque temps, les ouvriers mineurs se plaignent que, malgré la diminution acceptée par eux en vue de la régularité du pesage des wagonnets, celui-ci devient de jour en jour plus défectueux. Les ouvriers se trouvent ainsi dupés et lésés, et les réclamations individuelles qui, à si juste titre, ont été formulées, n'ont jamais obtenu qu'une fin de non-recevoir. C'est pourquoi aujourd'hui les mineurs jugent absolument indispensable, pour la sauvegarde de leurs intérêts, de vous soumettre d'un commun accord, les légitimes revendications suivantes : « 1^o qu'un contrôleur à la bascule soit nommé et payé par les ouvriers ; 2^o que les wagonnets de minerai jugés stériles et défec-

tueux, soient garés et laissés de côté à la disposition des ouvriers pour le triage, afin que le bon minerai leur soit compté ».

M. C., qui était également directeur de la mine de la Côte-Rouge, à Hussigny (1), recevait, le lendemain, une lettre des ouvriers de cette exploitation :

Les ouvriers de la Côte-Rouge, se solidarisant avec leurs camarades des mines de Godbrange, et considérant que, comme eux, ils ont de légitimes réclamations à formuler, ont l'honneur de vous soumettre les revendications suivantes : 1^o qu'un contrôleur à la bascule soit nommé et payé par les ouvriers ; 2^o que les wagonnets chargés de minerai maigre soient garés pendant 24 heures afin que les ouvriers puissent trier le bon minerai qui leur sera payé.

Le 28 juin, les ouvriers de la Société des mines d'Hussigny adressèrent à leur tour des revendications à leur directeur ; leurs demandes étaient à peu près identiques à celles des mineurs des autres exploitations. Ne recevant pas de réponse, ils se mirent en grève le 29 juin au soir. Par solidarité, les mouleurs de la concession de Moulaines, à Haucourt, cessèrent le 4 juillet le travail, ainsi qu'à la mine de Saulnes (12 juillet).

Simultanément, des grèves se produisirent sur le territoire luxembourgeois (2). A la mine de la Sau-

1. *Off. du Trav. Statist. des Grèves*, 1905, p. 16, 17, 18, 19, 531 et suiv.

2. *Off. du Trav. Statist. des Grèves*, 1905, p. 533.

vage, les 380 mineurs suspendirent le travail pendant une demi-journée le 1^{er} juillet et obtinrent pleine satisfaction, c'est-à-dire augmentation de salaire de 25 0/0 et contrôle du pesage des wagonnets, etc.

L'entente se fit le 7 août : pour les trois mines de Hussigny, de la Côte-Rouge et de Godbrange, il était particulièrement convenu que le contrôleur à la bascule serait nommé et payé par les ouvriers et agréé par les patrons (1).

Le 10, intervint un accord pour les mineurs de Moulaines : il pourrait désormais avoir un contrôleur à la bascule nommé et payé par les ouvriers et agréé par les patrons.

Pour la mine de Saulnes, l'accord se fit le 19 août :

Les ouvriers qui le désirent sont libres de nommer un contrôleur à la bascule qui sera payé par eux et agréé par les patrons. Il sera renouvelable au gré des ouvriers. Ce contrôleur sera payé par ceux qui le réclament, d'après les principes adoptés par les mines avoisinantes. Les wagonnets contenant du minerai défectueux seront examinés contradictoirement par le basculeur et le contrôleur des ouvriers ; et le mauvais minerai sera déduit du poids des wagonnets.

C'est encore les mines de la concession du Val-de-Fer, mines de fer exploitée à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) (2) qui présentèrent à la direction le 4 juillet 1905, une liste de 7 revendications compor-

1. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1905, p. 534-535.

2. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1905, p. 16, 17, 18, 19, 542.

tant le renvoi du contrôleur préposé à la bascule et son remplacement par un contrôleur désigné par les ouvriers ; la compagnie leur accorda satisfaction, et il n'y eût de grève que pour d'autres réclamations.

Le 4 août 1902 le directeur de la mine de fer d'Auboué (Meurthe-et-Moselle) (1) exploitée par la Société des Forges et Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson faisait afficher l'avis suivant :

Je suis informé qu'un certain nombre d'ouvriers ont manifesté le désir d'avoir un représentant ouvrier pour assister au pesage du minerai. Je suis tout disposé dès maintenant à leur donner satisfaction. Donc les ouvriers pourront dès aujourd'hui, s'ils le veulent, nommer un délégué qu'ils paieront pour surveiller le pesage.

Malgré cette assurance, tout le personnel déserta le chantier du 24 au 26 août. Les ouvriers avaient ajouté des revendications nouvelles. Par l'intermédiaire du juge de paix de Briey, un accord intervint :

Délégué à la bascule: les ouvriers nommeront un délégué à la bascule qu'ils présenteront à l'acceptation du directeur de la mine. Ce délégué sera payé par les ouvriers. L'exploitant fera, sur les salaires des ouvriers mentionnés sur une liste des adhérents, une retenue proportionnelle à leurs salaires pour servir au délégué des appointements de 150 francs par mois et par délégué. Un délégué suppléant sera également présenté à l'acceptation. La liste des adhérents devra être présentée à l'exploitant par les soins des ouvriers.

1. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1905, p. 20, 21, 22, 23, 583 et suiv.

En 1906 encore, parmi les revendications des mineurs de fer de Ludres (Meurthe-et-Moselle) (1), nous retrouvons cette demande du contrôle des wagonnets par un délégué ouvrier. Cette fois, ils ne réussirent pas.

Au mois de février de la même année, même demande des mineurs de fer d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) (2), demande accordée par la direction pourvu que le délégué fût pris parmi le personnel ouvrier de la mine et agréé par la société. Même demande encore en mars, de la part des mineurs et métallurgistes du fer de Jœuf (Meurthe-et-Moselle), mais sans succès.

Pour le même motif, les mineurs de Frouard et de Bouxières-aux-Dames (Meurthe-et-Moselle) (3) se mirent en grève, et obtinrent satisfaction. Les carriers qui, de leur côté, avaient cessé le travail en vue d'obtenir le paiement à la tonne au lieu du paiement au wagonnet ne furent pas aussi heureux.

Citons enfin les grèves qui eurent lieu dans le même but dans le personnel des mines du fer de Messein (4) (Meurthe-et-Moselle), 17 mars, 17 avril, de Champigneules (5) 19 mars, 6 avril et qui réussirent; des mineurs de fer de Hussigny, 22-23 avril 1907.

Tous ces exemples montrent quelle importance les

1. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1906, p. 24, 25, 26, 27.

2. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1906, p. 24, 25, 26, 27, 594 et suiv.

3. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1906, p. 28 29, 30, 31.

4. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1906, p. 28, 29, 30 31.

5. *Off. du Trav. Statist. des grèves*, 1906, p. 28, 29, 30, 31.

ouvriers mineurs attachent à cette institution d'un d'un délégué au pesage. Pour eux, c'est la certitude qu'ils ne sont pas exploités, et qu'ils sont traités également et impartialement ; ne pourrait-on pas citer un exemple de fraude, que cette institution serait malgré tout désirable au plus haut point, puisqu'elle donne à l'ouvrier une absolue confiance en son patron.

Les différentes industries extractives. — Nous avons parlé des mineurs du charbon ou du fer ; mais il faut remarquer que ce n'est pas là une énumération limitative. Toute industrie extractive dont les ouvriers sont payés au wagonnet, ou à la benne, doit être considérée comme rentrant dans le champ de cette étude ; du moment où il y a pesage d'une certaine quantité de matière, minéral ou autre, par un délégué patronal, il est naturel qu'on permette à l'ouvrier de vérifier l'opération du pesage soit par lui-même, soit par délégué. Nous en avons du reste un exemple dans la grève des ouvriers ardoisiers de Renazé (Mayenne) qui à la suite de la substitution du mètre cube au mètre carré comme base de paiement, demandaient à assister aux métrés. On conçoit que l'intérêt de l'obtention de ce droit soit le même pour les carriers que pour les mineurs ; l'analogie du résultat tient moins à la similitude des industries qu'à l'analogie du mode de paiement.

Le rôle des contrats collectifs de travail. — Nous avons vu que jusqu'ici, à défaut d'une loi donnant aux

mineurs ce droit qu'ils réclament, satisfaction leur avait été volontairement donnée par quelques patrons. Les règlements qui sont intervenus constituent de véritables contrats collectifs de travail, c'est-à-dire un ensemble de conditions qui s'imposent aux contrats de travail proprements dits, contrats individuels ou contrats d'équipe, peu importe, que peuvent dans la suite conclure les ouvriers ou les patrons visés par les contrats collectifs (1). M. Jay, tout en montrant que ces conventions relatives au contrôle des ouvriers dépassent légèrement le cadre du contrat de travail proprement dit, a noté l'importance que peut avoir pour les intéressés leur introduction dans le contrat collectif dans le silence de la loi.

Il est d'ordinaire, dit-il (p. 10), un plus ou moins grand nombre de clauses qui, destinées à régler les rapports du ou des patrons avec la collectivité ouvrière, dépassent nécessairement par là même le cadre du contrat de travail proprement dit. On doit considérer comme telles la plupart des stipulations écrites dans le but de garantir l'exécution loyale et complète de la réglementation contractuelle des conditions du travail introduites par le contrat collectif.

On a pu dire que, par-dessus le noyau qui constitue la réglementation contractuelle des conditions du travail, les stipulations forment comme une enveloppe protectrice. A cet ordre d'idées, il conviendra notamment de rattacher : les clauses garantissant à l'ensemble des ouvriers certains

1. R. Jay, le Contrat collectif de travail, *Revue d'écon. polit.*, 1907, p. 5.

droits de contrôle comme celui-ci que l'on trouve dans les contrats collectifs relatifs aux mines.

Et il cite les conventions par lesquelles les ouvriers obtiennent le droit de nommer un contrôleur à la bascule.

Nécessité d'une loi réglementant le mesurage du travail dans les mines. — Cela montre ce qu'on est en droit d'attendre à ce point de vue du contrat collectif de travail ; mais ce n'est pas suffisant, à notre avis ; pour obtenir la conclusion de chacun des accords que nous avons vus, une grève a été nécessaire ; chaque victoire a nécessité une lutte, et c'est précisément le but de la loi d'éviter la guerre. C'est le rôle du législateur d'édicter des règles qui s'imposent aux parties d'un contrat, leur donnant la protection qui leur est nécessaire. règles qu'elles ne peuvent obtenir elles-mêmes qu'à la suite de luttes toujours à regretter.

C'est pourquoi nous demandons au législateur de voter cette loi, de donner aux ouvriers ce droit de contrôle, de satisfaire une revendication légitime et nullement dommageable pour leurs patrons.

Preuves des salaires convenus. — Il est une question qui nous a longuement retenus lorsque nous avons traité de l'industrie textile, et sur laquelle relativement à l'industrie minière, nous n'avons trouvé que fort peu de réclamations, surtout de réclamations précises. Nous voulons parler de la constatation des

salaires dont nous avons cherché la solution dans l'attribution à chaque employé d'un livret de compte et dans l'affichage des tarifs,

Dans sa thèse sur les conditions du travail dans les mines, M. Amieux dit seulement (1) :

Enfin ceux-ci (les mineurs) se plaignent encore de ne pouvoir contrôler les salaires qui leur sont attribués.

On pourrait penser que le salaire étant ici déterminé « à la benne », il n'y a presque pas de difficultés, l'aveu de nombreux ouvriers suffisant le plus souvent à dissiper le doute qui pourrait s'élever à l'occasion de ce salaire. Il n'en est pas précisément ainsi ; et si dans l'industrie textile nous voyons dans un même établissement des ouvriers travailler à différents tarifs selon la nature de l'ouvrage qu'ils exécutent, il nous faut reconnaître qu'il y a presque autant de différences entre les tarifs de salaires appliqués aux ouvriers d'une même mine. Avec ses galeries superposées dans le sous-sol, la mine apparaît comme une gigantesque usine à plusieurs étages. Mais ici, il n'est pas indifférent de travailler au premier ou au deuxième, car les conditions physiques et géologiques rendent le travail plus difficile à mesure qu'on pénètre plus profondément. C'est la chaleur qui augmente dans une notable proportion, la difficulté d'aération des galeries inférieures, les sources qui peuvent jaillir ici ou là et inonder le chantier, les difficultés d'épuisement des eaux, et surtout celles inhérentes à la condition

1. Amieux, *loc. cit.*, p. 187.

du sol: ici les filons de minerai seront horizontaux, là ils formeront avec l'horizontale un angle plus ou moins prononcé; ici le filon étant important permettra de creuser de vastes galeries, là le mineur devra travailler couché; ici le minerai sera friable, là il se présentera très dur, très dense et la pioche l'entamera difficilement; ici enfin, la consistance du sous-sol donnera beaucoup de sécurité, alors qu'à côté les éboulements seront fréquents. Ce sont là autant de raisons qui font que le prix uniforme de la tonne extraite ou du mètre d'avancement est fort variable dans la même exploitation, et pour une même équipe.

En principe, dit M. Simiand dans son remarquable ouvrage sur le salaire des ouvriers des mines de charbon en France, le prix doit être tel, dans chaque cas, qu'il permette à un ouvrier moyen travaillant normalement de gagner par jour un certain salaire considéré comme type. Mais en fait, ou bien, à diverses reprises et en diverses exploitations, ce prix s'est trouvé fixé par un marchandage avec les diverses équipes en présence, par une adjudication au moins demandant pour une équipe donnée; ou bien généralement, surtout aujourd'hui, il est fixé dans chaque cas, et pour une quinzaine, par un débat entre l'équipe et l'ingénieur (ou d'abord le porion); il est sujet à révision, les désaccords ou les litiges, s'il y en a, étant tranchés en dernier ressort par l'ingénieur en chef.

On voit combien de difficultés peuvent naître de cet état de choses, de cette instabilité des salaires. Telle équipe qui travaille une quinzaine d'après tel

tarif, travaillera la quinzaine suivante à un tarif différent. Comment, dans ces conditions, les mineurs peuvent-ils être sûrs des conditions de salaires qui leur sont faites, si elles ne sont fixées par écrit ? Sans parler des organisations chargées d'établir ces taux de salaires, de trancher les différents y relatifs, on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu de donner, au moins au chef d'équipe, un livret de compte sur lequel le patron noterait les salaires acceptés de part et d'autre pour la période d'exploitation, ainsi que la répartition de ces salaires entre les hommes de cette équipe. En exigeant en même temps des exploitants l'affichage des tarifs de salaires alloués aux différentes équipes (et ici, on n'aura guère à craindre de divulgations) il nous semble qu'on pourrait rendre aux mineurs un gros service, puisqu'il ne tendrait rien moins qu'à leur donner, à eux qui souvent l'ignorent, la connaissance exacte et la preuve des conditions auxquelles ils travaillent. Ce serait un point de ressemblance de plus entre les conditions du mesurage du travail à la tâche dans les mines et celles de ce même travail dans l'industrie textile ; et cela nous rapprocherait davantage des conditions théoriques du mesurage du travail à la tâche examinées dans une première partie, et que nous a dictées le bon sens.

CHAPITRE XIV

INDUSTRIES DIVERSES

Nous avons examiné jusqu'ici le mesurage du travail à la tâche dans les deux industries, textile et minière, où il a fait l'objet de réglementation soit légale (loi de 1850), soit conventionnelle (contrat collectif de travail dans l'industrie minière).

Mais c'est de toutes les industries en général, où les ouvriers sont rémunérés à la tâche qu'il faudrait redire ces conditions qui nous sont apparues comme nécessaires pour assurer un exact et loyal mesurage.

Que ce soit l'industrie des conserves où les ouvriers sont payés à la boîte ou à la douzaine de boîtes, la briqueterie où ils sont payés au nombre de briques, les différentes industries métallurgiques où ils sont payés aux pièces, etc... il apparaît qu'il faut leur donner la constatation écrite des conditions techniques et des conditions de salaire de leur travail, ainsi qu'un droit de contrôle au mesurage et par dessus tout cela imposer, partout où cela est possible, l'emploi de mesures conformes au système métrique décimal.

Nous ne pouvons que renvoyer, relativement à ces

différentes industries, à tout ce que nous avons dit jusqu'ici ; nous nous contenterons seulement de dire quelques mots de deux ou trois industries spéciales où des abus trop flagrants ont donné lieu à des réclamations.

La tannerie. — De l'ouvrage intitulé *Associations professionnelles ouvrières* publié par l'Office du Travail, nous extrayons ceci, touchant *les tanneurs* de Marseille (1) :

La Chambre syndicale des ouvriers tanneurs déclare :
« La tendance des patrons à augmenter la force des cuvées
« s'explique par ce fait que le prix de la cuvée reste le
« même si les ouvriers travaillent aux pièces. »

Tout commentaire serait superflu ; nous sommes là en présence d'un cas où l'unité de compte est mal déterminée, et par conséquent susceptible d'augmentation ou de diminution, où le contrôle de l'ouvrier ne s'exerce malheureusement pas. Cela montre une fois de plus l'intérêt qu'il y aurait à promulguer une loi réglementant le travail à la tâche. Alors que l'unité de paiement est la cuvée comprenant quelques douzaines de petites et de grandes peaux, les ouvriers luttent pour obtenir que le chiffre des peaux, une fois fixé, ne soit pas indûment augmenté, sans augmentation de salaire.

La boulangerie. — Dans le même ouvrage (2) et relativement à la *boulangerie*, nous lisons :

1. *Loc. cit.*, t. II, p. 182.

2. *Loc. cit.*, t. I, pp. 495, 497, 503.

Dans la boulangerie, l'unité de paiement est la fournée; elle est variable au gré du patron qui peut modifier le nombre de kilogrammes de farine, ou le nombre de pains dont elle se compose. De nombreuses grèves, en ces dernières années, ont eu justement pour but d'établir *ne varietur* le nombre de kilogrammes que la fournée doit comprendre.

L'industrie de la taille du diamant. — La loi de 1851 a imposé, nous le savons, au moins dans les relations commerciales, l'usage des unités du système métrique. Il est cependant une branche de commerce dans laquelle cette loi n'est nullement observée, nous voulons parler de la vente des pierres précieuses. L'unité couramment employée est le carat qui valait jusqu'à ces derniers temps 205 milligrammes; le grain, $1/4$ du carat, valait 51 milligrammes environ. Depuis le 1^{er} avril 1911, cependant, une certaine réforme a été réalisée consistant dans l'unification du carat; il vaut désormais 200 milligrammes, et le grain exactement 50 milligrammes. Bien que l'on puisse attendre des résultats satisfaisants de cette réforme, il n'y a pas moins là, malgré tout, une violation de la loi de 1851. Cela est d'autant plus grave que les balances de précision et les poids dont se servent les lapidaires pour leur commerce ainsi que pour la rémunération de leurs ouvriers employés à la tâche, sont des instruments particuliers, non soumis au contrôle des vérificateurs des poids et mesures, et cependant vérifiés par des inspecteurs spéciaux, non reconnus

par la loi. Il y a là une double contravention à la législation relative aux poids et aux mesures.

Nous ne jugerons pas les motifs de cette dérogation, qui tient à la valeur particulière du diamant. Mais nous constaterons seulement que le travailleur dont le salaire a pour base le carat n'est pas suffisamment protégé du fait de cette indétermination « théorique » de la valeur de l'unité. Il est probable du reste qu'elle ne le sera jamais plus, puisque l'acheteur lui-même n'a d'autre garantie que la confiance que lui inspire les lapidaires.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude de la situation de la France dans ce problème du mesurage du travail à la tâche. Nous avons pu voir que si notre pays a tenté de bonne heure d'en trouver une solution quant à l'industrie textile, où il se pose d'une façon particulièrement intéressante, il n'a guère donné suite malheureusement à son idée première. L'émotion que causèrent en 1904 les révélations de MM. Dron et Mirman s'apaisa bien vite, parmi d'autres soucis; et le projet déposé en 1909 par M. Viviani paraît tout à fait oublié. Une telle indifférence ne s'explique pourtant pas après l'enquête de 1906-1908 dont les résultats ont montré l'intérêt qu'employeurs et employés attachent à la question.

Une réglementation du mesurage du travail à la tâche ne s'impose pas moins dans l'industrie minière;

la meilleure preuve en est dans ces contrats collectifs auxquels les ouvriers demandent une protection que la loi ne leur donne pas ; mais ce n'est que trop souvent par la grève qu'ils l'obtiennent, et cela suffit à motiver une intervention légale.

Il nous faut enfin regretter cette lacune de la législation française qui, en n'organisant pas le contrôle des poids et des mesures servant à la détermination des salaires, refuse sans motif de protéger tous les ouvriers payés à la tâche, à quelque industrie qu'ils appartiennent.

TROISIÈME PARTIE

L'EXPÉRIENCE ÉTRANGÈRE

Après avoir recherché à quelles conditions paraît devoir répondre le mesurage du travail à la tâche, étudié les tentatives faites en France, soit par le législateur, soit l'initiative privée, pour solutionner le problème dans des industries particulières, nous devons nous demander ce qu'ont réalisé à ce point de vue les pays étrangers. Ils sont trois qui vont nous apporter le résultat de leur propre expérience ; l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique. Nous ne croyons pas devoir séparer de la Grande-Bretagne l'État du Massachusetts qui s'est contenté de lui prendre textuellement quelques-uns de ses textes sur la matière. Il n'y a pas là une tentative proprement dite ; et c'est tout au plus si nous pouvons y voir déjà un argument en faveur de la méthode anglaise, toute de détails et de précision.

A. — L'EXPÉRIENCE BELGE

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS DU 15 JUIN 1896

Alois qu'en France, la première tentative de réglementation légale du mesurage du travail à la tâche remonte à plus d'un demi siècle, c'est seulement dans ces dernières années que les pouvoirs publics se sont, en Belgique, préoccupés de cette question.

Loi du 15 juin 1896, complétant la loi du 16 août 1887. — Droit de contrôle des ouvriers. — La loi du 16 août 1887 qui concerne le paiement des salaires aux ouvriers n'avait rien dit du règlement particulier de la rémunération du travail à la tâche; elle fut complétée le 15 juin 1906 par une loi ne comportant que l'article suivant (1) :

Art. 10 *bis*. — Nonobstant toute convention contraire, l'ouvrier a toujours le droit de contrôler les mesurages, pesées ou toutes autres opérations quelconques qui ont

1. Annexe, n° 9.

pour but de déterminer la quantité, la qualité d'ouvrage par lui fourni et ainsi de fixer le montant du salaire. Quiconque aura entravé l'ouvrier dans l'exercice de ce contrôle sera puni conformément à l'alinéa premier de l'article 10 (de la loi de 1887. Amende de 50 à 2.000 fr.). Toute action du chef de cette infraction sera prescrite par six mois.

Le premier effort du législateur belge avait donc pour but de donner à l'ouvrier le droit de contrôler toute opération de mesurage de laquelle dépend la fixation de son salaire, droit qu'en France aucun texte de loi n'a jusqu'ici reconnu, malgré son importance.

Ce droit, du reste, vise toutes les industries dans lesquelles le travail est payé aux pièces, tandis que la loi française de 1850 ne s'appliquait qu'à une industrie particulière, et à l'origine à une région déterminée.

Loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers.

— Le même jour fut promulguée une loi sur les règlements d'ateliers (1), prescrivant que ceux-ci devraient contenir des indications précises relativement à la manière dont le salaire est établi. L'article 2, notamment, prévoit que, lorsque l'ouvrier travaille à la tâche, ces indications devront comprendre le mode du mesurage et du contrôle,

Discussion. Objections faites au projet. — Le vote de

1. Annexe, n° 10.

ces prescriptions n'avait pas d'ailleurs été sans difficultés. Différentes objections d'ordre pratique avaient été formulées par des industriels lors du dépôt du projet du gouvernement (1).

Les mesurages, disaient-ils, sont impossibles à faire exactement dans certaines filatures de Verviers où le comptage se fait par écheveau fini, mais où l'écheveau a passé par une série d'opérations diverses; il en est de même dans les charbonnages relativement au mesurage et au contrôle des berlaines; on sait, en effet, que depuis un temps immémorial le salaire de l'ouvrage abattu se calcule d'après le nombre de berlaines amenées au jour et d'après la nature du travail produit. Il faut constater si le charbon est propre, s'il ne contient pas trop de pierres, d'après l'usage admis. Les ouvriers du fond devaient-ils dorénavant, se demandait-on, être obligés de remonter à la surface pour faire le calcul dont il s'agit, ou bien le contrôle serait-il organisé dans la fosse elle-même et dans les galeries inférieures, ce qui n'est guère possible?

Répondant à ces objections, M. Woeste, dit à la Chambre des Représentants, qu'à son avis un mesurage approximatif était toujours possible, et qu'il fallait tenir compte de la nécessité; et quant au charbonnage, que les ouvriers de la surface qui contrôlent les berlaines devaient évidemment être considérés comme les mandataires de leurs camarades du fond.

On avait également objecté que la disposition du

1. *Annales parlementaires belges*. Discussion de la loi sur les règlements d'atelier. Ch. des Représentants. Séance du 17 avril 1896, t. II, p. 1079 et suiv.

3° de l'article 2 était incompatible avec la loi complétant celle du 6 août 1887.

D'une part, disait-on, et d'après le projet concernant les règlements d'ateliers, la loi permet au patron d'organiser comme il l'entend le mesurage et le contrôle de la quantité ou de la qualité de l'ouvrage fourni par l'ouvrier, à la seule condition de dire expressément, dans des règlements écrits, comment ce mesurage et ce contrôle seront établis. D'autre part, et d'après le projet relatif au paiement au salaire, la loi déclare radicalement nuls les mêmes règlements d'ateliers du moment qu'ils mettent un obstacle quelconque au droit de contrôle absolu et permanent qu'elle décrète en faveur de l'ouvrier. Il y a là évidemment des principes contradictoires.

A cette objection, M. Woeste répondit que sans doute, il était dit dans la loi nouvelle que l'ouvrier avait toujours le droit de contrôler les mesurages et les pesées, mais que cela ne voulait pas dire qu'il aurait le droit d'exercer et de contrôler pendant toute la journée et à toute heure du jour. Ce serait manifestement une interprétation irrationnelle. Ce qu'on voulait par cette loi, c'est que l'ouvrier pût exiger que l'ouvrage soit mesuré; mais de là ne suit pas que l'ouvrage ne dût pas être mesuré suivant le mode déterminé par le règlement d'atelier. En d'autres termes, la loi votée posait le principe, la loi en discussion en réglait l'application. Il n'y a donc pas de contradiction entre elles (1).

1. *Annales parlementaires belges*. Discussions de la loi sur le

Au Sénat, M. Nyssens, ministre de l'Industrie et du Travail (1), disait d'une façon générale, pour justifier la disposition du n° 3 de l'article 2 :

Il est utile et nécessaire que le règlement s'explique sur la manière dont le salaire est déterminé et sur le mode de mesurage et de contrôle. Lorsque l'ouvrier est rétribué à la tâche ou à l'entreprise, la question du contrôle du mesurage a une grande importance. L'honorable M. Dupont, dans son rapport sur le projet de loi relatif au contrôle de la fixation des salaires, s'appuie, en effet, sur la disposition de l'article 2 du projet que nous discutons pour expliquer cette autre loi nouvelle. Celle-ci consacre le principe du droit au contrôle ; nous en réglons ici l'application, et les juges trouveront précisément dans notre article 2 une base d'appréciation quant au point de savoir s'il y a ou non infraction aux dispositions établissant le droit de contrôle.

Quels sont les moyens de contrôle ? Ils dépendent de la nature de l'entreprise. Il y a telles entreprises où l'on pourra se borner à dire que l'ouvrier assistera aux mesurages. Mais il y a des industries où l'ouvrier ne peut pratiquement exercer lui-même le contrôle : ainsi dans les houillères, l'ouvrier reste au fond, alors que la berlaine est remontée et vidée à la surface. Il y aura donc des dispositions spéciales à prendre dans le règlement d'atelier ; on dira, par exemple, que les ouvriers délègueront un mandat pour assister au mesurage des berlaines.

règlements d'atelier. Ch. des représentants, t. II, p. 1090 et suiv.
1. Voir Boissard, p. 75 et 76, note.

Exactitude comparée des différents modes de mesurage. — Relativement aux modes de mesurage que devait désormais indiquer le règlement d'atelier, M. de Malempre fit lors de la discussion du projet de 1896 (1) une déclaration fort intéressante sur leur degré d'exactitude comparée.

Dans l'industrie lainière, disait-il, lorsque les ouvriers sont rétribués à la tâche, la pièce d'étoffe est mesurée sur une table ou un rouleau ; mais ce mode de mesurage n'indique pas toujours la longueur exacte de la pièce ni le nombre de duites qui se trouvent dans celle-ci. Aussi, très souvent l'ouvrier tisserand est-il frustré d'une partie de son travail. L'an dernier, j'avais appelé l'attention du gouvernement sur cette situation, et j'avais indiqué les remèdes. Mon avis a été alors partagé par la commission d'enquête (2).

Dans un rapport adressé à M. de Bruyn, ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, la commission disait :

Comptage des duites. — Le système actuellement employé dans presque tous les ateliers est celui que nous avons décrit ci-dessus (calcul de la moyenne des duites dans une longueur déterminée). Honnêtement appliqué par le fabricant, il donne des résultats très approchés. Toutefois le mesurage et le comptage des duites doivent se faire simultanément, soit sur la pièce humide, soit sur la pièce sèche. En effet, la pièce déroulée à l'instant même

1. *Annales parlementaires belges*. Ch. des représentants. Séance du 23 avril 1896.

2. *Annales parlementaires belges*, 1896, p. 1134.

du métier et encore humide est évidemment plus longue qu'une pièce tirée du métier depuis quelques jours et qui a forcément subi un retrait. Pour des pièces d'une longueur moyenne de 50 mètres, le retrait atteint quelquefois 50 à 60 centimètres. Il s'en suit que l'on ne peut faire le compte des duites, la pièce étant sur le métier, et le mesurage quand la pièce est séchée. L'appréciation de M. Malempre est donc parfaitement exacte. Il existe toutefois un appareil qui donne le compte des duites à une duite près; c'est le compte-duites automatique. Il est appliqué dans quelques ateliers de Verviers, notamment chez M. Peltzer et fils et chez M. Garot. La maison Simonis a également mis à l'essai trois ou quatre compteurs automatiques.

La Commission décrivait ensuite les compteurs automatiques, et concluait :

Sur la proposition de M. Derosse, notre collègue ouvrier, proposition à laquelle les autres membres de la commission se rallient, nous émettons le vœu de voir adopté bientôt le compte-duites automatique dans les établissements de Verviers. L'emploi de cet appareil, outre qu'il assurerait le comptage tout à fait exact des duites supprimerait en fait le mesurage au rouleau et à la table, ainsi que toutes les contestations qui résultent de ces modes d'opération.

Parlant du mesurage, le rapporteur de cette commission disait :

Le mesurage au rouleau. — Le mesurage au rouleau est tenu en suspicion par les tisserands et en fait, cette

méthode n'est pas d'une exactitude suffisante ; suivant qu'une pièce est plus ou moins épaisse, les résultats sont différents. Enfin, si le rouleau supérieur n'adhère pas complètement au rouleau inférieur, il se produit des glissements, et une partie de l'étoffe passe sans être mesurée. Les plis dans l'étoffe donnent les mêmes résultats. La non adhérence pourrait être produite volontairement et entraînerait ainsi pour l'ouvrier une perte de salaire. De deux ou trois rouleaux mesureurs que nous avons fait fonctionner chez différents industriels, aucun n'a donné des résultats exacts ; ils étaient ou trop forts ou trop faibles. Cet appareil doit donc être condamné.

Le mesurage à la table. — En ce qui concerne les tables, il importe qu'elles soient justes et qu'elles aient exactement la longueur de 2, 3 ou 4 mètres que leur attribue le fabricant. Nous avons, en effet, trouvé une table récemment recoupée dont le milieu ancien, marqué par un trait, nous a permis de constater que cette table avait antérieurement 2 m. 02 au lieu de 2 mètres. Dans ce cas, le tisserand perdait 1 o/o de son salaire. Il est donc clair que les tables à mesurer, bien qu'elles ne servent pas à régler les transactions commerciales, devraient être poinçonnées et annuellement vérifiées par le service des poids et mesures. Le contrôle et le poinçonnage pourraient se faire au domicile des fabricants. Une modification dans ce sens à la loi du 1^{er} octobre 1855 sur l'emploi des poids et mesures serait la conséquence naturelle de ce desideratum.

A l'objection de M. Nyssens que cela n'était pas en discussion, M. de Malempre répondit :

La question est autrement importante qu'on ne paraît se

l'imaginer. Hier encore, on m'affirmait qu'un patron avait chez lui une table mesurant 1 m. 47 et comptant avec certains ouvriers pour 1 m. 45. Un autre patron a été convaincu d'avoir un peu avant la visite de la commission fait raccourcir de 2 centimètres la table sur laquelle il mesurait, et d'avoir ainsi pendant tout le temps que cette table a été en usage, frustré les ouvriers tisserands de 1 o/o de leur salaire. Un membre de la commission a calculé que de ce fait les ouvriers avaient perdu 8.000 francs.

Lacunes de la loi du 15 juin 1896. — En dépit des efforts de M. de Malempre, aucune modification ne fut apportée au projet en discussion. Il était cependant loin d'être parfait, et s'il reconnaissait aux ouvriers le droit de contrôler les opérations de mesurage, s'il obligeait les patrons à leur fournir par écrit des indications sur le mode de rémunération, de mesurage de leur travail, ou de contrôle de ce mesurage, il ne disait presque rien de l'exercice de ce droit et de ses différentes applications. On ne devait pas tarder à s'en apercevoir.

Grèves et réclamations. — Les statistiques des grèves, pour la Belgique, sont éloquentes à ce sujet. C'est ainsi que le 20 février 1896 (1), les tisseurs mécaniques de lin de la Flandre occidentale se mettaient en grève en vue d'obtenir le droit de contrôler le calcul de leur salaire. Une transaction intervint.

1. *Office du travail belge.* Statistique des grèves et des recours à la conciliation pour l'année 1896.

Le 9 février 1897 (1), les tisserands d'Aerschot demandaient le contrôle du mesurage des pièces.

Même demande de la part des tisserands de Renaix, le 30 septembre de la même année.

Les rapports des inspecteurs du travail viennent du reste corroborer ces résultats. Si parfois ils constatent que les patrons permettent l'exercice du droit de contrôle de leurs ouvriers, souvent aussi ils notent qu'ils le leur refusent. Ainsi l'inspecteur du septième district (Tournai) écrivait dans son rapport pour l'année 1896 (2).

Le contrôle de l'ouvrier est admis dans les établissements visités. Les ouvriers sont munis d'un calepin sur lequel sont inscrits les poids, les quantités, la nature de l'objet fabriqué et le prix fixé par unité. Quand le travail s'y prête, un chef de brigade assiste au contrôle des pesées, mesurages, et reçoit, le jour de la paie, l'argent pour toute la brigade.

Au contraire dans le dixième district (Liège), l'inspecteur disait :

Il y a de nombreuses réclamations d'ouvriers qui se plaignent du manque de contrôle. Presque partout, l'ouvrier réclame l'adoption d'un compteur automatique de duites. Les maisons les plus importantes ont adopté cet appareil qui satisfait tout le monde et dont l'emploi supprime toute cause d'erreur, donc toute contestation, et tout soupçon de fraude.

1. *Office du travail belge*, Rapports de l'instruction du travail 1897, (publié en 1898. Rubrique : *Règlements d'atelier*).

2. *Id.* Année 1896 (publié en 1897). Rubrique : *Règlements d'atelier*.

En 1899, les carriers de la Seille se mettaient en grève et demandaient le droit de contrôler le pesage des wagonnets servant au calcul des salaires.

L'inspecteur du travail du cinquième district (Courtrai) disait par contre en 1898 (1) que le contrôle était pratiqué effectivement chez les teilleurs de lin travaillant au kilogramme, car ils assistaient toujours à la pesée. Mais il ajoutait aussitôt que le contrôle était nul pour la majorité des tisseurs.

Le 13 juin 1900 éclatait une grève des tisseurs de Courtrai (2) ; parmi leurs revendications, il faut noter :

1°

2° L'affichage du tarif des salaires ;

3° L'indication de la longueur des pièces ou des chaînes et la faculté de contrôler le mesurage ;

4°

Quant à la troisième réclamation, l'inspecteur du travail, saisi par les grévistes de leurs griefs, constata qu'en effet les ouvriers n'étaient pas mis en état de contrôler le calcul de leurs salaires et le mesurage de leur travail, et procès-verbal fut dressé au patron.

Il est intéressant de se référer au rapport de l'inspecteur de ce district (Courtrai), M. de Bruycker (3). Nous y trouvons, en effet, outre les réclamations relatives au droit de contrôle, celles qui concernent le mode de mesurage, l'unité de compte :

1. *Off. du Trav. belge*, 1898. Rubrique : *Règlements d'atelier*.

2. *Off. du Trav. belge. Statist des grèves*, 1900.

3. *Rapports de l'inspection du travail*, 1900. Rubrique : *règlements d'atel.*

Une question qui a donné lieu à des plaintes vives et nombreuses de la part des ouvriers, c'est celle du paiement du salaire aux tisserands. Ce qui est demandé, c'est l'abolition du paiement par pièce ourdie ou par enseigne, et la détermination du salaire par mètre courant de tissu fabriqué, avec faculté pour les ouvriers de contrôler les mesurages, et enfin l'affichage des tarifs.

La loi donne à l'ouvrier le droit de contrôler les mesurages ou opérations quelconques qui ont pour but de déterminer la quantité ou la qualité de l'ouvrage fourni par lui et de fixer le montant du salaire. Mais la loi ne prescrit ni ne défend aucune méthode de mesurage et n'oblige pas les patrons d'afficher les tarifs.

La longueur des pièces, très variable, est généralement comprise entre 65 et 130 mètres; elle change parfois d'après les commandes; pour certains patrons, c'est 10 enseignes (1 smette), pour d'autres 18. L'enseigne, c'est pour l'ourdissage mécanique un certain nombre de tours enregistrés par un compteur; pour l'ourdissage à la main, c'est tantôt la longueur de la circonférence du moulin à ourdir, et tantôt cette circonférence avec une fraction en plus ou en moins; ce peut être aussi un certain nombre de fois ces longueurs. La circonférence change d'un moulin à l'autre et est généralement comprise entre 7 mètres et 9 m. 75; la plus petite que nous ayons rencontrée était de 5 mètres, la plus grande de 17 m. 30. Or, c'est d'après ces bases variant à l'infini, que l'on détermine le salaire dans la grande majorité des tissages mécaniques. Le tisserand n'assiste pas à l'ourdissage de sa chaîne, on le fait d'ailleurs à l'avance.

Lors de la grève de Courtrai, en juin dernier, les ouvriers

demandaient entre autres : affichage du tarif des salaires, indication de la longueur des pièces ou des chaînes, et la faculté de contrôler le mesurage. La question du paiement par mètre courant était laissée de côté.

Ces différents points, qu'on n'avait pas aperçus dès l'abord, devaient de plus en plus faire l'objet de réclamations de la part des travailleurs. La Fédération des Associations Chrétiennes des tisserands, réunie le 21 avril 1900 à Gand, émettait les vœux suivants :

1° Les tisserands doivent être payés par mètre de tissu produit ;

2° L'affichage des tarifs de salaires doit être rendu obligatoire ;

3° L'inspection du travail devrait être renforcée par par l'adjonction d'inspecteurs ouvriers.

CHAPITRE II

LA LOI DU 30 JUILLET 1901

Le gouvernement belge n'avait pas été sans remarquer les inconvénients inhérents au défaut de réglementation du mesurage du travail à la tâche, ni sans s'émouvoir des nombreuses réclamations qu'il provoquait de la part des ouvriers. Il songeait à compléter l'œuvre qu'il avait entreprise et, le 1^{er} février 1899, le ministre de l'Industrie et du Travail, M. Coorlman, déposait sur le bureau de la Chambre des représentants, un projet de loi réglementant le mesurage du travail des ouvriers, projet qui était dû à l'initiative de M. Nyssens.

Les motifs du projet de loi. — L'exposé des motifs est intéressant à connaître (1) :

La loi du 1^{er} octobre 1855, sur les poids et mesures, ne s'applique pas aux opérations du mesurage du travail des ouvriers, effectué pour déterminer le montant du salaire : les garanties établies par cette loi, en ce qui concerne les transactions commerciales, n'existent donc pas en matière

1. *Documents parlementaires belges*, 1^{er} févr. 1901, t. I, p. 415.

de contrat de travail. Cette situation offre de sérieux inconvénients qui ont fait l'objet de plaintes fréquentes ; l'absence d'instruments dûment vérifiés et poinçonnés est de nature à donner lieu à des erreurs, parfois même à des fraudes ou du moins à des soupçons de fraude. De là des discussions désagréables ou irritantes que les patrons et les ouvriers ont le plus grand intérêt à éviter, en présence surtout du développement considérable qu'a pris le système de rémunération du travail à la pièce.

Des enquêtes entreprises par les divers services d'inspecteurs du département de l'Industrie et du Travail, ont démontré la nécessité d'une intervention légale en ce domaine. Au point de vue des principes, la légitimité de semblables interventions ne paraît pas contestable. Pourquoi, en effet, refuserait-on aux ouvriers, en vue de la juste détermination du salaire, la protection que l'on accorde aux commerçants et au public en général, en vue de la juste détermination du coût des marchandises ? Si le législateur a pu s'abstenir à l'origine, lorsque l'idée d'un système légal des poids et mesures commençait à peine à être acceptée par l'opinion publique, on ne comprendrait plus que cette abstention persistât aujourd'hui ; les nécessités et les usages de l'industrie moderne ne sauraient s'accommoder plus longtemps d'un régime suranné. Au surplus, la loi du 17 juin 1899 a conféré à l'ouvrier, nonobstant toute convention contraire, le droit de contrôler les mesurages, pesées ou toutes opérations quelconques qui ont pour but de déterminer la quantité ou la qualité d'ouvrage par lui fourni et ainsi de fixer le montant du salaire. Or, l'efficacité de ce contrôle ne sera complète que lorsque les instruments et appareils de

mesurage, usités dans l'industrie, seront soumis aux mêmes prescriptions de garantie et de surveillance que les poids et mesures employés dans les transactions commerciales.

Le présent projet apparaît donc comme le complément des prescriptions déjà édictées dans le but d'assurer aux ouvriers la rémunération exacte de leur travail. A cet effet, l'article 1^{er} impose l'emploi exclusif des unités métriques établies par la loi du 1^{er} octobre 1855, lorsqu'il est fait usage soit de poids, soit de mesures de longueur de surface, de capacité ou de solidité pour mesurer le travail des ouvriers. Les instruments de mesures légaux employés dans ce but seront, aux termes de l'article 2, vérifiés et poinçonnés conformément à la dite loi. Par l'article 3, le gouvernement est autorisé à prescrire la vérification et le poinçonnage des appareils de mesurage autres que les instruments mentionnés à l'article 2, lorsqu'ils servent à établir le montant du salaire des ouvriers. Le mode de vérification et les conditions auxquelles devront satisfaire les appareils, seront décrétés par des arrêtés royaux.

Tout le monde était d'accord pour reconnaître qu'une réglementation du mesurage du travail à la tâche s'imposait. Comme le montrait l'exposé des motifs du projet, la loi du 15 juin 1896 et la loi complétant celle du 16 août 1887 n'étaient évidemment pas suffisantes.

Abus qui nécessitaient la loi. — A la Chambre des

représentants (1), M. Anseele rappelait les abus qui nécessitaient l'intervention du législateur :

La loi assurant le droit des ouvriers de contrôler le paiement de leurs salaires est peu observée, disait-il. Un jour, j'ai cité des faits, et j'ai été attaqué à la fois à la Chambre et par la presse. Aujourd'hui la presse ouvrière catholique elle-même est obligée de répéter les mêmes accusations ; elle cite les faits sans citer les noms, mais les faits sont assez clairs pour ne pouvoir être niés. Les ouvriers tisserands ne travaillent pas sur des longueurs fixes. Sur les pièces tissées, il y a de place en place une petite tache (en flamand : une smette) et d'une smette à l'autre, il y a une distance qui s'allonge avec la crise du tissage ; cette distance augmente du moment où les bénéfices du patron diminuent ; la smette devient plus grande et les pièces aussi longues qu'un jour sans pain. A ce propos, le journal catholique ouvrier, dont je parlais tout à l'heure, a cité les faits suivants : à Roulers, un seul fabricant payait ses ouvriers au mètre ; un jour il dit à ses ouvriers : « Je ne puis plus vous payer au mètre, je dois vous payer à la pièce ; la concurrence m'y oblige ». Voilà donc un fabricant scrupuleux qui se voit obligé par la concurrence de renoncer au système honnête. Il n'y a pas d'inspecteurs pour ces faits dans les usines de Roulers ; et les ouvriers n'osent pas se plaindre. Comment voulez-vous qu'ils aient encore le courage de lutter contre le patronat qui se montre inflexible pour eux, quand le Gouvernement laisse commettre ces infractions ?

1. Débats parlementaires. Chambre des représentants. Séance du 13 juin 1901.

Et il citait d'autres abus dont les ouvriers avaient été victimes à Roulers, à Courtrai, ou ailleurs.

Vote du projet. — La portée de l'article premier ne fut pas sans donner naissance à de longues discussions. Tout d'abord, fidèle à sa méthode première, le gouvernement belge proposait une loi générale, de principe, s'appliquant à toutes les industries payant à la tâche ou aux pièces. Il ne s'agissait pas seulement d'une branche particulière, dont les conditions sont bien connues. Il fallait de toute nécessité faire preuve d'une grande prudence dans la rédaction du texte, pour ne gêner personne. La loi a pu être comparée à un vêtement qui enveloppe et qui protège ; or, ce vêtement qui n'était pas ici destiné à un seul, mais à plusieurs (puisqu'il devait s'appliquer à toutes les industries), ne pouvait être serré ; il devait être large, ample pour pouvoir aller à tous. C'est ce qui explique que dans la discussion, certains représentants, ayant principalement en vue une industrie déterminée, aient trouvé que la loi n'était pas suffisante.

Portée du projet. — Un premier point à élucider était de savoir quels étaient les ouvriers que concernait la loi. M. Borboux, rapporteur, répondait que n'y étaient pas compris : les ouvriers agricoles, les domestiques, ni d'une manière générale, les ouvriers logés et nourris chez leurs patrons.

Pour connaître exactement la portée du projet (1). il fallait distinguer deux hypothèses :

1^o Le travail de l'ouvrier est évalué au moyen de mesures de capacité, de longueur, etc., qui sont considérées comme légales. Le projet n'avait d'autre but que celui-ci : soumettre ces appareils de mesure au poinçonnage et à la vérification, rien de plus. Il n'allait pas jusqu'à imposer l'obligation de se servir d'appareils légaux actuellement en usage dans le commerce ; il disait seulement que si l'on se servait de ces appareils légaux, ils devaient être poinçonnés. Ils ne devaient l'être jusqu'alors que s'ils servaient au commerce ; ils devraient l'être désormais dès qu'ils serviraient au mesurage du travail. C'était donc une simple assimilation du principe de la loi de 1855 sur les poids et mesures à tout ce qui concerne le travail des ouvriers. Mais alors, se demandait M. Borboux, quelle utilité du poinçonnage y a-t-il, s'il n'existe pas corrélativement une obligation de se servir de l'unité métrique ? Il y a, néanmoins, répondait-il, un réel avantage. Par exemple, dans l'industrie textile, on mesure le travail de l'ouvrier soit à la table de mesurage, soit au rouleau mesureur. Sur la table sont indiquées des divisions métriques, il est vrai, mais rien n'assure à l'ouvrier que les mesures indiquées sont bien exactes. En édictant l'obligation de soumettre ces tables au poinçon-

1. Déclaration de M. Borboux, rapporteur, séance du 19 juin 1901. Chambre des Représentants, t. II, p. 1052.

nage, on donne à l'ouvrier toute garantie, et l'on permet qu'un procès-verbal soit dressé au patron qui se servirait d'une table n'ayant pas la longueur du mètre légal.

2° La deuxième hypothèse concerne les genres de travaux pour le mesurage desquels on se sert actuellement non pas du mètre, non pas d'une unité de capacité, de longueur, de superficie, mais d'une autre unité de compte. Dans ce cas, le gouvernement pourrait imposer le poinçonnage des appareils spéciaux, mesureurs de ces unités de compte.

Emploi du système métrique. — Ainsi le projet n'imposait pas le système métrique. Plusieurs membres cependant le réclamaient. MM. Verhaegen et Anseele, notamment déclaraient :

Tant que vous n'aurez pas imposé, d'une façon générale, à tous les patrons, l'obligation d'employer, pour le mesurage des ouvriers les mesures métriques, vous n'aurez pas fourni aux travailleurs un moyen certain de vérifier exactement leur compte de travail.

M. Borboux répondait qu'il ne demandait pas mieux que d'y satisfaire, mais que fatalement il en résulterait des difficultés. Il faisait remarquer qu'en ce qui concerne les transactions commerciales, le système métrique n'est nullement imposé. Sans doute, si le éommerçant pèse ou mesure, il ne peut, pour le faire, employer d'autres mesures ou d'autres poids que ceux qui sont consacrés légalement ; mais rien n'empêche

un commerçant de vendre autrement qu'au poids ou à la mesure; il peut prendre d'autres unités de compte, telles que le paquet (de chocolat, de thé), ou la boîte.

Nous savons ce qu'il faut penser de l'objection; MM. Verhaegen et Anseele répondaient qu'il est nécessaire de faire une distinction entre la notion **marchandise** et la notion **travail**, que le travail n'est pas une simple marchandise, et que si la personnalité même de l'ouvrier s'y incorpore, il est nécessaire de le protéger.

Amendement Anseele-Verhaegen.—Ils proposaient un amendement à l'article 3 dont la nouvelle rédaction aurait été celle-ci (1) :

Le gouvernement est autorisé : 1° A prescrire la vérification et le poinçonnage des appareils de mesurage autres que les instruments mentionnés à l'article 2, lorsqu'ils servent à établir le montant du salaire des ouvriers, (Ancienne rédaction).

2° Lorsqu'il peut être fait usage, pour mesurer le travail des ouvriers en vue de déterminer leurs salaires, soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface, de capacité ou de solidité, à interdire de se servir d'unités de comptes autres que les unités de poids ou de mesures établies par la loi du 1^{er} octobre 1855.

3° A prescrire l'emploi d'un mode (ou d'un appareil de mécanique spécial) pour une industrie déterminée.

1. Chambre des représentants. Séance du 9 juillet 1901.

Des arrêtés royaux seront pris en vue d'exécuter ces prescriptions, après avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail.

A ce point de vue, comme le reconnaissait lui-même le rapporteur, cette rédaction était plus logique que celle d'un autre amendement présenté par la Section centrale :

Le gouvernement peut, par arrêté royal, après avoir pris avis des Conseils de l'industrie et du travail, prescrire l'emploi d'un mode (ou d'un appareil) de mesure spécial pour une industrie déterminée.

Cet amendement aurait permis au gouvernement d'imposer l'obligation de se servir d'un appareil spécial dans une industrie déterminée, et il n'aurait pas autorisé le gouvernement à imposer l'usage de ce qui est, en somme, la mesure type, c'est-à-dire les mesures métriques.

L'article 2 de la loi, et l'amendement de M. Verhaegen pouvaient se résumer ainsi :

Le gouvernement, lorsqu'il est fait usage, pour le mesurage du travail, de mesures métriques actuellement légales doit les poinçonner et peut même les imposer. Le gouvernement, lorsqu'il s'agit de mesures qui ne sont pas ces mesures métriques légales, peut les poinçonner et même les imposer.

L'amendement de M. Verhaegen devait du reste être adopté.

Les compte-duites automatiques. — A ce sujet, M. de Malempre, dont on se rappelle le rôle lors du vote de la loi de 1896, demandait le 13 juin 1901 au ministre du Travail s'il acceptait cet amendement, et pour le cas où cette disposition serait adoptée par la Chambre, s'il userait de la faculté à lui laissée pour imposer le compte-duites automatique à l'industrie verviétoise. Ce qui faisait pour lui l'importance de cette question, c'est que comme il le déclarait, le projet ne donnait pas complètement satisfaction aux ouvriers tisserands, parce qu'il n'imposait pas aux patrons l'obligation d'adapter à leurs métiers à tisser le compteur automatique. Tel qu'il était rédigé par le Gouvernement, le projet donnait aux ouvriers la certitude que les rouleaux mesureurs et les tables auraient les dimensions voulues, mais il ne leur donnait pas la garantie qu'ils auraient leur compte exact de duites. Or, c'était cela surtout que demandaient les ouvriers tisserands, parce que c'est dans le comptage des duites que des soustractions peuvent être et sont parfois opérées par des patrons peu scrupuleux. Certains industriels, et non des moindres, avaient déjà adopté le compteur automatique, et son fonctionnement paraissait tellement avantageux pour les ouvriers comme pour les patrons qu'aucune de ces maisons n'aurait voulu y renoncer. Son emploi s'imposait (1), si l'on admettait le paiement au nombre

1. M. Borboux. Séance du 19 juin 1901, Chambre des Représentants, t. II, p. 1502.

de duites comme avantageux; car, en dehors de ce compteur, le seul moyen d'arriver à un résultat absolument certain serait de recompter toutes les centaines de milliers de duites qui sont passées dans la chaîne. Dans la pratique, on prend bien une moyenne des duites contenues dans une certaine longueur, mais cela n'est pas suffisamment sûr.

On objectait, il est vrai, que le compte-duites pouvait ne pas présenter toutes les garanties absolues de mesurage exact. Nous y avons déjà répondu, lorsqu'il s'est agi de discuter ce point relativement à la législation française. Nous n'y insisterons pas, et nous rappellerons seulement que nous avons fait bon marché de toutes ces objections.

Le caractère général de la loi. — Mais, disait on, pourquoi légiférer d'une façon générale? Pourquoi, si l'adoption du projet actuel ne devait guère profiter qu'à l'industrie textile, comme il était probable, et si cette loi n'avait d'autres résultats que l'introduction du compteur automatique, pourquoi une loi devait-elle se charger de trancher le principe général de la mesure des travaux des ouvriers? Pourquoi ne point édicter directement une loi qui aurait eu pour objet d'imposer à l'industrie textile les appareils de mesurage dont il s'agissait?

A cela M. Nyssens avait déjà répondu en 1897 à M. Simonis que l'intervention qu'il réclamait n'était pas sans périls ni sans grandes difficultés. Ceux qui

prétendraient en vertu de lois imposer un mode de mesurage s'érigeraient en censeurs en cette manière et s'exposeraient au risque de mettre éventuellement obstacle au progrès. Car lorsque l'Etat aurait déclaré que tel mode de mesurage est meilleur, il ne lui serait pas aussi aisé qu'à un négociant de changer de système et d'indiquer un autre appareil. Or, on pouvait s'attendre chaque jour à des perfectionnements nouveaux et il y aurait eu un réel danger pour le Gouvernement à imposer à un moment donné tel ou tel appareil. Si le lendemain on en découvrait un meilleur, que ferait-on ? L'application du système métrique devait rendre plus facile et plus complet le contrôle de l'ouvrier.

Affichage obligatoire des tarifs. — Mais M. Anseele ajoutait (1) que si réellement on voulait faire quelque chose, il fallait inscrire dans la loi l'obligation d'afficher les tarifs dans les ateliers. Pour lui, le patron ne peut avoir que trois raisons, mauvaises toutes trois de ne pas consentir à cet affichage : le désir de mal faire, vis-à-vis de ses employés, l'orgueil de ne pas vouloir afficher le tarif, et la crainte que ses concurrents ne sachent ce qu'il paie. Les deux premières se condamnent d'elles-mêmes ; quant à la troisième, elle n'est pas sérieuse. Que les tarifs soient affichés ou non, les ouvriers, en parlant avec leurs camarades

1. Chambre des représentants. Séance du 13 juin 1901, t. II, p. 1437 à 1437.

des autres usines, peuvent toujours, et c'est ce qu'ils font généralement, donner connaissance des salaires qu'on leur paie. La crainte de la concurrence ne pouvait donc en rien arrêter le législateur quand il s'agissait d'inscrire dans la loi l'obligation pour le patron d'afficher les tarifs dans les usines.

Le rapporteur répondit que là n'était pas la question, que cet affichage était une modification de la loi sur les règlements d'atelier, laquelle d'ailleurs n'en disait rien. Pour lui, il souhaitait que cette modification fut possible puisqu'elle aurait pour effet de donner une garantie de plus aux ouvriers. Mais il redoutait des difficultés. Dans l'industrie textile notamment le prix du tarif à la pièce est infiniment variable : variable suivant le métier sur lequel on tisse, variable suivant le genre de travail à tisser, variable suivant la matière textile employée, suivant le prix de revient suivant la situation économique momentanée du marché, et c'est ce qui lui faisait craindre que cela ne pût-être aisément réalisé.

Pourtant, insistait M. Anseele, cette obligation s'impose dans le cas suivant (1) ; dans certaines filatures, on file du n° 30, du n° 36, du n° 40 ; on paye les ouvriers au numéro, mais il y a 3 numéros, le belge, le français, et l'anglais. Or, les différents numéros 30, 36 et 40 n'ont pas la même longueur au kilogramme. Les patrons seraient-ils obligés en

1. Chambre des Représentants. Séance du 9 juillet 1901.

vertu de la loi, de dire à leurs ouvriers quand ils fileraient le n° 36 par exemple, si c'est un numéro belge anglais ou français. Il faut que l'ouvrier connaisse bien la valeur de l'unité servant à déterminer la valeur de son travail. Or, dans plusieurs usines, c'est complètement impossible, le patron disant : « Filez tel numéro », et rien d'autre. Dès lors, les ouvriers qui veulent contrôler s'ils touchent réellement le salaire qui leur est dû se voient obligés, d'abord, d'acquérir une machine qui leur permet de contrôler le patron. Il est vrai que le syndicat se charge de le faire pour eux. Mais les ouvriers doivent ensuite emporter de l'usine quelques fuseaux de fil. Ils devaient donc voler le patron pour s'assurer qu'ils n'étaient point volés. Le seul remède ici était donc l'affichage tarif de salaires.

La question des bonis. — Cependant, il restait encore quelques doutes dans certains esprits ; et c'est ainsi que M. Lambillotte faisait remarquer que, contrairement à ce qu'on pouvait attendre du projet remanié, la fraude était encore possible (1) :

Dans notre arrondissement, disait-il, les verriers se sont mis d'accord sur une unité en rapport avec le système métrique, ce qui n'existait pas auparavant. Nous avons fait supprimer l'unité qu'on appelle « le pouce » qui était variable, afin de pouvoir faire disparaître l'injustice et la concurrence entre industriels. Même après le

1. Chambre des représentants, séance du 9 juillet.

vote de la présente loi, il y aura de abus : le patron pourra, au moyen de dispositions de son contrat, exploiter quand même l'ouvrier dans certaines industries. Pour ce qui concerne la verrerie à vitres, actuellement l'unité est de 3 centimètres ; on réunit un certain nombre d'unités pour arrêter le prix à établir d'après ce nombre. Mais on nous dit que pour les déchets il faut ajouter des unités de bonis. C'est la question de bonis que je ne comprends pas. Pourquoi les admettre ? C'est ce qui prête à la fraude puisqu'ils ne sont pas les mêmes partout. La preuve : là où les ouvriers sont associés, ils sont moins élevés que là où ils ne le sont pas. Vous direz que cela résulte de la liberté de contracter, et que l'ouvrier est libre de ne pas accepter de pareilles conditions. Elle est belle, cette liberté ! C'est celle de crever de faim. Quand un maçon s'engage à faire un mur pour un prix déterminé par mètre cube, on ne peut pas lui dire, pour régler les comptes : vous me fournirez un mètre cube dix décimètres cubes. Qu'on demande à un commerçant un mètre dix de drap pour le prix d'un mètre, cela se conçoit et peut se faire, parce que le commerçant est libre de donner sa marchandise ou de la refuser. Mais ici, c'est l'industriel qui impose des suppléments à l'ouvrier. Je demande donc si l'on ne pourrait pas ajouter à l'amendement de M. Verhaegen que si les patrons paient le travail fourni d'après le poids ou l'unité convenue, ils ne peuvent en aucune circonstance réclamer un supplément de travail sous forme d'indemnité, de déchet ou de boni.

Mais c'était s'alarmer en vain ; car ainsi que le fit remarquer M. Verhaegen, le 2^o de l'article 3

amendé donnait à ce point de vue toute satisfaction. Lorsque le gouvernement use de la faculté qui lui est donnée d'interdire de se servir d'autres unités que celles établies par la loi du 1^{er} octobre 1855, il ne saurait être question d'ajouter à la mesure métrique soit un boni, soit la compensation du déchet possible à moins que ce boni ou cette compensation ne soit expressément stipulé au contrat de travail. Le Gouvernement est autorisé à interdire toute unité de compte qui ne cadrerait pas avec les unités de poids et de mesures de la loi de 1855. Or, cette loi n'a prévu ni le boni, ni la compensation. Ainsi l'ouvrier a-t-il toute satisfaction.

Les prescriptions de la loi du 30 juillet 1901. — Telle qu'elle fut finalement votée, la loi du 30 juillet 1901, dont on trouvera le texte aux annexes (1), décidait que la loi de 1855 serait dorénavant applicable au contrat de travail. Désormais quand il serait fait usage, pour mesurer le travail des ouvriers, soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface, etc., il serait interdit de se servir d'autres unités que celles établies par cette loi. Les instruments de mesure légaux dont il serait fait usage seraient vérifiés conformément à la dite loi. De plus, le Gouvernement avait le pouvoir : d'interdire par arrêtés royaux l'emploi d'unités de compte non basées sur le système métrique, de prescrire de la même manière la vérifi-

1. Voir annexe n° 11.

cation d'appareils de mesurage autres que les instruments légaux, d'imposer même l'emploi de certains appareils de mesurage.

Pour donner toutes les garanties aux intéressés, le Gouvernement devait, pour interdire l'emploi de certaines unités de compte, prendre l'avis des sections compétentes de l'industrie et du travail. Enfin l'application de la loi était confiée, en ce qui les concernait, aux inspecteurs du travail et aux vérificateurs des poids et mesures.

Le 28 octobre 1901, un arrêté royal (1) fixait au 1^{er} janvier 1902 l'entrée en vigueur de la loi.

Voir annexe n° 13.

CHAPITRE III

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 30 JUILLET 1901 ET DES ARRÊTÉS ROYAUX PRIS EN CONFORMITÉ

Si la loi du 30 juillet 1901 venait heureusement compléter la réglementation du mesurage du travail à la tâche, elle ne laissait pas que de présenter encore quelques lacunes, ainsi que l'avait montré M. Anseele.

Lacunes de la loi de 1901. Réclamations auxquelles elles donnèrent lieu. — Les intéressés s'en aperçurent dès qu'elle fut votée et avant même qu'elle ait été appliquée. Il se fit alors un mouvement, qui alla s'accroissant, en vue d'obtenir le paiement au mètre de tissu, l'application du compte-duites automatique, et l'affichage obligatoire des tarifs.

Ces réclamations, nous les retrouvons dans la publication de l'Office du travail : *Statistique des grèves des recours à la conciliation.*

C'est la Fédération chrétienne des Associations des tisserands de la Flandre occidentale qui, réunie le

30 juin 1901, à Ménin (1), s'occupait spécialement de la question du paiement des salaires des tisserands par mètre de tissu fabriqué et de l'affichage des tarifs. C'est le syndicat chrétien des tisserands de Roulers, teinturiers en bleu, préparateurs de fils, etc., qui décidait de faire une intense propagande auprès des députés aux fins d'obtenir que le paiement des pièces de tissu fût effectué par mètre de production. C'est encore la réclamation par les tisseurs de Gand (Association professionnelle d'ouvriers, septembre 1901) du paiement au mètre de tissu. L'Association générale des tisserands de la Vesdre, s'appuyant sur diverses dispositions de la loi sur le mesurage du travail des ouvriers, décidait d'envoyer une requête tendant à obtenir l'application du compte-duites automatique à l'évaluation du travail des ouvriers tisserands (septembre 1901). A la suite d'une décision prise par la Fédération des syndicats chrétiens ouvriers des tisseurs de Flandre (occidentale et orientale), les présidents des syndicats de Gand, Courtrai et Roulers et un professeur de l'école professionnelle Saint-Antoine, de Gand, furent envoyés à Verviers pour y étudier le fonctionnement du compte-duites automatique en usage dans le tissage Simonis. Le rapport de la délégation fut favorable à l'introduction de ce procédé dans le mesurage du travail (novembre 1901).

1. Office du Travail belge, *Statistique des grèves et recours à la conciliation pour l'année 1901*.

Rapports des inspecteurs du travail, 1901. — Cependant le ministre avait ordonné aux fonctionnaires de l'inspection du travail de faire une enquête aux fins de déterminer dans quelles limites les ouvriers exerçaient ou faisaient exercer le contrôle, et de rechercher qu'elles seraient les mesures pratiques qui pourraient, le cas échéant, rendre le contrôle plus efficace dans certaines industries.

L'exercice du droit de contrôle. — En 1901, l'inspecteur du travail de la région d'Anvers, après avoir constaté que la loi sur le mesurage du travail était trop récente pour donner des résultats, disait de l'application de la loi de 1896 (1) : « Nonobstant toute convention contraire, etc. »

« Partout où l'ouvrier est payé à la tâche, nous avons remarqué que non seulement il n'est pas mis d'obstacles au contrôle de l'ouvrier, mais que les moyens de contrôle mis à sa disposition sont, en général, satisfaisants. »

Dans l'industrie textile, il avait rencontré le paiement du salaire au mètre de chaîne tissée ou au poids de la pièce tissée. Le mesurage ou le pesage de la pièce, la constatation des défauts et les tares étaient effectués dans l'atelier de réception par un contre-maître aidé par l'ouvrier qui avait tissé la pièce.

Dans l'industrie alimentaire, il remarquait que le travail à la tâche était assez rare. Il avait rencontré

1. Office du Travail belge, *Rapports de l'Inspection du Travail*, 1902. Rubrique : *Règlements d'atelier*.

dans les fabriques de biscuits et dans les raffineries de sucre, pour les ouvriers qui rangent les produits en caisses, le salaire à la tâche ou à l'entreprise accompagné d'un contrat basé sur le poids des produits ou sur le poids des déchets, contrat qui donnait toute satisfaction à l'ouvrier.

Dans l'industrie verrière, le contrôle du salaire, quoique assez compliqué, était parfaitement exercé grâce au système du bulletin à souche accompagnant la production de chaque ouvrier dans toutes les phases successives de la fabrication.

Dans l'industrie mobilière, dans la tonnellerie, la caisserie, la vannerie, la broserie, où le travail aux pièces était très répandu, il n'avait pas rencontré de modes particuliers de contrôle. Mais on ne lui avait pas signalé de contestations quant à la qualité ou à la quantité.

De même, dans l'industrie du vêtement, la fabrication des corsets, des chaussures, où le travail à la pièce était presque général, il n'y avait pas de difficultés au sujet du contrôle. Il y avait d'ailleurs transmission continuelle des pièces achetées à l'atelier de réception par l'ouvrier lui-même, au crédit de qui la livraison était aussitôt inscrite.

Dans la briqueterie, le coupage de l'argile était payé au mètre cube de terre abattue ; le mesurage se faisait contradictoirement par les patrons et les ouvriers ; et il n'y avait pas de contestations, car la terre, très forte, gardait les arrêtes vives, favorables à

un mesurage précis. L'équipe du mouleur de briques contrôlait la production, base de son salaire, par un comptage contradictoire des briques placées en haie, en présence du patron. Pour le chargement des briques sur le bateau, payé à la quantité, il y avait un triple contrôle du patron, du batelier ou de l'ouvrier qui, pour chaque brouette chargée, déposait une brique témoin sur un tas destiné au contrôle final.

Dans les ateliers de grosse construction mécanique où l'on rencontrait le travail à la tâche ou à l'entreprise, l'ouvrier exerçait assez facilement son contrôle ; il en était de même dans les ateliers de petite construction mécanique ; le comptage des petites pièces, produites en grand nombre par les machines outils automatiques étant impossible, le salaire à la pièce était contrôlé par le poids d'un nombre déterminé d'unités. Du reste, il était à remarquer, disait l'inspecteur du travail, que, dans tous ces établissements, on faisait largement usage du bulletin d'entreprise qui offrait à l'ouvrier un excellent moyen de contrôle. Ce bulletin se rencontrait encore dans une foule d'établissements de l'industrie d'art où les pièces défectueuses venant en déduction de la production avaient une assez grande importance dans la détermination du montant du salaire.

En résumé, dans la majorité des établissements industriels du district d'Envers, l'article 10 *bis* de la loi de 1887 était très suffisamment observé.

Il n'en était pas de même dans le district de

Bruges (1) où l'inspecteur avait reçu une plainte de débardeurs auxquels leur chef d'entreprise refusait de communiquer le tonnage des navires à décharger. Sur son intervention, il fut décidé que dorénavant le droit de connaître ce tonnage ne leur serait plus contesté.

L'inspecteur du district de Courtrai constatait que le paiement du salaire par pièce ourdie ou par enseigne (smette) donnait lieu à des réclamations, parce que le droit de contrôle conféré par la loi de 1887 n'était pas exercé en fait par les tisserands. En réalité, les patrons n'empêchaient pas ou n'entravaient pas l'ouvrier dans l'exercice de son droit de contrôle, mais les opérations par lesquelles on disposait la chaîne, et qui en établissaient la longueur (ourdisage, war, page ou ensouplage) étaient effectués de telle façon que le contrôle par le tisserand devenait illusoire.

Les patrons de certains établissements où le paiement se faisait à la pièce ourdie ou à l'enseigne ne manquaient pas de dire et d'inscrire dans leurs règlements d'ateliers que, pour le contrôle, le tisserand pouvait s'adresser à l'ourdisseur ou à l'ensoupleur qui donnerait les renseignements voulus. Seulement, demander des renseignements au sujet du mesurage ou de toute autre opération déterminant la quantité, ce n'était pas du tout contrôler ces mesurages ou ces opérations.

1. *Office du Travail belge. Rapports de l'inspection du Travail 1901 (Rubrique: Mesurage du travail).*

Tout autre était le cas, des ouvriers payés par mètre de tissu fabriqué et en présence desquels se faisait le mesurage; là, il y avait un contrôle direct par l'ouvrier.

Il faut encore remarquer, disait l'inspecteur, que l'on ourdit les chaînes à l'avance et quelquefois en dehors de l'établissement. C'est ainsi que dans le district, on reçoit les ensouples toutes préparées de Gand. On avouera que dans ces conditions, le contrôle de l'ouvrier est tout à fait illusoire.

Variabilité de la longueur des pièces et des enseignes. — Une autre constatation à noter était celle de variabilité extrême de la longueur des pièces. Dans beaucoup d'usines, ces pièces avaient de 100 à 120 mètres; dans d'autres de 60 à 85 mètres; dans d'autres de 120 à 130, et même de 140 à 150. Dans un tissage de toile, les chaînes, pour les larges pièces à blanchir, étaient de 85 mètres, pour toiles écruës, de 133 mètres et pour canevas, de 140 mètres. Des patrons avaient même avoué que la longueur des pièces variait dans leur établissement d'après les commandes.

Il en était de même pour les enseignes dont la longueur variait beaucoup (généralement de 5 à 10 mètres). Quelques patrons refusaient d'ailleurs d'indiquer dans leurs règlements d'atelier la longueur des pièces ou des enseignes, précisément par ce qu'elle était sujette à varier. Plusieurs fabricants, payant à la pièce ourdie, avaient stipulé que le tisserand pouvait faire mesurer sa pièce tissée à une machine à leur dispo-

sition. Si l'ouvrier avait été rétribué au mètre de tissu fabriqué, il y aurait eu là un contrôle efficace ; mais comme le paiement se faisait d'après la longueur ourdie, il ne donnait que des renseignements relatifs, et ne permettait nullement de fixer les salaires d'une façon absolue.

Cependant, l'auteur de ce rapport disait qu'il était extrêmement rare que l'ouvrier fit mesurer sa toile, sinon en cas de contestation ou d'erreur manifeste, car pour un renseignement approximatif, le tisserand voyait par l'épaisseur de tissu enroulé ou par le nombre d'époules employées en trame qu'elle était à peu près la quantité d'ouvrage effectué. Cela ne suffisait pas ; l'ouvrier voulait contrôler d'une façon absolument certaine. Or, tant qu'on le paierait à la pièce ou à l'enseigne, on ne le pourrait pas. Ainsi s'expliquaient les nombreuses plaintes contre ce système de rétribution. Sans aller jusqu'à soupçonner les patrons de fraude, on désirait avoir, pour déterminer le salaire des ouvriers, les mêmes garanties que les transactions commerciales.

A titre de renseignement, nous citerons quelques chiffres :

Dans ce district de Courtrai, on comptait, en 1901, 62 tissages mécaniques, dont 40 où le paiement se faisait à la pièce ourdie ou à l'enseigne ; 11 où il se faisait par mètre de tissu fabriqué, 4 où il se faisait à l'écheveau ou au point de fil en trame, et 6 où le travail était rémunéré à la journée. En outre, un grand nombre de fabricants faisaient tisser à la main, parmi lesquels

quelques-unes occupaient plus de 200 métriers : le paiement des salaires s'y faisait par les mêmes méthodes, à l'exception d'un seul où l'on payait par mille duites.

Toutes les réclamations reçues par l'inspecteur du travail étaient dirigées contre le premier mode de paiement qu'on mettait souvent en parrallèle avec le paiement par mètre de tissu, accepté en principe par plusieurs patrons. Cependant, les chefs d'un guilde de tisserands trouvaient le paiement aux mille duites, avec application du compte-duites automatique, préférable au paiement par mètre.

Le paiement au mètre. — Ici, le rapporteur relatait que ce paiement au mètre soulevait quelques objections, notamment au point de vue de la fraude qui consisterait à donner une forte tension à la chaîne pour augmenter la longueur. Nous n'insisterons pas sur cette objection que nous avons longuement examinée et réfutée, en montrant qu'une pièce tendue s'enroule plus difficilement et duite par conséquent davantage. Nous nous contenterons de noter avec l'auteur du rapport que le fabricant vend ses tissus non à la pièce mais au mètre, l'acheteur étant libre de contrôler les métrages, et qu'il est rationnel que l'ouvrier puisse en faire autant.

Défaut d'inscription des conditions. — Des ouvriers cordonniers, travaillant à domicile pour deux importantes manufactures de chaussures se plaignaient de

ne pouvoir pas contrôler leurs salaires. Quand ces ouvriers recevaient la matière première, on indiquait sur un carnet restant entre leurs mains le nombre de paires à faire et le genre de travail ; quand ils rapportaient le travail, on inscrivait le montant du salaire. L'un des patrons n'indiquait pas le prix unitaire par paire et l'autre le remplaçait par des lettres alphabétiques. Cela permettait aux patrons de payer à leur guise.

Et l'inspecteur constatait que si l'inscription des prix unitaires sur des carnets et l'affichage des tarifs était une excellente mesure pour éviter les contestations, les patrons n'y étaient malheureusement pas tenus par la loi.

Rapports de l'Inspection du travail, 1902. — Les rapports de l'inspection du travail pour 1902, en nous apportant des renseignements sur les lois de 1887 complétée et de 1896, nous font également connaître les premiers résultats de l'application de la loi de 1901.

L'inspecteur du district d'Anvers (3^e district) constatait que l'article 10 *bis* de la loi de 1887 était généralement bien observé. L'article premier de la loi de 1901 qui interdit, en vue de déterminer le salaire des ouvriers, de se servir d'unités de poids ou de mesures autres que celles établies par la loi de 1855 l'était également.

Il ne comptait qu'une seule exception, dans l'industrie de la taille et du polissage du diamant, qui fait usage d'un carat équivalent à peu près au 1/5 du

gramme légal ; ce poids se subdivise pour les transactions courantes jusqu'au $1/128$ de carat, et de plus, les petites balances appropriées à ces poids ne sont pas poinçonnées conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} octobre 1855. Cela constitue une double infraction aux lois de 1855 et de 1901.

Il y a, disait l'inspecteur, d'autant moins lieu de tolérer cette pratique qui enlève à une catégorie d'ouvriers, le bénéfice de la loi de 1901, qu'il y aurait à Londres, sur le marché diamantaire, une tendance à adopter le système métrique décimal pour les poids, afin de faciliter les transactions et le contrôle du travail.

Nous avons vu, à ce propos de la législation française, que déjà l'unification du carat a été réalisée récemment.

Dans le district de Bruges (1), M. Van Den Daele constatait la parfaite application de la loi dans les différentes industries des tissus, de la brosserie, de la briqueterie, de la ferblanterie, etc...

Païement à la longueur de la chaîne ourdie. — Dans le district de Courtrai (2), l'inspecteur, M. de Bruycker, insistait à nouveau sur les inconvénients du paiement à la longueur de chaîne ourdie.

A ce point de vue, disait-il, le gouvernement a, par arrêté royal du 17 juillet 1902, convoqué les conseils de

1. *Off. du Trav. belge*. Rapports de l'inspection du Travail, 1902 (Rubrique : *Mesurage du Travail*).

2. *Id.*

l'industrie et du travail pour donner leur avis sur quatre questions dont la deuxième est précisément celle qui nous intéresse : « Y a-t-il lieu d'interdire l'emploi d'une longueur de chaîne ourdie ou d'enseigne comme unité de compte servant à déterminer le salaire des ouvriers ? » La question, disait-il, est très importante dans le district de Courtrai où cette unité est très employée. Certains industriels semblent vouloir tourner la difficulté ; ainsi ils déclarent payer le tisserand au mètre courant de chaîne ; de cette façon, la pièce ou l'enseigne devient tout simplement, par exemple, 130 ou 120 mètres de chaîne ourdie ; le nom est changé, mais au fond le résultat est à peu près le même pour le tisserand.

Dans le district du Hainault, MM. Quanonne et Cuisinier constataient que beaucoup d'instruments de pesage n'étaient pas poinçonnés, mais qu'un simple avertissement avait en général suffi.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1903. — Cependant les Conseils de l'industrie et du travail, convoqués par l'arrêté royal du 17 juillet 1902, avaient émis un avis favorable à l'interdiction de l'emploi d'une longueur de chaîne ourdie comme unité de compte. Conformément au pouvoir qui lui avait été conféré par le 1^o de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1901, le gouvernement, par un arrêté royal, en date du 1^{er} octobre 1903 (1), décidait que :

Art. 2. — Dans l'industrie du tissage, l'emploi d'une

1. Voir Annexe, n° 14.

longueur de chaîne ourdie (pièce, enseigne), comme unité de compte servant à déterminer le salaire des ouvriers est interdit.

Usant en même temps du pouvoir que lui donnait le 3^e de la loi de 1901, le gouvernement imposait l'emploi d'un compteur automatique « dans l'industrie du tissage, lorsque l'unité servant à fixer le salaire des ouvriers consiste dans un nombre déterminé de duites » (article premier).

Rapports de l'inspection du travail, 1903. — Cet arrêté que les rapports de l'inspection du travail faisaient prévoir, devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1904. Malgré cela, les rapports pour l'année 1903 y faisaient déjà allusion.

MM. Ver Eecke et Peters, du troisième district (1), constataient que l'article 10 *bis* de la loi de 1887 ne donnait lieu à aucune infraction ou plainte, que l'article premier de la loi de 1901 était généralement bien observé, mais qu'ils avaient toutefois rencontré quelques tables de mesurage non vérifiées ni poinçonnées. Un simple avertissement avait été suffisant dans ces différents cas.

Dans le district de Gand, M. Fabri remarquait que l'exercice du droit de contrôle n'était pourtant pas encore entré dans les habitudes et qu'il était parfois dénié. Quant à la décision relative au compte-duites

1. *Off. du trav. belge. Rapp. insp. trav. 1903. Rubrique : Mesurage du travail.*

(article premier de l'arrêté royal de 1903), elle devait trouver peu d'application.

Exercice du droit de contrôle. — M. de Bruycker, du district de Courtrai, rapportait relativement à l'application de la loi de 1887, article 10 *bis*, qu'une grève avait éclaté dans le tissage mécanique, dont une des causes était le manque de contrôle. Une table, servant à mesurer la longueur des pièces, placée autrefois dans une salle de tissage, avait été enlevée et mise dans le magasin. De plus, au lieu de mesurer toutes les pièces d'une même série, on se contentait d'en mesurer une seule. Il n'y avait pas là en réalité entrave à l'exercice du droit de contrôle, mais ce dernier était moins aisé. Quant à l'application du nouvel arrêté royal, plusieurs industriels avaient mal compris; certains admettaient, par exemple, l'interdiction de payer les ouvriers à la pièce ou à l'enseigne ourdies parce qu'elles ne représentaient aucune idée fixe, mais croyaient être en règle en payant par mètre ou hectomètre de chaîne, c'est-à-dire d'après une unité basée sur le système métrique. Ils faisaient observer que, par l'article 3 de la loi de 1901, le gouvernement était autorisé à interdire l'emploi d'unités de compte non basées sur le système métrique, mais qu'une chaîne ourdie d'un hectomètre de longueur avait pour base le système légal des poids et mesures, et partant, ne pouvait être interdit.

Il est cependant impossible, nous le savons, d'as-

surer aux ouvriers un contrôle efficace quand la base du paiement est la pièce ourdie.

D'autres faisaient observer que leurs tarifs de salaires étaient basés sur quatre éléments principaux : 1^o longueur de la chaîne ; 2^o longueur de la trame ; 3^o duitage ; 4^o nombre de fils de chaîne. Comme la valeur est essentiellement variable d'après le nombre des duites, ces fabricants en avaient conclu qu'ils allaient être obligés de placer des compte-duites à tous leurs métiers. On comprend facilement ce qu'il y avait d'erroné dans cette interprétation.

Puis le rapporteur citait et réfutait différentes objections faites contre l'usage du compte-duites automatique (1), mais nous n'y insisterons pas, car c'est là une question que nous avons étudiée en détail.

Le comptage des duites. — Si, dans le 4^e district, M. Fabri n'avait pas beaucoup remarqué d'établissements où pût s'appliquer l'article premier de l'arrêté royal de 1903, M. Dupont, inspecteur du district de Liège, notait, au contraire, que dans l'industrie lainière, l'unité servant à fixer le salaire des tisserands consistait dans un nombre déterminé de duites, 1000 en général. Sur 317 firmes, 5 seulement payaient leurs ouvriers à la journée ; une autre fixait l'unité à 400 duites, et 3 à 500. Le comptage des duites se faisait généralement à l'aide d'un fil de coton produi-

1. *Off. du Trav. Belge. Rapp. insp. trav. 1903. Rubrique: mesurage du travail.*

sant une espèce de fauillage dans toute la longueur de la pièce et dont chaque point correspondait à un nombre déterminé de duites. On comptait en quelques endroits le nombre de points contenus dans un décimètre et, connaissant ainsi le nombre de duites par mètre, on multipliait ce nombre par celui qui représentait la longueur en mètres. M. Dupont disait que si les ouvriers avaient toujours pu, non seulement assister aux opérations du mesurage, mais encore les vérifier, bien des contestations n'auraient pas été soulevées. Dans la pratique, il n'est guère possible que pour les ouvriers, des fabricants outillés, chez lesquels le mesurage se fait dans des locaux annexés aux ateliers de tissage; mais quand les ouvriers travaillent pour des fabricants non outillés, soit directement, soit par l'intermédiaire de façonniers, ils n'ont aucun contrôle, ou seulement un contrôle illusoire. D'où de nombreuses réclamations auxquelles seule l'adoption du compte-duites pouvait mettre fin (1).

1. On trouvera dans les rapports de l'inspection du travail pour 1903, pages 315 et suivantes, un tableau contenant pour les 319 firmes exploitant des métiers mécaniques dans l'arrondissement de Verviers, le nombre de firmes, des métiers de chacune, le personnel et le nombre des compte-duites dans chaque établissement.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 3^e JUILLET 1901 ET DES ARRÊTÉS ROYAUX PRIS EN CONFORMITÉ (Suite).

Rapport de l'inspecteur du travail, 1904. — Dans le 6^e district (Courtrai, Roulers, Ypres, Thielt), M. de Bruycker notait, en 1904, que sur 149 établissements qu'il avait visités, il en avait rencontré 54 où l'on faisait exclusivement usage d'une longueur de chaîne ourdie comme unité de compte. 72 établissements employaient un mode de rémunération légal. Dans 18, les deux méthodes, légale et illégale, étaient employées concurremment. C'était le cas, par exemple, pour les fabricants payant certains genres de tissu à la longueur ourdie, et d'autres à l'écheveau tramé (fréquent pour les coutils, une spécialité de Courtrai). Enfin, dans 5 établissements, le tisserand travaillait à la pièce, mais on lui indiquait à la fois la longueur ourdie de la chaîne et la longueur tissée que la pièce devait réaliser.

Contraventions à l'arrêté royal de 1903. — La nouvelle réglementation rencontrait des difficultés d'application chez beaucoup d'industriels qui devaient abandonner leur système de rémunération, parfois en usage depuis longtemps, et remanier leurs tarifs de salaires. Quelques-uns, ne voulant pas adopter le paiement au mètre tissé, et ne pouvant employer la rémunération par longueur ourdie, essayèrent de tourner la loi ; ayant mesuré plusieurs pièces de tissu bien faites, certains avaient établi pour chaque genre la corrélation existant entre la longueur ourdie et la longueur tissée ; ils payaient ensuite le tisserand d'après la longueur de tissu qu'il devait obtenir pour un travail réalisant les conditions prescrites. Si l'ouvrier produisait un tissu plus long, par exemple en mettant moins de duites, ce supplément de longueur obtenu au détriment de la qualité ne lui était pas payé ; par contre, si le tisserand n'atteignait pas la longueur prescrite, on ne lui faisait aucune déduction. C'était le cas d'une des grandes firmes du district qui, payant à l'hectomètre, maintenait le même prix de 98 à 102 mètres (soit 2 o/o) ; une autre admettait un écart de 3 o/o en plus ou en moins.

Mais cela pouvait donner lieu à des abus au détriment de l'ouvrier, les fabricants pouvant indiquer comme base des longueurs tissées non conformes à la réalité et obtenir ainsi pour chaque pièce de tissu un supplément inévitable dont il n'était point tenu compte à l'ouvrier. Poussant la chose de très loin, il pouvait

fixer un salaire uniforme pour toutes les longueurs comprises, par exemple entre 100 et 125 mètres. Aussi, le rapporteur disait-il que les ouvriers syndiqués réclamaient à juste titre là contre et demandaient le métrage exact du tissu et le paiement jusqu'au dernier mètre.

Situation des établissements de tissage au point de vue de l'arrêté royal de 1903. — M. de Bruycker avait fait encore une autre enquête relativement à la situation des établissements de tissage au point de vue de l'arrêté royal du 1^{er} août 1903. Il avait visité 136 établissements, parmi lesquels 70 tissages mécaniques. De ceux-ci, 2 seulement avaient maintenu le paiement à la longueur ourdie. Par contre, ce mode n'avait presque pas changé dans les « manufactures ». Considérant le paiement à la longueur tissée, il distinguait quatre méthodes différentes : 1^o par mètre ; 2^o par une combinaison du mètre et de la pièce ; 3^o par pièce tissée de longueur variable ; 4^o par pièce tissée avec une longueur maxima.

Le premier système était simple et juste. Dans le deuxième, le salaire était payé par mètre ; on faisait le métrage d'un certain nombre de pièces de tissu, on prenait une moyenne, et le prix de base multiplié par le nombre moyen de mètres, donnait la rémunération par pièce tissée, rémunération qui restait établie pour toutes les pièces de même espèce. Cela paraissait présenter assez de garanties pour l'ouvrier. Néanmoins, c'était un système hybride qui pouvait amener des

difficultés, et qu'il valait mieux éviter. Dans le troisième, on fixait le salaire pour une pièce tissée dont la longueur pouvait varier entre certaines limites (ex. : de 120 à 128 mètres). Une pièce inférieure au minimum ne satisfaisait pas aux conditions de réception. Dans le quatrième, on ne conservait que le chiffre correspondant à la limite supérieure. Il était facile de comprendre que ces deux derniers modes devaient être écartés.

Prenant ensuite le paiement à l'écheveau, l'inspecteur soulignait les difficultés qui pouvaient venir de la différence existant entre l'écheveau de lin dont la longueur est invariable tandis que le poids varie d'après la finesse du fil, et l'écheveau de coton dont le poids est invariable et dont la longueur varie d'après le numéro ; il rappelait aussi que l'industrie cotonnière fait usage de trois numérotages ou titrages différents : anglais, belge et français. Entre le tissage à la main et le tissage mécanique, il faisait une distinction ; il montrait que dans le premier, le contrôle pouvait avoir lieu, le tisserand recevant les écheveaux de trame, les comptant, assistant à leur pesage, tandis que dans le deuxième toute vérification était impossible, du fait que l'ouvrier recevait son fil sous forme d'époules au fur et à mesure de ses besoins.

Les résultats obtenus en 1904 par la nouvelle réglementation n'étaient pas satisfaisants. Les industriels ne voulaient pas renoncer à un mode de rémunération dont ils avaient l'habitude et qu'ils avaient inté-

rèt à conserver. L'inspecteur constatait qu'à part deux exceptions, les patrons des tissages mécaniques avaient abandonné le mode interdit par l'arrêté de 1903; tout en constatant qu'il y avait beaucoup plus de difficultés dans les établissements de tissage à la main. Il avait relevé aussi deux plaintes pour inexactitude des instruments de mesure, l'une concernant un rouleau inexact, l'autre une table trop longue. Le contrôle de l'ouvrier aux opérations de mesurage faisait trop souvent défaut. Enfin, il notait l'emploi dans un établissement d'un système de compteur automatique qui, pour n'être pas encore satisfaisant, n'en était pas moins réclamé par d'autres,

Arrêté royal du 16 juillet 1905. — A la suite de ce rapport et de réclamations dans le même sens, le Gouvernement promulgua un nouvel arrêté royal en date du 16 juillet 1905. (1)

L'article 1^{er} interdisait, dans l'industrie du tissage, l'emploi de la pièce tissée et de l'écheveau comme unités de compte servant à déterminer le salaire des ouvriers. L'article spécifiait que l'arrêté entrerait en vigueur le 1^{er} septembre 1905.

Comme pour celui de 1903, nous en trouvons mention dans les rapports de la même année.

Rapports de l'inspection du travail en 1905. — Passons sur les observations très succinctes de M. Verecke du district d'Anvers et de l'inspecteur du district de

1. Voir Annexe N° 15.

Bruges(1) qui notaient une bonne observation de la loi en général.

Dans le district de Courtrai, M. de Jaegher rappelait qu'après l'arrêté royal de 1903 interdisant l'emploi d'une longueur de chaîne ourdie comme unité de compte, la plupart des chefs d'industries qui usaient de ce mode y avaient substitué celui du paiement à la pièce tissée de longueur variable, lequel ne permettait qu'un contrôle illusoire pour l'ouvrier.

Le paiement à l'écheveau. — L'arrêté de 1905 venait à nouveau modifier cet usage. Dans les tissages mécaniques, la suppression du paiement à l'écheveau avait été relativement facile à obtenir; les patrons étaient, en effet, obligés de reconnaître que le tisserand ne pouvait opérer aucun contrôle sérieux de la trame qu'ils recevaient toute préparée. Par contre, pour le tissage à la main, la question était tout autre. Il y avait là un certain fondement dans l'objection, mais il était difficile d'exiger du législateur d'établir à cet égard une distinction, d'autant que le tissage à la main tend forcément à disparaître. Cependant, déclarait l'inspecteur, nous ne pouvons empêcher le paiement au kilogramme de coton en trame qui ne laisse pourtant aucun contrôle sérieux à cause des 3 numérotages différents qui existent concurremment: le système belge où le numéro donne le nombre d'écheveaux de 840 yards contenus dans 500 grammes; le système anglais où le numéro indique le nombre d'écheveaux

1. Off. belg. du trav. *Rap, insp. du trav.* Année 1905. (*Mes. du trav.*)

de 840 yards contenus dans une livre anglaise de 453 grammes; le système français où le numéro donne le nombre d'écheveaux de 1.000 mètres contenus dans 500 grammes. Les fabricants, du reste, avaient eux-mêmes intérêt à supprimer le paiement à l'écheveau de lin ou au kilogramme de coton, car il était malaisé pour eux de constater si toute la trame donnée au tisserand se trouvait réellement dans le tissu; en exposant la pièce à l'humidité, l'ouvrier pouvait arriver à soustraire une quantité de trame qui pouvait atteindre 3 o/o de celle qui lui avait été confiée.

L'arrêté royal de 1905 rencontra beaucoup d'oppositions dans le tissage mécanique. Une vingtaine de fabricants avaient imaginé le système suivant pour éluder la loi : ils divisaient le prix fixe de la pièce par un nombre de mètres supérieur à la longueur moyenne des pièces, nombre qui n'était atteint qu'en de rares circonstances, et l'ouvrier avait le choix entre le prix au mètre calculé de cette façon et le prix fixe ; il acceptait toujours en fait le prix fixe.

Le paiement à la pièce tissée. — Dans les tissages manuels, on se heurtait à la même difficulté pour la suppression de l'emploi de la pièce tissée comme unité de compte. C'était là un mode très ancré dans la région où, depuis vingt-cinq ans, les prix de façon, c'est-à-dire les prix fixes, étaient restés à peu près invariables, alors qu'en réalité les salaires n'avaient fait que décroître par suite de l'allongement que les industriels avaient fait subir aux pièces aux époques de crises sans toucher au prix fixe.

Dans un tissage où l'on fabriquait mécaniquement des toiles d'emballage, on payait au kilogramme le tissu fabriqué en tenant compte du duitage ; il était évident qu'un semblable mode ne donnait pas les garanties désirables, car il était toujours possible au patron de faire passer à un certain moment un numéro plus fin, et par suite de contraindre le tisserand à augmenter la longueur de trame sans rémunération pour arriver au même poids. Cela pourtant n'était pas interdit.

Cependant, on n'avait pas les mêmes raisons d'interdire le paiement à la pièce pour les articles à sectionnement tels que carpettes, serviettes, mouchoirs, bordés en trame, dont la longueur ne dépasse pas la longueur du tissu, et dont le contrôle est toujours facile. La conclusion de l'inspecteur du travail était que la question du mesurage du travail à la tâche est fort délicate et que sans doute il faudrait évoluer du côté de l'emploi d'appareils automatiques (1), combinés avec l'affichage des tarifs.

Rapports de l'inspection du travail, 1906. — En 1906, nous trouvons dans les rapports la preuve de l'observation de la législation, sauf bien entendu quelques contraventions inévitables, notamment celles déjà rencontrées dans l'industrie de la taille du dia-

1. A ce sujet, il est bon de signaler un compteur automatique de duites à fil flottant perfectionné (Brevet V. de Moulin) employé dans le neuvième district. Il donne une marque spéciale toutes les 10.000 duites, tout en conservant les autres.

mant, résultant de l'emploi du carat comme unité de compte (Louvain, Anvers, Bruges).

Dans le district de Courtrai (1), les ouvriers voyaient d'un mauvais œil l'adoption du compteur automatique, dont les frais d'installation leur incombaient, prétendaient-ils.

Dans la région de Mons (2), l'inspecteur relevait des contraventions de la loi des poids et mesures : pour défaut de poinçonnage des instruments ; dans 9 filatures et 18 fabriques de ciment ; une pour l'emploi de la pièce tissée comme mode de rémunération dans un tissage de jute : une pour emploi à cet effet d'une longueur de chaîne ourdie dans un tissage de laine.

Dans le district de Liège, les contestations si nombreuses les années précédentes dans l'industrie lainière avaient complètement cessé.

Rapports de l'inspection du travail, 1907. — Ce sont à peu près les mêmes observations que nous relevons en 1907 pour les districts de Louvain et d'Anvers. Dans ce dernier, sur 6.000 ouvriers diamantaires, 2.500 environ étaient payés au carat, ce qui donnait lieu à des abus ou à des erreurs.

Dans le district de Gand, l'inspecteur avait dû intervenir dans quelques usines de Renaix où l'on payait encore à la pièce tissée ou à l'écheveau.

1. Rapp. de l'inspect. du trav. 1906, *Rubrique : Mesurage du travail*, p. 230.

2. Rapp. de l'inspect. du trav., 1906, *Rubrique : Mesurage du travail*, p. 294.

Dans le district de Mons (1), plusieurs industriels se servaient d'instruments de mesures non poinçonnés : 7 filateurs, un tisseur, un fabricant de laine artificielle, 2 tanneurs, un raffineur, 2 fabricant de produits réfractaires, un faïencier, un fabricant de bonneterie et 2 fabricants de ciment.

Rapports de l'inspection du travail en 1908. — En 1908, l'inspecteur du district de Courtrai (2) constatait la persistance de certains industriels à employer comme base de rémunération des unités interdites. Toutefois, il remarquait que peu à peu les fabricants se laissaient persuader que le mesurage des pièces en présence de l'ouvrier présentait les plus grands avantages, car, d'une part, il inspire confiance à l'ouvrier, et d'autre part, le patron a l'occasion d'examiner le tissu sous les yeux du tisserand. Dans un grand nombre de tissages, l'employé préposé au mesurage des livrets remettait au tisserand, après mesurage, un billet portant l'indication de la longueur métrique de la pièce; et comme dans la plupart des cas, les prix par mètre étaient affichés, l'ouvrier pouvait facilement établir son compte.

Dans le district de Mons, nous relevons encore des contraventions pour défaut de poinçonnage des instruments dans : 3 filatures, 1 atelier de tissage, une fabrique de soie artificielle, 2 fabriques d'acide sulfu-

1. Rapport de l'inspection du travail, 1907. *Rubrique : Mesurage du travail*, p. 331.

2. Rapport de l'inspection du travail, 1908. *Rubrique : Mesurage du travail*, p. 309.

rique, une tannerie; 3 sucreries, 12 fabriques de ciment, un atelier de triage de chiffons.

Entin, dans la région de Liège, tous les métiers à tisser étaient dès lors munis de compte-duites, qui donnaient toute satisfaction.

Pour en terminer avec cet examen des résultats de la législation belge, il nous faut remarquer que dans ces dernières années, si nous nous en rapportons aux statistiques des grèves, l'une des causes les plus fréquentes de conflits a été la réclamation de l'affichage des tarifs de salaires.

Cet affichage n'a cependant pas été rendu obligatoire par la loi, et cela est fort regrettable. Si en fait il est très souvent pratiqué (1), il est à craindre qu'il ne fasse défaut précisément dans les cas où il serait le plus utile, c'est-à-dire dans les cas où les tarifs étant un peu compliqués sont moins connus des ouvriers, ou dans ceux, plus rares, il faut l'espérer, où un industriel sans scrupule n'hésiterait pas à exploiter ses travailleurs.

Relativement à l'industrie du tissage, les compte-duites ont maintenant la faveur des employeurs, comme celle des employés; et le ministre a eu à maintes reprises l'occasion de donner son approbation à des appareils qui lui étaient soumis, en vertu de l'article premier de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1903. C'est toujours à des cas déterminés que

1. Ces renseignements sont, en particulier, dus à l'obligeance de M. le Directeur de l'*Office du travail belge*.

s'appliquent les décisions ministérielles, et il n'a pas été pris de mesure générale en ce qui concerne l'approbation des compte-duites.

Enfin, si un certain nombre de patrons remettent à leur ouvriers des bulletins portant des indications relatives aux conditions de travail ou de salaire, c'est tout à fait volontairement, le législateur n'ayant sur ce point édicté encore aucune prescription. Dans le silence ou dans l'imprécision de la loi, il ne faut compter que sur l'activité des inspecteurs du travail pour persuader aux industriels qu'ils ont intérêt à se soumettre volontairement à ces formalités auxquelles ils ne sont point tenus. C'est ce qu'ont heureusement compris les inspecteurs belges, et c'est au zèle qu'ils ont manifesté ces dernières années qu'est dû le très sensible progrès constaté dans l'observation de la réglementation (1).

1. En ce qui concerne l'application des lois industrielles et l'activité de l'inspection du travail en Belgique, on lira avec intérêt la note de l'*Office du travail belge* sur le mémoire présenté au Congrès de Cologne, en 1902, par M. L. Varley, au nom du comité belge pour le progrès de la législation du travail. Cette note figure dans la publication de l'Association Internationale pour la protection des travailleurs : *Le travail de nuit des femmes dans l'industrie*, Paris, Le Soudier, p. 151, 157.

CHAPITRE V

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION BELGE

Nous avons constaté que c'est par voie de réglementation générale qu'a procédé le législateur belge. Cette méthode résulte naturellement du but qu'il se proposait.

Désireux de réglementer le mesurage du travail à la tâche pour protéger l'ouvrier contre des fraudes ou des erreurs possibles, il a voulu ne pas restreindre le bénéfice de cette protection à quelques catégories de travailleurs, mais l'accorder à tous, indépendamment des industries auxquelles ils appartiennent.

Il lui fallait pour cela édicter certains principes généraux, répondant aux caractères du travail à la tâche, envisagé en lui-même, quant à son évaluation, en dehors des espèces de production auxquelles il est susceptible de s'appliquer. C'est un raisonnement analogue à celui que nous avons fait dans notre première partie qui devait l'amener à la position de ces principes.

La première prescription du législateur belge concerne le droit pour l'ouvrier de contrôler le mesurage dont son ouvrage peut être l'objet, en vue de sa

rémunération. Elle est contenue dans l'article 10 *bis* complémentaire de la loi de 1887. En même temps, la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers spécifie que dans les règlements devront se trouver des indications précises concernant la manière dont le salaire est établi, et quand l'ouvrier travaille à la tâche, le mode de mesurage et de contrôle. Mais le droit de contrôle reste encore illusoire : il ne s'applique qu'à l'un des deux facteurs du mesurage, à l'opérateur, et non aux instruments. Le travailleur peut vérifier l'exactitude des opérations, l'impartialité de l'opérateur, mais il ne peut acquérir la certitude que les poids, les balances, les mesures dont il est fait usage sont conformes aux unités-étalons ; la loi de 1855 qui prescrit la vérification par des fonctionnaires spéciaux, ne concerne que les instruments employés dans les relations commerciales. L'extension de cette garantie aux relations nées du contrat de travail est prononcée par la loi du 30 juillet 1901 qui confie l'exécution de la législation à l'inspection du travail et donne au Gouvernement certains pouvoirs : pouvoir d'interdire l'emploi de mesures déterminées, pouvoir de rendre obligatoire le système métrique, pouvoir d'imposer l'emploi d'instruments de mesure spéciaux. Cette législation a un avantage, c'est certain ; elle atteint immédiatement toutes les branches des diverses industries dans lesquelles le travail à la tâche est pratiqué. Mais ce n'est pas suffisant. Cette réglementation générale est trop vague pour ne point laisser place à la fraude.

Les rapports des inspecteurs signalent des abus, des réclamations contre certains procédés des industriels, que la loi est impuissante à réprimer. C'est alors que le gouvernement, par des arrêtés royaux pris en conformité de la loi, édicte des prescriptions spéciales à une industrie déterminée. Il commence à faire œuvre utile, mais peu à peu les règles générales s'effacent derrière les précisions particulières qui en sont l'application. C'est d'abord l'arrêté royal de 1903 qui, pour l'industrie textile, vient imposer l'emploi du compte-duites automatique, interdire l'usage d'une longueur de chaîne comme unité de compte. C'est ensuite l'arrêté de 1905 qui, toujours pour la même industrie, vient interdire l'emploi de la pièce tissée ou de l'écheveau comme base des salaires.

Ainsi, la loi a posé quelques principes essentiels concernant tous les genres de production, mais c'est le pouvoir exécutif qui, par voie d'arrêtés, vient régler l'application de ces principes à une industrie particulière. Pour le faire, il est vrai, il doit s'entourer de toutes les garanties possibles, que le législateur a eu soin de spécifier : avis de conseils consultatifs, avis de Chambres de commerce. Mais cette réglementation de détail ne se forme que lentement, à mesure que des abus sont signalés, en vertu de pouvoirs limités. Dès lors, qu'une mesure s'impose qui dépasse le cadre des principes posés, ou la limite des pouvoirs conférés à l'exécutif, celui-ci est obligé de s'arrêter.

Dans les derniers rapports des inspecteurs du travail revient souvent cette demande des ouvriers tis-

seurs de l'affichage obligatoire des tarifs de salaire que la loi n'a pas prévu parmi les règles qu'elle a édictées. On se demande alors si après avoir posé ces principes généraux, donné aux différentes industries cette ébauche de garanties, il n'y aurait pas eu avantage à faire une loi spéciale à une industrie déterminée, comme les textiles où le problème se pose d'une façon particulièrement critique. La discussion de cette loi, les avis apportés publiquement à la tribune des Chambres, venant compléter les résultats d'une enquête préalable, auraient permis du moins de faire une réglementation plus précise, plus complète, et plus prompte que celle qui résulte des arrêtés royaux.

Ces résultats imparfaits de la tentative belge ne tiennent pas tant à la valeur de la méthode employée qu'à la manière dont celle-ci a été appliquée. Il peut-être excellent de poser d'abord des principes généraux, sauf à en assurer ensuite l'observation, mais encore faut-il que l'ensemble de ces règles réponde à l'ensemble des conditions d'un bon mesurage du travail à la tâche. Pour avoir omis de rendre obligatoire l'affichage des tarifs, d'imposer l'usage des livrets de compte, le législateur belge a compromis la complète réussite de sa tentative; le Gouvernement se trouve désarmé devant les réclamations des ouvriers auxquels il ne peut donner satisfaction. Si les inspecteurs du travail, dont le zèle est à louer, ont tenté, non sans quelque succès, de faire adopter volontai-

rement par les industriels ces formalités que rien ne leur impose, il est malheureusement à présumer qu'ils ont réussi là où cela avait le moins d'intérêt, là où des abus étaient le moindre à craindre. Si aujourd'hui, nombre de patrons remettent à leurs ouvriers des bulletins portant certaines indications de travail et de salaire, cela est dû à l'activité de ces inspecteurs du travail ; pénétrant l'esprit de la loi, ils ont essayé de préciser ce qu'elle pouvait avoir de vague, de combler les lacunes qu'elle pouvait présenter, et c'est de persuasion qu'ils ont usé pour amener les industriels à certaines pratiques, avantageuses pour eux comme pour leurs employés.

B. — L'EXPÉRIENCE ANGLAISE

A la méthode de principes généraux, s'appliquant à toutes les branches de l'industrie, qu'a suivie le législateur belge, le législateur anglais en a préféré une autre. Il s'est attaché à résoudre le problème du mesurage du travail à la tâche dans certaines industries où il se posait d'une façon particulièrement intéressante. Cela explique que nous ne trouvions pas dans la législation anglaise, comme dans la législation belge, une loi générale, mais des lois particulières. Nous les distinguerons en deux catégories : 1^o lois relatives à l'industrie minière ; 2^o lois relatives à différentes industries, pratiquées dans les usines ou dans les ateliers, et comprises sous le nom général de « clauses de détails dans les fabriques et ateliers ».

CHAPITRE PREMIER

LE MESURAGE DU TRAVAIL A LA TACHE DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE

L'étude que nous avons faite du droit pour l'ouvrier de contrôler le mesurage de son travail, nous a permis de distinguer deux manières de l'exercer :

Contrôle direct par l'ouvrier, assistant en personne aux opérations de pesage ou de mesurage de son travail ;

Contrôle indirect, par un représentant de l'ouvrier.

Nous avons dit que ce dernier mode s'impose lorsque le lieu de travail est éloigné du lieu de pesage ou de mesurage, notamment dans l'industrie minière où l'évaluation des quantités de minerai abattu se fait à la surface. Nous avons montré qu'il y a, dans ce cas, avantage pour les ouvriers à choisir le même délégué pour les représenter auprès du patron.

Origine de l'institution du Check-Weigher. — Cette idée, l'Angleterre a été la première à la réaliser, il y a 50 ans. C'est, en effet, en 1860 qu'apparut dans l'industrie minière l'institution du contrôleur délégué, ou check-weigher, lorsqu'un règlement sur les

mines fut voté par le gouvernement (1). Cette loi spécifiait le devoir de check-weigher, mais ne disait pas si le charbon devait être payé au mètre d'avancement ou au poids ; et elle permettait l'une et l'autre manière. Cela donna lieu à de nombreuses plaintes qu'un comité fut chargé d'examiner, en 1866.

Le paiement au wagonnet. — Les mineurs se plaignaient de ce que, dans la plus grande partie de l'Angleterre, la méthode de paiement qui prévalait était une méthode grossière dans laquelle l'unité de mesure était le « baquet » (wagonnet) dont les dimensions n'étaient nullement arrêtées et dont la capacité était fort variable ; cela n'était pas considéré à proprement parler, comme une faute intentionnelle, mais les résultats n'en étaient pas changés ; aussi les mineurs, lésés, préféraient-ils le système de la mesure. A ce moment, le comité refusa d'imposer le paiement au poids ; et jusqu'en 1872 la question fut abandonnée. En 1872, on décida de ne considérer que le poids, et d'autoriser les mineurs à le contrôler, de manière à être payés exactement. M. Mormey faisait remarquer qu'il y avait un principe juste, le charbon étant vendu au poids et non à la mesure (2).

Déduction des substances étrangères. La loi du 16 septembre 1887. — Cependant, le minerai, tel

1. *Parliamentary Debates*. Sir Compton Rickell. Février 1905 4^e série. Vol. 144, p. 22.

1. C'est un raisonnement que nous avons déjà rencontré au sujet du paiement au mètre de tissu.

qu'il est extrait de la mine, n'est jamais pur ; cela résulte de l'impossibilité pour les mineurs de trier les pierres dans l'obscurité et l'exiguité de la galerie. Il fallait donc déterminer le poids des substances étrangères, mêlées au charbon, et ne pas les traiter comme tel. Aussi une loi du 16 septembre 1887 sur les mines de charbon disposa-t-elle (section 12) que le poids de ces matières étrangères devrait être déduit (1). « Lorsque le montant des gages dépendra de la quantité du minerai extrait, les mineurs, seront payés suivant le poids réel de ce minerai ». On augmentait ainsi les fonctions du check-weigher.

D'autre part, comme des abus étaient possibles, il semblait assez naturel de donner au contrôleur pouvoir de représenter les mineurs dans toutes les discussions relatives au pesage ? Il arriva que les discussions dépassèrent rapidement ces limites ; et pratiquement, c'est ce fait qu'il réglait avec les représentants des employeurs d'innombrables plaintes qui fit l'importance du check-weigher. Il conciliait toutes sortes d'affaires sur-le-champ, empêchait qu'on en référât à la fédération des mineurs ou des patrons.

Déduction du menu charbon.— Mais, outre les pierres et les matières étrangères, le minerai peut contenir du petit charbon dont l'utilisation est plus difficile. Aussi, la question se posait-elle de savoir si l'on devait déduire du poids total du minerai celui

1. *The Coal Mines Regulation* 1887. Vol. 144, p. 22, 23, 24.

de ce menu charbon, comme celui des pierres. D'après la loi de 1862, le patron mineur n'en avait pas le droit (1), et toute convention contraire à ce sujet était nulle. La jurisprudence était constante dans ce sens ; nous citerons par exemple l'affaire Bourne et consorts contre Nethersean Colliery et C^{ie}, (61.-L. E. N. S. H. N. p. 126-19) : les ouvriers dont le menu charbon avait été déduit illégalement furent autorisés à recouvrer cette portion de leurs gages.

La loi de 1887, à ce point de vue, souleva des difficultés et entraîna des plaintes. Cependant, la solution généralement donnée était celle de la non déduction du petit charbon. Nous en trouvons la preuve dans l'affaire Huggins contre The London et South Wales Colliery C^o (*Times* L. R, 31 Janvier 91). La Cour décida que les employeurs n'avaient nullement le droit de déduire du poids total du minerai celui du petit charbon (slack).

En 1897, cette question des déductions du menu charbon était très embrouillée. Dans son dernier état, le système de paiement des salaires dans les mines de charbon est celui-ci : paiement au poids réel de minerai extrait, et par conséquent déduction du poids des pierres ou du menu charbon qui s'y trouvent mêlés.

Le Check-Weigher. — Sa nomination. — Son rôle. — Ses droits. — Ses devoirs. — C'est à l'occasion de

1. *The Coal Mines Regulation* 1887 (C. 58). Notes de Atherley Jones (*The miner's Handy Book*).

ces opérations qui tendent à déterminer le salaire de chaque mineur que le check-weigher intervient. C'est de lui que nous allons nous occuper, montrer en quoi consiste son rôle, comment il est nommé, etc.

Rôle du Check-Weigher. — Jusqu'en 1887, nous le savons, les patrons n'avaient pas pouvoir d'opérer des réductions sur le salaire en raison des matières étrangères que pouvait contenir le minerai. Jusqu'à cette époque le rôle du check-weigher (1) se bornait donc à contrôler le pesage du charbon, et à vérifier si les appareils étaient justes. Ses fonctions n'étaient pas très bien déterminées; quant à sa nomination, la loi de 1872 décidait que seul pouvait être choisi comme contrôleur celui qui était déjà employé par le propriétaire de la mine où il cherchait à être nommé. Cela présentait un gros inconvénient : si le check-weigher était bien le représentant des ouvriers, il était avant tout ouvrier lui-même, et le patron pouvait toujours le congédier, s'il trouvait qu'il s'acquittait de sa mission avec trop de bienveillance.

En 1887, la loi qui donnait au propriétaire de la mine le droit de retrancher du poids total de minerai celui des pierres ou des matières étrangères eut pour conséquence d'augmenter les attributions du contrôleur; la pesée des matières étrangères nécessitait sa présence.

Dans cette loi, nous trouvons une véritable réglementation de l'institution du check-weigher.

1. *Parliamentary Debates*. Vol. 144, p. 23, 24.

Païement des mineurs employés à la tâche. — Elle contient toute une série d'articles consacrés au paiement des personnes employées à la tâche dans les mines. La section 12 déterminait d'abord le mode de rémunération de ces personnes (1) :

Lorsque les gages seront proportionnels à la quantité de minerai extrait, les mineurs seront payés suivant le poids réel de ce minerai, et suivant sa qualité, conformément au contrat. Le minerai obtenu devra être pesé dans un endroit aussi proche que possible du puits. Le propriétaire, agent ou directeur pourra se réserver vis-à-vis des personnes employées dans la mine la faculté d'opérer des déductions en ce qui concerne les pierres ou les substances autres que le minerai, et qui se trouveraient mêlées à lui, ou à cause de l'insuffisance de remplissage d'un wagonnet, lorsque ce wagonnet aura été rempli par le mineur lui-même ou une personne payée par lui. De telles déductions pourront être réglées de la façon convenue entre le propriétaire et les employés ou bien entre ceux-ci et une personne agissant pour le propriétaire ou son représentant et le check-weiger s'il y en a un, ou, en cas de divergence, par une tierce personne choisie d'un commun accord ; à défaut d'entente, cette personne sera nommée par un président des sessions trimestrielles (quater-sessions) dans la juridiction desquelles sera situé l'un des puits de la mine. Toute infraction ou manquement à ces règles constituera une violation de la loi à la charge de la personne qui en sera coupable, à moins qu'elle ne

1. Voir Annexe, n° 16.

prouve avoir fait tout ce qui lui était possible pour l'éviter en publiant les dispositions de cet article et en les admettant en vigueur de son mieux.

Le secrétaire d'État pourra, sur la demande des employeurs et des employés rendre une ordonnance permettant de payer les ouvriers d'une mine d'après une autre méthode, lorsque ceux-ci ne seront pas plus de 30.

La section 13 s'occupait spécialement du check-weigher. Par le paragraphe 1^{er}, elle décidait que les personnes employées dans une mine et payées d'après le poids du minerai pourraient à leurs frais nommer un contrôleur (check-weigher) dans toute place désignée pour le pesage du minerai et pour la détermination des déductions, personne qui ferait pour elles un compte exact du minerai ou déterminerait exactement les déductions éventuelles.

La rémunération du check-weigher. — Mais le check-weigher n'était pas seulement payé par ses commettants. Ses gages étaient protégés par la loi. La section 14, § 1^{er}, disait en effet :

Lorsqu'un check-weigher aura été nommé par la majorité des personnes employées dans la mine, payées à la tâche, et aura agi comme tel, il pourra recouvrer de tout ouvrier, pour le temps qu'il aura été employé, la proportion de ses gages de check-weigher, encore que certains de ceux qu'ils l'aient désigné aient quitté la mine, ou que d'autres y soient entrés depuis sa nomination. Toute convention contraire sera nulle.

Le paragraphe 2 ajoutait que le propriétaire ou l'administrateur d'une mine quelconque dans laquelle la majorité des mineurs aurait agréé un contrôleur selon les règles ci-dessus, pourrait légalement retenir la rémunération convenue.

La nomination du check-weigher. — Ainsi, seuls les employés à la tâche pouvaient nommer un contrôleur, rétribué par eux. Mais tout mineur à la tâche, après la nomination du contrôleur, devenait débiteur, pour sa part, des gages qui étaient alloués à ce contrôleur. Le recouvrement légal de cette part supposait la nomination par scrutin (1) ; en dehors de ce cas il était impossible. Cela résultait expressément du texte : « Lorsqu'un check-weigher aura été nommé *par la majorité*. » Si tous les mineurs ne consentaient pas à cette nomination, il fallait procéder à un vote, après lequel devait avoir lieu une réunion dont le président devait certifier ou bien que le scrutin avait eu lieu, et que son résultat était tel, ou bien, si le scrutin n'avait pas eu lieu, donner les noms de ceux qui avaient voté pour le check-weigher et les communiquer au patron. Cela avait pour but d'indiquer au propriétaire quelle était la personne qui avait pouvoir de représenter les ouvriers en qualité de contrôleur.

Droits du check-weigher. — Les droits du check-weigher étaient posés dans le paragraphe 2 de la section 13 :

1. *Parliamentary Debates*. Vol. 144, p. 27, 42, 43.

On devra donner au check-weigher toutes les facilités lui permettant d'accomplir ses fonctions, y compris les facilités d'examiner et de vérifier la machine à peser, de vérifier aussi la tare des wagonnets, quand cela sera nécessaire; le manquement à ces règles constituera une contravention à moins que celui qui en sera accusé ne prouve qu'il a pris toutes les précautions raisonnables pour l'éviter.

Application de loi de 1878 relative aux poids et aux mesures. — Il faut noter qu'en 1872 la loi ne donnait pas au check-weigher le droit de vérifier les bascules; sur ce point, la loi de 1887 marquait un notable progrès; elle comblait complètement cette lacune en décidant (section 15) que la loi des poids et mesures de 1878 s'appliquerait désormais pour les poids, les bascules et toutes les machines à peser employées dans la mine, dans le but de déterminer les gages, d'une façon semblable au commerce.

L'inspecteur des poids et mesures devait contrôler les poids, bascules et machines à peser de son district, examiner les wagonnets et les jauger (mais cela n'empêchait pas d'employer les mesures couramment en usage dans les mines) une fois au moins tous les six mois, et aussi souvent qu'il aurait une raisonnable cause de croire à des fraudes ou à des irrégularités; la seule condition était qu'il n'empêchât pas le travail de la mine; il n'avait besoin d'aucune autorisation du juge de paix pour procéder à cette inspection. Les pénalités qu'il pouvait appliquer étaient les mêmes

que celles prévues par l'article 48 de la loi relative aux poids et aux mesures.

Devoirs du check-weigher. — Cette condition de ne pas gêner le travail, imposée au contrôleur des poids et mesures devait, à plus forte raison, être imposée au check-weigher à cause de son intervention quotidienne. C'est ce que faisait le paragraphe 3 de la section 13 :

Le check-weigher ne devra pas empêcher ou interrompre le travail de la mine, ni se mêler du pesage, ni s'occuper des ouvriers ou de l'administration de la mine, il pourra seulement faire des calculs ou déterminer les déductions, et son absence ne sera pas une raison pour qu'on interrompe ou retarde ces opérations. Celles-ci seront faites par la personne (weigher) désignée à cet effet par le propriétaire, agent ou directeur, à moins que le contrôleur absent n'ait une raison sérieuse de supposer que le pesage ou la déduction ne sera pas bien fait. Mais le check-weigher pourra toujours indiquer aux ouvriers la quantité de minerais extrait par eux, ou leur donner une information relative au pesage ou à la tare des wagonnets, aux déductions, ou à quelque autre matière rentrant dans ses attributions à la condition que le travail de la mine ne soit ni gêné ni interrompu.

Renvoi du check-weigher. — Le paragraphe 4 de la même section prévoyait la sanction de cette obligation.

Si un contrôleur empêche ou interrompt le travail de la mine, ou se mêle du pesage, ou de l'administration, ou

s'il a dépassé la limite de ses pouvoirs au détriment du propriétaire, celui-ci pourra se plaindre à un tribunal de juridiction sommaire et demander le renvoi du contrôleur. Le check-weigher sera toujours entendu. Si le tribunal pense que la plainte du propriétaire est assez fondée pour justifier le renvoi du check-weigher, il rendra une ordonnance sommaire à cet effet; mais ce renvoi ne portera pas atteinte au droit des ouvriers, qui pourront nommer un autre délégué (section 13-5°).

Prévoyant le cas où le secrétaire d'État aurait rendu une ordonnance autorisant le paiement à la mesure ou à la jauge, le paragraphe 7 de la section 13 spécifiait que les dispositions de la loi s'appliqueraient comme si le terme « pesage » comprenait le mesurage et le jaugeage; les termes relatifs au poids devaient être interprétés en conséquence.

Protection des mineurs contre les abus du weigher.

— Enfin le paragraphe 8 de la section 13 donnait au check-weigher et aux ouvriers les garanties symétriques de celles données au patron par le paragraphe 3.

Si la personne nommée par le propriétaire, agent ou directeur pour effectuer les pesées empêche le check-weigher d'exercer sa fonction, ou change la balance ou la tare dans le but d'empêcher un pesage correct, elle est coupable d'un délit.

Loi de 1897. — Telle qu'elle était, cette loi donnait de grandes garanties aux ouvriers mineurs, puisque non seulement elle posait le principe du droit qu'ils avaient de contrôler les opérations destinées à déter-

miner le salaire, mais encore elle réglementait point par point l'exercice de ce droit. Malgré tout, elle présentait quelques lacunes que l'expérience devait faire apparaître, et qu'une nouvelle loi devait en partie combler en 1897 (1).

C'est d'abord le champ d'application des prescriptions qui était étendu. Alors que la loi de 1887 ne concernait que les mines de charbon, la loi de 1897 déclarait applicables aux carrières les sections relatives au pesage du minerai. C'était logique, puisque les conditions d'extraction étaient en quelque sorte analogues, et que la rémunération des ouvriers ne pouvait se faire que sur la même base : au poids de matière extraite, au mètre d'avancement, ou au mètre cube.

Absence du check-weigher. — La section 12 (r) venait ensuite compléter heureusement la deuxième partie du paragraphe 3 de la section 13 de la loi de 1887 qui, prévoyant le cas de l'absence du check-weigher, disait qu'elle ne devait pas empêcher le pesage. C'était nécessaire et l'on ne voulait pas gêner le travail de la mine ; mais cela aussi pouvait porter atteinte au droit des ouvriers. La section 12 posait donc le principe du remplacement du check-weigher empêché :

Le droit conféré par la loi principale (1887) aux personnes employées dans une mine, payées suivant le poids

1. Voir Annexe, n° 17.

du minéral extrait, de nommer un *check-weigher*, comprendra le droit de lui nommer un remplaçant pour le suppléer en cas de maladie. L'expression « *check-weigher* », qu'elle se trouve employée dans la loi principale ou dans la présente loi, comprendra donc tout *check-weigher* adjoint en l'absence du titulaire.

Abri pour le check-weigher. — D'autre part, le 2^o de la section 13 ancienne disait que toutes facilités devaient être données au *check-weigher* à l'effet de lui permettre de remplir ses fonctions. A vrai dire, cette obligation était un peu vague. La section 12 (4^o) vint heureusement la préciser, et pour ainsi dire la compléter, en spécifiant que ces facilités devraient comprendre un abri contre le mauvais temps, abri suffisant pour deux personnes, contenant une table ou un bureau pour écrire, et un nombre suffisant de poids pour éprouver la bascule.

Un paragraphe 5 de la même section remplaçait les sous-sections 4, 5 et 6 de la section 13 de la loi antérieure :

Si un *check-weigher* empêche ou interrompt le travail de la mine, intervient dans le pesage, le trouble, ou s'il fait quoi que ce soit de préjudiciable pour le propriétaire, qui dépasse son mandat, il sera coupable d'un délit contre la loi principale.

Renvoi du check-weigher. — Parallèlement au droit qu'ils avaient de nommer un *check-weigher*, les ouvriers devaient avoir le droit de le renvoyer ; nous

avons déjà trouvé des prescriptions à ce sujet ; la sous-section 6 de la section 12 ajoutait :

Lorsqu'un check-weigher aura été nommé au scrutin par la majorité des personnes employées dans une mine payées au poids du minerai extrait, il ne pourra être renvoyé qu'à la suite du vote conforme de la majorité de ces personnes ainsi employées et rémunérées au moment du renvoi.

Personnes autorisées à nommer un check-weigher.

— Mais ces personnes qui avaient le droit de nommer un contrôleur, et qui devaient le payer, quelles étaient-elles ? La loi principale (section 14) était encore sur ce point bien imprécise. La nouvelle section 13 disait qu'il fallait y comprendre non seulement les mineurs, mais aussi les personnes auxiliaires (perceurs, remplisseurs, et employés conducteurs de wagonnets) et toutes celles qui sont payées suivant le poids du minerai obtenu, soit par jour, soit par contrat.

Dépenses du check-weigher. — Enfin le § 2 de cette même section venait assimiler au salaire, quant à leur recouvrement, les dépenses faites par le check-weigher dans l'accomplissement de ses fonctions, telles que la loi principale les déterminait.

Loi de juillet 1905. — Depuis cette époque, une loi a été promulguée en vue de compléter ou de préciser certaines dispositions des textes antérieurs. C'est la loi de 1905 « amendant les dispositions de

la loi sur les mines de charbon de 1887, relativement au pesage du minéral (1).

Absence du check-weigher. — La loi de 1897 était déjà venue apporter une modification importante à la loi principale, en permettant d'adjoindre au check-weigher un remplaçant pour le suppléer en cas de maladie. Cette faculté ne s'étendait pas aux autres causes d'absence du contrôleur ; la loi avait pour ainsi dire seulement voulu que les ouvriers ne souffrent pas de la force majeure. Cependant la restriction était difficilement explicable.

C'est pourquoi sir William Abraham demanda à la Chambre des communes, le 31 mars 1905 (2), de garantir un peu mieux les droits des mineurs en permettant au check-weigher de remplacer le titulaire en cas d'absence pour un motif quelconque.

Dans les endroits les mieux organisés, disait-il, les résultats des pesées sont notés par le check-weigher en présence du peseur sur des feuilles qui, à la fin de la journée, sont réunies au bureau. Si le contrôleur est absent, le mineur n'a aucune chance de savoir avec certitude quel travail il a accompli. D'où la nécessité d'étendre l'intervention du check-weigher adjoint.

Le colonel Pilkington appuya cette réclamation. La Chambre fit droit à leur demande, et le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} est ainsi conçu :

1. Voir Annexe, n° 18.

2. *Parliamentary Debates*, 1905, 31 mars Mines.

Le pouvoir conféré par la loi principale aux personnes employées dans une mine et payées d'après le poids du minerai extrait par elles, de nommer un check-weigher, comprendra le pouvoir de nommer un adjoint pour agir en l'absence du titulaire, lorsque cette absence aura une cause raisonnable; et l'expression « check-weigher » quand elle sera employée dans cette loi signifiera tout check-weigher adjoint, agissant en l'absence du titulaire.

Le paragraphe 2 ajoute :

Lorsqu'un meeting aura eu lieu dans le but de nommer un check-weigher ou un adjoint, le président de ce meeting en remettra au propriétaire, agent ou directeur une déclaration spécifiant qu'il a présidé la réunion, et que le check-weigher nommé l'a été régulièrement. Cela constituera *prima facie* preuve de cette nomination.

Nomination. — Relativement à la nomination (1), le paragraphe dit :

Lorsque le check-weigher ou son remplaçant aura été nommé par la majorité au scrutin des personnes employées dans la mine, et payées à la tâche, la déclaration l'indiquera; si la nomination n'a pas eu lieu au scrutin, la déclaration indiquera les noms de ceux par qui le check-weigher ou son remplaçant aura été nommé. S'il l'a été à la majorité, comme il vient d'être dit, il sera considéré comme nommé par tous les employés de la mine qui sont autorisés à l'élire.

Abri. — Relativement à l'abri qui doit être mis à la

1. *Parliamentary Debates*, 1905. V. 144, p. 27, 42, 43.

disposition du check-weigher, la nouvelle loi ne fait que reproduire les dispositions du 4^e de la section 12 de 1897 :

Les facilités à donner au check-weigher d'après l'article 13 de la loi principale doivent comprendre la prévision pour le contrôleur d'un abri contre le mauvais temps, assez vaste pour deux personnes, contenant un bureau ou une table pour écrire, et un nombre suffisant de poids pour vérifier la bascule.

Lors de la discussion, Sir Compton Rickett avait beaucoup insisté sur ce point(1). Il ne demandait, disait-il, qu'un simple abri contre les intempéries pour l'homme qui avait à se servir d'un livre et de papiers, et qui devait se tenir à l'orifice du puits la plus grande partie du jour, suivre les wagonnets, et retourner à son bureau pour prendre ses notes. Il était honteux qu'aucun de ces abris n'existât.

Renvoi. — Le paragraphe 5 relatif au renvoi du check-weigher ou du sous-check-weigher n'est que la répétition textuelle du 6^e de la section 12 de la loi de 1897.

Dépenses. — De même le paragraphe 1^{er} de l'article 2 ne fait que reproduire le 3^e de la loi de 1897, et le paragraphe 3 de l'article 2 relatif aux dépenses du check-weigher n'est qu'un rappel du 2^e de la section 13.

Cependant la loi de 1905 contient quelques articles qui n'existaient pas dans les lois précédentes.

1. *Parliamentary Debates*, 1905. V. 144, p. 27 et suiv.

Le check-weigher dans le contrat d'entreprise. — C'est d'abord le paragraphe 2 de l'article 2, qui est relatif à l'exploitation à l'entreprise. Ce sujet avait donné lieu à une grande discussion devant la Chambre des communes (1) ; sir Compton Rickett avait déclaré que ce système qui consiste à louer à un ou plusieurs entrepreneurs l'exploitation de la mine avait été de temps en temps adopté surtout par les patrons qui ne se souciaient pas d'être en butte aux réclamations des représentants des Trades-Unions. Mais il ajoutait que, pensant qu'un patron devait préférer contrôler directement le travail fait dans sa mine, il était heureux de dire que ce système était de plus en plus abandonné.

Ce qui expliquait qu'on avait pu l'adopter, c'était le désir qu'avaient certains patrons de ne pas traiter directement avec les Trades-Unions. Ce procédé, en tous cas, diminuait de plus en plus en Angleterre. Quoi qu'il en fût, le résultat de son application était de placer les mineurs sous le contrôle d'un entrepreneur qui, en les divisant par groupes, pouvait les contrôler mieux que n'auraient pu le faire les patrons. Mais du fait que ces mineurs recevaient un salaire journalier, ils devaient pouvoir être représentés par des check-weigher en ce qui concernait les déductions qu'ils pouvaient subir ; et du fait que l'opération de ces déductions était aussi importante, sinon plus, que le pesage proprement dit, il était nécessaire de main-

1. *Parliamentary Debates*, 1905. Vol. 144, p. 30, 43.

tenir malgré tout ce système du contrôle, même dans les mines exploitées en partie ou en totalité à l'entreprise (1). Il fallait avouer que dans ce système, une notable partie du travail était rémunérée à la journée et par conséquent n'avait pas besoin d'être contrôlée. Mais quand les mineurs travaillaient à la tâche, ils avaient tout intérêt à être représentés, et il était juste qu'ils le fussent auprès de l'entrepreneur.

Sir Compton Rickett demandait donc que le système du check-weigher fût encouragé; et alors qu'il ne réclamait pas l'intervention du législateur en matière de contrat, il demandait que les mineurs fussent autorisés à nommer un contrôleur.

C'est pourquoi dans la loi de 1905, nous trouvons un paragraphe 2 de l'article 2 ainsi conçu :

Lorsque des personnes seront employées dans une mine par un entrepreneur qui sera lui-même payé suivant le poids du minerai extrait, ces personnes, qu'elles soient mineurs perceurs, remplisseurs, etc. . . , bien que payées par l'entrepreneur et autrement que d'après le poids du minerai obtenu, seront censées être comprises parmi celles qui sont autorisées à nommer un check-weigher; mais la proportion des gages qu'elles lui paieront et qui seront recouvrables légalement, sera payée par l'entrepreneur qui les emploie et recouvrable de lui seul par le check-weigher.

Nomination. — Enfin, l'article 3 de la loi de 1905 dit comment il doit être procédé à la nomination du

1. *Parliamentary Debates*, 31 mars. Vol. 144, p. 27, 30.

contrôleur (1). Tous ceux qui sont autorisés à nommer un check-weigher doivent être avertis de l'intention de nommer ce contrôleur ou son remplaçant par un avis, affiché à l'entrée de la mine ou autrement, spécifiant le lieu, la date et l'heure du meeting, et doivent avoir les mêmes facilités dans le but de procéder à cette nomination soit au scrutin, soit d'après un autre système.

Tel est l'ensemble de cette législation anglaise qui organise, pour les mines de charbon, d'une façon particulièrement précise et pratique, l'exercice du droit de contrôle reconnu aux ouvriers. Contenue dans les 3 lois de 1887, 1897 et 1905, qui se combinent et se complètent, elle donne aux mineurs payés d'après la quantité de charbon qu'ils extraient, la certitude que la rémunération qui leur est payée est juste ; alors qu'ils travaillent au fond de la mine, c'est-à-dire loin de l'endroit où est pesé et examiné le minerai, ils n'ont pas la crainte d'être dupés ; ils savent que là-haut, près du peseur, c'est-à-dire près du patron, ils ont un représentant qui veille à la défense de leurs intérêts ; et c'est là, il faut l'avouer, une des causes de la prospérité de l'industrie minière anglaise sur l'organisation de laquelle M. Raynault pouvait écrire il y a quelques années un livre, pourtant ce titre significatif : *Une industrie sans grèves*.

1. *Parliamentary Debates*, 1905. Vol. 144, p. 42.

CHAPITRE II

LA LÉGISLATION DES FABRIQUES ET ATELIERS LOIS DE 1891, 1895 ET ORDONNANCES MINISTÉRIELLES

Loi de 1891

Bien que les pouvoirs publics anglais soient intervenus très rapidement et avec moins d'hésitation que ceux de beaucoup d'autres États dans le domaine industriel, les Trades-Unions se plaignaient amèrement, il y a une vingtaine d'années, de ce que le travail à domicile fût exécuté à vil prix, en dehors de tout contrôle et de toute règle, dans des conditions souvent déplorables, faisant au travail en fabrique ou en atelier une concurrence des plus fâcheuses.

Indication à fournir. — C'est pour donner satisfaction à ces réclamations, qui paraissaient justifiées, que pour la première fois, en 1891, le législateur anglais édicta une disposition enjoignant aux employeurs des industries textiles (coton, laine, lin, jute), de fournir à leur personnel, payé aux pièces, des indications suffisantes pour lui permettre de se rendre compte des conditions d'exécution et de rému-

nération du travail qui lui était confié (art. 24). L'inobservation de cette règle était punissable d'une amende qui, pour chaque délit, ne devait pas dépasser 10 livres et, en cas de récidive dans les deux ans, d'une amende ne dépassant pas une livre pour chaque nouveau délit.

Divulgateion de secrets industriels. — Comme on avait cependant objecté que ces indications pourraient être parfois dangereuses pour les industriels dont les procédés ou les secrets pouvaient être ainsi dévoilés, la deuxième partie de l'article 24 prévoyait que si un ouvrier communiquait dans une intention frauduleuse ou dans un but de lucre les indications fournies soit directement à lui-même, soit à l'un de ses camarades, il serait passible d'une amende n'excédant pas 10 livres. La même amende était d'ailleurs applicable à quiconque solliciterait ou obtiendrait d'un ouvrier les indications susdites.

Médiocres résultats. Cette disposition n'obtint pas le résultat qu'on en attendait. Les patrons de l'industrie textile avaient réclamé contre l'obligation qu'on leur imposait. Mais le gouvernement de la Reine, désireux de satisfaire autant que possible aux doléances des ouvriers, institua en 1891, pour les examiner, une commission d'enquête dite « Commission du travail » dans laquelle siégeaient à côté des hommes d'Etat les plus renommés de l'Angleterre, des légistes, des chefs d'industrie et plusieurs représentants du parti ouvrier tels que MM. Mawdsley, Tom Mamm, Burt et

Abraham (1). Cette commission procéda à la manière anglaise en faisant comparaître devant elle des milliers de témoins qui appartenaient aux régions et aux industries les plus diverses et en publiant *in extenso* leurs dépositions.

Le projet de loi de 1894. — La loi de 1895.

Après trois ans de travail, elle formula, en juin 1894, son avis dans un rapport final. C'est en quelque sorte sous la dictée de la commission du travail ou tout au moins sous l'inspiration des idées exprimées dans son rapport que l'« act » présenté en 1894 fut élaboré par M. Asquith, secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur (*Home-Office*) dans le dernier ministère Gladstone-Rosebery (d'où le nom d'acte de M. Asquith donné couramment à l'acte de 1895 dans la langue parlementaire anglaise). « La loi de 1891, disait M. Asquith, était défectueuse quant à la forme et quant à l'étendue des « détails » requis ; on ne disait pas s'ils devaient être fournis verbalement ou par écrit, bien qu'il ne fût guère douteux que ce fût à cette dernière qu'avait songé le législateur. Cela donnait lieu à des difficultés ; mais les plus grandes venaient de ce qu'on ne savait pas quels étaient ces « détails » (2).

Le patron devait fournir deux sortes de renseignements aux ouvriers, remarquait M. Asquith :

1. Loi du 8 juillet 1895 amendant et étendant la loi relative aux fabriques et ateliers. Notice de M. René Lavollée, ancien Consul général de France. *Annuaire de législation étrangère*.

2. *Parliamentary Debates*. Commons, 1895. Séance du 2 juillet, p. 134, 135.

1^o Des détails relatifs au taux du salaire applicable à l'ouvrier ;

2^o Des détails relatifs à l'ouvrage donné au travailleur.

Ces indications devaient être données par écrit au moment de la remise du travail, mais non par signes, et quant aux premières, être également contenues dans une affiche apposée dans l'atelier.

Ces dispositions étaient sujettes à deux exceptions : d'abord pour le taux des gages, quand le même taux était applicable à tous les travailleurs occupés dans une même pièce ; on pouvait faire seulement une affiche, pourvu qu'elle contint tous les détails sur le taux des gages et rien d'autre. — Puis, quant aux détails de l'ouvrage à faire qui, dans certains cas, pouvaient être fixés par indicateurs automatiques.

Ainsi amendée, la loi devait donner satisfaction à la fois aux patrons et aux ouvriers. M. Henry James, député de Bury, répondant à la principale objection à la loi de 1891 (1), disait à la Chambre des communes qu'il n'y avait aucun exemple de dommage causé par la publicité des détails. On ne pouvait que faire beaucoup de bien à l'industrie textile en étendant le bénéfice de la clause. Il ajoutait que la proposition relative aux appareils automatiques devait être acceptée par les employeurs et les employés. M. Olroyd, de Dewsbury, déclarait se réjouir de ce que le projet fût plus serré que la loi de 1891. Il savait qu'il y avait eu des difficultés dans l'application et il voulait savoir s'il y avait quelques fuites dans le projet. Il signalait

1. *Parliamentary Debates, Commons*, 2 juillet 1895, p. 135, 136.

que dans plusieurs cas les détails étaient bien donnés conformément à la loi, mais que l'ouvrage n'était pas fait conformément à ces détails. Ainsi, dans le tissage le poids du tissu était déterminé par le nombre des duites (*picks*) introduites par pouce dans le métier; or, on pouvait citer des cas où 30 duites par pouce étaient indiquées dans les détails, les gages étant basés sur le nombre de duites, alors qu'il y en avait en réalité 35; cependant les magistrats avaient refusé de condamner, prétendant que ce supplément avait été mis par erreur, parce que les patrons avaient déclaré que l'addition des « *picks* » leur causait une plus grande perte (en donnant plus de poids au tissu) que la petite économie de gages qu'ils auraient réalisée en payant 30 au lieu de 35. Dans un cas pourtant, il put être prouvé que l'erreur était voulue, les 35 duites étant nécessaires pour la confection de l'espèce de tissu; le maximum de la peine fut alors appliqué. M. Olroyd concluait en disant son espoir de voir la nouvelle loi arrêter la fraude (1).

Cette loi que les deux Chambres s'empressèrent de voter, était, en effet, comme on a pu en juger par les déclarations de M. Asquith, plus complète et plus serrée que la loi qu'elle remplaçait. Elle entraînait dans beaucoup plus de détails, traçant pour ainsi dire le modèle des divers tarifs et des énonciations qu'ils devaient contenir. Celles-ci, distinguées d'après leurs nature en indications relatives au taux du salaire et en indications relatives au travail, devaient être com-

1. *Parliamentary Debates, Commons*, 2 juillet 1895, p. 137 et suiv.

muniquées par écrit, et quant aux premières être reproduites dans une affiche. C'était donner aux ouvriers les deux garanties, les deux éléments de preuves complémentaires qui nous sont apparus comme si nécessaires. Dans le cas où un indicateur automatique devait être employé, il devait porter l'indication du nombre de dents de chaque roue et du diamètre du rouleau moteur.

Sanctions des prescriptions de la loi de 1895. — Chaque délit d'inobservation de ces prescriptions, comme chaque fraude, était puni d'une amende ne dépassant pas 10 livres ; dans le cas d'une récidive dans les deux ans, l'amende ne pouvait être inférieure à une livre.

Relativement à la divulgation des secrets, le paragraphe 3 de la section 40, reprenait les termes de la loi de 1891.

Pouvoir d'extension donné au secrétaire d'État. — Enfin, par le paragraphe 6, le Home Secretary était investi du pouvoir important d'édicter des dispositions analogues pour d'autres genres d'industries que les textiles, par une ordonnance rendue en conformité de l'article 65 de l'acte principal (loi de 1878) (1).

Inspecteurs des fabriques et ateliers. — Un corps spécial d'inspecteurs des fabriques (Factories and workshops Inspector) fut créé, qui devait avoir pour fonction de surveiller l'exacte application des prescriptions légales nouvelles.

1. Voir annexe n° 21.

Le Home Secretary ne devait pas tarder à user du droit qui lui avait été donné d'étendre à d'autres industries les dispositions de la loi de 1895.

Ordonnance du 22 avril 1897 (mouchoirs, tabliers).

— Une ordonnance ministérielle en date du 22 avril 1897 (1) rendait applicables, à partir du 1^{er} juin 1897, les dispositions de l'article 40, avec les modifications nécessaires aux ateliers et fabriques dans lesquels étaient confectionnés les *mouchoirs, les tabliers* et les *blouses*; les règles modificatives prévoyaient que les détails du taux de salaires applicables à l'ouvrage accompli par chaque travailleur devaient lui être fournis par écrit au moment où l'ouvrage lui était donné, ou bien devaient être publiés dans une affiche posée bien en vue dans l'atelier. Ces détails ne devaient pas être exprimés par des signes. Les sanctions pénales étaient les mêmes que celles prévues par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 40.

Ordonnance du 10 août 1897 (câbles de fer et acier, chaînes, etc.). — Une autre ordonnance, datée du 10 août 1896 (2), étendait l'application des « particuliers » (avec les modifications nécessaires) (3), aux usines et ateliers dans lesquels étaient fabriqués les *câbles de fer et d'acier, les chaînes, les ancres et les grappins*. Les détails devaient être fournis au moment

1. *Labour Gazette*, mai 97.

2. *Labour Gazette*, septembre 1897.

3. On trouvera aux annexes, (n^o 23, 24) le texte de deux ordonnances, montrant de quelle façon la loi a été étendue à certaines industries déterminées.

où le travail était donné, ou à l'époque de l'engagement de l'ouvrier ainsi qu'à tout changement dans les taux de salaire. Il était spécifié que si le patron demandait au travailleur de lui rendre ces indications écrites, ou de les donner à une autre personne, il devait lui en laisser une copie.

Ordonnance du 20 août 1897 (serrures, verrous et clefs). — Par une ordonnance du 20 août 1897 (1), les mêmes dispositions étaient encore étendues aux usines et ateliers où étaient fabriqués les *serrures, loquets, et clés*. Ces deux ordonnances devaient être appliquées à partir du 1^{er} octobre 1897.

Ordonnance du 30 novembre 1897 (chapeaux de feutre). — Le 30 novembre de la même année (2), une nouvelle ordonnance du secrétaire de l'Intérieur appliquait les dispositions de l'article 40 à l'industrie de la *fabrication des chapeaux de feutre*. Et toujours, l'ordonnance spécifiait que les détails devaient être fournis par note manuscrite ou par imprimé au moment de la remise du travail, ou par une affiche ne contenant rien d'autre que les taux des gages du travail dans l'usine ou l'atelier, affiche qui devait être d'une lecture facile, et qui ne devait pas contenir de signes symboliques. De même, les détails techniques devaient être donnés en même temps que l'ouvrage auquel ils étaient applicables.

1. *Labour Gazette*, septembre 1897.

2. *Id.*, décembre 1897.

Ordonnance du 6 août 1898 (fabrication en gros des vêtements). — Le 6 août 1898, nouvelle ordonnance concernant l'industrie de la fabrication des vêtements en gros (1), applicable à partir du 1^{er} octobre de la même année.

Ordonnance du 2 septembre 1898. — Le 2 septembre (2), une nouvelle extension concernait la manufacture du coton, de la laine, de la soie, du lin, du chanvre, du jute, de l'étoupe, de la fibre de noix de coco ou de toutes autres matières semblables, employées séparément ou mêlées aux autres ou mélangées à n'importe qu'elles autres matières. Il n'y fallait pas comprendre cependant: les imprimeries, les usines de dessiccation et de coloration, les fabriques de dendelle, les papeteries, les corderies et les chapeleries.

Ordonnance du 12 juillet 1900 (plumes). — Le 12 juillet 1900 (3), le secrétaire d'État étendait à l'industrie des plumes les dispositions de l'article 40, à partir du 1^{er} août 1900.

Rapports des inspecteurs des fabriques et ateliers. — Les inspecteurs des fabriques et ateliers, créés en 1895, publient chaque année un rapport de leurs visites, et des observations qu'elles leur ont suggérées. C'est là que nous chercherons à nous faire une idée des

1. *Id.*, septembre 1898.

2. *Id.*, octobre 1898.

3. *Labour Gazette*, août 1900.

résultats de l'application de la législation anglaise, lois et ordonnances.

Pour nous en tenir à ces dernières années, nous pouvons citer le rapport de M. Birtwistle, en date de mars 1900 (1), relatifs à l'application de la législation pendant l'année 1899.

L'objection des patrons contre la section 40 de la loi de 1895, disait-il, est moins forte ; en général, ils l'approuvent et elle augmente de popularité auprès des travailleurs. On rencontre bien quelques objections contre son extension récente aux ateliers textiles, mais ces objections diminuent et disparaissent comme pour les usines, à mesure que la cause est mieux connue. Nous avons visité 5250 usines et ateliers textiles, poursuivi 12 maisons, mais nous avons eu à nous plaindre de bien d'autres cas d'irrégularités et d'omissions, quoique peu importantes le plus souvent. Nous avons sur nos registres 6460 usines textiles, payant à la tâche, entièrement ou partiellement, et 1825 ateliers textiles. Depuis l'ordonnance du secrétaire d'État, étendant la section 40 aux ateliers, nous n'avons pas eu le temps de les visiter tous, de sorte que nous ne pouvons distinguer entre ceux qui, entièrement ou partiellement, payent à la pièce, et ceux qui payent au temps ; mais d'après ceux déjà visités, nous pouvons présumer que 40 o/o des ateliers seront supprimés de nos registres à la première visite, comme payant au temps, et nous pouvons ainsi estimer qu'il n'y a pas plus de 1095 ateliers

1. Factories and Workshops, Inspector Annual Report, 1899 (publiées en 1900), Particulars.

payant aux pièces. Dans l'industrie du velours, il n'est pas possible de vérifier si tous les détails sont fournis aux travailleurs, à moins que l'on ne puisse obliger les patrons à peser les matières qu'ils confient aux tisserands. Mais actuellement il est impossible de discerner la fraude.

Dans le courant de l'année 1899, il fut fait 32 enquêtes, dont 11 contre 12 patrons, 11 de ces enquêtes pour détails insuffisants, 19 pour détails incorrects, et 2 pour le fait d'avoir empêché les contrôleurs ou leurs remplaçants de remplir leurs fonctions. Ces résultats accusaient une diminution par rapport à ceux de 1898, qui étaient 47 enquêtes contre 13 patrons, dont 11 pour détails insuffisants, et 36 pour détails incorrects. Une poursuite engagée contre une maison de Glasgow accusée d'avoir donné à ses ouvriers des renseignements faux, prouva que le dommage subi de ce fait par ceux-ci dépassait 8 o/o de leurs salaires. Cependant, le juge se contenta d'un avertissement et partagea les frais entre les 2 parties; il donnait pour raison que, tout en considérant le patron comme coupable, il pensait que sa faute était plutôt une négligence qu'une faute intentionnelle; et il n'adressait, qu'un avertissement parce que c'était la première fois qu'il avait à prononcer contre cette espèce de délit.

Dans l'industrie de la passementerie, les difficultés diminuaient, mais il fallait prévenir les patrons pour qu'ils n'emploient pas la méthode suivante : après avoir lu les détails et les prix, ils donnaient à

chaque ouvrier une enveloppe fermée dans laquelle se trouvaient les détails, enveloppe qui portait au dos la mention « à ouvrir seulement par l'inspecteur ». Ceci était contraire à l'esprit de la loi.

Comme on peut en juger, l'article 40 de la loi de 1895 et les ordonnances postérieures étendant les dispositions de cette loi avaient déjà donné d'excellents résultats.

CHAPITRE III

LOI DE 1901. — ORDONNANCES MINISTÉRIELLES RÉSULTATS DE LEUR APPLICATION

Loi du 17 août 1901. Sections 116, 117

La loi du 17 août 1901 (1) qui suivit n'a rien changé au principe premier posé par le législateur; c'est toujours la même méthode de détails. Si dans son ensemble la loi apporte des modifications sur certains points, la section 116, relative au travail à la tâche dans les fabriques et ateliers, ne fait que préciser davantage les obligations de l'article 40 de la loi de 1895.

Faculté d'extension de la section 116 à d'autres branches ou à certaines catégories de personnes. — C'est ainsi que dans le paragraphe 1^{er}, à côté des ouvriers tisseurs de laine sont expressément nommés les ouvriers tisseurs de coton. Le paragraphe 6 de l'article 40 est devenu le paragraphe 5. Il donne également au secrétaire d'État le pouvoir d'étendre par

1. Voir Annexe n° 22.

des ordonnances les dispositions de la section à d'autres classes d'ateliers ou de fabriques non textiles, avec les modifications nécessaires. De plus, il permet d'appliquer ces dispositions à certaines catégories de personnes.

Il peut aussi, par une ordonnance de même nature, appliquer ces dispositions, avec les modifications qu'il juge nécessaires pour les adapter aux circonstances, à certaines catégories de personnes; il pourra exiger que des listes de celles-ci soient tenues conformément aux dispositions de la présente loi relatives aux ouvriers à domicile et à leurs employés.

Extension à l'industrie de la loi relative aux poids et mesures (sect. 117). — De plus, la section 117 étendait l'application des lois sur les poids et mesures alors en vigueur aux poids, mesures, balances et bascules de tous genres en usage dans les fabriques et ateliers pour contrôler ou déterminer le salaire des ouvriers; les inspecteurs des poids et mesures et les autres personnes autorisées à inspecter ou à examiner les poids et mesures doivent inspecter et examiner ces instruments.

Comme il avait usé du pouvoir qui lui était donné d'étendre à d'autres industries les dispositions de l'article 40, le secrétaire d'État a étendu l'application des nouvelles sections 116 et 117.

Ordonnance du 14 juillet 1902 (chaînes, ancres, harnais, serrures). — Par deux ordonnances en date

du 14 juillet 1902 (1), entrées en vigueur le 1^{er} août, le Secrétaire de l'Intérieur a décidé que l'article 116 de la loi de 1901 s'appliquerait aux usines et ateliers dans lesquelles sont fabriqués l'un *quelconque des articles ci-dessous*, et aussi aux *travailleurs à domicile* employés dans ces catégories de travaux ainsi qu'aux entrepreneurs pour lesquels ils travaillent. Les catégories d'ouvrages auxquelles on se réfère sont la fabrication :

1^o *Des câbles et chaînes de fer et d'acier ;* .

2^o *Des ancres et grapins ;*

3^o *Des harnais*, comprenant les anneaux, les boucles, les mors, les crochets, et toutes espèces d'attaches ;

4^o *Des serrures, loquets et clés.*

Les ordonnances exigent que pour les classes 1 et 3 le patron fournisse à chaque travailleur tous les détails du taux des gages applicables à l'ouvrage fait par lui soit :

1^o En lui donnant par écrit ou imprimé ces détails au moment où l'ouvrage lui est confié ;

2^o En lui fournissant tous les détails par écrit ou imprimé au moment où il est engagé, et dans toutes les occasions ultérieures où les taux sont changés ou fixés ;

3^o Dans le cas de personnes employées dans un atelier ou une usine, en indiquant ces détails dans

1. *Labour Gazette*, août 1902.

l'usine ou l'atelier au moyen d'affiches ne contenant que les taux des gages appliqués et parfaitement lisibles.

En outre, il doit donner les détails de l'ouvrage à faire.

Pour le quatrième, les détails du taux des gages appliqués au travail fait par chaque travailleur lui doivent être fournis par écrit au moment où l'ouvrage lui est donné, ou bien dans le cas où les personnes sont employées dans l'usine ou l'atelier au moyen d'une affiche relative à ces détails, parfaitement lisible et ne contenant pas de signes représentatifs.

Ordonnance du 5 janvier 1903 (confection en gros d'objets d'habillement). — Une ordonnance du 5 janvier 1903 (1) a opéré la même extension à la *confection en gros d'objets d'habillement*. Elle a abrogé l'ordonnance du 6 août 1898, relative à la même industrie. Dans cette ordonnance nouvelle, le terme « out-worker » (travailleurs du dehors, travailleurs à domicile) comprend toute personne travaillant pour l'usine ou de l'atelier hors de la fabrique, employée directement par le patron, ou par un entrepreneur occupé par celui-ci ainsi que toute personne employée par le patron de toute place qui confie du travail, ou par un entrepreneur occupé par lui. Cette ordonnance est entrée en vigueur le 22 février 1903.

1. *Labour Gazette*, janvier 1903.

Ordonnance du 22 avril 1903 (chapeaux de feutre).

— Une ordonnance ministérielle du 22 avril 1903 (1), appliquée le 1^{er} juin, a opéré la même extension à la *fabrication des chapeaux de feutre et aux travailleurs à domicile employés dans ce genre de travail ainsi qu'à leurs patrons.*

Ordonnance du 16 décembre 1903 (objets d'habillement). — Une autre ordonnance du 16 décembre 1903 (2) a appliqué les dispositions des sections 116 et 117 à la *fabrication d'objets d'habillement*, c'est-à-dire à la fabrication, la modification, le garnissage, le finissage et la réparation d'objets d'habillement, autres que les bottes et les souliers, et tous les travaux se rattachant aux précédents (sauf la confection en gros et la fabrication des chapeaux de feutre). L'ordonnance s'applique aux travailleurs à domicile; elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1904, et a abrogé celle du 22 avril 1897 sur les mouchoirs, tabliers et blouses.

Ordonnance du 23 mai 1907 (industries diverses).

— Une ordonnance du 23 mai 1907 (*industries diverses*) a étendu les articles 116 et 117 dans les termes habituels à la *fabrication, au finissage, etc... des souliers** (3), *chaussures*, parapluies*, ombrelles*, fleurs artificielles*, tentes*, sacs*, cordes ou ficelles, sacs de papier*, boîtes de papier, cartons*, etc..., brosses**

1. *Labour Gazette*, mai 1903.

2. *Id.*, janvier 1904.

3. *Id.*, 1^{er} juillet 1907. L'ordonnance s'applique aux travailleurs à domicile dans les industries marquées d'un *.

*velours de coton, boyaux de raquettes et couvertures de balles de tennis**, timbres en relief et à la fabrication des conserves, des dragées, parfums, empeignes de souliers, amidon, bleu, soda, savon. Cette ordonnance a répondu, en particulier, à la réclamation que Sir Noël Buxton avait faite devant la Chambre des communes le 2 août 1905 (1), relativement à l'extension à toutes les industries « à la pièce » de l'ordonnance de détail, en se basant sur les réclamations de différents inspecteurs en chef. Comme exemple des griefs auxquels on devait faire droit, il citait ceux des brossiers qui étaient payés suivant le bon vouloir des patrons. Les dix sous par douzaine qu'on payait pour la fabrication des sacs étaient peu favorablement comparés avec les prix payés dans les industries où s'appliquait l'ordonnance. Le fait que, pendant les deux dernières années, un grand nombre d'industriels avaient fourni volontairement des renseignements, répondait amplement à l'objection qu'on faisait que l'extension n'est pas possible.

Ordonnance du 23 mai 1907 (fabrication des filets). — Une autre ordonnance du 23 mai 1907 (2) a opéré la même extension à la *fabrication des filets*, ainsi qu'aux *travailleurs à domicile* y employés. Les exigences diffèrent de celles de l'ordonnance précédente par un détail seulement, savoir : étant donné la nature de l'ouvrage à faire, lorsque quelques-uns

1. Parliamentary Debates. Commons, 2 août 1905, vol. 150, p. 1371 et suiv.

2. Labour Gazette, juin 1907.

des détails ne peuvent être fixés avant que l'ouvrage ne soit fait, leur communication peut être retardée.

Ordonnance du 23 septembre 1907 (industrie du laiton). — Une ordonnance du 23 septembre 1907 (1), entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1907, a étendu l'application de la législation *aux ateliers et fabriques où étaient opérés le mélange, la fonte et la fabrication du laiton et de tous les articles ou parties d'articles en laiton, la galvanisation de l'étain, ainsi qu'à tous les travailleurs à domicile employés dans ces branches.*

Ordonnance du 14 septembre 1909 (objets d'habillement). — Le 14 septembre 1909 (2), le secrétaire de l'Intérieur a publié une ordonnance abrogeant les ordonnances précédentes et appliquant les dispositions des sections 116 et 117 aux usines et ateliers dans lesquels on *fabrique, transforme, ornemente, finit ou répare tout objet d'habillement, ou tout accessoire y ayant trait; ainsi qu'aux travailleurs du dehors employés dans ces travaux.* Elle n'est pas applicable cependant à la fabrication des chapeaux de feutre (ordonnance du 22 avril 1903).

Ordonnance du 15 novembre 1909 (bonbons, cartouches, tabac). — Une autre ordonnance du 15 novembre 1909 (3), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1910 a étendu l'application des mêmes sections aux usines et ateliers dans lesquels sont fabriqués :

1. *Labour Gazette*, novembre 1907.

2. *Id.*, octobre 1909.

3. *Id.*, décembre 1909.

1° *Les chocolats ou bonbons ;*

2° *Les cartouches ;*

3° *Le tabac ;*

Ordonnance du 22 novembre 1909 (teintureries).

— Une ordonnance du 22 novembre 1909 (1), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1910, fait de même pour les usines de *dessication et les teintureries*, et pour les *ateliers et manufactures où se fait l'impression des toiles et cotons*.

Ordonnance du 30 décembre 1910 (construction des navires). — Enfin, le 30 décembre 1909 (2), le secrétaire de l'Intérieur a rendu une ordonnance qui, en vigueur le 1^{er} février 1910, applique les dispositions de la section 116 aux chantiers de construction de navires en ce qui concerne le travail des riveurs, calfateurs, rabouteurs, appliqueurs. En vertu de cette ordonnance, le patron ou l'entrepreneur doit fournir à tout travailleur payé à la tâche un règlement détaillé du taux des gages appliqués au travail fait par lui au moment et à tout changement ou à toute fixation ultérieure des prix ou bien apposer une affiche facilement lisible ne contenant pas d'indications étrangères ni de signes symboliques. Si les taux de salaire ne peuvent être indiqués avant que l'ouvrage ne soit donné, les détails doivent être fournis par écrit aux travailleurs lorsque l'ouvrage est fait, les indications doivent être données au chef d'équipe auquel le salaire est payé.

1. *Labour Gazette*, décembre 1909.

2. *Id.*, janvier 1910.

Telles sont les différentes prescriptions par lesquelles le législateur anglais a cherché à supprimer toute cause de malentendu ou de discussion auxquels le mesurage du travail à la tâche peut donner lieu.

Cette réglementation, il l'a faite peu à peu, prudemment, ne l'appliquant d'abord qu'à une industrie bien connue de lui, parfaitement organisée, attendant d'avoir pu juger des résultats pour essayer de l'étendre à d'autres branches.

Le succès ne s'est pas fait attendre, le seul énoncé de ces ordonnances publiées coup sur coup dans l'espace de quelques années en est la meilleure preuve. Nous avons vu, du reste, à l'occasion, avec quelle insistance certains députés, dont M. Noël Buxton, avait réclamé l'extension de cette application.

Déjà, en 1901, M. Nanetti (1) avait demandé au Gouvernement de donner aux dockers la même protection qu'aux tisseurs et aux mineurs, disant qu'ainsi ils ne seraient pas trompés ni frustrés d'une partie de leurs gages.

Nous ne nous en tiendrons pas là cependant, et pour savoir exactement de quelle façon est appliquée cette intéressante législation des *particulars*, nous allons parcourir les rapports publiés chaque année par les inspecteurs des fabriques et ateliers.

1. Parliamentary Debates. Commons, 17 juin 1901, vol. 95, p. 641 et suiv.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

ANGLAISE

Rapports des inspecteurs des fabriques et ateliers.

Rapports relatifs à l'année 1901. — Les rapports publiés en 1902, et relatifs aux enquêtes faites en 1901 (1) disaient peu de chose de l'application de la loi nouvelle et cela se comprend. Il s'en dégageait cependant que les prescriptions de la section 116 devenaient de plus en plus populaires et donnaient lieu à moins d'objections de la part des patrons. On notait 59 poursuites contre les employeurs, pour 20 en 1900 ; 52 condamnations furent prononcées, et 7 plaintes retirées moyennant le payement des dépens.

La nouvelle loi, lit-on dans le rapport de l'inspecteur en chef, rencontrera des difficultés d'application dans ce qu'elle exige que la base et les conditions du salaire du tissage de coton soient indiquées dans une affiche.

1. Factories and Workshops, Inspector Annual Report, 1901, Particulars.

L'observation de cette prescription sera très simple dans les usines du Nord et du Nord-Est du Lancashire, parce qu'il y a là des prix très bien établis, arrêtés depuis long temps. Mais en dehors de ce cas, il n'existe guère de tarifs. N'ayant pas été habitués à payer un prix uniforme, les employeurs auront de la difficulté à adopter une base définie et à prévoir tous les cas de manière à payer des salaires uniformes à la fin de la semaine. Il leur sera donc nécessaire d'étudier à nouveau tous leurs prix.

Rapports relatifs à l'année 1903. — Le rapport relatif à l'année 1903, (1) certifiait la bonne observation de la législation dans les divisions du Sud et du Centre (Southern et Midland Divisions). Dans la dernière cependant, quelques patrons ne donnaient pas l'indications, et, pour se justifier, disaient qu'ils le feraient quand le travail serait rapporté. Il en était de même dans la division Nord-Ouest.

Quelques chiffres diront l'importance de l'application de la loi qui, s'appliquant précédemment à 206 usines, en touchait en 1902 : 290, réparties ainsi :

Mouchoirs, tabliers, blouses.....	143
Chapeaux de feutre.....	65
Vêtement en gros.....	51
Plumes.....	17
Chaines.....	13
Serrures.....	1

1. Factories and Workshops, Inspector Annual Report. Rapport de l'Inspecteur en chef 1903, Particulars (Southern and Midland Divisions).

Dans les rapports des dames inspectrices, miss Saddler's (1) disait que lorsque le travail était porté par des voituriers dans des villages éloignés c'était souvent les voituriers qui négligeaient de transmettre les indications écrites.

Rapport relatif à l'année 1904. — En 1904 (2), M. Good, inspecteur de la division Sud (Londres-Nord) rapportait l'objection de certains patrons touchant à l'excès de travail qui résultait pour les secrétaires de l'application de la loi ; mais il ajoutait que, cela ne devait pas arrêter le législateur, puisque avant la publication de l'ordonnance les travailleurs à la pièce possédaient déjà des livrets portant quelques indications.

M. Sharland, de Bristol, disait que dans la confection des vêtements la difficulté de fixer les prix venait des changements nombreux exigés par la clientèle avant que les vêtements fussent complètement achevés. Malgré tout, l'opinion générale des tailleurs était que la plupart des difficultés étaient déjà vaincues, et de fait les discussions étaient rares.

Dans la Midland Division, M. Brothers indiquait la méthode employée pour calculer la quantité de plumes contenues dans un lot : elle se ramenait à un pesage ; on commençait par établir le rapport entre le poids et le nombre de plumes d'un lot déterminé,

1. *Factories and Workshops, Inspector Annual Report, 1903. Particulars (Dames Inspectrices).*

2. *Id.*, 1904. *Particulars (Southern Division Londres Nord.)*

une grosse par exemple, le type étant de 130 grosses. Puis par des comparaisons successives, on arrivait à former des lots égaux en poids et très approximativement égaux quant au nombre des plumes ; ces lots réunis constituaient le lot type de 130 grosses.

Pour les vêtements, nous devons noter quelques difficultés spéciales à la passementerie de fantaisie. On objectait également que, pendant une saison, des centaines d'échantillons étaient envoyés avec des prix fixés suivant leur forme et leur fini. Mais ces prix étaient bientôt changés, car il fallait satisfaire aux exigences de la clientèle ; de sorte que la liste première des salaires subissait une altération continuelle.

M. Lewis, de Manchester (1), écrivait que, pour les ouvriers employés à l'usine, dans la fabrication des vêtements, la loi était généralement observée ; mais quand le travail était donné à un entrepreneur qui, à son tour, le faisait faire par d'autres travailleurs, il n'en était pas de même. Couramment, l'employeur donnait à l'entrepreneur un écrit contenant une liste de détails de tous les vêtements que la maison était susceptible d'exécuter. Aucun détail complémentaire n'était donné jusqu'à ce qu'une nouvelle espèce de vêtement fût faite ; de sorte que les commissionnaires ou les intermédiaires de la maison ne fournissaient pas de détails, contrairement à ce qui devait avoir lieu. A cette remarque, l'entrepreneur répondait que,

1. Factories and Workshoppes, Inspector Annual Report, 1904. Section N. O. Particulars.

s'il donnait des détails les travailleurs pourraient connaître son profit. Une des principales maisons de tailleurs en gros à laquelle s'appliquaient ces dispositions se débarrassa des travailleurs à domicile, et s'occupa de faire travailler seulement chez elle.

Un inspecteur de l'Ecosse, M. Robinson, notait la grande importance des ateliers de tailleurs tombant sous l'application de la loi à la suite de l'ordonnance du 17 décembre 1903 : le nombre des places affectées s'était élevé de 37 à 133.

Le rapport des dames inspectrices pour la même année (1904) donnaient les indications suivantes : nombre de plaintes : 51. Poursuites : 44. Affaires retenues : 39. Non retenues : 5. Enquêtes : 7. Ces chiffres s'appliquaient presque tous à la fabrication d'objets d'habillement. Miss Squire remarquait la nécessité de fournir des indications écrites qui, seules, peuvent permettre à l'ouvrier de savoir ce qu'il gagne en raison de la grande variété des articles. Miss Vines disait que l'ordonnance avait donné pleine satisfaction aux travailleurs à domicile qui, auparavant, ignoraient ce qu'ils devaient recevoir jusqu'au moment de leur paie ; elle ajoutait que là où les indications écrites personnelles étaient remplacées par des affiches, il était nécessaire de veiller à ce que celles-ci fissent mention des changements de tarifs et fussent toujours en concordance avec les gages indiqués dans les livrets. A plusieurs reprises, le rapprochement avait prouvé que les indications des affiches étaient

supérieures aux salaires réellement payés. Elle citait l'exemple d'une jeune fille qui pendant plusieurs semaines avait reçu trois sous de moins que le prix indiqué pour la confection d'une certaine espèce de manteau qu'elle était seule à faire dans son atelier. Sur l'observation qui lui en fut faite, l'employeur paya la différence.

Rapports relatifs à l'année 1905. — Dans le rapports de 1905, M. Fallow (Londres Sud) (1), faisait observer que, dans la confection des vêtements, l'observation de la loi ne donnait lieu à aucune difficulté lorsque c'était la même personne qui faisait à elle seule le travail. Mais quand la division du travail était appliquée, l'un faisant les manches, l'autre le corps, il était très difficile d'indiquer le prix exact et le prix de la pièce en raison des différences des dessins et des tissus. Cette variété de modèles semble être du reste une des plus grandes objections des patrons ; en 1905, plusieurs inspecteurs la notaient, entre autres M. Clark (Londres Est) et Wright (Northampton). Parfois encore c'est l'éloignement des travailleurs à domicile qui rend moins facile l'observation de la loi. Cependant, le résultat général était excellent ainsi que le montre la comparaison de quelques chiffres :

Dans le district nord-ouest, en 1905, nous ne relevons qu'une seule plainte pour inobservation de la

1. Factories and Workshops, Inspector Annual Report. Rapports pour l'année 1905, division sud, Particulars.

clause des détails contre 121 pour inobservation des prescriptions sanitaires, 114 pour inobservation des prescriptions de sécurité, et 456 pour emploi illégal des travailleurs. Dans la division centrale, nous trouvons une seule plainte contre 113 pour inobservation des prescriptions sanitaires et 143 pour emploi illégal.

Il est à noter également que les petits patrons étaient ceux qui appliquaient le moins bien la loi.

Les enquêtes des dames inspectrices (1) révélaient certains abus que les patrons expliquaient toujours par la trop grande variété des modèles. Miss Squire relevait 18 plaintes qui avaient abouti à 16 enquêtes, dont 13 avaient été retenues.

M. Birtwistle (2) indiquait 27 enquêtes faites contre 8 fabriques textiles, dont 25 pour détails incorrects et 2 pour négligence. Dans 8 cas les pénalités s'étaient élevées à 175 francs plus les frais, dans 14 autres à 320 francs. Il faut remarquer que les juges se sont toujours montrés plus sévères pour la négligence, c'est-à-dire l'absence d'indications, que pour les incorrections des détails. Cela se comprend fort bien, car si les détails sont publiés, il est facile aux inspecteurs de découvrir les fraudes ou les erreurs.

Rapports pour l'année 1906. — En 1906, M. Hoore

1. *Factories and Workshops, Inspector Annual Report, 1905*
Rapports des dames inspectrices. Particulars.

2. *Id.* Rapport de l'inspecteur en chef, 1905.

(Londres Ouest), et M. Graves (Midland Division) (1) relataient la difficulté d'application de la loi dans la confection des vêtements à cause de la variété des échantillons, et M. Wright (Londres Nord), (2) la nécessité de toujours veiller à l'application des ordonnances, surtout chez les petits patrons.

Dans l'industrie des serrures, verrous et clés, les Trades-Unions, d'après M. Peacock, de la Midland Division, étaient assez fortes pour obtenir d'elles-mêmes l'observation des prescriptions. L'ordonnance relative aux plumes était bien observée. La plus grande difficulté se rencontrait toujours dans la confection des vêtements, chez les tailleurs, pour les raisons que nous avons déjà dites. C'était l'avis unanime des inspecteurs, notamment de ceux de l'Écosse, de l'Irlande et de la Division nord-est. Là encore, en 1906, nous ne relevons aucune plainte pour l'application de la clause des détails alors que nous en notons 81 pour inobservation des prescriptions sanitaires, 28 pour inobservation des prescriptions de sécurité et 194 pour emploi illégal.

Il n'en était pourtant pas de même dans les industries où n'étaient employées que des ouvrières ; c'est ce qui résulte de la lecture des rapports des inspectrices (3). L'observation générale est qu'il fallait des

1. Factories and Workshops (Division Sud : L. O. et L. N.) Division centrale).

2. Factories and Workshops. Inspector Annual Report, 1906. Rapports des dames inspectrices. Particulars.

3. Rapport de l'Inspecteur en chef, 1906.

mesures énergiques pour faire appliquer dans ce cas les dispositions des ordonnances. Miss Paterson disait que le système préférable était celui de l'affiche combiné avec un écrit indiquant les conditions. Relatant une erreur qu'elle avait relevée chez un fabricant de vêtements en gros, erreur qui était imputable à un secrétaire, elle faisait remarquer que cela était plus explicable lorsqu'on donnait des détails que lorsqu'on faisait une affiche. Dans d'autres cas, des patrons inscrivaient les prix sur un carnet attribué à l'ouvrière, mais ils conservaient ce carnet qu'ils ne faisaient que communiquer. D'autres préféraient rester légèrement endettés envers leurs employées pour les conserver.

Miss Vines disait que dans un atelier qu'elle avait visité, les femmes ne connaissaient pas leurs salaires ; pendant son enquête, elle avait surpris une contre-maitresse occupée à écrire en cachette, derrière elle, les gages des ouvrières. Sur la poursuite qu'elle provoqua, le patron fut condamné. Dans une autre usine, un employeur avait promis 3 fr. 10 à une ouvrière qui ne toucha que 31 sous pour une blouse de soie dessinée, taillée et coupée ; il fut poursuivi et condamné à payer le prix qu'il avait promis, plus les frais.

M. Birtwistle (1) observait que le système qui prévalait était le système combiné des détails donnés

1. Factories and Workshops. Annual Report, 1906. Rapport de l'Inspecteur en chef.

par écrit à chaque travailleur et de l'affiche. Le système de publication par affiche ne satisfaisait cependant pas tout le monde ; dans la grande majorité des poursuites, alors même que des détails avaient été donnés par écrit, il fut prouvé que les indications contenues dans les affiches étaient inexactes. Plusieurs enquêtes et poursuites eurent lieu ; dans l'ensemble, les pénalités s'élevaient à 1.075 francs et les dépens à 600 francs. Dans 85 o/o des enquêtes, on eut la preuve que les indications données aux travailleurs étaient incorrectes ; les autres cas n'étaient que des fautes de négligence. Quelques exemples montreront le caractère des faux qui affectaient le plus les travailleurs dans chaque cas ; le pourcentage de la perte éprouvée par l'ouvrier est indiqué entre parenthèse : 1 et 2) tissus plus longs qu'il n'était indiqué (4,16) et (3,44) 3) tissu plus large (1,5) 4) trame trop grosse (8).

CHAPITRE V

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA Législation ANGLAISE (Suite.)

Les deux ordonnances du 23 mai 1907 que nous avons relatées étaient venues donner satisfaction à de nombreuses réclamations qui avaient eu leur écho devant la Chambre des communes. M. Noël Buxton, on s'en souvient, avait demandé que les prescriptions relatives aux détails à fournir aux ouvriers fussent appliquées à toutes les industries à la pièce, se basant pour cela sur les rapports des inspecteurs des fabriques et ateliers.

Rapports pour l'année 1907. — Relativement à l'application de ces ordonnances à la fabrication des souliers, M. Bellhouse (Londres-Est) (1), faisait remarquer que les employeurs y étaient préparés parce que depuis plusieurs années, la Trade-Union avait réussi à faire publier les salaires dans les boutiques où les travailleurs pouvaient les consulter.

1. Factories and Workshops. Report 1907. Division Sud (Londres Est). Particulars.

M. Law, de Halifax (1), disait que les tisseurs du velours de coton enregistraient eux-mêmes sur leurs propres livrets la longueur de l'étoffe et le prix qu'ils recevaient, et que ces indications étaient tenues pour exactes par les patrons.

M. Ramsbottom, de Manchester, avait dû poursuivre plusieurs grandes maisons; dans l'un de ces cas, les défenseurs étaient les patrons d'un établissement de couture où les ouvriers, quoique expressément aux pièces, ne connaissaient pas le prix de leur travail avant la fin de la semaine. Pour leur défense, les occupants prétendaient qu'il était impossible d'indiquer les prix avant que l'ouvrage ne fût fait. Mais le juge, en rejetant ces moyens, remarqua que dès que les industriels éprouvaient une difficulté à obéir à la loi, ils la violaient.

Dans une grande fabrique de chemises, contre laquelle une condamnation avait été prononcée six mois auparavant, une amende fut infligée aux patrons pour une nouvelle inobservation des dispositions de l'ordonnance, amende qui, avec les frais, s'éleva à 30 livres.

L'application de la loi aux industries dont les modèles variaient avec le mode rencontrait toujours des difficultés.

Dans la fabrication des mouchoirs, M. Mac Coghey (2) relevait dans la région de Belfast un cer-

1. *Id.* Division Nord-Est. *Id.*

2. Factories and Workshops. Inspector Annual Report, 1907. Division d'Ecosse et d'Irlande. Particulars.

tain nombre de négligences. Très souvent les travailleurs à domicile ne connaissaient pas le prix du travail qu'ils devaient exécuter, et ils étaient parfois très désappointés en recevant un salaire inférieur à celui qu'ils escomptaient.

Dans une localité où l'article 116 était complètement ignoré, une lettre d'avis avait dû être adressée à tout les employeurs. Des travailleurs isolés, recevant leurs gages par l'entremise d'un commissionnaire, prétendaient que celui-ci ne les payait pas autant que les patrons. Ces derniers prennent du reste toutes sortes de précautions pour éviter de pareils abus ; le plus souvent, ils impriment au tampon sur les articles le montant du salaire.

Dans le district de Manchester, Miss Paterson (1) remarquait que toutes les femmes ignoraient la loi sur le travail aux pièces. Elles craignaient, absolument à tort, qu'au cas où elles refuseraient le travail, d'autres femmes seraient prêtes à l'accepter, comme salaire d'appoint. La mise en vigueur de la loi devait donc être fort avantageuse pour les ouvrières. Une méthode couramment employée pour faire connaître les prix consistait dans l'indication de ceux-ci dans un livret que gardait l'employeur et que les ouvrières n'avaient qu'un droit de consultation ; dans presque tous les cas, elles oubliaient ces indications, et souvent même elles ne comprenaient pas le sens exact des prescriptions de la loi ; lorsqu'elles n'avaient pas satisfaction,

1. *Id.* Dames inspectrices. *Id.*, p. 193.

il leur était absolument impossible de rien prouver en vue de justifier leurs réclamations. Il faut ajouter que certains patrons faisaient des difficultés pour donner des détails qu'ils considéraient, avec exagération, comme des secrets d'industrie.

Miss Martindale avait dû passer beaucoup de temps à faire observer la loi ; des lettres anonymes, provenant de travailleurs à domicile, lui avaient dévoilé de graves abus : obligées d'aller chercher leur travail à 4 ou 5 milles, les ouvrières ne savaient jamais d'une façon certaine ce qu'elles devaient recevoir. Dans un grand nombre de fabriques irlandaises, on avait coutume d'attacher les indications écrites à l'ouvrage lui-même ; or celui-ci passait dans plusieurs mains et il arrivait souvent que l'un des travailleurs gardait la note pour lui.

Enfin, miss Slocock dénonçait cet abus qui se produisait dans la fabrication de la dentelle : lorsque l'ouvrage était donné par l'intermédiaire d'un entrepreneur, celui-ci gardait par devers lui, et omettait de communiquer à ses ouvrières, les indications utiles que lui avait fournies l'employeur. Peut-être, ajoutait l'inspectrice, le faisait-il intentionnellement dans le but de se couvrir des gros risques qu'il courait, étant responsable de la matière confiée.

A la fin de 1907 (1), plus de 8.000 fabriques textiles et de 21.000 autres usines étaient affectées par la sec-

1. Rapport annuel du chef inspecteur, 1907.

tion 116; les procès qui avaient été intentés en vertu de cet article dans les quatre dernières années avaient augmenté dans les proportions suivantes : 20, 33, 75, 101. La moyenne des pénalités avait augmenté également. Pour la seule année 1907 nous relevons :

Clause de détails	Poursuites		Condamnations	Désistement par paiement	Pénalités	Moyenne des pénalités
	Affaires	Groupes				
Textiles	4	30	30	0	21 £ 18 ^s 0 ^d	14 ^s 7 ^d
non textiles	20	71	68	1	43 £ 5 ^s 0 ^d	12 ^s 9 ^d

Enquête de 1907 sur les industries du fer et de l'acier. — En 1907, une enquête sur l'industrie du fer et de l'acier avait été instituée par les comités départementaux à l'effet de savoir quelle était la meilleure méthode pour assurer aux travailleurs payés au poids les moyens de contrôler l'exactitude de leurs gages. Le rapport du comité (Cd 3846. Weymann et fils Ltd) que nous trouvons dans les rapports annuels des inspecteurs est intéressant à connaître :

Le contrôle des poids, dit-il, en substance, a été rendu obligatoire dans l'industrie du charbon depuis la loi de 1860 sur les mines. L'extension de ce système aux industries du fer et de l'acier a été demandée depuis 1893, et la commission s'est convaincue que les travailleurs désirent vraiment que ce système soit appliqué à leurs industries.

Les principales objections soulevées par les patrons ont été :

1° Que la nécessité de peser tous les produits interromprait sérieusement leurs affaires et diminuerait la production ;

2° Que la présence dans leurs usines d'une ou plusieurs personnes non employées par eux n'irait pas sans inconvénients, particulièrement dans le cas où elles seraient engagées dans les manufactures de produits d'un certain caractère ou fabriquées par un procédé secret.

La première objection, relative à l'interruption du travail a été très fortement présentée pour le cas des usines des industries de l'acier ; dans ces usines, en conséquence, la commission a recommandé qu'au cas où des lingots seraient pesés, les ouvriers aient le droit de nommer un check-weigher pour contrôler les pesées, mais que lorsque les lingots ne seraient pas pesés et que de grandes quantités d'acier seraient fondues dans des moules, la capacité moyenne de ceux-ci soit vérifiée de temps à autre à la demande des employeurs ou des employés. Dans les cas exceptionnels, lorsqu'un semblable contrôle serait impossible ou peu désirable, des arrangements spéciaux devraient être pris entre patrons et ouvriers pour vérifier les poids sur lesquels les salaires seraient basés. Dans toutes les usines de fer et d'acier (*id est* : dans les hauts-fourneaux, les fours à puddler ainsi que dans les travaux de finissage et les usines de plaquage d'étain), les ouvriers devraient avoir le droit de nommer un représentant pour contrôler les pesées sur lesquelles sont basés leurs gages. Dans des cas des usines de plaquage d'étain, lorsqu'un déficit serait trouvé dans le poids type des barres d'acier employées, le check-weigher devrait en outre avoir le

droit de vérifier les poids de ces barres d'acier parce que le déficit dans le poids est dû quelquefois à la qualité inférieure de la matière fournie.

En ce qui concerne la deuxième objection, relative à la présence dans l'usine de personnes qui ne sont pas sous l'autorité du fabricant, la commission recommandait qu'il fut interdit au check-weigher d'intervenir dans le travail et de se mêler de la direction ; elle désirait en outre que toute divulgation d'un secret d'industrie par un contrôleur soit traitée comme un délit criminel.

Rapport pour l'année 1908. — En 1908, M. Redgrave (Midland Division) (1), mentionnait qu'il lui avait fallu donner beaucoup d'explications pour faire observer l'ordonnance relative à l'industrie du laiton. Il disait encore que l'affichage des tarifs n'était pas en grande faveur, à cause de la publicité qu'il fallait aux prix payés, spécialement dans les maisons où le travail est confié à un entrepreneur, ainsi qu'à cause du grand nombre des pièces à indiquer. Pour lui, il croyait que le système qui serait définitivement adopté serait celui des livres de prix (page XXXIV). Une autre difficulté venait de la perte de métal qui se produisait pendant la fabrication des pièces (rognures limaille) et qui compliquait le contrôle.

Dans la fabrication des souliers, à Leicester, la coutume depuis longtemps établie d'employer seulement des chiffres pour déterminer la qualité et le prix, occasionnerait des difficultés ; il en était de même de la

1. Rapport de l'Inspecteur en chef, 1908, p. 30 et suiv.

grande variété des articles. Cette dernière cause se retrouve d'ailleurs chez les tailleurs en gros du Yorkshire.

Quelques-unes des employées que Miss Anderson's commençaient à cette époque des enquêtes sur la question du travail aux pièces dans les blanchisseries et les manufactures de tabac. Les premiers résultats indiquaient que souvent les repasseuses étaient payées à la pièce, et que dans la plupart des cas les « détails » étaient déjà donnés.

De toutes les ordonnances en vigueur, l'inspecteur en chef observait que celles qui avaient le plus grand effet étaient l'ordonnance de 1903 sur les vêtements et de celle de 1907 relative aux industries diverses. Parmi les bénéfices conférés par la dernière, les ouvriers trouvaient l'assurance de l'exactitude de leurs gages, dans les « détails » de la fabrication des boîtes de fantaisie, où le travail était souvent fait par des femmes, et n'était qu'imparfaitement organisé. Quand les travailleurs se trouvaient employés dans une usine, le patron indiquait dans une affiche les salaires qu'il leur payait. Les principales difficultés consistaient à assurer aux travailleurs soit à l'atelier, soit à domicile, les détails vraiment relatifs à l'ouvrage à faire par chacun de manière que le montant des salaires à lui payer puisse être calculé à l'avance.

M. Clark (Londres Est) disait qu'il avait rencontré beaucoup d'industriels qui pensaient que, parce qu'ils

payaient sur une échelle reconnue, les détails n'étaient pas nécessaires.

M. Cook (Londres Est) observait que des détails essentiels étaient assez fréquemment omis.

M. Edwards (Londres Est) rapportait que les employeurs juifs étaient très souvent délinquants ; et M. Shaxby (Londres Est) appelait l'attention sur le manque de clarté que présentaient certaines indications.

M. Royers (Div. cent. Birmingham) notait la bonne observation de la législation. Il montrait par l'exemple suivant combien est nécessaire l'indication des détails : un jeune ouvrier ayant passé un contrat verbal avec son patron, ne pouvait obtenir la totalité de son salaire ; il travaillait à tant la grosse, et d'après le travail qu'il faisait, il devait recevoir 75 francs par semaine ; le patron ne lui avait versé que 45 francs disant que c'était tout ce que valait son ouvrage. Poursuivi, il reconnut la convention, mais prétendit que la différence du 17 shilling, avait été retenue. Il paya finalement cette différence : mais l'inspecteur faisait remarquer que cela ne se serait pas produit si des indications écrites avaient été données.

D'après M. Harding, la méthode la moins populaire était toujours celle de l'affichage ; dans beaucoup d'usines, un ouvrier prend un travail au prix de la pièce et emploie un ou deux hommes en les payant au temps ; naturellement il n'aime pas que ses sous-ordres puissent savoir ce qu'il est payé. D'autre

part, beaucoup de patrons objectaient que le nombre d'indications à porter dans l'affiche serait beaucoup trop grand ; et M. Harding citait le cas d'une affiche de 5 pieds 6 pouces, sur 2 pieds, préparée pour quelques milliers de prix dans un atelier de femmes. Lorsque les ouvriers avaient eu des livres des salaires payés auparavant, on trouvait commode de les convertir en tarifs :

Ce sera sans doute, disait l'inspecteur, la méthode la plus populaire et la plus pratique pour répondre aux exigences de la loi. Il est possible d'inscrire dans ces livres les prix affectés à de nouveaux travaux avant que l'ouvrage ne soit fait.

Cependant, quelques maisons préféraient donner à l'ouvrier, en même temps que son ouvrage, un ticket sur lequel étaient notés tous les renseignements utiles. Parfois, des difficultés résultaient du passage de l'article dans plusieurs mains. Il peut se produire une importante déperdition de matières au cours de ces transformations, et si l'on ne prend pas soin de peser ou de contrôler l'article à chaque transfert, les difficultés augmentent.

M. Beverley (de Worcester) (1) constatait que l'application de la réglementation du travail à la tâche chez les travailleurs à domicile était bien comprise. Les maisons de gants, par exemple, envoyaient une femme dans les grands villages, et les ouvriers

1: Rapport de l'Inspecteur en chef, 1908. Particulars.

venaient auprès d'elle une fois par semaine pour chercher de l'ouvrage en même temps que le salaire qui leur était dû. Dans le district de Wolverhampton l'ordonnance relative aux loquets, serrures, etc., était bien appliquée dans ces dernières années. L'usage courant était de noter les prix dans les livres de commande de chaque ouvrier, livres qu'ils gardaient par devers eux. Une maison de Willenhall venait d'adopter une excellente méthode de fixer le taux des salaires : un comité nommé par les ouvriers devait conférer avec les employeurs quand un changement dans les salaires serait désiré, ou quand un nouveau modèle devrait être établi.

A Leicester, les fabricants de souliers et les passementiers n'étaient pas toujours en règle avec la loi à cause de la grande variété des articles et de l'habitude prise de désigner les qualités et les prix par des chiffres.

L'inspecteur de la division Nord-Ouest (1) citait le cas d'une poursuite qui s'était terminée par une condamnation assez forte pour le délinquant, et disait que tous les cas semblables étaient sévèrement punis. Cela montre que les magistrats anglais se font une idée sérieuse de ce genre de contravention.

Enfin, les inspecteurs de la division Nord, de l'Irlande, et des industries textiles en général observaient que les ordonnances étaient généralement fort bien observées.

1. *Id.*

Rapports pour l'année 1909. — Ces différentes observations se trouvent confirmées par les derniers rapports des inspecteurs des usines et ateliers, rapports qui sont relatifs aux enquêtes faites pendant l'année 1909 (1).

Beaucoup d'inspecteurs notent la tendance qu'ont les industriels, surtout depuis quelques années, à payer leurs ouvriers « à la tâche ». L'application progressive de la section 116 à diverses industries a permis aux employeurs et aux employés de se familiariser avec les exigences de la loi ; le résultat en a été une meilleure observation des prescriptions dans tous les districts. La plupart des irrégularités qui ont été relevées sont dues, soit à l'ancienneté de certaines pratiques, soit aux conditions particulières de quelque branche de la production ; c'est le cas, par exemple, de l'industrie du cuivre (laiton) dans laquelle la division du travail est poussée très loin ; c'est le cas encore de la confection des vêtements pour dames et de la fabrication des fourrures, à Londres, dans lesquelles les changements de la mode sont très fréquents.

Dans le district Londres-Est, l'ignorance de beaucoup de patrons est une source de difficultés. L'établissement de modèles nouveaux ou d'échantillons ne permet guère de calculer que très approximativement le temps nécessaire à la confection, ainsi que le prix global de revient.

1. Nous devons, en particulier, ces renseignements à l'amabilité de M. le Directeur de l'Office du travail anglais.

Parfois aussi, la non-inapplication de la clause de détails résulte de l'existence d'intermédiaires, d'entrepreneurs entre l'occupant et les travailleurs ; ceci est particulièrement fréquent dans l'industrie du vêtement et de la lingerie, dans le nord de l'Irlande, à Belfast, et en Ecosse, à Glasgow, à Dundee, etc.

Miss Paterson (Londres) a remarqué un certain relâchement dans l'observation des ordonnances , ce relâchement est dû à l'insouciance des patrons et au désir qu'ils ont de réduire le plus possible le travail de bureau.

On trouve dans les rapports des exemples des avantages qui résultent pour les travailleurs de l'extension récente de la section 116.

M. Wolfe, de Southampton, insiste sur l'heureux effet de la communication régulière des détails, depuis quelques années, dans certaines parties de la construction des navires.

M.G.-F.Sedgwick mentionne une pratique spéciale qu'il a rencontrée dans l'industrie de la fabrication des chaînes : un patron vend à ses ouvriers un quintal de fer ; quand les chaînes sont faites, il les achète aux ouvriers, leur payant le prix habituel pour la catégorie de chaînes fabriquées, et leur rend un quintal de fer. Le patron prétend faire un achat ordinaire, les ouvriers étant libres de vendre les chaînes à une personne quelconque qui offrirait davantage. Il veut ainsi rendre l'ouvrier libre.

M. Birtswistle, inspecteur en chef, ajoute à son

rapport la table habituelle indiquant le nombre de tissages qui tombent sous l'article 116. Une certaine diminution est à remarquer, relativement aux chiffres de 1908, diminution qui tient à l'emploi d'une méthode plus exacte d'enregistrement.

L'inspecteur de la division Sud-Est dit qu'il faut encore veiller à l'observation de la législation, en dépit d'un progrès général et indéniable dans l'application. Il arrive que certains patrons donnent des indications intéressant les salaires, mais omettent d'en fournir relativement au travail lui-même, ou bien communiquent des détails insuffisants.

Dans la confection des vêtements, les industriels ont encore tendance à employer des signes; dans la confection des cravates, à ne donner d'indications qu'après la remise de l'ouvrage.

Fréquemment aussi, l'inspecteur, après avoir passé un temps assez considérable à donner des explications à un patron, se trouve, à la visite suivante, en présence d'un successeur qui prétend ignorer les exigences de la loi.

Malgré ces difficultés, conclut l'inspecteur du district, sud-est, les progrès sont très grands et d'une façon générale, les employeurs commencent à comprendre ce qu'on exige d'eux.

Dans la division sud-ouest, l'application des sections 116 et 117 aux industries de la fabrication des

cigares, cigarettes, chocolat, gants, ne donne pas lieu à observation ; il faut cependant noter que certaines pratiques des Trades-Unions, antérieures à la promulgation des ordonnances, en ont préparé et, par suite, facilité l'application.

CHAPITRE VI

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION ANGLAISE

De cette étude que nous venons de faire de la législation anglaise relative au mesurage du travail à la tâche, deux impressions dominantes se dégagent :

C'est d'abord l'étendue du champ d'application de cette législation qui embrasse une multiplicité d'industries de la plus grande variété,

C'est ensuite l'importance des résultats obtenus au bout de très peu de temps.

Qu'il se soit agi du travail dans les mines, de la confection des étoffes et des vêtements, de la fabrication, de la transformation des objets de fer ou d'acier, nous n'avons pas rencontré d'objections de principe contre cette réglementation, mais seulement des protestations de la part d'employeurs que contrariait quelque difficulté d'application de la loi à leurs industries particulières.

Des différentes prescriptions édictées, une seule fait généralement l'objet de ces réclamations : c'est l'affichage des tarifs. La communication écrite des détails, le contrôle des ouvriers, la vérification des

instruments de mesure sont presque toujours acceptés et le plus souvent observés. Mais à la publication des tarifs, on reproche deux défauts : faciliter les divulgations, compliquer les écritures. Le législateur a demandé au juge d'atténuer le premier en se montrant sévère dans la répression du délit d'indiscrétion.

Il n'a pas cru devoir s'arrêter devant le second pensant que la sécurité des travailleurs méritait bien un peu de peine. L'expérience est venue du reste lui donner raison puisque aujourd'hui, si quelques patrons sont encore rebelles à la pratique de l'affichage, la plupart d'entre eux s'y sont soumis ou y ont suppléé par l'usage de livres de prix, que les inspecteurs eux-mêmes ont trouvé suffisants.

Les résultants sont très importants. Actuellement, il n'est guère de branches de l'industrie anglaise où l'ouvrier, rémunéré à la tâche, n'ait la certitude de toucher exactement son dû. Une erreur ou une fraude se produit-elle ? Il est entouré d'assez de garanties, il dispose d'assez de preuves pour se faire rendre justice. Ne l'oserait-il pas, dans la crainte de perdre sa place, que cette fraude ou cette erreur ne saurait échapper aux investigations des inspecteurs des fabriques et ateliers, non plus qu'à la sévérité des tribunaux. Grâce à certaines dispositions de la législation anglaise, les ouvriers à domicile eux-mêmes jouissent de cette protection. Et ce n'est pas le moindre résultat, puisque c'est eux surtout qui sont les victimes des patrons sans scrupules.

A quoi tient ce succès ? C'est d'abord à ce que le régime, introduit dans une industrie bien définie, parfaitement organisée, n'a été étendu à d'autres spécialités qu'avec beaucoup de prudence et de circonspection, après que des essais particuliers eurent montré la possibilité de cette extension. Cela tient aussi à l'institution des inspecteurs spéciaux des fabriques et ateliers qui ont toujours montré beaucoup de doigté dans l'application de la loi. L'administration anglaise a eu la chance de mettre la main, pour organiser ce service délicat, sur un homme du plus haut mérite, M. Birtwistle (1), trade-unioniste convaincu, qui s'est consacré à l'amélioration de la condition des travailleurs des textiles, et qui a su mener sa mission au mieux des intérêts de tous (Boissard).

Enfin, il ne faut pas oublier que l'établissement, depuis plusieurs années, de tarifs de salaires dans différentes industries, notamment dans l'industrie textile, ont merveilleusement préparé le terrain pour cette réglementation. Ce sont des tarifs uniformes, des tarifs modèles, sinon des tarifs minima, basés sur la moyenne des salaires payés dans toute une vaste étendue à laquelle ils s'appliquent, et que, à la suite de différents événements, les associations ouvrières sont parvenues à obtenir des associations patronales. Ils s'appliquent plus particulièrement à l'industrie de

1. Voir à ce sujet la déclaration de M. Stuart-Vortley à la Chambre des communes. *Parliamentary Debates*, juin 1895, p. 1403 et suiv.

la laine (1) et dans certains centres du Yorkshire, comme Huddersfield, Bradford, par exemple, et surtout à l'industrie du coton (2) dont les ouvriers forment l'infime minorité, qui ne travaillent pas d'après l'un ou l'autre de ces grands tarifs régionaux. Les plus connus sont, pour les fils, ceux de Oldham (appliqué à la majorité des filateurs anglais), de Bolton (1/4 des fileurs), de Blackburn, d'Asthon et pour les tissus, celui du nord et du nord-est du Lancashire. Ils sont sévèrement contrôlés par des comités mixtes, composés de délégués des associations ouvrières et des associations patronales ; et tout différend qui vient à surgir entre patrons et ouvriers, dépendant à la fois des deux groupes fédéraux, sont examinés par les comités mixtes, composés des deux côtés d'hommes parfaitement au courant de la situation technique et industrielle. Ces tarifs reposent tous sur l'établissement d'une base très souple, uniforme et fixe, dont le prix est établi *ne varietur*. Tandis que le tarif d'Oldham est basé sur la longueur du fil produit, le tarif de Bolton repose entièrement sur le poids du fil. Quant au tarif du tissage dans les comtés du nord et du nord-est du Lancashire, il est basé sur un principe analogue : une pièce de coton de 39, 40 ou 41 pouces de large, tissée sur un métier de 45 pouces de large avec 60 fils de chaîne par pouce et 15 duites par

1. Laurent Dechesne. L'évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre.

2. Louis Varlez. Rapport et enquête. Les salaires de l'industrie gantoise (industrie cotonnière : les salaires en Angleterre, p. 141).

1/4 de pouce, avec majoration de 1,5 0/0 pour contraction, d'une longueur de 10 yards et de 36 pouces, avec une chaîne à partir du n° 28 ou plus bas et une trame du n° 31 à 100, est payée 30 pence, soit 2 pence par duite. Toute modification dans la largeur des métiers ou des tissus, dans le nombre des fils de chaîne et des duites, dans le numéro des fils de chaîne ou de trames dans la largeur des pièces, etc., se résume dans le produit de la multiplication de 30 pence par un multiplicateur variable, suivant la nature du tissu et le genre de la modification. Il existe de même des tarifs pour toutes les opérations du tissage et du filage.

On conçoit dès lors que la tâche du législateur était de beaucoup facilitée. Familiarisés avec l'emploi de ces tarifs, les ouvriers ne pouvaient trouver que des avantages dans la publication des tarifs personnels de chaque patron, et les industriels avaient toute facilité d'établir ceux-ci. C'est là une des principales raisons du succès de l'expérience anglaise, qui tient dans cette formule : loi précise appliquée avec prudence à une industrie parfaitement connue par des fonctionnaires compétents et zélés.

C. — L'EXPÉRIENCE ALLEMANDE

Pour n'avoir pas procédé avec la même logique et la même prudence que le législateur anglais, le législateur allemand n'a pas obtenu les résultats qu'il escomptait.

La loi du 30 juin 1900, modifiant le Code industriel allemand, décidait, par son paragraphe 114-*a* que, en ce qui concerne les industries déterminées, le conseil fédéral pourrait prescrire l'emploi de livrets de salaire ou de bulletins de travail sur lesquels l'employeur inscrirait :

1° La nature et l'étendue du travail à exécuter, et lorsque le travail est fait à la pièce, le nombre des pièces.

2° Le taux des salaires ;

3° Les conditions relatives à la fourniture d'outils et de matériaux en vue de travaux à exécuter.

Ces indications devaient être données au moment de la remise de l'ouvrage.

En vertu de ce pouvoir, le Conseil fédéral arrêtait, le 9 décembre 1902, que l'article 114 *a* s'appliquerait aux établissements où sont fabriqués ou façonnés en gros les objets d'habillement, ou les objets de linge-

rie en tissus, blanc ou de couleur. L'ordonnance qui devait s'appliquer à partir du 1^{er} avril 1903, n'a donné que de très médiocres résultats et il n'y a rien là qui doive surprendre. Nous trouvons en effet de grosses fautes à l'origine de l'expérience allemande.

Tandis que le législateur anglais est parti d'une des industries en usine les plus anciennes, les mieux connues, les plus fortement organisées, les textiles, pour n'étendre qu'ensuite avec prudence à d'autres spécialités une réglementation dont il avait déjà pu juger l'efficacité, le législateur allemand a cru pouvoir résoudre du premier coup le problème délicat du mesurage du travail à la tâche dans une branche obscure de la production à domicile, celle de la confection et du blanc. N'en connaissant qu'imparfaitement les conditions, il devait fatalement se résoudre à n'édicter que des prescriptions imprécises, peu minutieuses, alors que le législateur anglais avait pu entrer dans beaucoup de détails techniques et diminuer considérablement les occasions de fraude. Les sanctions prévues sont elles-mêmes très différentes. Si la législation anglaise a prévu des amendes d'au moins 250 francs, la législation allemande n'a édicté que des pénalités de 25 francs. Ces dernières n'ont du reste guère de chances d'être appliquées, car il n'est pour ainsi dire pas pourvu en Allemagne à la vérification de la tenue des livrets de salaire, alors que le législateur anglais, au contraire, a conféré à un

corps spécial d'inspecteurs l'application des prescriptions des sections 116 et 117.

C'est dans ces différences qu'il faut chercher la raison de l'opposition des résultats des deux législations. Tandis que la réglementation anglaise nous apparaît comme complète, parfaite, la législation allemande ne semble être qu'une ébauche, mais une ébauche qui ne semble pas devoir réussir, étant donnée la matière sur laquelle elle porte. La médiocrité du résultat n'a donc rien qui puisse nous surprendre, et c'est pourquoi nous n'insisterons pas davantage, nous contentant de retenir de cette tentative la leçon qu'elle comporte.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite de l'expérience étrangère nous a permis de noter deux méthodes susceptibles de conduire à une solution du problème que nous venons d'examiner.

La première, suivie par le législateur belge, s'inspire du désir de donner à tous les ouvriers, employés à la tâche, à quelque branche de la production qu'ils appartiennent, l'assurance que leurs salaires sont loyalement calculés. Elle consiste à poser des principes généraux, exprimant les conditions essentielles d'un mesurage exact, sauf à en poursuivre ensuite l'application à des cas déterminés, selon les nécessités et les circonstances.

La deuxième, qu'a préférée le législateur anglais, consiste à envisager une industrie particulière, à en étudier minutieusement les conditions pour pouvoir, par une réglementation en quelque sorte technique, arriver à y rendre la fraude impossible.

A nous en tenir à la simple considération des résultats acquis, c'est la deuxième méthode que nous devrions préférer. En l'espace de quelques années, le législateur anglais a réussi, en effet, à réglemen-

ter le mesurage du travail à la tâche dans les industries les plus variées, et à diminuer considérablement les chances d'erreur ou de fraude dont l'ouvrier peut être victime.

Ce n'est pas à dire que les résultats de l'expérience belge soient négligeables. Mais les réclamations qui reviennent constamment dans les rapports des inspecteurs du travail, les revendications exprimées par les ouvriers montrent que la législation est insuffisante. Si pourtant ces demandes tendent à obtenir l'affichage obligatoire des tarifs de salaires et l'usage constant des livrets de comptes, il faut avouer que la valeur de la méthode ne saurait en être diminuée, parce qu'il ne tenait qu'au législateur de poser le principe de ces obligations.

Dans ces conditions, il est assez difficile de choisir entre les deux procédés ; chacun paraît en réalité avoir ses avantages. Dans l'ensemble, et en tant que le mesurage du travail à la tâche présente des caractères analogues dans les différentes industries, la méthode des principes généraux paraît supérieure à cause de sa simplicité — puisqu'elle n'exige qu'une loi dont quelques arrêtés ou décrets suffisent à assurer l'application, et à cause de sa rapidité — puisqu'elle permet de protéger en même temps les ouvriers de ces diverses spécialités. Mais dans les industries où le problème se pose d'une façon particulièrement critique, en raison des conditions spéciales ou des procédés qui peuvent rendre la fraude ou l'erreur plus fréquente, il y a tout intérêt à n'envisager qu'iso-

lément chaque branche pour lui adapter aussi rigoureusement que possible les prescriptions légales.

En France, deux industries ont fait l'objet d'une telle réglementation. D'une part, la loi du 7 mars 1850 est venue protéger les ouvriers des textiles contre les abus auxquels donnait lieu le paiement à la pièce.

D'autre part, les mineurs ont cherché dans les contrats collectifs de travail l'assurance d'une exacte rémunération de leur ouvrage.

La loi de 1850 a conservé toute sa valeur. Si, pendant longtemps elle n'a pas été observée, c'est d'abord qu'il n'y avait aucun fonctionnaire qualifié pour la faire appliquer; c'est ensuite parce que, en raison des changements de la mode et de la technique, ses prescriptions ne répondirent bientôt plus aux conditions de l'industrie.

Depuis la création des inspecteurs du travail, la première difficulté n'existe plus.

Quelques modifications de texte suffiront à résoudre la seconde.

L'enquête à laquelle a procédé l'Office du Travail en 1906-1908 a montré ce qu'elles devaient être. S'inspirant des desiderata exprimés dans les réponses, le ministre du Travail déposa en 1909 un projet tendant à amender le texte de 1850 dans le sens qu'on avait indiqué. Il a malheureusement laissé subsister de graves lacunes que rien ne justifie; et parce qu'il n'a pas mis fin à une anomalie qui consiste à refuser

aux relations nées du contrat de travail la protection accordée aux relations commerciales, quant aux poids et aux instruments de mesures employés — parce qu'il n'a pas suffisamment établi le droit, sinon le devoir, de l'ouvrier à contrôler le mesurage de son travail — parce qu'il n'a rien dit de l'affichage des tarifs de salaire, nous avons dû rejeter son projet qui laisse trop de place à la fraude.

C'est au contrat collectif de travail que, dans le silence de la loi, les mineurs ont demandé la garantie d'un pesage exact du minerai qu'ils extraient. Ce fait que c'est presque toujours à la suite de grèves qu'ils ont obtenu le droit de nommer un contrôleur à la bascule suffirait à justifier une intervention légale. Mais il y a plus : réduite à cette simple faculté, la garantie des ouvriers paraît insuffisante ; c'est la certitude que le minerai sera correctement pesé (à condition toutefois que l'extension de la loi de 1851 soit prononcée) ; ce n'est pas l'assurance qu'il sera justement payé. Seuls, l'usage de livrets de comptes et l'affichage des tarifs de salaire peuvent la donner aux ouvriers. Quant au droit lui-même de nommer un délégué, il paraît avoir besoin d'être précisé : si la loi ne dit pas comment ce contrôleur est nommé, comment il peut être renvoyé, et surtout quels sont ses droits et ses devoirs, des dissensions sont à craindre ; on n'aura fait que déplacer la difficulté.

Sur ces différents points, tant en ce qui concerne l'industrie textile que pour ce qui est de l'industrie

minière, l'étude de la législation anglaise doit être très profitable au législateur français.

Il reste à assurer la protection des travailleurs dans les autres branches de la production. Ici, l'analogie des conditions, le désir d'arriver à une prompt solution, peuvent nous faire opter pour la méthode qui consiste à poser des principes généraux. Dans sa forme, la législation belge nous paraît mériter l'attention ; au fond, la leçon de ses résultats doit nous faire éviter des omissions regrettables.

Dans leur grande ligne, et répondant aux conditions que nous avons posées, au début de cet ouvrage, d'un exact mesurage du travail, les règles à édicter nous paraissent devoir être celles-ci :

1^o Emploi des unités du système métrique, dans tous les cas où cela est possible;

2^o Vérification des instruments de mesures légaux, servant à mesurer le travail en vue de sa rémunération;

3^o Droit pour l'ouvrier de contrôler le mesurage de son travail, nonobstant toute convention contraire ;

4^o Emploi d'un livret de compte, paginé, sur lequel doivent être portées les conditions du travail à exécuter, les conditions de salaire et, si besoin est, les quantités de matières délivrées;

5^o Affichage obligatoire des tarifs de salaires.

6^o Droit pour le Gouvernement d'interdire ou d'autoriser, par des décrets entourés de garanties à

déterminer, l'emploi de certaines unités de compte non basées sur le système métrique, d'imposer pour des industries déterminées l'emploi d'appareils spéciaux de mesurage, de prescrire la vérification et le poinçonnage de ces appareils.

7° Application de la loi par les inspecteurs du travail, ou des inspecteurs spéciaux.

Il y a bien eu, ces dernières années, quelques tentatives dans ce sens, notamment le projet de Code de travail, élaboré par MM. Dejeante, Groussier, etc... présenté en 1903, les projets de la Commission d'études législatives et du gouvernement, sur le contrat de travail, présentés tous deux en 1906. Mais les uns et les autres paraissent trop incomplets pour pouvoir résoudre efficacement le problème du travail à la tâche.

La loi ne saurait pas se contenter, en effet, d'assurer la répression de la fraude dans tous les cas ; elle doit viser plus loin ; à l'ouvrier, trop enclin à considérer que « l'ennemi, c'est le maître », il faut donner l'assurance que la fraude n'est pas possible ; pour atteindre ce but, la réglementation doit être précise, minutieuse ; et l'idéal serait de pouvoir, pour chaque branche distincte de la production, faire une loi spéciale, basée sur les conditions de la technique. Cela, sans doute, n'irait pas sans difficultés, non plus que sans une augmentation des charges pour les industriels et pour tous les contribuables ; car la question du mesurage tient, il ne faut pas l'oublier, aux questions

si importantes du travail à domicile et de l'inspection du travail. Pour que la réglementation soit efficace, il faut que la protection des travailleurs à domicile le soit, il faut augmenter le nombre des inspecteurs du travail. Si cependant on considère comme un devoir de protéger l'ouvrier, c'est vers cette solution qu'on doit tendre, puisque seule elle peut supprimer non seulement la fraude, mais le soupçon de fraude.

Si l'on veut travailler efficacement à fortifier entre ouvriers et patrons les relations basées sur l'estime et la confiance, il faut, ainsi que le disait M. Cunine Gridaine, faire disparaître non seulement les causes mais les prétextes de malentendus.

Vu : Le Président de la thèse,
R. JAY

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

ANNEXES

FRANCE

Annexe n° 1

LOI DU 7 MARS 1850 SUR LES MOYENS DE CONSTATER LES
CONVENTIONS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS, EN MATIÈRE
DE TISSAGE ET DE BOBINAGE.

Article premier. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, qui livrera des fils pour être tissés, sera tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids et la longueur de la chaîne ;
- 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ;
- 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ;
- 4° Le prix de la façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

Art. 2. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livrera des fils pour être bobinés, sera tenu d'inscrire, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler ;

2° Le numéro du fil ;

3° Le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

Art. 3. — Le prix de façon sera indiqué en monnaie légale sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

Toute convention contraire sera mentionnée par lui sur le livret.

Art. 4. — L'ouvrage exécuté sera remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire de qui l'ouvrier aura reçu directement la matière première.

Le compte de façon sera arrêté au moment de cette remise.

Toute convention contraire aux deux paragraphes précédents sera mentionnée sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

Art. 5. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier.

Art. 6. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire tiendra constamment exposés au regard, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier :

1° Les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures ;

2° Un exemplaire de la présente loi en forme de placard.

Art. 7. — A l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon, soit au

mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu, ou bien soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière, le pouvoir exécutif pourra déterminer un autre mode par des arrêtés en forme de règlement d'administration publique, après avoir pris l'avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives et des conseils de prud'hommes, et, à leur défaut, des conseils de préfecture.

Il pourra pareillement, par des arrêtés rendus en la même forme, étendre les dispositions de la présente loi aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En l'un et l'autre cas, ces arrêtés seront soumis à l'approbation de l'Assemblée législative dans les trois ans qui suivront leur promulgation.

Art. 8. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

1^o Les contraventions aux articles 1, 2, 3, 5 et 6 ;

2^o Les contraventions à la disposition finale de l'article 4 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 7.

Il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été commis de contraventions distinctes.

Si, dans les douze mois qui ont précédé la contravention, le contrevenant a encouru une condamnation pour infraction à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de l'article 7 de cette loi, le tribunal peut ordonner l'insertion du nouveau jugement dans un journal de la localité, aux frais du condamné.

ANNEXE II

LOI DU 21 JUILLET 1856 QUI ÉTEND A LA COUPE DU VELOURS DE COTON, AINSI QU'A LA TEINTURE OU BLANCHIMENT ET A L'APPRÊT DES ÉTOFFES, LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 7 MARS 1850 SUR LE TISSAGE ET LE BOBINAGE.

Article premier. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce de velours de coton pour être coupée, est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1^o Les longueur, largeur et poids de la pièce à couper ;
- 2^o Le prix de façon, au mètre de longueur.

Art. 2. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce d'étoffe pour être teinte, blanchie ou apprêtée, est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1^o Les longueur, largeur et poids de la pièce à teindre, blanchir ou apprêter ;

- 2^o Le prix de façon, soit au mètre de longueur de la pièce, soit au kilogramme de son poids.

Art. 3. — Les articles 3, 4, 5, 6, 8 et 9 de la loi du 7 mars 1850 sont applicables à la coupe du velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

ANNEXE III

PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS
LE 6 DÉCEMBRE 1904 « TENDANT A CHARGER LES INS-
PECTEURS DU TRAVAIL DE L'APPLICATION DES LOIS DU
7 MARS 1850 ET DU 21 JUILLET 1856 ».

Article premier. — Les inspecteurs du travail sont char-
gés d'assurer l'application des lois du 7 mars 1850 et du
21 juillet 1856.

A cet effet, ils auront entrée dans les locaux où se font
les travaux prévus par lesdites lois et dans les locaux spé-
cifiés à l'article 6 de la loi du 7 mars 1850.

Art. 2. — Il pourront se faire représenter les livrets
prévus par lesdites lois et le registre mentionné à l'article
5 de la loi du 7 mars 1850.

Art. 3. — L'obstacle à l'accomplissement des devoirs
de l'inspection du travail sera passible des peines prévues
à l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892.

ANNEXE III *bis*

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS,
DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES DANS LES ÉTA-
BLISSEMENTS INDUSTRIELS.

Art. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs,
quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des
devoirs de l'inspecteur. En cas de récidive, l'amende sera
portée de 500 à 1.000 francs. L'article 463 du Code pénal

(circonstances atténuantes) est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article.

ANNEXE IV

PROJET DE LOI DU 4 NOVEMBRE MODIFIANT LA LOI DU 7 MARS 1850.

Article premier. — L'article 1^{er} de la loi du 7 mars 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage est modifié comme suit :

Article premier. — Tout fabricant, commissaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage sera tenu d'inscrire au moment où le travail est donné, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

1° Le poids, la longueur et le *nombre total de fils de chaîne*;

2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ;

3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ;

4° Le prix de la façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, *soit au nombre de duites introduites dans le tissu.*

Si le tissage est effectué chez l'employeur, le livret pourra être affecté au métier ; il devra dans ce sens demeurer à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de deux ans à

compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

Art. 2. — Il est ajouté à l'article 5 de la loi de 1850 un paragraphe ainsi conçu :

Les registres et les livrets devront être paginés et aucun feuillet n'en devra être détaché. Les livrets devront contenir le texte de la présente loi.

Art. 3. — L'article 7 de la loi de 1850 ainsi modifié :

Art. 7. — Des *décrets*, pris après avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'homme, des *syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés*, pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, soit autoriser la suppression de l'inscription sur les livrets d'une ou plusieurs mentions prévues aux articles 1 et 2, et leur remplacement par d'autres mentions, soit autoriser d'autres modes de fixation des prix de façon que ceux prévus aux articles précités.

Les dispositions de la présente loi pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

Art. 4. — Dans les articles 8 9 de la loi de 1850, le mot « arrêtés » est remplacé par le mot « décrets ».

Art. 5. — L'article 8 de la loi de 1850 est modifié comme suit :

§ 1^{er}. — Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés d'assurer l'application des dispositions de la présente loi, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

§ 2. — A cet effet, ils ont entrée dans les locaux où se

font les travaux prévus par la présente loi et dans les locaux spécifiés à l'article 6 ci-dessus. Toutefois, ils n'ont pas entrée dans les locaux qui ne sont pas soumis à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels, ni à la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, ni à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire des ouvriers et employés.

§ 3. — Des inspecteurs et inspectrices du travail pourront également se faire représenter les livres et registres prévus par la présente loi.

§ 4. — En cas d'infraction à la loi et aux décrets pris en exécution de l'article 7 ci-dessus, les contrevenants sont passibles des pénalités prévues par les articles 26 à 29 de la loi du 2 novembre 1892.

Toutefois, par dérogation au paragraphe 2 de l'article 26 de cette loi, il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été commis de contraventions distinctes.

Art. 6. — L'article 9 de la loi de 1850 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies ».

Art. 7. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

ANNEXE V

EXTRAIT DU CODE DE TRAVAIL PRÉSENTÉ PAR
M. GROUSSIER (1)

Art. 126. — Lorsque le travail est exécuté en dehors de la surveillance directe de l'employeur ou de ses représentants, le prix n'en peut être réglé qu'après la réception de l'ouvrage.

Art. 127. — Les conditions nécessaires pour constituer la réception de l'ouvrage sont :

- 1° La livraison ;
- 2° La vérification ;
- 3° L'acceptation.

Art. 128. — La livraison peut être faite au domicile du travailleur ou à celui de l'employeur, suivant l'usage ou les conventions.

Art. 129. — A défaut, par l'employeur, de prendre livraison de l'ouvrage, tenu à sa disposition, par le travailleur, celui-ci peut l'y contraindre par une mise en demeure.

Art. 130. — La livraison réelle ou la mise en demeure décharge le travailleur de toute responsabilité en cas de perte de la chose.

Art. 131. — Lorsque le travailleur livre à l'employeur un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties.

Cette vérification est censée faite pour toutes les par

1. Proposition de loi sur le Code du travail, déposée à la Chambre des députés, le 15 janvier 1903, par M. Victor Dejeante et plusieurs de ses collègues.

ties payées à l'employeur qui paie le travailleur en proportion de l'ouvrage fait.

Art. 132. — Les travailleurs occupés en dehors de la surveillance directe de l'employeur ou de ses représentants devront avoir un livret de comptes spécial.

Art. 133. — Les livrets de comptes seront délivrés aux travailleurs par les secrétaires des tribunaux de travail.

Art. 134. — Les livrets de comptes seront cotés, paraphés et visés par un des membres du tribunal du travail.

Ils porteront les nom, prénoms et domicile du travailleur et de l'employeur.

Ils devront être paraphés et visés chaque année.

Art. 135. — Les secrétaires des tribunaux de travail tiendront un registre sur lequel ils inscriront les livrets de comptes et les désignation qu'ils contiennent lors de leur délivrance.

Art. 136. — L'employeur, fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livrera des matières à ouvrer sera tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur le livret de comptes appartenant au travailleur et laissé entre ses mains :

- 1° Les indications déterminant la matière fournie ;
- 2° Les indications déterminant l'ouvrage à exécuter ;
- 3° Le prix de façon en monnaie légale.

Art. 137. — Des décrets pourront préciser les indications qui devront être portées au livret de comptes suivant le travail à exécuter.

Art. 138. — Le compte de façon sera arrêté au moment de la remise de l'ouvrage exécuté.

Art. 139. — L'employeur, fabricant, commissionnaire

ou intermédiaire tiendra constamment exposés aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et le travailleur :

1° Les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures ;

2° Une affiche très apparente contenant les dispositions relatives aux livrets de comptes.

Les dispositions de l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851 sont applicables au pesage et au mesurage de l'ouvrage.

Art. 140. — L'employeur, fabricant, commissionnaire ou intermédiaire tiendra un registre sur lequel seront portées toutes les mentions inscrites sur les livrets de comptes des travailleurs.

Art. 141. — Lorsque le travailleur cessera de travailler pour un employeur, le livret de comptes sera arrêté.

Il sera déposé au tribunal de travail et le secrétaire remettra un nouveau livret de comptes.

ANNEXE VI

PROJET DE LOI DE LA COMMISSION D'ÉTUDES LÉGISLATIVES SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL (1906)

Art. 18. — Lorsque la rémunération du travail dépend du mesurage, pesage, opération, vérification quelconque ayant pour but de déterminer la quantité et la qualité de de l'ouvrage, les employés ont le droit, malgré cette convention contraire, de contrôler ces opérations personnellement ou par délégation. Les données qui pourront être

nécessaires au calcul du taux de la rémunération des employés qui sont soumis aux mêmes règles.

ANNEXE VII

PROJET DE LOI SUR LE « CONTRAT DU TRAVAIL » DÉPOSÉ
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 2 JUILLET 1906, PAR
M. DOUMERGUE MINISTRE DU COMMERCE

(Extraits)

Art. 23. — Le règlement d'atelier doit indiquer dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise :

2° Lorsque l'employé est rétribué à la tâche ou à l'entreprise, le mode de mesurage et de contrôle.

Art. 33. — Lorsque la rémunération du travail dépend de mesures, pesées, opérations, vérifications quelconques ayant pour but de déterminer la quantité de l'ouvrage, les employés ont toujours le droit, malgré toute convention contraire, de contrôler ces opérations personnellement ou par délégués.

Les données prévues par les contrats, qui pourraient être nécessaires au calcul des salaires fixés par contrat individuel ou convention collective, sont soumises aux mêmes règles.

ANNEXE VIII

LES BUREAUX DE CONDITIONNEMENT
DE L'INDUSTRIE TEXTILE PAR GASTON DELATTRE

Chapitre premier. -- Le conditionnement intéresse l'industrie textile à cause des pesées :

Conditionner, c'est obtenir le poids net d'une marchandise (soie, laine, coton, etc...), eu égard à son état hygrométrique. C'est rechercher la quantité d'eau en excès que cette marchandise peut soutenir par rapport à son état « normal ».

Chacun sait que les matières textiles ont plus que toute autre matière les grandes capacités hygrométriques; suivant les influences qu'elles subissent, elles absorbent ou abandonnent une certaine quantité d'eau...

La proportion varie suivant les circonstances extérieures, avec l'état atmosphérique, le degré d'humidité ou de sécheresse de l'air ambiant, avec les conditions du travail et les diverses manipulations variées à l'infini dont ces matières sont l'objet. Ainsi la soie peut contenir de 8 à 15 o/o de son poids en eau sans paraître mouillée et sans qu'il soit possible d'apprécier au toucher son degré d'humidité... Ces propriétés physiques donnent matière à de fréquentes contestations entre les parties contractantes, comme le vendeur et l'acheteur. Dans le travail à façon aussi. Dans ce cas, le « chargeur », propriétaire de la marchandise, remet à l'industriel façonnier des quantités de matières premières souvent considérables que ce dernier doit rendre transformées et travaillées suivant les indications reçues.

Pour l'un comme pour l'autre, il y a avantage à connaître d'une façon précise, au moment de la livraison, le poids exact des marchandises. C'est pour le premier un moyen certain d'éviter des détournements; c'est pour le deuxième un moyen d'obtenir un bon « rendement », après livraison, et de se faire payer intégralement son

prix de façon sans être exposé à rembourser au chargeur un supplément de poids qui proviendrait de l'humidité excessive des matières en excès.

Or, un mode de vérification qui rend toute fraude impossible est le conditionnement, opération qui consiste en ceci : sur des marchandises vendues ou soumises à un contrat d'ouvraison, on prélève un certain nombre d'échantillons que l'on pèse ; puis les laissant séjourner un certain temps dans des étuves, on les amène à un degré de siccité absolue ; on les pèse à nouveau dans l'étuve elle-même où est obtenue cette sécheresse complète. A ce poids trouvé, on ajoute un certain degré d'humidité considéré comme indispensable, dit « taux de reprise » fixé définitivement, et souvent légalement, pour chaque matière. Le calcul donne alors le poids exact de la marchandise qui sera facturée à l'acheteur ou remise au façonnier.....

Il existe aujourd'hui des bureaux de conditionnements dans plusieurs villes, en particulier à Lyon, Reims, Roubaix, Tourcoing, Amiens, Fourmies.

LÉGISLATION BELGE

ANNEXE IX

LOI DU 19 AOÛT 1887

CONCERNANT LE PAIEMENT DES SALAIRES AUX OUVRIERS
(Complétée par la loi du 17 juin 1896)

Art. 10 *bis*. — Nonobstant toute convention contraire, l'ouvrier a toujours le droit de contrôler les mesurages,

pesées ou toutes autres opérations quelconques qui ont pour but de déterminer la quantité ou la qualité de l'ouvrage par lui fourni, et ainsi de fixer le montant du salaire.

Quiconque aura entravé l'ouvrier dans l'exercice de ce contrôle sera puni conformément à l'alinéa premier de l'article 10 (amende de 50 à 2.000 francs).

Toute action du chef de cette infraction sera prescrite par six mois.

ANNEXE X

LOI DU 15 JUIN 1896

SUR LES RÈGLEMENTS D'ATELIER

Art. 2. — Le règlement d'atelier doit indiquer dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise :

.

2° La manière dont le salaire est déterminé, et notamment si l'ouvrier est rétribué à l'heure, à la journée, à la tâche ou à l'entreprise ;

3° Lorsque l'ouvrier est rétribué à la tâche ou à l'entreprise, le mode de mesurage et de contrôle.

ANNEXE XI

LOI DU 30 JUILLET 1901

RÈGLEMENTANT LE MESURAGE DU TRAVAIL DES OUVRIERS

Article premier. — Lorsqu'il est fait usage, pour mesurer le travail des ouvriers en vue de déterminer leur salaire, soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface, de capacité ou de solidité, il est interdit de se

servir d'unités de poids ou de mesure autres que celles établies par la loi du 1^{er} octobre 1855.

Art. 2. — Les instruments de mesure légaux dont il est fait usage dans le but indiqué ci-dessus sont vérifiés et poinçonnés conformément à ladite loi.

Art. 3. — Le gouvernement est autorisé, en vue de la détermination du salaire des ouvriers :

1^o A interdire, dans des industries déterminées, l'emploi d'unités de compte qui ne seraient point basées sur le système métrique ;

2^o A prescrire la vérification et le poinçonnage d'appareils de mesure autres que les instruments mentionnés à l'article 2 ;

3^o A imposer, pour des industries déterminées, l'emploi d'appareils spéciaux de mesurage.

Des arrêtés royaux décréteront le mode de vérification des appareils visés aux 2^o et 3^o du présent article, ainsi que les conditions auxquelles ils devront satisfaire.

Art. 4. — Le gouvernement ne peut exercer les pouvoirs déterminés au premier alinéa de l'article 3 qu'après avoir l'avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail.

Ces collèges transmettront leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite ; à défaut de quoi, il sera passé outre.

Art. 5. — Les vérificateurs des poids et mesures sont chargés de la vérification et du poinçonnage des instruments visés aux articles qui précèdent.

Art. 6. — Les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail et les vérificateurs des poids et mesures sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi.

Ils ont la libre entrée des locaux où l'on emploie des appareils soumis aux dispositions qui précèdent.

Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant, dans les quarante-huit heures, à peine de nullité.

Art. 7. — Les chefs d'industrie, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines établies par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

Art. 8. — La répression des infractions à la présente loi et aux arrêtés qui en règlent l'exécution aura lieu conformément aux articles 10 et 11 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers.

Art. 9. — Seront saisis par les vérificateurs et seront confisqués et brisés les faux poids, fausses mesures et faux appareils quelconques de pesage ou de mesurage, ainsi que les poids, mesures et appareils non conformes à la présente loi.

Art. 10. — Seront saisis par les agents de vérification ou de surveillance et restitués après jugement les instruments qui ne présenteraient d'autres irrégularités que d'être dépourvus des empreintes de la vérification.

Art. 11. — La présente loi ne concerne pas les appareils destinés aux opérations ayant pour but de déterminer le

montant du salaire des ouvriers auxquels la loi du 16 août 1887 n'est pas applicable.

Art. 12. — Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

ANNEXE XII

DISPOSITION ADDITIONNELLE

Art. 13. — L'article 15 de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers, sera conçu comme suit :

Les salaires ne dépassant pas 5 francs par jour doivent être payés à l'ouvrier, au moins deux fois par mois, à seize jours d'intervalle au plus.

Pour les ouvrages à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois ; lors de chaque règlement partiel, le patron est tenu de remettre aux ouvriers un état sur lequel il mentionnera la quantité de travail effectué ainsi que le montant des salaires payés.

ANNEXE XIII

ARRÊTÉ ROYAL DU 28 OCTOBRE 1901

Article premier. — La loi du 30 juillet 1901 entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1902.

Art. 2. — Les vérifications périodiques des instruments de mesure légaux, dont il est fait usage pour mesurer le travail des ouvriers en vue de déterminer leur salaire, seront comprises parmi les opérations qui se rattachent à

la vérification périodique des poids et mesures à laquelle les vérificateurs doivent procéder, en exécution d'arrêtés pris par les députations permanentes des conseils provinciaux.

ANNEXE XIV

ARRÊTÉ ROYAL DU 1^{er} OCTOBRE 1903

Article premier.— L'emploi d'un compteur automatique est obligatoire dans l'industrie du tissage lorsque l'unité servant à fixer le salaire des ouvriers consiste dans un nombre déterminé de duites.

Il ne pourra être fait usage que de compte-duites appartenant à un système préalablement approuvé par décision ministérielle.

Ces appareils indiqueront, en tout cas, par une marque spéciale, le nombre de duites adopté comme unité servant à fixer le salaire.

Ils devront porter, d'une manière lisible et indélébile, le nom ou la marque du constructeur ou du vendeur.

Art. 2. — Dans l'industrie du tissage, l'emploi d'une longueur de chaîne ourdie (pièce, enseigne), comme unité de compte servant à déterminer le salaire des ouvriers, est interdit.

Art. 3. — La répression des infractions au présent arrêté aura lieu conformément aux articles 10 et 11 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers.

Art. 4. — Le présent arrêt entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1904.

ANNEXE XV

ARRÊTÉ ROYAL DU 16 JUILLET 1905

Article premier. — Dans l'industrie du tissage, l'emploi de la pièce tissée et de l'écheveau comme unités de compte servant à déterminer le salaire des ouvriers est interdit.

Art 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1902.

LÉGISLATION ANGLAISE

ANNEXE XVI

LOI DE 1887 RELATIVE AUX MINES DE CHARBON
PAIEMENT DES PERSONNES EMPLOYÉES A LA TACHE
DANS LES MINES

Section 12. — Quand le salaire variera avec la quantité du minerai extrait, les personnes employées dans une mine seront payées d'après le poids réel du charbon retiré par elles, et suivant la qualité, conformément au contrat. Le minerai sera rigoureusement pesé, aussi près qu'il sera possible du puits.

Le propriétaire, agent ou directeur pourra convenir avec les employés de la mine que des déductions seront faites en ce qui concerne les pierres ou les substances étrangères au minerai, qui s'y trouveraient mêlées, ou bien en raison de l'insuffisance de remplissage d'un wagonnet quel-

conque, lorsque ce wagonnet aura été rempli par l'employé ou une personne payée par lui.

De telles déductions pourront être réglées de la façon qui sera arrêtée entre le propriétaire et les employés, ou bien entre ceux-ci et une personne agissant pour le propriétaire, ou bien entre le propriétaire ou son représentant et le check-weigher, s'il y en a un, ou, en cas de divergence, par une tierce personne choisie d'un commun accord, ou si cela est impossible, par un président des sessions trimestrielles (Quarter sessions) dans la juridiction desquelles sera situé l'un des puits de la mine.

La contravention, le manquement à ces règles, ou la tolérance de ces contraventions, constituera une violation de la loi. Le propriétaire, agent ou directeur qui en sera coupable commettra un délit, à moins qu'il ne puisse prouver qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'éviter, en publiant les dispositions de la présente loi et en s'efforçant de les mettre en vigueur.

Le secrétaire d'État pourra, sur la demande des employeurs et des employés, rendre une ordonnance permettant de payer les ouvriers d'une mine d'après une autre méthode, lorsque ceux-ci ne seront pas plus de trente.

Section 13. — 1° Les ouvriers employés dans une mine et payés en raison du poids du minerai extrait par elles pourront, dans chaque place désignée pour le pesage du minerai et pour la détermination des déductions; désigner une personne appelée « Check-Weigher », qu'elles paieront, personne qui fera pour eux un compte exact du minerai ou déterminera exactement les déductions éventuelles;

2° Le check-weigher aura toutes les facilités lui permettant de remplir ses fonctions, y compris les facilités d'examiner et de vérifier les bascules de vérifier aussi la tare des wagonnets quand cela sera nécessaire ; si ces facilités ne sont pas accordées, le propriétaire, agent et le directeur seront personnellement coupables d'un délit, à moins qu'ils n'aient pris toutes les précautions possibles pour mettre en vigueur les prescriptions de cet article.

3° Le check-weigher ne devra pas empêcher ou interrompre le travail de la mine, ni se mêler du pesage, ni s'occuper des ouvriers ou de l'administration de la mine ; il pourra seulement faire des calculs ou déterminer les déductions, comme il est dit ci-dessus ; l'absence du check-weigher ne sera pas une raison pour interrompre ou retarder les pesées ou la détermination des déductions. Ces opérations seront faites par la personne désignée à cet effet par le propriétaire, agent ou directeur, à moins que le check-weigher n'ait une raison sérieuse de supposer que les pesées ou les déductions ne seront pas correctement opérées en son absence. Mais le check-weigher pourra toujours indiquer aux ouvriers la quantité de minerais extrait par eux, ou à la tare des wagonnets, ou aux déductions, ou à quelque autre matière rentrant dans ses attributions, à la condition que le travail de la mine ne soit ni gêné ni interrompu.

4° Si le propriétaire, agent ou directeur désire le renvoi d'un check-weigher parce que celui-ci empêché ou interrompu le travail de la mine, s'est mêlé du pesage ou de l'administration, s'est occupé des ouvriers, ou a fait dans la mine quelque acte dépassant ses attributions, au préjudice du propriétaire, agent ou directeur, il pourra se plaindre à un tribunal de juridiction sommaire lequel,

s'il est d'avis que le propriétaire argue d'une raison suffisante pour justifier le renvoi du check-weigher, appellera ce dernier pour l'entendre.

5° A l'audience, le tribunal entendra les parties, et s'il pense qu'il y a preuve suffisante de la part du propriétaire pour justifier le renvoi du check-weigher, il rendra une ordonnance de renvoi, et le check-weigher sera renvoyé, mais sans préjudice pour les ouvriers de pouvoir nommer un autre check-weigher.

6° Le tribunal pourra toujours prononcer au sujet de l'indemnité.

7° — Si en exécution d'une ordonnance rendue par le secrétaire d'État, les employés d'une mine sont payés à la mesure ou à la jauge pour le minerai extrait par eux, les dispositions de la loi s'appliqueront comme si le terme « pesage » signifiait aussi « mesurage » et « jaugeage », et les termes relatifs aux poids seront interprétés en conséquence.

8° Si la personne nommée par le propriétaire, agent ou directeur pour procéder au pesage, gêne ou interrompt l'exercice des fonctions du check-weigher, s'en mêle sans droit, ou change la balance ou la tare dans le but d'empêcher un pesage correct, il sera coupable d'un délit.

Section 14. — 1° Lorsque un check-weigher aura été nommé par la majorité des personnes employées dans une mine, payées à la tâche, et qu'il aura agi comme tel, il pourra recouvrer de n'importe quelle de ces personnes, pour le temps qu'il aura été employé, la proportion de ses gages de check-weigher, même si quelques-uns de ceux qui l'ont nommé ont quitté la mine, ou si d'autres y sont

entrés depuis sa nomination. Toute convention contraire sera nulle.

Section 15. — 2° Le propriétaire ou l'administrateur d'une mine dans laquelle la majorité des personnes employées ont nommé un check-weigher, comme il vient d'être dit, retiendra légalement la contribution convenue.

Section 16. — La loi de 1878 relative aux poids et aux mesures s'appliquera aux poids, balances et machines quelconques servant au pesage du minerai, comme aux instruments employés dans le commerce, dans le but de déterminer les gages. L'inspecteur des poids et mesures vérifiera les poids, balances et machines de son district, examinera les mesures et jauges (mais rien n'empêchera l'usage des mesures et jauges ordinairement employées dans les mines), une fois au moins tous les six mois et chaque fois qu'il aura un motif raisonnable de croire à l'existence de poids faux ou irréguliers; il ne devra pas entraver le travail de la mine. Il n'aura besoin d'aucune autorisation du juge de paix pour procéder à cette inspection. Les pénalités applicables seront celles de l'article 48 de la loi sur les poids et mesures.

ANNEXE XVII

LOI DE 1897 RÉGLEMENTANT LES MINES DE CHARBON

Section 11. — Extension aux carrières des sections relatives au pesage des minerais.

Section 12. — 1° Le droit, conféré par la loi principale aux personnes employées dans une mine et payées suivant le poids du minerai qu'elles extraient, de nommer

un check-weigher, comprendra le droit de nommer à celui-ci un remplaçant pour agir en son absence pour cause de maladie. L'expression « check-weigher », employée dans la loi principale et dans la présente loi, comprendre tout check-weigher adjoint remplaçant le titulaire absent.

2° Une déclaration faite par la personne qui aura présidé un meeting en vue de nommer un check-weigher, déclaration spécifiant qu'elle a présidé la réunion et que le check-weigher a été régulièrement nommé, fera *prima facie* preuve de cette nomination.

4° Les facilités qui devront être données au check-weigher, d'après la section 13 de la loi principale, devront comprendre la prévision d'un abri contre le mauvais temps, suffisamment spacieux pour loger deux personnes, contenant une table ou un bureau pour écrire, et un nombre suffisant de poids pour essayer la machine à peser.

5° La disposition suivante sera substituée aux sous-sections 4, 5, et 6 de la section 13 de la loi principale : Si pendant qu'il est dans la mine, un check-weigher gêne ou interrompt le travail des ouvriers, se mêle du pesage, l'empêche, s'occupe de l'administration de la mine, ou fait un acte quelconque dépassant ses fonctions, qui cause un préjudice au propriétaire, à l'agent ou au directeur, il sera coupable d'un délit contre la loi principale.

6° Quand un check-weigher aura été nommé par la majorité au scrutin des personnes employées dans la mine et payées d'après le poids du minerai extrait, il ne pourra être renvoyé que par le vote de

la majorité des personnes ainsi employées à l'époque du renvoi.

Section 13. — 1° Quant à la rémunération du check-weigher, les personnes qui sont autorisées à le nommer et dont ce check-weigher est autorisé, par la section 14 de la loi principale, à recevoir son salaire, comprendront les personnes auxiliaires (perceurs, remplisseurs, employés aux wagonnets) et toutes celles qui sont payées suivant le poids du minerai retiré.

2° Le salaire qu'un check-weigher peut recevoir d'après la section 14 de la loi principale comprendra les dépenses qu'il aura justement faites dans l'accomplissement de ses fonctions telles que les détermine la loi principale.

ANNEXE XVIII

LOI DE 1905 AMENDANT LES DISPOSITIONS
DE LA LOI DE 1887, RELATIVE AUX MINES DE CHARBON.

(Pesage du minerai.)

Section 1. — 1° Le pouvoir, conféré par la loi principale aux personnes employées dans une mine et payées d'après le poids du minerai extrait par elles, de nommer un check-weigher comprendra le pouvoir de nommer un check-weigher adjoint pour agir en l'absence du titulaire pour une cause raisonnable; et l'expression check-weigher chaque fois qu'elle est employée dans cette loi comprendra tout check-weigher adjoint en l'absence du titulaire.

2° Lorsqu'un meeting aura eu lieu dans le but de

nommer un check-weigher titulaire ou adjoint, le président de ce meeting remettra au propriétaire, agent ou directeur une déclaration spécifiant qu'il a présidé cette réunion, et que la personne nommée comme check-weigher l'a été régulièrement ; cette déclaration fera *prima facie* preuve de la nomination.

3° Lorsque le check-weigher ou son remplaçant aura été nommé par le vote de la majorité des personnes employées dans la mine et payées suivant le poids du minerai extrait, la déclaration l'indiquera ; s'il n'a pas été nommé ainsi, la déclaration dira le nom des personnes par qui ou au nom desquelles le check-weigher a été nommé. Lorsqu'un check-weigher ou son remplaçant sera nommé par le vote de la majorité, comme il vient d'être dit-il sera considéré comme nommé par toutes les personnes employées dans la mine qui sont autorisées à le nommer.

4° Les facilités à donner au check-wiegher d'après l'article 13 de la loi principale comprendront la prévision d'un abri contre le mauvais temps, assez spacieux pour loger deux personnes, contenant une table ou un bureau pour écrire, et un nombre suffisant de poids pour essayer la machine à peser.

5° Lorsqu'un check-weigher ou son remplaçant sera nommé au scrutin des personnes employées dans la mine et payées au poids du minerai extrait par elles, il ne pourra être renvoyé que par le vote de la majorité des personnes employées et payées comme il a été dit, à l'époque du renvoi.

Section 2. — 1° Dans le but de répondre aux dispositions de la loi, les personnes qui sont autorisées d'après

l'article 13 de la loi principale à nommer un check-weigher, et dont celui-ci, d'après l'article 14 de la loi principale, peut recouvrer ses gages, comprendront non seulement les personnes travaillant dans les chantiers, mais aussi toutes les autres personnes payées suivant le poids du minerai obtenu (perceurs, remplisseurs, employés aux wagonnets).

2° Quand des personnes seront employées dans une mine par un entrepreneur qui, lui-même, sera payé suivant le poids du minerai extrait, ces personnes, qu'elles soient perceurs, remplisseurs, etc., bien qu'elles soient payées par l'entrepreneur et autrement que d'après le poids du minerai obtenu, seront censées être comprises parmi celles qui sont autorisées à nommer un check-weigher, et dont celui-ci peut, comme il est dit ci-dessus, recouvrer ses gages; mais la proportion de ces gages recouvrables, en ce qui concerne ces personnes, sera payée par l'entrepreneur qui les emploie et recouvrable de lui seul.

3° Le salaire qu'un check-weigher peut réclamer d'après l'article 14 de la loi principale, comprendra les dépenses justement faites par lui à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions, telles qu'elles sont déterminées par la loi principale.

Section 3. — Toutes les personnes autorisées par la loi principale ou par cette loi à nommer un check-weigher ou un remplaçant, devront être avisées de l'intention de nommer un check-weigher titulaire ou adjoint, par une affiche apposée à l'entrée de la mine, ou autrement, affiche qui indiquera le lieu, le jour et l'heure du meeting; elles devront avoir les mêmes facilités dans le but de prendre

part à cette nomination, qu'il ait lieu au scrutin ou autrement.

Section 4. — 1^o Cette loi sera interprétée comme ne faisant qu'une avec la loi principale.

2^o La loi pourra être appelée loi de 1905 sur les mines de charbon (pesage du minerai), ainsi que lois de 1887 à 1897 réglementant les mines de charbon, et loi de 1905 amendant ces lois ; elle pourra encore être appelée d'une façon générale loi de 1887 à 1905 sur les mines de charbon.

ANNEXE XIX

LOI ANGLAISE DE 1891 SUR LES FABRIQUES ET ATELIERS

Section relative au travail à la tâche

Section 24. — Toute personne travaillant dans ou pour une fabrique ou un atelier, soit comme tisseur dans l'industrie du coton, de la laine peignée, de la laine cardée, du linon ou du jute, soit comme dévideur, tisseur ou bobineur dans l'industrie du coton, et payée aux pièces, devra recevoir, en même temps que son travail, des indications suffisantes pour lui permettre de se rendre compte du taux du salaire auquel elle a droit ; l'industriel devra lui fournir ces indications. Si l'occupant d'une fabrique ou d'un atelier manque à fournir ces indications et, à moins qu'il ne prouve qu'il a donné à ce sujet tous les renseignements en son pouvoir, il sera passible pour chaque délit d'une amende n'excédant pas 10 livres, et en cas de récidive dans un délai de deux ans, d'une amende ne dépassant pas 1 livre pour chaque nouveau délit.

Mais si un individu, travaillant comme ouvrier dans une fabrique ou dans un atelier communique les indications susdites qu'il a reçues, dans une intention frauduleuse ou dans un but de lucre, soit qu'elles lui aient été fournies à lui-même, soit qu'elles l'aient été à l'un de ses camarades de travail, il sera passible, pour chaque délit, d'une amende n'excédant pas 10 livres.

Sera coupable de délit et passible pour chaque divulgation d'une amende n'excédant pas 10 livres, quiconque sollicitera ou obtiendra d'une personne travaillant ainsi dans une fabrique, la révélation de pareilles indications dans l'intention déjà dite, la paiera ou la récompensera, ou la fera payer ou récompenser pour une révélation de ce genre.

ANNEXE XX

LOI DU 6 JUILLET 1895 SUR LES FABRIQUES ET ATELIERS

(Paiement du travail à la tâche)

Section 40. — 1^o Dans toute fabrique textile, et afin de faciliter à chaque ouvrier payé aux pièces le calcul du montant du salaire total qu'il doit toucher pour son travail, l'occupant doit faire publier, comme suit, des indications détaillées concernant le taux du salaire applicable au travail à faire, ainsi que tous renseignements sur le travail auquel est applicable ce salaire :

a) Les indications relatives au taux du salaire applicable au travail à exécuter par un tisserand dans les industries de la laine cardée ou peignée, à l'exception de la bonneterie seront fournies par écrit à celui-ci au moment de la remise du travail ; elles seront également

reproduites sur un placard ne contenant aucune mention et affiché en une place où il soit facilement lisible;

b) Les indications relatives au taux du salaire applicable au travail à exécuter par tout ouvrier autre que les tisseurs sus-mentionnés lui seront fournies par écrit au moment où le travail lui sera remis ;

Si les mêmes indications sont applicables au travail exécuté par chacun des ouvriers dans une même salle, il suffira de les consigner dans cette pièce sur un placard ne contenant aucune autre mention et affiché dans cette salle en une place où il soit facilement lisible ;

c) Les indications relatives au travail qui doit être exécuté par chaque ouvrier, en tant qu'elles affectent le montant du salaire payable à celui-ci, doivent, sauf le cas où elles sont fournies par un indicateur automatique, lui être données par écrit au moment de la remise du travail;

d) Les indications relatives soit au taux du salaire, soit au travail à faire, ne doivent pas être exprimées au moyen de signes ;

e) Là où est en usage un indicateur automatique pour déterminer le travail accompli, cet indicateur portera, marqué sur son enveloppe, le nombre de dents de chaque roue et le diamètre du rouleau moteur ; toutefois, dans le cas de machines à filer à bâti mobile, au lieu du diamètre du rouleau moteur seront marqués le nombre de broches et la longueur de ces machines ;

f) Quand les indications relatives au travail à exécuter par chaque ouvrier, et affectant le montant du salaire payable à celui-ci sont fournies par un indicateur automatique et qu'un placard contenant les indications rela-

tives au taux du salaire est apposé dans chaque atelier, en vertu d'un arrangement entre patrons et ouvriers et en conformité avec les prescriptions de la présente section, cet affichage constituera une exécution suffisante de la présente section;

2° Si l'occupant manque à se conformer aux prescriptions de la présente section ou s'il fait frauduleusement usage d'un faux indicateur pour déterminer les conditions ou la somme d'un travail payé aux pièces, ou si un ouvrier dérange frauduleusement un indicateur automatique, l'occupant ou l'ouvrier, suivant le cas, sera passible pour chaque délit d'une amende ne dépassant pas 10 livres; dans le cas d'une seconde ou d'une subséquente condamnation, dans les deux ans à partir de la dernière condamnation pour ce délit, l'amende ne pourra être inférieure à une livre. Il est bien entendu qu'un indicateur ne pourra être réputé faux s'il est en conformité avec les prescriptions de la présente section;

3° Si une personne quelconque, engagée comme ouvrier dans une fabrique ou un atelier, ayant reçu des indications sus-mentionnées fournies soit directement à elle-même, soit à un camarade d'atelier, révèle ces indications dans le dessein de divulguer un secret de fabrication, elle sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres;

4° Sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres, quiconque, dans le but d'obtenir connaissance d'un secret de fabrication ou de le divulguer, sollicite ou obtient d'une personne engagée dans une fabrique des indications sus-mentionnées, ou dans ce but la paie ou la récompense où la fait payer et récompenser pour la révélation des dites indications;

5° Le présent article sera applicable aux lieu et place de l'article 24 de l'acte 1891 ;

6° Le secrétaire d'État, après avoir reconnu sur le rapport de l'inspecteur que les dispositions de la présente section sont applicables à une classe de fabriques non textiles ou à une classe d'ateliers, peut, s'il le juge à propos, et par une ordonnance rendue en conformité de la section 65 de l'acte principal (voir ci-dessous annexe 21) appliquer les dispositions de la présente section à cette classe de fabriques ou d'ateliers, sauf à modifier ces dispositions dans la mesure qu'il croira nécessaire pour les adapter à chaque cas particulier.

ANNEXE XXI

LOI DE 1878 SUR LE TRAVAIL DES PERSONNES EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE

Section 65. — Les règles suivantes s'appliqueront aux ordonnances que la deuxième partie de la présente loi donne au secrétaire d'Etat le pouvoir de rendre :

1° Ces ordonnances seront signées du secrétaire d'Etat, publiées dans la London Gazette, et exécutées à dater du jour de leur publication ou du jour ultérieur y indiqué.

2° Elles seront temporaires ou permanentes, avec ou sans condition, et soit qu'elles étendent une prohibition ou une restriction, accordent une faculté exceptionnelle, ordonnent l'adoption d'un procédé ou la confection d'un travail, rapportent une ordonnance antérieure ou édictent une prescription, elles pourront le faire pour partie ou pour le tout.

3° Elles seront, aussitôt que possible, communiquées aux deux Chambres du Parlement ; si l'une ou l'autre des deux Chambres, dans les quarante jours de la communication, prononce l'annulation d'une ordonnance, celle-ci cessera d'être obligatoire dès le jour de son annulation, mais les actes faits dans l'intervalle en exécution de cette ordonnance seront maintenus, et le secrétaire d'Etat conservera le droit de rendre une ordonnance sur le même objet.

4° Pendant qu'elles seront en vigueur, les ordonnances, autant que leur teneur le permettra, seront censées faire partie de la disposition de la loi d'où procédera le pouvoir de les rendre.

ANNEXE XXII

LOI DU 17 AOUT 1901 CODIFIANT ET AMENDANT LES LOIS SUR LES FABRIQUES ET ATELIERS

VII^e Partie. — *Détermination du travail des salaires.*

Section 116. — 1° Dans les fabriques textiles, les occupants devront, afin de permettre aux ouvriers rétribués à la pièce de calculer le montant total des salaires qui leur sont dus pour le travail qu'ils ont effectué, faire publier le tarif des salaires qui leur reviennent pour le travail qu'ils exécutent, ainsi que les particularités du travail auquel ce tarif est applicable, à savoir :

a) S'il s'agit de tisseurs de laine ou de laine peignée, à l'exception de la bonneterie, le tarif des salaires applicables au travail effectué par les tisseurs leur sera remis par écrit en même temps que l'ouvrage leur sera délivré, et il sera également publié dans une affiche qui ne s'occu-

pera d'aucune autre matière et qui sera apposée en un endroit d'où elle peut être lue facilement ;

b) S'il s'agit de tisseurs de l'industrie du coton, le tarif des salaires applicable au travail à effectuer par eux leur sera remis par écrit en même temps que l'ouvrage leur est délivré, et la base et les conditions d'après lesquelles les prix sont réglés et fixés seront aussi publiées dans chaque salle au moyen d'une affiche qui ne s'occupera d'aucune autre matière et qui sera apposée en un endroit d'où elle peut être lue facilement ;

c) S'il s'agit d'autres ouvriers, le tarif des salaires applicable au travail à effectuer par eux leur sera remis par écrit en même temps que l'ouvrage leur est délivré. Toutefois, si le même tarif est applicable au travail effectué par tous les ouvriers d'une même salle, il suffira de le publier dans celle-ci au moyen d'une affiche qui ne s'occupera d'aucune autre matière et qui sera apposée en un endroit d'où elle peut être lue facilement ;

d) Les particularités du travail à effectuer par les ouvriers, qui sont de nature à influencer sur le montant des salaires qui doivent leur être payés, devront (sauf dans la mesure où elles peuvent être constatées par un compteur automatique) leur être remises par écrit au moment où l'ouvrage leur est délivré ;

e) Les particularités relatives au taux des salaires ou au travail ne pourront être exprimées au moyen de signes ;

f) S'il est fait usage d'un compteur automatique, le cadre de celui-ci devra indiquer le nombre des dents de chaque roue et le diamètre de l'arbre de commande ; toutefois, s'il s'agit de machines à filer, il devra indiquer le nombre de broches et la longueur des chariots mobiles de la

machine au lieu du diamètre de l'arbre de commande ;

g) Si les particularités du travail à effectuer par les ouvriers, en tant qu'elles affectent le montant des salaires auxquels ils ont droit, sont constatées par un compteur automatique et si une affiche contenant le tarif des salaires est apposée dans chaque salle, en vertu d'un accord entre employeurs et ouvriers et en conformité avec les prescriptions de la présente section, cet affichage constituera une observation suffisante de la présente section.

2° Les occupants qui négligent de se conformer aux prescriptions de la présente section ou qui font frauduleusement usage de compteurs faux pour constater les particularités ou qui modifient frauduleusement un compteur automatique seront, selon les cas, passibles, pour chaque infraction, d'une amende de dix livres au maximum ; et, en cas de récidive dans les deux années consécutives à la dernière condamnation, à une amende d'une livre au moins pour cette nouvelle infraction. Toutefois les compteurs ne sont pas considérés comme faux s'ils répondent aux prescriptions de la présente section.

3° Celui qui, engagé comme ouvrier dans une fabrique, révèle, en vue de faire connaître un secret industriel, les particularités qui lui ont été communiquées, sans distinguer si elles lui ont été fournies à lui directement ou à un de ses compagnons, sera passible d'une amende de dix livres au maximum.

4° Celui qui, dans le but de surprendre ou de divulguer un secret industriel, engage ou pousse une personne engagée comme ouvrier dans une fabrique à révéler des particularités de cette espèce, ou qui, dans ce but, paie ou rémunère un telle personne, ou fait payer ou rémuné-

rer une telle personne pour révéler des particularités, sera passible d'une amende de dix livres au maximum.

5° Le secrétaire d'État peut, après s'être convaincu, sur le rapport d'un inspecteur, que les dispositions de la présente section sont applicables à une catégorie de fabriques non textiles ou à une catégorie d'ateliers, appliquer, s'il le juge utile, par ordonnance spéciale, les dispositions de la présente section à cette catégorie d'établissements avec les modifications qu'il juge nécessaires pour les adapter aux circonstances du cas. Il peut aussi, par une ordonnance de même nature, appliquer ces dispositions, avec les modifications qu'il juge nécessaires pour les adapter aux circonstances du cas, à certaines catégories de personnes ; il pourra être exigé que des listes de ces dernières soient tenues conformément aux dispositions de la présente loi relatives aux ouvriers à domicile et aux employeurs de ceux-ci.

Section 117. — Les lois sur les poids et les mesures actuellement en vigueur s'étendront aux poids, mesures balances et bascules de tous genres dont il est fait usage dans les fabriques ou ateliers pour contrôler ou déterminer les salaires des personnes y occupées de la même manière que si elles étaient employées pour la vente des marchandises et que ces établissements fussent des magasins ; ces lois seront appliquées en conséquence et les inspecteurs des poids et mesures ou les autres personnes autorisées à inspecter ou à examiner les poids et mesures, inspecteront, poinçonneront, marqueront, éprouveront, et examineront les poids et mesures, balances et bascules de tous genres, et, dans ce but, ils auront les mêmes

droits et balances de tous genres dont il est fait usage pour la vente des marchandises.

ANNEXES XXIII

ORDONNANCE DU 14 SEPTEMBRE 1909 RELATIVE A LA CONFECTION DES VÊTEMENTS

Extension de la section 116 de la loi de 1901, sur les fabriques et ateliers, à la fabrication, l'ornementation, les modifications, le finissage, les réparations des vêtements (littéralement : tout ce qui se porte) et des industries connexes.

Cette ordonnance ne s'applique pas aux travaux réglementés par l'ordonnance du 22 avril 1903 sur les chapeaux de feutre. La section 116 est ainsi modifiée :

I. — Le patron ou l'entrepreneur devra, afin de permettre à tout ouvrier payé à la pièce de calculer le montant total des gages qui lui sont dus pour le travail qu'il a effectué, faire publier le tarif des salaires applicables au travail exécuté, ainsi que les particularités du travail auquel ce tarif est applicable, de la manière suivante :

a) Il portera le tarif de salaire à la connaissance du travailleur :

1° Soit en lui donnant un écrit ou un imprimé, lorsque l'ouvrage lui est confié ;

2° Soit, lorsque les ouvriers sont employés dans une fabrique ou un atelier, en indiquant ces détails dans une affiche qui ne s'occupera d'aucune autre matière, affiche qui sera posée de manière à être facilement lisible par tous les ouvriers.

b) Le tarif des salaires applicable au travail à affectuer

par l'ouvrier lui sera remis par écrit en même temps que l'ouvrage.

c) Les détails, soit du taux des gages de l'ouvrage à faire, ne pourront être exprimés au moyen de signes.

II. — Le patron ou l'entrepreneur qui ne se conformera pas aux dispositions de cet article sera passible, pour chaque infraction, d'une amende qui n'excédera pas 10 livres sterling; et, en cas de récidive dans les deux ans qui suivront la dernière condamnation, à une amende de 1 livre sterling au moins pour chaque infraction.

III. — Celui qui, engagé comme ouvrier dans une des fabriques visées dans cette ordonnance, révélera, en vue de divulguer un secret d'industrie, les particularités qui lui auront été communiquées, sera passible d'une amende qui n'excédera pas 10 livres sterling.

IV. — Celui qui, dans le but de surprendre un secret d'industrie ou de le divulguer, cherchera à se procurer ces détails ou engagera une personne à les révéler, ou donnera une somme d'argent ou une récompense, ou bien fera payer ou récompenser une personne dans le même but, sera passible d'une amende qui n'excédera pas 10 livres.

Dans cet ordonnance, le terme *out worker* (ouvriers du dehors, ouvrier à domicile) signifie :

a) Tout ouvrier travaillant pour une usine ou une fabrique, hors de l'usine ou de la fabrique, soit directement pour le patron, soit par l'intermédiaire d'un entrepreneur.

b) Tout ouvrier employé par le patron d'un établissement quelconque qui donne du travail par l'intermédiaire d'un entrepreneur.

c) Tout entrepreneur, employé par un patron pour les

affaires d'une usine ou d'un atelier, hors de l'usine ou de l'atelier, ou employé par le patron d'un établissement quelconque donnant du travail, exception faite de l'entrepreneur qui n'a fait aucune partie de l'ouvrage qu'il entreprend.

Dans ce dernier cas, un patron ayant contracté avec un entrepreneur ne sera pas passible d'une amende s'il manque à lui fournir les indications, s'il prouve au tribunal qu'il avait une raison plausible de croire que l'entrepreneur était le patron d'une usine ou d'un atelier et que l'ouvrage donné au dehors serait entièrement fait par des personnes employées par l'entrepreneur, et qu'aucune partie de cet ouvrage ne serait faite personnellement par l'entrepreneur.

Les ordonnances du 5 janvier et 17 décembre 1903, relatives aux tailleurs en gros, et à la fabrication, la modification, l'ornementation, le finissage et la réparation des vêtements, et toute la partie de l'ordonnance du 23 mai 1907 relative à la fabrication des chaussures et bottines, sont abrogées. Cet ordonnance sera mise en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1909.

ANNEXE XXIV

ORDONNANCE DU 15 NOVEMBRE 1909 RELATIVE A LA FABRICATION DES CHOCOLATS ET BONBONS, A LA MANUFACTURE DU TABAC ET DES CARTOUCHES

Extension des dispositions de la section 116 de la loi de 1901 sur les fabriques et ateliers, avec les modifications suivantes :

La section 116 sera modifiée ainsi :

I. — Le patron devra, dans le but de permettre à chaque ouvrier travaillant à la pièce, de calculer le montant total des gages qui lui sont dus pour son travail, faire publier les particularités du travail à exécuter et le tarif des salaires applicable au dit travail, de la manière suivante :

a) Il fournira à tout travailleur par écrit ou imprimé le tarif des salaires applicables à l'ouvrage qui lui sera confié, lorsqu'il sera employé pour la première fois et dans toutes les occasions subséquentes où les taux seront fixés ou modifiés ; ou bien il indiquera ces détails dans une affiche posée dans la salle où le travail sera exécuté.

b) Les détails relatifs à la nature et au montant de l'ouvrage à faire par chaque travailleur, en ce qui concerne le montant du salaire qui devra lui être payé, seront fournis par écrit au moment où l'ouvrage lui sera donné.

Il est prescrit que : 1^o Il ne sera pas nécessaire de fournir des détails de la nature de l'ouvrage lorsque cet ouvrage sera d'une classe dont le type sera suffisamment déterminé par la matière première donnée et lorsqu'il sera indiqué sur une affiche, ainsi qu'il est dit plus haut, affiche contenant le taux des salaires applicable à cet ouvrage.

2^o Si les détails du montant de l'ouvrage sur lequel le travailleur sera payé ne peuvent être indiqués avant que l'ouvrage ne soit achevé, ils seront fournis à l'ouvrier par écrit ou par voie d'affiche apposée dans la salle où se fait le travail, dès que cela sera possible.

II. — Lorsqu'un ouvrage est donné au dehors pour être fait en commun par une équipe d'ouvriers, les détails qui doivent être donnés sont les suivants :

a) Le taux des gages applicables à l'ouvrage à faire par l'équipe d'ouvriers et les proportions (si elles sont fixées par le patron) suivant lesquelles les taux de différents membres de l'équipe sont calculés ;

b) Les détails de l'ouvrage à faire par l'équipe, qui affectent le montant payable à l'ensemble de l'équipe.

Le patron pourra, au lieu de fournir à chaque membre de l'équipe les particularités du travail, les indiquer dans une affiche posée dans la salle où le travail doit être fait.

III. — Si l'ouvrier est requis de rendre les détails écrits ou de les transmettre avec l'ouvrage à un autre ouvrier :

a) Ou bien une copie lui sera donnée, et il pourra la garder pour son usage personnel ;

b) Ou bien un livre lui sera donné, sur lequel il pourra inscrire les détails ; la mention qui en sera faite sera examinée à la requête de l'ouvrier par la personne qui reçoit le travail pour le compte de l'employé.

IV. — Les détails relatifs soit au taux des gages, soit au travail ne seront pas exprimés par des signes.

V. — Toute affiche apposée en exécution des dispositions ci-dessus ne s'occupera d'aucune autre matière que détails relatifs au taux des gages ou à l'ouvrage suivant les cas, et elle sera placée en un endroit d'où elle sera facilement lisible.

VI. Si le patron n'observe pas les dispositions de cet article, il sera passible, pour chaque infraction, d'une amende qui n'excédera pas une livre sterling, et, en cas de récidive dans les deux années qui suivront la dernière condamnation, à une amende d'une livre au moins pour cette nouvelle infraction.

VII. — Celui qui, engagé comme ouvrier dans l'une des

industries mentionnées ci-dessus, et qui ayant reçu les détails, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un camarade, les divulguera, de manière à faire connaître un secret d'industrie, sera passible d'une amende qui n'excèdera pas 10 livres.

VIII. — Si quelqu'un, dans le but d'obtenir la connaissance d'un secret d'industrie pour le divulguer, cherche à se procurer les détails, ou s'il donne une somme d'argent ou une récompense, ou bien fait payer ou récompenser une personne dans le même but, il sera passible d'une amende qui n'excèdera pas 10 livres sterling.

Cette ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1910.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

MASSACHUSETTS

ANNEXE XXV

LOI DU 8 MAI 1901 CONCERNANT L'AFFICHAGE DE CERTAINES INDICATIONS DANS LES FABRIQUES TEXTILES

1^o La section du chapitre 144 des lois de 1895 est modifiée de façon à avoir la teneur suivante :

Section 1.— L'exploitant ou le gérant de toute fabrique textile devra afficher dans chaque local où des ouvriers travaillent à la tâche, lisiblement écrites ou imprimées et

en nombre suffisant pour être aisément accessibles pour ces ouvriers, les indications relatives à la nature de chaque espèce de travail à effectuer par eux ainsi qu'au taux de la rémunération. Ces indications, lorsqu'il s'agira de salles à tisser, devront déterminer la longueur ou le poids maxima ou convenus d'une échevette ou d'une pièce, le compte par pouce de rot et le nombre de passées par pouce, ainsi que le prix par échevette ou par pièce, ou par livre ; ou bien si le paiement est fait à la passée ou au yard, le prix par passée ou par yard ; et chaque chaîne portera une étiquette indicatrice ou un signe distinctif. Dans les ateliers à filer au doux ou sur métier, le nombre de mèches ou de fils et le prix par écheveau pour chaque type de machine devra être indiqué ; et chaque machine devra porter une étiquette indiquant la quantité de mèches ou de fils qu'il a servi à préparer. La longueur maxima d'une échevette ou d'une pièce ne pourra excéder 5 o/o de la longueur proposée de celle ci ;

2° La section 3 du même chapitre est modifiée de façon à avoir la teneur suivante :

Section 3. — Les membres du service de l'inspection de la police du district sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi, et ils auront le droit de pénétrer dans tout local, établissement ou fabrique dans le but de s'assurer des faits relatifs à toute espèce de travail effectué dans ces établissements ou originaires d'un autre local, établissement ou fabrique, et dans le but d'en vérifier le mesurage ; et toute personne qui mettra obstacle à l'exercice de leurs fonctions, sera passible des pénalités prévues à la section 2 de la présente loi.

ANNEXE XXVI

LOI DU 17 AVRIL 1905 RELATIVE AU PAIEMENT DES SALAIRES AUX OUVRIERS DANS LES INDUSTRIES TEXTILES

1^{re} La section 65 du chapitre 106 des lois révisées aura la teneur suivante :

Section 65. — L'exploitant ou le gérant qui fabrique le coton remettra, en même temps que la chaîne, à tout tisserand payé à la pièce, à l'écheveau ou au yard, un bulletin manuscrit ou imprimé contenant les indications suivantes relativement au travail à effectuer et au salaire à payer : nombre des écheveaux, nombre de yards par échevette ou par pièce, le prix par yard, écheveau ou pièce, le nombre de passées par pouce, et le nombre de rots au pouce.

L'exploitant ou le gérant fournira également à tout ouvrier employé en qualité de beylicur l'indication du nombre des mèches et le salaire par un ou plusieurs écheveaux, et à ceux qui travaillent en qualité d'ourdisseurs, l'indication du nombre de fils par chaîne et le taux de la rémunération, et à tout ouvrier payé à la livre l'indication du salaire payé pour une ou plusieurs livres.

Les indications susdites devront être remises aux intéressés sur bulletin manuscrit ou imprimé, dans les trois jours de l'engagement de l'ouvrier.

2^{re} La section 66 aura la teneur suivante :

Section 66. — L'exploitant ou le gérant de toute fabrique textile devra afficher dans chaque local où des ouvriers travaillent à la tâche, lisiblement écrites ou imprimées et

en nombre suffisant pour être aisément accessibles pour ses ouvriers les indications relatives à la nature de chaque espèce de travail à effectuer par eux ainsi qu'au taux de la rémunération. Ces indications, lorsqu'il s'agira de salles à tisser, devront déterminer la longueur maxima et convenues d'une échevette ou d'une pièce, le compte par pouce de rot et le nombre de passées par pouce, ainsi que le prix par écheveau ou par pièce ou par livre ; ou bien si le paiement est fait à la pièce ou au yard, le prix par passée ou par yard ; et chaque chaîne portera une étiquette ou un signe distinctif. Dans les ateliers à filer au doux ou sur métiers, le nombre de mèches et le prix par écheveau, pour chaque type de machine, devra être indiqué ; et chaque machine devra porter une étiquette indiquant la quantité de mèches ou de fils qu'il a servi à préparer. La longueur maxima d'une échevette ou d'une pièce ne pourra excéder 3 o/o de la longueur proposée de celle-ci. Toutefois il suffira à tout ouvrier accusé d'avoir dépassé, en violation de la loi, la longueur convenue de faire valoir qu'il a agi sur l'ordre d'une autre personne.

3^o à 5^o Procédure .

6^o La loi entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1905.

LÉGISLATION ALLEMANDE

ANNEXE XXVII

LOI DU 30 JUIN 1900 MODIFIANT LE CODE INDUSTRIEL

§ 114. — a) En ce qui concerne des industries détermi-

nées, le Conseil fédéral peut prescrire l'emploi de livrets de salaires ou de bulletins de travail. L'employeur ou son représentant autorisé y insérira :

1° La nature et l'étendue du travail à exécuter et, lorsque le travail est fait à la pièce, le nombre des pièces ;

2° Le taux des salaires ;

3° Les conditions relatives à la fourniture d'outils et de matériaux en vue des travaux à exécuter.

.

Le livret de salaires ou le bulletin de travail doit être fourni par l'employeur à ses frais et remis gratuitement à l'ouvrier, après insertion des indications prescrites avant que le travail lui soit confié ou au moment où on l'en charge.

ANNEXE XXVIII

ORDONNANCE DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 9 DÉCEMBRE 1902 IMPOSANT DES LIVRETS DE SALAIRES DANS L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION D'OBJETS D'HABILLEMENT ET DE LIN- GERIE.

En vertu du paragraphe 114 *a* du Code industriel, le Conseil fédéral a arrêté ce qui suit :

Dans les établissements où l'on se livre à la fabrication ou au façonnement en gros d'objets d'habillement pour hommes ou garçons (vestons, pantalons, gilets, pardessus, etc...) pour femmes et enfants (manteaux, robes, mantilles etc...) ou d'objets de lingerie en tissu, blancs ou de couleur, industrie du vêtement et de la lingerie, la tenue des livrets de salaires est prescrite à partir du 1^{er} avril 1903.

Les livrets de salaires mentionneront aussi les conditions de l'allocation de la nourriture et du logement, dans les cas où la nourriture et le logement représentant une partie du salaire.

INDEX BIBLIOGRAPHIE

FRANCE

Bulletin des Lois.

DUVERGER. — Collection des lois, décrets et ordonnances.

SIREY. — Lois annotées.

DALLOZ. — Jurisprudence générale.

— Collection des arrêts.

Moniteur officiel.

Journal officiel.

OFFICE DU TRAVAIL : Bulletin.

— Statistiques des grèves et des recours à la conciliation.

— Les Associations professionnelles ouvrières.

— Enquête relative aux modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850 (1906-1908).

Bulletin de l'Inspection du Travail.

Revue d'économie politique.

AMIEUX. — Des Conditions du Travail dans les mines (Thèse).

AUDIGANNE. — Les Ouvriers en famille.

BOISSARD. — Rapport sur la loi du 7 mars 1850 et le mesurage du travail à la tâche (Publication de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs).

DELATTRE. — Les Bureaux de conditionnement.

FAUCHEUR (E.). — Rapport sur les fils et tissus de lin à l'Exposition de 1900.

JAY. — Élément de Législation industrielle.

JAY. — Le Contrat collectif de travail.

LAMBERT (M.). — La Protection du salaire.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — La Question ouvrière au XIX^e siècle.

PERREAU et FAGNOT. — Rapports sur le Contrat du travail
(Publication de l'Association nationale française, etc).

PETITCOLLOT. — Les Syndicats ouvriers de l'Industrie textile
dans l'arrondissement de Lille.

PIC. — Législation industrielle.

SCHLOSS (David). — Les Modes de rémunération du travail.

SIMIAND. — Le Salaire des ouvriers des Mines de charbon en
France.

Conférence d'Études sociales (Lille, Ducoulombier).

Rapports des jurys des Expositions universelles.

BELGIQUE

Pasinomie belge.

Annales parlementaires belges.

OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Bulletin.

OFFICE DU TRAVAIL BELGE. — Statistique des grèves.

— Rapports annuels de l'Inspection du Travail.

LOUIS VARLEZ. — Les Salaires dans l'Industrie gantoise
(Publié par l'Office du Travail belge).

Th. THEATE. — Commentaire législatif de la loi du 15 juin
1896.

ANGLETERRE

Annuaire de Législation étrangère.

The Public's general Act's.

Parliamentary Debates.

London Gazette.

Labour Gazette.

Factories and Workshops Inspector Report.

Bulletin de l'Office international du Travail.

ATHERLY JONES. — *The Miner's Handy Book.*

Laurent DECHESNE. — *L'Évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre.*

Louis VARLEZ. — *Les Salaires dans l'Industrie gantoise : les Salaires en Angleterre.*

L'Office du Travail belge et le Home Office nous ont fort aimablement communiqué des renseignements qui nous ont été d'un précieux secours, notamment en ce qui concerne le dernier état de la législation, et les résultats de son application, en Belgique et en Angleterre.

Nous sommes heureux de pouvoir ici leur adresser publiquement l'expression de notre reconnaissance.

ERRATA

Page 24. Par suite d'une erreur matérielle, nous avons indiqué la loi du 27 Mars 1851 comme sanctionnant actuellement la possession et l'usage de faux poids et de fausses mesures.

Il convient d'indiquer que cette loi, ainsi que l'article 423 du Code Pénal auquel elle se réfèrait, ont été abrogés par la loi du 1^{er} Août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et produits agricoles.

Le principe reste toujours le même cependant; ne sont visées que *les fraudes dans la vente* — seules les pénalités sont augmentées — L'Article 1^{er} spécifie : Quiconque aura trompé ou tenté de trompé le contractant : . . . soit sur la quantité des choses livrées . . . sera puni de l'emprisonnement, pendant 3 mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 fr. (cent) au moins, de 5000 fr. (cinq mille) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis : — soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts; — soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations . . . du pesage ou du mesurage.

Article 4. — Seront punis d'une amende de 50 fr. (cinquante) à 3000 fr. (trois mille) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement : — Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons, etc. — soit de poids ou de mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises.

Cette aggravation des pénalités ne fait que nous confirmer dans nos conclusions premières, visant l'application aux relations nées du Contrat de Travail de ces sanctions de l'usage de faux poids ou de fausses mesures.

Page 236, *au lieu de* : l'emploi d'un mode (ou d'un appareil de mécanique spécial), *lire* : l'emploi d'un mode (ou d'un appareil) de mesure spécial.

Page 251, *au lieu de* : War, page, etc., *lire* : Warpage ou en-souplage.

Page 300 et suivantes : dans l'étude de la législation anglaise des fabriques et ateliers, *lire* : "fabrique" *au lieu de* : "usine".

Index Bibliographique — France, ajouter : *Fagnot* — La réglementation du travail en chambre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE MESURAGE DU TRAVAIL A LA TACHE : ÉTUDE THÉORIQUE

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE SUR LA QUESTION

CHAPITRE PREMIER. — La loi du 7 mars 1850.....	55
CHAPITRE II. — Inapplication de la loi de 1850. — Ses raisons. — Nouveaux abus.....	73
CHAPITRE III. — Le projet de loi du 6 décembre 1904. — La valeur actuelle de la loi du 7 mars 1850.....	80
CHAPITRE IV. — Enquête sur les conditions du travail dans l'industrie textile. 1906-1908.....	91
CHAPITRE V. — Choix des unités de compte.....	96
CHAPITRE VI. — Détermination des modes de paiement.	102
CHAPITRE VII. — Détermination des modes de paiement (suite).....	117
CHAPITRE VIII. — Modifications à apporter aux livrets et aux mentions à y inscrire.....	127
CHAPITRE IX. — Le mesurage. — Les instruments.....	147
CHAPITRE X. — Le contrôle des ouvriers.....	161
CHAPITRE XI. — L'affichage obligatoire des tarifs de salaires.....	175
CHAPITRE XII. — Le projet de loi du 4 novembre 1909..	181

CHAPITRE XIII. — Le mesurage du travail à la tâche dans l'industrie minière.....	188
CHAPITRE XIV. — Industries diverses.....	210

TROISIÈME PARTIE

L'EXPÉRIENCE ÉTRANGÈRE

A. — *L'Expérience belge*

CHAPITRE PREMIER. — Les lois du 15 juin 1896.....	216
CHAPITRE II. — La loi du 30 juillet 1901.....	229
CHAPITRE III. — Résultats de l'application de la loi du 30 juillet 1901 et des arrêtés royaux pris en con- formité.....	246
CHAPITRE IV. — Résultats de l'application de la loi du 30 juillet 1901 et des arrêtés royaux pris en con- formité (suite).....	262
CHAPITRE V. — Critique de la législation belge.....	274

B. — *L'Expérience anglaise*

CHAPITRE PREMIER. — Le mesurage du travail à la tâche dans l'industrie minière....	280
CHAPITRE II. — Législation des fabriques et ateliers. — Lois de 1891, 1895 et ordonnances.....	300
CHAPITRE III. — Loi de 1901. — Ordonnances ministé- rielles. — Résultats de leur application.....	312
CHAPITRE IV. — Rapports des inspecteurs des fabriques et ateliers. (suite).....	321
CHAPITRE V. — Rapports des inspecteurs des fabriques et ateliers.....	331
CHAPITRE VI. — Critique de la législation anglaise....	346

C. — *L'Expérience allemande*

IV. — CONCLUSION.....	354
V. — ANNEXES.....	361

